

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSÉ,  
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Louatcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménev* (Russie), *Sirota, Manner, Kuusinen* (Finlande), *Höglund, Ström, Kilborn, Griglund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannekok, Gorter, Wijnkoop, Rutgers, Ravestejn* (Hollande), *Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabaktchieff* (Bulgarie), *Gruber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Roßstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Deslinières, Monatte, Guillebeux, Sadouf, Péricat* (France), *Serrati, Bombaci, Daragona, Balabanova* (Italie), *Platten, Münsenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Rudas, Roudnyansky* (Hongrie), *Marchlevsky-Karsky* (Pologne),  
o o o *John Reed, Jim Larkin* (Amérique), etc., etc. o o o

№ 14

2<sup>e</sup> ANNÉE  
NOVEMBRE 1920

BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19  
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



## LA TROISIÈME ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Ce sera le 7 novembre 1920, le troisième anniversaire de la révolution prolétarienne en Russie. Le 7 novembre 1920, il se sera écoulé trois années depuis la révolution prolétarienne en Russie, trois longues années remplies des épisodes les plus dramatiques, de la lutte la plus dure, des sacrifices les plus pénibles. Durant tout ce temps, les gouvernements bourgeois d'Angleterre, de France, d'Amérique, du Japon, d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Tchéco-Slovaquie, de Turquie, de Roumanie, de Pologne, de Lettonie, d'Esthonie, d'Arménie, de Géorgie et d'autres pays encore, n'ont cessé de faire la guerre au gouvernement de la Russie. En vérité, le gouvernement ouvrier de la première république soviétiste a eu à lutter dans la personne de la bourgeoisie contre un univers d'ennemis. Il n'est point de violence, de moyens de persécution, de bassesse que durant cette période, les gouvernements du monde entier n'aient mis en œuvre contre la Russie Soviétiste.

Mais la Russie Soviétiste a tenu bon. Les ouvriers et les paysans laborieux ont eu raison de toutes les difficultés et se sont forgé une arme puissante qui leur a permis de se défendre contre leurs ennemis: cette arme, c'est l'Armée Rouge avec ses millions de soldats. La faim et le froid, les souffrances et les tortures de toutes sortes, le peuple russe et en particulier la classe ouvrière de Russie en a porté le terrible fardeau. Sans faire entendre une plainte, le prolétariat russe avec un courage, un héroïsme véritablement prolétariens a repoussé les assauts furieux des bêtes fauves qui l'entouraient et il a vaincu.

Ces dernières semaines, la presse bourgeoise d'Europe et d'Amérique a redoublé de mensonges et de calomnies dans sa campagne contre la Russie Soviétiste. Elle relate des soi-disant insurrections en Russie Soviétiste, elle parle de défaites inouïes sur le front, etc... Tout cela n'est que mensonge. La Russie Soviétiste est actuellement plus forte que jamais. La Russie Soviétiste termine victorieusement sa lutte avec son dernier ennemi

à l'intérieur, le général Wrangel qui soutient la clique éhontée des capitalistes anglais et français.

Les ouvriers russes ont résolu de fêter le troisième anniversaire de la révolution prolétarienne par un redoublement d'activité dans l'œuvre de la propagande pour l'Armée Rouge et par un renforcement de la discipline du travail, dans leur sein. Et, à ce troisième anniversaire, les ouvriers russes qui ont tant peiné et tant souffert, ont le droit de s'adresser à vous, ouvriers du monde entier, pour vous demander encore une fois de leur prêter votre appui.

Camarades, jusqu'à présent, lorsqu'un gouvernement bourgeois quelconque attaquait la Russie Soviétiste, les partis ouvriers pour la plupart proclamaient le mot d'ordre de la non-intervention. Ils exigeaient de leurs gouvernements bourgeois que ceux-ci respectassent la neutralité et ne s'immiscassent point dans les affaires intérieures des autres pays. Actuellement, cela n'est pas suffisant. Le mot d'ordre de la non-intervention, de la neutralité doit faire place à un mot d'ordre appelant les ouvriers des autres pays à un **SOUTIEN ACTIF** de la Russie Soviétiste par tous les moyens possibles. Il est temps de passer de la défensive à l'offensive.

Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste avait déjà convié les ouvriers du monde entier à empêcher par tous les moyens en leur pouvoir le transport par qui que ce soit de munitions dans tous les pays en lutte contre la Russie Soviétiste. Le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste vous avait demandé de faire sauter les trains transportant ces munitions, de désarmer les officiers bourgeois et de s'opposer par tous les moyens aux ennemis de la Russie Soviétiste. Au jour du troisième anniversaire de la grande révolution prolétarienne, nous vous répétons cet appel.

La sanguinaire bourgeoisie française soudoie les bourreaux hongrois et les égorgeurs roumains et les incite à attaquer la Russie Soviétiste et à aider le

bandit tsariste qui a nom: Wrangel. Une campagne de ce genre se mène actuellement en Tchéco-Slovaquie. Les ouvriers de Roumanie, de Hongrie et de Tchéco-Slovaquie doivent être sur leurs gardes et avoir présent à l'esprit leur devoir. Les ouvriers français et anglais ne doivent pas oublier un instant la responsabilité qui leur incombe au moment où les gouvernements bourgeois préparent une nouvelle attaque contre la Russie Soviétiste.

Ouvriers du monde entier, rappelez les flots de mensonges, de calomnies que l'on a déversés pendant ces trois ans contre la première Grande République Socialiste du monde. En dépit de tout, chaque heure voit croître le prestige moral de la Russie Soviétiste. La Russie Soviétiste, tel un aimant immense, attire à elle les cœurs de tous les honnêtes travailleurs du monde. La Russie Soviétiste a su réveiller, éclairer les peuples opprimés de l'Orient, ces parias parmi les parias. La Russie Soviétiste a su, d'une main, parer les attaques de ses ennemis, de l'autre jeter les fondements d'une nouvelle vie.

L'exemple de la Russie Soviétiste qui a su, dans une lutte inégale contre le monde bourgeois tout entier, au milieu de l'indifférence, surtout au début de la révolution, des ouvriers des autres pays, vaincre et conquérir le pouvoir pour les travailleurs, cet exemple, disons-nous, doit insuffler en vous la foi en notre victoire. Les ouvriers des autres pays n'auront pas à soutenir une lutte aussi pénible. Le chemin est frayé, la véritable voie est indiquée.

Ouvriers, ouvrières, travailleurs, que le jour du troisième anniversaire de la grande révolution prolétarienne ne passe pas inaperçu parmi vous. Que dans toute l'Europe, que dans le monde entier, il n'y ait pas une ville, pas un bourg industriel, pas une fabrique, pas une usine, pas une mine, ni une caserne où l'on ne célèbre d'une façon ou d'une autre l'anniversaire de la révolution russe. Organisez des meetings, des manifestations, des défilés, expliquez à vos camarades moins avancés ce que c'est que la grande révolution

prolétarienne russe. Serrez vos rangs. Qu'en ce jour, un seul et même cri retentisse par tout le monde: soutien par tous les moyens de la Russie soviétiste ouvrière et paysanne et lutte contre tout transport de munitions aux ennemis de cette dernière. Que les travailleurs du monde entier, en ce jour, prêtent le serment de ne pas cesser la lutte avant le renversement du capital et l'instauration du pouvoir soviétiste dans le monde entier.

Les social-traitres et les partis du centre, sachant que les ouvriers du monde entier sont remplis d'admiration pour le prolétariat russe et le pouvoir soviétiste, se déclarent aussi en paroles défenseurs de la Russie Soviétiste. De ces défenseurs-là, nous n'en avons que faire. Ce qu'il faut à la Russie Soviétiste, ce n'est pas un appui verbal, c'est un appui effectif, réel. Ce qu'il faut aux ouvriers révolutionnaires, ce sont de loyaux compagnons d'armes, et non des diplomates, des malins. Assez de ces phrases stéréotypées aigres-douces en faveur de la Russie Soviétiste. N'a le droit de marcher sous le drapeau de la révolution russe que celui qui, dans son propre pays, mène une lutte contre la bourgeoisie, contre les social-traitres et les oppresseurs.

Que sur vos drapeaux, au jour du 7 novembre, on lise:

Vive le pouvoir soviétiste dans le monde entier!

Vive la dictature du prolétariat!

Vive l'insurrection des ouvriers!

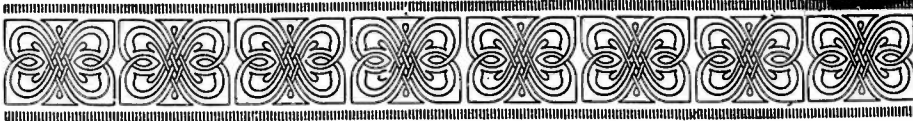
Vive le soutien effectif de la Russie Soviétiste!

Pas un projectile aux ennemis de la Russie Soviétiste!

Vive l'Internationale Communiste!

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE  
G. ZINOVIEV.





## A PROPOS DU CONGRÈS DE HALLE

(AUX PARTIS OUVRIERS DE TOUS LES PAYS)

La révolution accomplie par le Congrès de Halle à l'intérieur des partis allemands aura la plus grande portée tant pour les partis ouvriers de tous les pays que pour la classe ouvrière allemande. La lutte qui vient de s'achever en Allemagne continue en effet dans presque tous les partis d'Europe et d'Amérique.

Quel enseignement peut-on tirer du Congrès de Halle? Que nous prouve la scission du Parti Indépendant d'Allemagne (U. S. P.)?

La classe ouvrière allemande incarnée par ses éléments conscients a, la première, poussé jusqu'au bout son action pour la III-e Internationale. Les obstacles que les éléments les meilleurs et les plus actifs de la classe ouvrière allemande ont eu à surmonter ce faisant, existent encore dans d'autres pays. Aussi, nous permettez-vous, camarades, de partager avec vous afin de faciliter votre tâche intérieure les fruits de l'expérience que nous venons d'acquérir.

Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste, réuni à Moscou, a formulé avec une netteté et une clarté entières son opinion sur toutes les grandes questions historiques mondiales. Il a fixé ses positions dans toutes les questions essentielles de la révolution prolétarienne: démocratie, et la dictature du prolétariat, rôle des partis prolétariens pendant et après la révolution, questions nationale, coloniale, agraire, syndicale, des comités d'usines et de fabriques, du système des Soviets. Toutes questions capitales pour le mouvement ouvrier international. Après le Congrès de Moscou, toutes ces questions devraient être débattues en principe entre les éléments communistes du mouvement ouvrier et leurs adversaires; mais les éléments réformistes et à demi-réformistes, en Allemagne comme ailleurs, n'ont pas osé accepter un débat sur les principes. Ils se sont efforcés de transporter la discussion des questions de principes aux questions d'organisation. Pourquoi? Parce que, camarades, la victoire idéologique du communisme sur toutes les tendances opposées est dès maintenant un fait accompli. L'élite de la classe ouvrière en Europe et en Amérique défend dès maintenant la révolution prolétarienne en Russie, la dictature du prolétariat, le pouvoir des Soviets, et par conséquent la III-e Internationale. Les éléments réformistes et opportunistes ne peuvent déjà plus

pousser la témérité jusqu'à déclarer ouvertement la guerre à la III-e Internationale et à la République des Soviets Russe. Au contraire, bon nombre d'entre eux croient nécessaire, de se déclarer eux aussi pour la III-e Internationale, pourvu que soit assurée à leurs partis une plus grande autonomie; et les 21 conditions d'admission dans l'Internationale Communiste votées à Moscou, sont tout ce qui leur déplaît.

Quelle est la signification de ces 21 clauses? Le cours de la lutte en Allemagne et son issue à Halle ont montré à l'évidence combien la III-e Internationale avait eu raison d'élaborer ces 21 conditions. C'est uniquement parce qu'elle a formulé avec une franchise absolue ses exigences et ses conditions que l'Internationale Communiste a pu contraindre les réformistes et les demi-réformistes du Parti Indépendant d'Allemagne à se démasquer. Si la III-e Internationale avait été moins sévère, certains éléments demi-réformistes auraient préféré se glisser, par la porte entr'ouverte, dans la III-e Internationale pour y continuer leur activité opportuniste. La III-e Internationale devait écarter cette possibilité. Elle doit être une organisation coulée d'une seule pièce. Elle ne doit en aucun cas laisser s'infiltrer dans son sein le poison de l'opportunisme. Elle ne doit en aucun cas continuer la II-e Internationale.

La portée des 21 conditions résidait précisément en ce qu'elles devaient tracer une ligne de démarcation très nette. Il ne s'agit pas des détails d'organisation qu'on y trouve; il s'agit de les accepter et de les appliquer dans leur entier en se pénétrant de leur esprit.

Les débats de Halle ont démontré que pour les éléments de la droite réformiste et demi-réformiste, il ne s'agissait nullement des 21 conditions ni d'une autonomie plus ou moins grande, mais uniquement de former un parti communiste prolétarien véritable ou de demeurer dans les eaux stagnantes de la vieille social-démocratie opportuniste. La démocratie bourgeoise ou la dictature prolétarienne, d'infimes réformes ou la révolution mondiale: tels sont les termes réels de la question qui a provoqué la scission du Congrès de Halle.

Les leaders droitiers du Parti Indépendant d'Allemagne ont déclaré vouloir demeurer comme auparavant solidaires du gouvernement des So-

viets russes. Mais c'est faux. *Le socialiste qui combat aujourd'hui la III-e Internationale devra combattre demain le gouvernement des Soviets.* Les leaders de la droite des Indépendants d'Allemagne ont déjà donné cet exemple: ils fraternisent avec le menchévik Martov et ses amis, les Scheidemanniens russes. Ils soutiennent le menchévisme russe, c'est-à-dire la contre-révolution. Ils ont fait de leur organe central (la *Freiheit*) une feuille nettement anti-bolchévik. Les violentes diatribes de Dittman ont déjà été reproduites avec empressement par la ligue anti-bolchéviste. Nous verrons les mêmes faits se reproduire dans notre pays.

*Le socialiste qui n'est pas aujourd'hui en toute sincérité avec la III-e Internationale devra demain défendre la II-e Internationale.* L'exemple des leaders des Indépendants d'Allemagne le confirme de façon évidente. Ils défendent l'Internationale Syndicale d'Amsterdam dont des social-traites aussi patentés que Legien, Jouhaux, Gompers, Appleton, Oudegeest sont les chefs. Or, qu'est-ce que l'Internationale Syndicale d'Amsterdam? C'est une fraction de la II-e Internationale, le processus de sécession intérieure continue maintenant à se développer dans tous les partis du monde. Aussi vous prisonniers, camarades, de faire votre profit des enseignements du Congrès de Halle. Aux adversaires des 21 conditions, vous devez ouvertement poser la question suivante: *voulez-vous vous soumettre en fait à la majorité prolétarienne du parti ou préférez-vous suivre l'exemple que vous ont donné à Halle, Hilferding, de Crispin, de Dittman?*

Ne permettez pas aux éléments réformistes et demi-réformistes d'é luder une discussion de principe et de ne débattre que de secondaires questions d'organisation. Expliquez à l'ensemble des partis que nos 21 conditions n'ont pour but que de faire situation nette et d'épurer les organisations. Opportunistes et demi-opportunistes, ne pouvant se placer ouvertement du côté de la II-e Internationale, crient à tous les carrefours: «Les 21 conditions ont supprimé toute autonomie, toute indépendance des partis locaux». C'est faux. L'Internationale Communiste a maintes fois déclaré qu'elle n'adopterait de résolutions obligatoires que dans les questions ayant vraiment un caractère international. Il va de soi qu'un grand nombre de questions peuvent et doivent être tranchées indépendamment par les partis. Nous avons à réaliser la centralisation internationale de leurs forces en vue de la prochaine guerre civile. La composition du Comité Exécutif de l'Internationale

Communiste dans lequel entrent les représentants de 16 partis différents, garanti dès maintenant aux partis que l'Internationale Communiste n'empêchera en rien sur leur autonomie, qu'elle appliquera la centralisation comme l'exigent les intérêts du prolétariat et que toutes ses directives seront débattues et adoptées en conformité avec un point de vue réellement international.

Camarades! Montrez à tout ouvrier qu'il ne s'agit pas d'accepter 2, 5 ou 21 conditions, mais de n'en accepter en réalité qu'une, celle-ci: *les partis désireux d'adhérer à la III-e Internationale doivent être des partis réellement communistes, révolutionnaires, prolétariens, dans lesquels les réformistes et les social-pacifistes, les indécis et les caractères faibles n'ont rien à faire.*

Nous demandons à nos frères, français, italiens, anglais, scandinaves, nous demandons à nos frères révolutionnaires de tous les pays de bien se pénétrer de cette vérité acquise par la classe ouvrière allemande dans une lutte pénible: qu'il est nécessaire de s'en tenir fermement et résolument aux thèses et aux conditions de l'Internationale Communiste et de ne faire aucune concession aux éléments réformistes.

Camarades! Les partis ont commencé à se départager et à s'épurer. Cette épuration a la plus grande importance pour la classe ouvrière du monde entier, dont elle doit fortifier les rangs, dont elle doit transformer les partis frères en des partis communistes centralisés, cohérents, conscients, disciplinés, aptes à remplir les immenses tâches que leur réserve la lutte prochaine, — si le processus d'affermissement et d'union de nos forces se continue.

Sommes-nous en majorité ou en minorité, — ce n'est pas là ce qui importe le plus. Ce qui importe, c'est de ne grouper dans nos rangs que des militants conscients et dévoués.

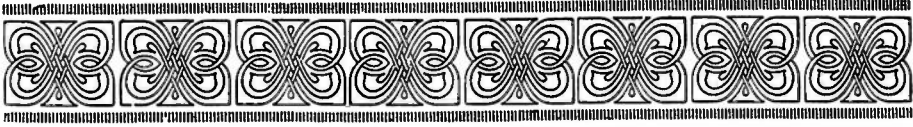
Vive l'Internationale Communiste!

*Le Président du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

G. ZINOVIEV.

*Le Comité Central du Parti Social-Démocrat  
Indépendant d'Allemagne.*

*Le Bureau Central  
du Parti Communiste Allemand.*



## LA QUESTION DE LA DICTATURE

(Contribution à son histoire)

Dans tous les pays capitalistes sans exception, la question de la dictature prolétarienne est pour le mouvement ouvrier d'une importance capitale. Il importe, afin de l'élucider, de connaître son histoire. Au point de vue international, l'histoire de la théorie de la dictature révolutionnaire en général et de la dictature du prolétariat en particulier coïncide avec l'histoire du socialisme révolutionnaire et particulièrement avec celle du marxisme. Ensuite—et c'est naturellement le plus important,—l'histoire de toutes les révolutions de la classe opprimée et exploitée contre les exploités est notre source principale de renseignements et de savoir sur la question de dictature. Quiconque ne comprend pas la nécessité de la dictature d'une classe révolutionnaire pour la victoire de celle-ci, ne comprend rien à l'histoire de la révolution et ne veut rien savoir dans ces domaines.

Dans les limites des choses russes, si l'on parle théorie, le programme du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe élaboré en 1902—1903 par la rédaction de la *Zaria* (*L'Aube*) et de l'*Iskra* (*L'Étincelle*) ou plus précisément composé par G. V. Plékhanov et rédigé, modifié, sanctionné par cette rédaction, a une importance particulière. La question de la dictature prolétarienne y était posée avec netteté et clarté et ce précisément par rapport avec la lutte contre Bernstein et l'opportunisme. Mais l'expérience de la révolution russe de 1905 a, naturellement, la plus grande signification.

Les trois derniers mois de l'année 1905 furent une période de lutte révolutionnaire remarquablement forte et large, englobant les masses, une période d'emploi simultané des deux armes les plus puissantes dans cette lutte: de la grève politique des masses et de l'insurrection (Soit dit entre parenthèses, dès le mois de mai 1905, le Congrès bolchévik, dit «Troisième Congrès du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe», reconnaissait «la tâche d'organiser le prolétariat pour l'action directe contre l'autocratie par l'insurrection armée», comme «l'une des tâches les plus importantes et les plus urgentes du parti» et chargeait «toutes les organisations d'éclairer le rôle des grèves politiques des masses qui peuvent au début de l'insurrection et pendant son développement avoir une grande importance»).

Pour la première fois dans l'histoire du monde, la lutte révolutionnaire atteignit alors un si haut degré de développement et de force, que l'insurrection coïncida avec la grève des masses, arme spécifiquement prolétarienne. Cette expérience a évidemment une importance mondiale pour toutes les révolutions prolétariennes. Et les bolchéviks l'ont étudiée avec la plus grande attention, tant dans ses aspects politiques que dans ses aspects économiques. J'en réfère à l'analyse des renseignements mensuels, concernant les grèves politiques et économiques en 1905, les modalités des rapports de celle-ci et de celle-là, le degré de développement atteint alors par la méthode de grèves pour la première fois dans le monde; cette analyse, je la publiai dans la revue *Prosvestchenié* (*L'Enseignement*) en 1910 et 1911, et elle fut résumée à l'époque dans la littérature bolchévique de l'étranger.

Les grèves des masses et les insurrections posaient d'elles-mêmes à l'ordre du jour, la question du pouvoir révolutionnaire et de la dictature, car ces deux méthodes entraînaient inévitablement—tout d'abord dans les limites des localités—l'expulsion des anciennes autorités, la prise du pouvoir par le prolétariat et par les classes révolutionnaires, l'expulsion des propriétaires, quelquefois la prise de possession des fabriques, etc. La lutte révolutionnaire des masses à cette époque suscita des organisations jusqu'alors inconnues dans l'histoire, tels que les *soviets de députés ouvriers*, bientôt suivis des *soviets de soldats*, des comités paysans et d'autres institutions semblables. Il arriva que les questions fondamentales qui préoccupent maintenant les ouvriers conscients de tous les pays (pouvoir des soviets et dictature du prolétariat) furent pratiquement posées à la fin de 1905. Si des représentants aussi remarquables du prolétariat révolutionnaire, si des marxistes authentiques, tels que Rosa Luxembourg, saisirent tout de suite l'importance de cette expérience pratique et en firent par la parole et l'écrit l'analyse critique, l'immense majorité des représentants officiels des partis social-démocrates et socialistes et de ce nombre les réformistes, les gens du type des futurs Kautskiens, ou Longuetistes, des amis de Hillquit en Amérique, etc. manifestèrent une incapacité totale de comprendre cette expérience et de remplir leur devoir de *révolu-*

tionnaires, c'est-à-dire de se mettre à l'étude et à la propagande des enseignements qui s'en dégageaient.

En Russie, aussitôt après la défaite de l'insurrection de décembre 1905, bolchéviks et menchéviks se mirent à dresser le bilan de cette expérience. Ce travail fut surtout hâté par la réunion au mois d'avril 1906, à Stockholm, du Congrès dit «Congrès d'unification du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe», auquel assistèrent et où fusionnèrent formellement menchéviks et bolchéviks. La préparation de ce Congrès avait été poursuivie par les deux fractions avec la plus grande énergie. Dès le début de 1906, les deux fractions avaient publié leurs projets de résolution sur toutes les questions les plus importantes. Ces projets ont été reproduits dans ma brochure intitulée: *Rapport sur le Congrès d'unification du P. O. S. D. R. (Lettre aux ouvriers pétersbourgeois)*, Moscou 1906 (page 110)—et ces projets et ces résolutions constituent aujourd'hui des documents les plus importants pour l'étude de la position de ces questions à l'époque.

Dès alors, le débat sur la signification des soviets se rattachait à la question de la dictature. Avant la révolution d'Octobre 1917, les bolchéviks avaient posé la question de la dictature (voir ma brochure: *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, Genève, juillet 1905. Réimprimé dans le recueil *Pendant douze ans*). Les menchéviks avaient à l'égard de la dictature une attitude négative. Les bolchéviks soulignaient que les soviets de députés ouvriers «constituent en fait l'embryon d'un nouveau pouvoir révolutionnaire», comme il était textuellement dit dans le projet de résolution bolchévik (voir page 92 du rapport). Les menchéviks reconnaissaient l'importance des soviets, préconisaient la participation à leur formation, mais ne les considéraient pas comme des embryons du pouvoir révolutionnaire et d'ailleurs s'abstenaient d'une façon générale de parler du nouveau pouvoir révolutionnaire et répudiaient tout bonnement la dictature. Point n'est difficile de voir que toutes nos divergences actuelles avec les menchéviks étaient déjà en germe dans cette façon de poser la question. Point n'est difficile de voir également que les menchéviks (Russes ou autres, tels que les Kautskiens et les Longuettsistes, etc.) s'avéraient et s'avèrent par leur façon de poser la question comme des réformistes et des opportunistes, admettant bien verbalement la révolution prolétarienne, mais répudiant en fait ce qu'il y avait et ce qu'il y a d'essentiel et de fondamental dans la notion même de révolution.

Dès avant la révolution de 1905,—dans la brochure citée plus haut: *Deux tactiques*—j'ai examiné l'argument des menchéviks qui m'accusaient d'avoir «insensiblement substitué à la notion de révolution celle de dictature» (*Pendant douze ans*, page 459). J'ai prouvé surabondamment que les menchéviks en m'accusant de la sorte, manifestaient leur opportunisme et leur vraie nature politique de choristes de la bourgeoisie libérale, chargés de répandre son influence dans le prolétariat. Quand la révolution devient une force indiscutable, ses adversaires, disais-je, «commencent à la

reconnaître» et j'indiquais (été de 1905) l'exemple des libéraux russes demeurés monarchistes constitutionnels. Aujourd'hui, en 1920, on pourrait ajouter qu'en Allemagne et en Italie, les bourgeois libéraux ou tout au moins les plus instruits et les plus habiles d'entre eux, sont tout disposés à «reconnaître la révolution». Mais en la «reconnaissant» et en se refusant à la même heure à reconnaître la dictature d'une classe ou de plusieurs classes (définies, les libéraux et les menchéviks russes de l'époque, les libéraux et les socialistes réformistes italiens et allemands actuels, les Turati et les Kautsky attestent précisément leur réformisme et leur totale incapacité à faire figure de révolutionnaire.

Car, lorsque la révolution est devenue une force indiscutable, lorsque la «reconnaissance» même des libéraux, lorsque les classes dominantes voient et sentent la puissance invincible des masses opprimées, toute la question, tant pour les théoriciens que pour les militants politiques attachés à des tâches pratiques, se résume à définir exactement la révolution d'un point de vue de classe. Or, sans la notion de «dictature» on ne peut pas fournir des définitions de classe de la révolution. Sans préparer la dictature, on ne peut pas être un révolutionnaire en fait. Cette vérité que les menchéviks ne comprenaient pas en 1905, n'est pas comprise en 1920 des socialistes italiens, allemands, français et autres qui «redoutent» la sévérité des conditions de l'Internationale Communiste; les redoutent des hommes capables de reconnaître verbalement la dictature, mais incapables de la préparer en fait. C'est pourquoi il ne sera pas inopportun de reproduire ici dans son entier le commentaire des opinions de Marx sur ce sujet, que je publiais en juillet 1905 pour répondre aux menchéviks russes et qui se rapporte en 1920 aux menchéviks de l'Europe Occidentale (Je substitue à l'indication des dates et des journaux celle des partis bolchévik et menchévik dont il est question).

Dans ses notes annexées aux articles de Marx publiés en 1848 dans la *Nouvelle Gazette du Rhin*, Mehring relate que la presse bourgeoise adressait entre autres à cet organe le reproche de préconiser «la dictature immédiate comme le seul moyen de réaliser la démocratie» (Marx, Nachlass, tome III, p. 53). Du point de vue bourgeois vulgaire, les notions de dictature et de démocratie s'excluent. Ne comprenant pas la théorie de la lutte des classes, habitué à ne voir dans l'arène politique que les petites querelles des groupes et des coteries de la bourgeoisie, le bourgeois entend par dictature la suppression de toutes les libertés et de toutes les garanties de la démocratie, l'arbitraire et toutes espèces d'abus de pouvoir au profit de la personne du dictateur. En réalité, cette conception vulgaire et bourgeoise transparait aussi chez nos menchéviks, lorsqu'ils expliquent l'attrait que la dictature exerce sur les bolchéviks, en disant que Lénine «veut passionnément tenter la chance» (*Iskra*, N° 103, p. 3, 2-e colonne). Afin d'expliquer aux menchéviks la notion de dictature de classe, très différente de celle de dictature personnelle, et les tâches de la dictature démocratique à la différence des

tâches de la dictature socialiste, il ne sera pas inutile de nous arrêter sur les opinions de la *Nouvelle Gazette du Rhin*.

La *Nouvelle Gazette du Rhin*, écrivait le 14 septembre 1848: «Toute organisation temporaire de l'état, après une révolution exige une dictature, et une dictature énergique. Dès le début, nous avons reproché à Kampfhausen (qui fut chef du ministère après le 18 mars 1848) de n'avoir pas agi dictatorialement, de n'avoir pas brisé sur-le-champ les anciennes institutions et écarté leurs débris; et voici qu'à l'heure où M. Kampfhausen se berce d'illusions constitutionnelles, le parti vaincu (celui de la réaction), ayant renforcé ses positions dans la bureaucratie et dans l'armée, a repris assez de force pour oser recommencer la lutte sur divers points».

«Dans ces mots, dit justement Mehring, les thèses longuement défendues par la *Nouvelle Gazette du Rhin*, dans ses articles copieusement sur le ministère Kampfhausen, sont brièvement résumées. Que nous apprennent donc ces paroles de Marx? Que le gouvernement révolutionnaire provisoire doit agir dictatorialement (ce que ne peuvent aucunement comprendre les menchévicks effrayés au seul mot de «dictature»); que la tâche de la dictature, c'est d'anéantir les débris des anciennes institutions (ce qui est précisément indiqué avec clarté dans la résolution du III<sup>e</sup> Congrès du Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, bolchévick, sur la lutte avec la contre-révolution et ce qui est perdu de vue dans la résolution des menchévicks). On voit enfin dans ces mots, que Marx flagellait les démocrates bourgeois pour leurs «illusions constitutionnelles» à l'époque de la révolution et de la guerre civile. La signification de ces mots apparaît avec une évidence particulière dans l'article de la *Nouvelle Gazette du Rhin* du 6 juin 1848. «L'Assemblée Populaire Constituante, écrivait Marx, doit être avant tout une assemblée active, révolutionnairement active. Or, celle de Francfort s'exerce à des devoirs scolaires sur le parlementarisme et laisse agir le gouvernement. Admettons que ce savant concile a élaboré, après de mûres réflexions, l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions. A quoi nous serviront l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des constitutions, si les gouvernements allemands mettent à ce moment la baïonnette à l'ordre du jour?»

«Telle est la signification du mot d'ordre: dictature...»

«Les grandes questions de la vie des peuples ne se tranchent que par la force. Les classes réactionnaires elles-mêmes ont habituellement recours les premières à la violence, à la «mise à l'ordre du jour des baïonnettes», comme l'autocratie russe l'a fait et n'a pas cessé de le faire systématiquement à partir du 9 janvier. Et s'il en est ainsi, si la baïonnette est vraiment à l'ordre du jour en politique, si l'insurrection nous apparaît comme nécessaire et urgente, les illusions constitutionnelles et les exercices scolaires du parlementarisme ne servent plus qu'à masquer la trahison bourgeoise de la révolution, qu'à dissimuler le geste de la bourgeoisie qui «s'écarte de

la révolution». Et la classe vraiment révolutionnaire doit à ce moment avoir pour mot d'ordre: la dictature».

Ainsi raisonnaient les bolchévicks sur la dictature avant la révolution d'Octobre 1905. Après l'expérience de cette révolution, j'étudiai minutieusement la question dans une brochure intitulée: *La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier*, Pétersbourg 1906 (cette brochure est datée du 28 mars 1906). J'en citerai les raisonnements essentiels, en remplaçant les noms propres par la simple indication des partis cadet ou menchévick. D'une façon générale, cette brochure était dirigée contre les cadets et quelque peu contre des neutres libéraux, à demi-cadets, à demi-menchévicks. En fait cependant, tout ce qui y était dit sur la dictature, s'adressait aux menchévicks, à tout bout de champ d'accord en cette matière avec les cadets.

«A l'heure même où le crépitement de la fusillade s'éteignait à Moscou, où la dictature militaire et policière se livrait à ses folles orgies, où les exécutions et les brutalités exercées contre les masses se multipliaient dans toute la Russie, la presse des cadets s'indignait contre la violence de gauche, contre les comités de grève des partis révolutionnaires, etc. Les professeurs cadets trafiquant de leur science au compte d'un Doubassov<sup>(1)</sup> en arrivaient à traduire le mot «dictature» par le mot «surveillance renforcée». Ces hommes de science allaient jusqu'à malmenier leur latin de gymnase pour diminuer la lutte révolutionnaire. La dictature signifie, — sachez-le une fois pour toutes, MM. les cadets, — un pouvoir illimité, fondé sur la force et non sur la loi. Pendant la guerre civile, tout pouvoir victorieux ne peut être que dictatorial. Mais le fait est qu'il peut y avoir dictature de la minorité sur la majorité, dictature d'une clique policière sur le peuple et dictature de l'immense majorité du peuple sur une poignée de spoliateurs et d'usurpateurs du pouvoir populaire. Par leur déformation vulgaire de la notion scientifique de la dictature, par leurs clameurs, contre la violence de gauche au moment de la plus illégale, de la plus infâme des violences de droite, MM. les cadets nous ont montré à l'évidence, quelle est la position des «conciliateurs» dans une lutte révolutionnaire qui atteint son apogée. Le «conciliateur» se cache lâchement quand la lutte s'avive. Quand le peuple révolutionnaire a vaincu (17 octobre), le «conciliateur» sort de son antre, parade et fanfaronne, prend toutes les licences de langage, et crie à tue-tête que ce fut une «glorieuse» grève politique. Quand la contre-révolution triomphe, le «conciliateur» accable les vaincus de remontrances et de récriminations hypocrites. La grève victorieuse était glorieuse. Les grèves vaincues sont criminelles, sauvages, insensées, anarchiques. L'insurrection vaincue était une folie, un déchainement des éléments, quelque chose de barbare et d'absurde. En un mot, la conscience politique et l'intelligence politique du «conciliateur» consistent à s'incliner devant le maître de l'heure, c'est-à-dire à gêner tout à tour les deux partis, et à émuuser la

(1) L'amiral Doubassov, gouverneur de Moscou. — Note du trad.



lutte et la conscience révolutionnaire du peuple qui combat désespérément pour sa liberté».

Plus loin. Il sera tout à fait opportun de reproduire ici les arguments sur la dictature dirigée contre M. Blanc. Ce M. Blanc exposait dans un journal officiellement neutre, mais en réalité menchévick, l'opinion des menchévicks qu'il louait de vouloir «orienter le mouvement social-démocrate russe dans la voie de la social-démocratie internationale, en tête de laquelle se trouve la social-démocratie allemande». En d'autres termes, M. Blanc opposait comme les cadets aux bolchévicks déraisonnables, point marxistes, et révoltés, c'est-à-dire révolutionnaires, les menchévicks «raisonnables» auxquels il assimilait la social-démocratie allemande. C'est là un procédé coutumier de la tendance internationale socialiste-libérale, pacifiste, etc. qui dans tous les pays fait l'éloge des réformistes-opportunistes, Kaûskiens, Longueffistes, etc., tous socialistes «raisonnables», au contraire des bolchévicks insensés.

Dans la brochure sus-nommée, je répondai en ces termes à M. Blanc :

«M. Blanc oppose l'une à l'autre deux périodes de la révolution russe. La première, c'est celle d'octobre à décembre de 1905. C'est celle de la «tourmente révolutionnaire». La seconde, c'est la période actuelle que nous sommes naturellement en droit d'appeler période des victoires électorales (à la Douma) des cadets, ou même, s'il nous est permis de devancer un peu les événements, période de la Douma Cadette».

C'est au sujet de cette période que M. Blanc parle du retour à la pensée et à la raison, et de la possibilité de recommencer une activité consciente, concertée, systématique. La première période au contraire, M. Blanc la caractérise par le désaccord entre la théorie et la pratique. Les principes et les idées social-démocrates avaient disparu, la tactique préconisée depuis toujours par les fondateurs de la social-démocratie russe était oubliée, les fondements mêmes de la philosophie social-démocrate semblaient déracinés. Cette affirmation principale de M. Blanc porte sur une question de faits. Toute la théorie marxiste est en désaccord avec la pratique de la période de «tourmente révolutionnaire».

Est-ce vrai? Quel est le premier fondement, le fondement principal de la théorie marxiste? C'est que la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout de la société contemporaine et partant la seule classe avancée dans toutes les révolutions, c'est le prolétariat. On se le demande: la tourmente révolutionnaire avait-elle ébranlé cette assise de la philosophie social-démocrate? Au contraire, elle n'avait fait que l'affermir remarquablement. Le prolétariat fut dans cette période le principal champion, presque le seul. Pour la première fois, peut-on dire, dans l'histoire, la révolution sociale fut marquée par l'entrée en jeu d'une arme purement prolétarienne: de la grève générale politique des masses. Le prolétariat engagea une lutte révolutionnaire à l'heure où M.M. les cadets et M. Blanc l'invitaient à

entrer dans la Douma de Bouliguine (!) et tandis que les professeurs cadets invitaient les étudiants à travailler. Avec son arme propre, le prolétariat conquit à la Russie toute la «constitution», si l'on peut dire, que l'on n'a fait qu'abîmer, amoindrir et à atténuer depuis. Le prolétariat appliqua en octobre 1905 les procédés tactiques de lutte dont la résolution du III-e Congrès (bolchévick) de la social-démocratie russe parlait 6 mois auparavant en attirant l'attention sur l'importance de faire coïncider la grève politique et l'insurrection. Car c'est précisément la concomitance de ces deux faits qui caractérise toute la période de tourmente révolutionnaire, tout le dernier trimestre de 1905. Notre idéologue petit-bourgeois a de la sorte, déformé la vérité de la façon la plus impudente, la plus révoltante. Il n'a pas indiqué un seul fait attestant le désaccord de la théorie marxiste et de l'expérience pratique de la «tourmente révolutionnaire»; mais il a tenté d'effacer le trait le plus caractéristique de cette tourmente dont l'expérience confirma brillamment toutes les idées, tous les principes de la social-démocratie, et affermit toutes les assises de la philosophie social-démocrate.

Voyons, quel peut être le mobile véritable qui a induit M. Blanc à adopter cette opinion monstrueusement éronnée, que pendant la «tourmente» les principes et les idées marxistes avaient disparu. L'examen attentif de ce fait présente un intérêt considérable: il nous révèle une fois de plus la nature véritable de l'esprit petit-bourgeois en politique.

Quelle est la différence essentielle entre la période de «tourmente» révolutionnaire et la période dite «des cadets», du point de vue des différents procédés politiques en vigueur et des méthodes de l'œuvre créatrice du peuple? Tout d'abord et surtout, c'est que pendant la «tourmente», cette œuvre créatrice s'accomplissait par des méthodes étrangères aux autres périodes de la vie politique. Ce qu'elles ont d'essentiel, c'est: 1) La conquête par le peuple de la liberté politique, des droits et des lois sans aucune espèce de réserve (liberté de réunion, ne fut-ce que dans les universités, liberté de presse, d'association, de congrès, etc.). 2) La création de nouveaux organes du pouvoir révolutionnaire, de soviets des députés ouvriers, soldats, cheminots, paysans, et de nouvelles autorités dans les villes et dans les campagnes, etc. Ces organes étaient exclusivement créés par les couches révolutionnaires de la population en dehors de toute légalité et de toute norme, par la voie révolutionnaire, comme des produits spontanés de l'esprit créateur du peuple, comme des manifestations de son activité propre, libérée ou en voie de libération, des vieilles routines policières. C'était enfin des appareils du pouvoir, quel que fût leur état embryonnaire, leur caractère élémentaire, amorphe, diffus de structure et de fonctionnement. Ils agissaient comme des organes du pouvoir, s'emparant par exemple des typographies (Pétrograd), arrêtant les fonctionnaires

(1) Assemblée législative réunie en août 1905 par le tsar et balayée en octobre de la même année par la révolution

de la police qui tentaient d'empêcher le peuple révolutionnaire de conquérir ses droits (fait saisisant à Pétrograd, par exemple, où les nouveaux organes du pouvoir étaient les plus faibles et les anciens les plus forts). Ils agissaient comme le pouvoir, en invitant la population à ne pas payer d'impôts à l'ancien gouvernement. Ils confisquaient les caisses de ce dernier (Comité de grève du Sud) et s'en servaient pour les besoins du nouveau gouvernement. Certes, ils constituaient l'embryon d'un nouveau gouvernement populaire, ou si vous voulez révolutionnaire, et par leurs caractères sociaux et politiques réalisaient bien, à l'état embryonnaire, la dictature des éléments révolutionnaires du peuple. Vous vous en étonnez, M.M. Blanc et Kisewetter (!) ? Vous ne voyez pas ici les « mesures de sûreté renforcées » qui sont pour les bourgeois les marques distinctives de la dictature ? C'est que, comme nous vous l'avons déjà dit, vous n'avez aucune idée scientifique de la dictature. Nous allons tout de suite vous l'expliquer. Mais tout d'abord, nous croyons devoir vous indiquer la troisième méthode d'action de l'époque de « tourmente révolutionnaire » : celle qui consiste à tourner la violence contre ceux qui en usaient à l'égard du peuple.

Les organes du pouvoir que nous avons décrits étaient dès l'embryon dictatorial, puisqu'ils ne reconnaissaient aucun autre pouvoir, aucune loi, aucune norme. Le pouvoir illimité, illégal, basé sur la force constitue bien au sens direct du mot la dictature. Mais la force sur laquelle reposait et tendait à reposer ce nouveau pouvoir n'était pas celle des baïonnettes, saisis par une poignée de militaires, ni celle du poste de police, ni celle de l'argent, ni d'ailleurs celle d'aucune des anciennes institutions. Loin de là, le nouveau pouvoir n'avait ni armes, ni argent, ni vieilles institutions. Figurez-vous, M.M. Blanc et Kisewetter, que cette puissance n'avait rien de commun avec les anciens moyens de la force, rien de commun avec les « mesures de sûreté renforcées », si ce n'est précisément les « mesures de sûreté renforcées » du peuple contre la police et les anciens organes oppresseurs du pouvoir.

Sur quoi donc reposait cette force ? Elle reposait sur les masses populaires. C'est là ce qui distinguait essentiellement le nouveau pouvoir de tous les anciens. Ceux-ci étaient les organes du pouvoir, d'une minorité sur les masses ouvrières et paysannes. Ceux-là étaient les organes du pouvoir du peuple, des ouvriers et des paysans sur une minorité, composée d'une poignée de policiers, de privilégiés, de nobles et de fonctionnaires. Telle est, M.M. Blanc et Kisewetter, la différence de la dictature du peuple révolutionnaire et de la dictature contre le peuple. Retenez-le bien. L'ancien pouvoir pouvait en qualité de dictature d'une minorité se maintenir exclusivement par les expédients policiers en écartant les masses de toute participation au pouvoir et de tout contrôle sur lui. L'ancien pouvoir se défiait systématiquement des masses, craignait la lumière, vivait par le

mensonge. Le nouveau pouvoir étant la dictature de l'immense majorité pouvait se maintenir et se maintenir exclusivement grâce à la confiance de cette majorité, en appelant les masses à participer de la façon la plus libre, la plus large et la plus forte au pouvoir. Rien n'y était voilé. Rien n'y était secret. Rien n'y était réglementé. Aucun formalisme ne l'encombrait. Tu es un ouvrier ? Tu veux combattre pour libérer la Russie d'un groupe de policiers qui se maintiennent par la violence ? Tu es donc des nôtres, camarade. Désigne tout de suite ton mandataire, désire-le comme tu l'entends, et il sera le bienvenu parmi les membres égaux en droits de notre soviet de députés ouvriers, du comité paysan, du soviet des soldats, etc. C'était un pouvoir agissant au grand jour, sous les yeux des masses, accessible à elles, expression directe de leur volonté. Tel était le pouvoir nouveau ou plutôt son embryon, car la victoire de l'ancien régime ne tarda pas à piétiner la jeune plante.

Vous me demanderez peut-être, M.M. Blanc et Kisewetter, qu'avait à faire ici la dictature de la violence ? L'immense majorité a-t-elle besoin de violence contre une infime minorité ? Des dizaines et de centaines de millions d'hommes peuvent-ils exercer la dictature sur des milliers ou des dizaines de milliers ?

Cette question nous est habituellement posée par ceux qui voient employer, pour la première fois le mot dictature dans une acception pour eux nouvelle. Ils sont habitués à ne considérer que la dictature de la police. Il leur paraît étrange qu'il y ait un pouvoir sans police, une autre dictature. Des millions d'hommes, dites-vous, n'ont pas besoin de violence contre quelques milliers. Vous vous trompez et vous vous trompez, parce que vous ne considérez pas les faits dans leur développement. Vous perdez de vue que le pouvoir nouveau ne tombe pas du ciel, mais qu'il naît, qu'il croît, à côté de l'ancien, contre lui, en lutte avec lui. Sans violence contre ceux qui se servaient de la violence et qui ont encore en mains les organes et les armes du pouvoir, on ne peut libérer les peuples.

Voici, M.M. Blanc et Kisewetter, un tout petit exemple qui, nous l'espérons, vous permettra de vous assimiler cette science surprenante, autrement inaccessible aux cervelles des cadets. Représentez-vous, que M. Abramoff torture Spiridonova. Celle-ci a pour elle des dizaines, des centaines d'hommes désarmés. Le bourreau a pour lui quelques cosaques. Qu'aurait fait le peuple, si Spiridonova n'avait pas été torturée dans un repaire ? Il n'aurait pas manqué de recourir contre Abramoff et ses pareils à la violence, il aurait peut-être sacrifié quelques vaillants qui fussent tombés dans la lutte, mais il aurait quand même désarmé par la force Abramoff et ses cosaques, non sans tuer très probablement sur place quelqu'un de ces hommes (si l'on peut dire). Quant aux survivants, il les aurait enfermés dans quelque prison, pour ensuite les déferer au tribunal populaire.

Vous le voyez, M.M. Blanc et Kisewetter, quand Abramoff et ses cosaques torturent Spiridonova, cela s'appelle : dictature militaire et poli-

(1) M. Kisewetter, professeur cadet qui défendait en 1905 la « démocratie » et reprochait aux bolchéviques de vouloir la dictature.

cière sur le peuple. Quand le peuple révolutionnaire (c'est-à-dire capable de combattre la violence et non seulement d'exhorter, de sermonner, de compatir, de blâmer, de gémir et de larmoyer, car nous disons *révolutionnaire*, et non petit-bourgeois borné) use de violence contre les Abramoff, cela s'appelle dictature du peuple révolutionnaire. C'est bien la dictature parce qu'il s'agit bien du pouvoir du peuple sur Abramoff, d'un pouvoir qui n'est limité par aucune loi (le bourgeois s'opposera peut-être à ce que l'on arrache par la violence la victime au bourreau: car enfin c'est «illégal». Avons-nous d'ailleurs une loi qui nous permette de tuer l'Abramoff?—Des idéologues petit-bourgeois ont d'ailleurs élaboré une théorie de non-résistance au mal par la violence<sup>(1)</sup>. La notion scientifique de dictature ne s'applique à rien autre qu'à un pouvoir que ne limite aucune loi, aucune règle et qui se fonde sur la violence. La notion de dictature n'a aucune autre signification. Reférez-le bien, M.M. les cadets. Nous voyons plus loin, par l'exemple que nous avons adopté, qu'il s'agit parfaitement de dictature du peuple, car les masses de la population, les masses encore amorphes, groupées par le hasard, en un lieu donné agissent elles-mêmes, jugent et exécutent elles-mêmes, exercent le pouvoir, fondent un nouveau droit révolutionnaire. C'est bien en un mot la dictature du peuple révolutionnaire. Mais, dira-t-on, pourquoi pas du «peuple» tout court? Parce qu'il y a parmi le peuple souffrant constamment et de la pire façon des exploités des Abramoff, des hommes physiquement et moralement terrorisés ou tout bonnement abrutis par des théories sur la non-résistance au mal par la violence, par des préjugés, par des coutumes, par des routines, il y a des indifférents, de ceux qui forment la médiocrité des villes, de ceux qui savent s'écarter des bagarres, passer outre, ou même se cacher par crainte des mauvais coups. C'est pourquoi la dictature n'est pas le fait du peuple tout entier, mais le fait du peuple révolutionnaire, qui ne craint pourtant pas le peuple tout entier, qui lui expose les mobiles de toutes ses actions et l'invite volontiers à participer non seulement à l'exercice du pouvoir, mais encore à l'organisation même de l'Etat.

De la sorte, le seul exemple que nous avons choisi renferme tous les éléments d'une notion scientifique de la *dictature du peuple révolutionnaire* et de la *dictature militaire et policière*. Ce simple exemple accessible même à l'esprit d'un savant professeur cadet, nous permet de passer à l'étude de phénomènes de la vie sociale plus complexes.

Une révolution, considérée au sens étroit du mot, est précisément l'époque de la vie des peuples pendant laquelle la haine accumulée pendant des siècles par les exploités des Abramoff éclate non en paroles mais en actes, et en actes non de personnes isolées, mais de masses populaires formées

de millions d'hommes. Le peuple se réveille et seève pour se libérer des Abramoff. Le peuple délivre les innombrables Spiridonova de la vie russe des Abramoff, exerce sur ceux-ci la violence, prend le pouvoir sur eux. Il va de soi que les choses ne se passent pas aussi simplement et aussi soudainement que dans l'exemple simplifié par nous à l'usage de M. le professeur Kisevewetter, d'une action populaire étroite et directe contre Abramoff. Le renversement de ces bourreaux par les masses populaires se prolonge pendant des mois et des années de «tourmente révolutionnaire». Il consiute le contenu réel de ce qu'on appelle la grande révolution russe: Si on le considère du point de vue des méthodes de la création historique, il s'accomplit dans les formes que nous venons de décrire en parlant de la «tourmente révolutionnaire»: à savoir: conquête, par le peuple, de la liberté politique à laquelle s'opposaient les Abramoff; création, toujours par le peuple, d'un pouvoir révolutionnaire qui s'exerce contre les Abramoff, contre les hommes de violence de l'ancien régime policier; recours à la violence populaire contre les Abramoff, les Dournovo, les Doubassov, les Mine, etc. qu'il s'agit de réduire à l'impuissance de nuire au même titre que des chiens enragés.

Est-il bon que le peuple se serve de procédés de combat aussi illégaux, aussi irréguliers, aussi irrationnels, aussi peu systématiques que la conquête de la liberté, la création d'un nouveau pouvoir révolutionnaire que nul ne reconnaît encore formellement, l'exercice de la violence contre ses oppresseurs? Oui, cela est bon. C'est la plus haute manifestation de la lutte du peuple pour la liberté, elle marque l'avènement d'une ère pendant laquelle les rêves des meilleurs enfants de la Russie deviennent *réalité*, œuvre des masses populaires et non de héros isolés. C'est aussi heureux que serait heureux dans notre exemple la libération de Spiridonova par la foule, et l'usage de la force pour désarmer Abramoff et le mettre hors d'état de nuire.

Mais c'est précisément ici que nous approchons du point central autour duquel gravitent les arrière-pensées et les craintes des cadets. Un cadet est précisément l'idéologue de la petite-bourgeoisie parce qu'il transporte dans la politique d'émancipation du peuple tout entier, dans la révolution, le point de vue du citadin médiocre qui, dans l'exemple de la libération de Spiridonova du bourreau Abramoff, eut tenté de retenir la foule, conseillé de ne pas enfreindre la loi et de ne pas se hâter de tirer la victime des mains d'un tortionnaire agissant au nom des autorités constituées. Certes, dans notre exemple, ce citadin médiocre eut été un cas de tératologie morale mais appliquée à l'ensemble de la vie sociale; la monstruosité morale du petit-bourgeois est, nous le répétons, une qualité non individuelle mais sociale, conditionnée peut-être par les préjugés fortement enracinés de la science du droit bourgeois et philistin.

Pourquoi M. Blanc considère-t-il comme superflu de prouver que pendant la «tourmente révolutionnaire» tous les principes marxistes furent oubliés? Parce qu'il mutilé le marxisme en qua-

(1) M.M. Berdiaev, M.M. les rédacteurs de la *Poliarnia Zvezda* (*l'Etoile Polaire*) et de *Culture et Liberté*, nous vous dédions ce beau livre à Jérémias, c'est-à-dire à longs articles sur l'odieuse brutalité des révolutionnaires. Ne traitent-ils pas Tolstoï de «bourgeois»? — «Quelle horreur!» comme disait une dame d'un si agréable commerce.

liant de non-marxistes les principes de la conquête de liberté, de la création du pouvoir révolutionnaire, du recours du peuple à la violence. Cette opinion perce dans tout l'article de M. Blanc et non seulement dans le sien, mais aussi dans ceux de tous les cadets, de tous les écrivains libéraux et radicaux qui encensent en ce moment Plékhanov pour son amour des cadets, jusques et y compris les Bernsteinien de *Bez Zaglavia* (*Sans Titre*), M. Prokopovitch, M-me Kousskova et *tutti-quant*.

Voyons, comment s'est créée cette opinion et pourquoi elle devait se créer. Elle naît directement de l'interprétation bernsteinienne ou, pour mieux dire, opportuniste de la social-démocratie de l'Europe Occidentale. Toutes les erreurs de cette conception, déjà révélées par les orthodoxes dans les pays d'Occident, sont maintenant transportées, sous des formes différentes, en Russie. Les Bernsteinien comprenaient le marxisme à l'exception de ses aspects immédiatement révolutionnaires. La lutte parlementaire, ils la considéraient non comme un moyen, surtout commode à des certaines périodes définies de l'histoire, mais comme la forme principale et peut-être exclusive de la lutte, comme rendant superflues la violence, les conquêtes, la dictature. Cette triviale déformation petite-bourgeoise du marxisme est maintenant implantée en Russie par M. Blanc et les thuriféraires libéraux de Plékhanov. Il s'y sont si bien accoutumés, qu'ils ne croient plus nécessaire de prouver que les idées et les principes du marxisme ont été oubliés en période de «tourmente révolutionnaire».

Pourquoi devait apparaître cette opinion? Parce qu'elle correspond le plus profondément à la situation de classe et aux intérêts de la petite-bourgeoisie. L'idéologue d'une société bourgeoise «épurée» admet toutes les méthodes de lutte de la social-démocratie, à l'exception précisément de celles du peuple révolutionnaire pendant la «tourmente», méthodes approuvées et appliquées par la social-démocratie révolutionnaire. L'intérêt de la bourgeoisie exige la participation du prolétariat à la lutte contre l'autocratie, mais une participation qui n'accorde nulle prééminence au prolétariat et à la classe paysanne et n'écarte pas les anciens organes du pouvoir policier de l'autocratie et du servage. La bourgeoisie veut conserver ces organes en les soumettant seulement à son contrôle immédiat parce qu'elle en a besoin contre le prolétariat auquel leur destruction faciliterait singulièrement la tâche. C'est pourquoi les intérêts de la bourgeoisie en tant que classe exigent la monarchie et la Chambre Haute et rendent inadmissible la dictature du peuple révolutionnaire.—Combats l'autocratique dit la bourgeoisie au prolétariat, mais garde-toi bien de foucher aux anciens organes du pouvoir dont j'ai besoin; combats par la méthode parlementaire, c'est-à-dire dans les limites que je te prescrirai de concert avec la monarchie, combats par tes organisations, mais non certes par des comités de grève, des soviets ouvriers ou soldats, etc., combats par des organisations que mes lois, faites de concert avec la monarchie, reconnais-

sent, limitent et rendent inoffensives contre le capital.

On voit d'ici pourquoi la bourgeoisie parle de la «tourmente» avec dédain, avec répugnance, avec haine, alors qu'elle parle de la période constitutionnelle défendue par un Doubassov, avec enthousiasme, avec lyrisme, avec toute la ferveur vouée par la petite-bourgeoisie à la... réaction. C'est toujours, c'est invariablement la même marque distinctive des cadets qui voudraient trouver dans le peuple un appui, mais craignent son activité révolutionnaire propre.

On comprend pourquoi la bourgeoisie redoute comme le feu le recommencement de la «tourmente», pourquoi elle ignore et étouffe les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire, pourquoi elle encourage et propage les illusions constitutionnelles.

Nous avons maintenant montré pourquoi M. Blanc et ses pareils, déclarent qu'en période de «tourmente révolutionnaire» les idées et les principes marxistes furent oubliés. M. Blanc comme tous les petits-bourgeois admet le marxisme, sauf en ce qu'il a de révolutionnaire, admet les méthodes de lutte social-démocrate, à l'exclusion des plus révolutionnaires et des plus directes.

L'attitude de M. Blanc à l'égard de la période de «tourmente» est éminemment caractéristique comme un exemple de l'incompréhension bourgeoise du mouvement prolétarien, de la crainte bourgeoise des luttes décisives, de la haine bourgeoise de tous les procédés brusques rompant avec les vieilles institutions, de tous les procédés révolutionnaires au sens direct du mot,—que l'on peut employer à trancher les questions sociales historiques. M. Blanc s'est trahi et nous a révélé de suite toute sa médiocrité bourgeoise. Il avait vu et entendu que les social-démocrates avaient commis pendant la période de «tourmente», «des fautes» et il s'empressa de conclure et de déclarer avec aplomb—jugement sans appel—que tous les «principes» marxistes (dont il n'avait pas la moindre idée) avaient été oubliés. Nous demanderons à propos de ces fautes si l'on peut nous citer une période du mouvement ouvrier et social-démocrate, pendant laquelle des fautes quelconques n'eussent pas été commises, pendant laquelle on n'ait pu observer tant soit peu de penchant vers la droite ou vers la gauche. Est-ce que l'histoire de la période parlementaire de la lutte de la social-démocratie allemande, de cette période qui semble marquer pour la médiocrité bourgeoise du monde entier, l'extrême, l'infranchissable limite de l'action n'abonde pas en semblables fautes? Si l'ignorance de M. Blanc en fait de socialisme n'était pas totale il se serait aisément rappelé Mühlberberger et Dühring et la question des «Dampfersubvention», et les «jeunes» et la Bernsteinade, etc.

Mais l'important pour M. Blanc, ce n'est pas l'étude du développement réel de la social-démocratie; il ne veut que diminuer l'ampleur de la lutte prolétarienne pour grandir d'autant l'indigence bourgeoise de son parti cadet.

A la vérité, si nous examinons les choses du point de vue des déviations de la social-démocratie de sa voie coutumière «normale», nous

voyons que sous ce rapport, la période de «tourmente révolutionnaire» atteste une plus grande cohésion et une plus grande intégrité idéologique de la social-démocratie par rapport à son état antérieur. La tactique de cette époque n'a pas écarté mais rapproché les deux ailes de la social-démocratie. Au lieu des anciennes divergences, l'unité de vues s'est réalisée sur l'insurrection armée. Les social-démocrates des deux fractions ont travaillé dans les soviets des députés ouvriers. Ces organes originaux du pouvoir révolutionnaire y ont fait entrer les soldats et les paysans et ont édité, de concert avec les partis révolutionnaires petits-bourgeois, des manifestes révolutionnaires. Les discussions de l'époque pré-révolutionnaire avaient fait place à la solidarité pratique. L'entrain du mouvement révolutionnaire effaçait les dissentiments, contraignait les militants à admettre une tactique de combat, écartait les questions de la Douma et posait celles de l'insurrection, rapprochant pour une œuvre immédiate la social-démocratie et la démocratie bourgeoise révolutionnaire. Dans le *Severno Golos* (*La Voix du Nord*), menchéviks et bolchéviks appelaient ensemble à la grève et l'insurrection, invitant les travailleurs à ne pas cesser la lutte, tant que le pouvoir ne serait pas entre leurs mains. La situation révolutionnaire dictait elle-même les mots d'ordre pratiques. Il n'y avait des discussions que sur les détails concernant l'appréciation des événements. Le journal des menchéviks *Natchalo* (*Le Commencement*) considérait par exemple, les soviets des députés ouvriers comme des organes de self-gouvernement révolutionnaire. La *Novaja Jizn* (*La Vie Nouvelle*) organe des bolchéviks, y voyait l'embryon du pouvoir révolutionnaire unissant le prolétariat et la démocratie révolutionnaire. *Natchalo* penchait vers la dictature du prolétariat. La *Novaja Jizn* se plaçait au point de vue de la dictature démocratique du prolétariat et de la classe paysanne. Ne constatons-nous pas de semblables divergences de vue au sein de la social-démocratie, à tous les moments du développement de tous les partis socialistes européens?

La déformation des faits par M. Blanc, sa révoltante manière de traiter l'histoire d'hier s'expliquent par ce que nous avons devant nous un exemplaire de la trivialité bourgeoise satisfaite d'elle-même, un monsieur pour lequel les périodes de «tourmente révolutionnaire» sont insensées («tous les principes sont oubliés», «la pensée elle-même et le bon sens disparaissent à peu près») et les périodes de répression et de progrès petits-bourgeois (de ce progrès que protègent les Doubassov) sont des époques d'activité raisonnable, consciente et concertée. Cette appréciation péjorative de deux périodes, celle de la «tourmente» et celle des cadets, domine tout l'article de M. Blanc. Quand l'histoire de l'humanité va de l'avant, avec la rapidité d'une locomotive, c'est la «tourmente», le «torrent», l'«évanouissement» de tous les «principes» et de toutes les «idées». Quand l'histoire se meut, avec la lenteur d'un char à bœufs, c'est le fruit de la raison même et d'un plan longuement mûri. Quand les masses populaires elles-mêmes avec toute leur fruste

activité, leur résolution simple et un peu brutale, commencent à faire de l'histoire, donnent immédiatement et directement la vie aux «principes et aux théories», quand le bourgeois s'épouvante et crie que «la raison passe au second plan» (mais n'est-ce pas le contraire, ô paladins de la petite bourgeoisie? N'est-ce pas précisément à ces minutes là que la raison des masses intervient dans l'histoire, au lieu de celle de personnalité isolée? N'est-ce pas alors que la raison de masses devient une force vivante et agissante au lieu d'étouffer dans les cabinets de travail?), c'est la «tourmente». Quand l'action directe des masses est réprimée par les fusillades, par les pendaisons, par le chômage et la faim, quand sortent des fentes de la muraille les punaises du professorat entretenues par Doubassov, quand elles commencent à tripoter pour le peuple, au nom des masses, vendant et revendant leurs intérêts aux privilégiés, il semble au chevalier de la petite bourgeoisie entrer dans une époque de progrès calme et pacifique: «le tour est venu de la pensée et de la raison». Toujours et partout le bourgeois reste fidèle à lui-même. Prenez la *Poliarnaia Zvezda* (*l'Etoile Polaire*) (1) ou *Nacha Jizn* (*Notre Vie*) (2), ouvrez Struve ou Blanc, toujours et partout vous trouverez la même chose, toujours et partout vous retrouverez cette appréciation bornée, pédantesque, professorale, anachronique des périodes révolutionnaires et réformistes. Les premières sont des périodes de folie, de disparition de la pensée et de la raison. Les secondes sont celles d'une activité «consciente et systématique».

Ne mésinterprétez pas mes paroles, ne dites pas que je traite de la préférence de M. Blanc pour telle ou telle période. Il ne s'agit nullement de préférences. La succession des périodes historiques ne dépend nullement de nos préférences. Il s'agit seulement de ce que dans l'analyse des traits caractéristiques de telle ou telle période (traits qui ne dépendent en rien de nos préférences et de nos sympathies), M. Blanc déforme sans vergogne la vérité. C'est que les périodes révolutionnaires comparées aux périodes de réformisme cadet ou petit-bourgeois se distinguent précisément par une plus grande largeur, par une plus grande richesse, par une plus grande conscience, par une plus grande systématisation, par une plus grande hardiesse, par une plus forte tonalité de la création historique. M. Blanc nous présente les choses à l'envers. L'indigence, il nous la présente comme la richesse créatrice de l'histoire. L'inactivité des masses écrasées ou entravées, il la considère comme le triomphe de la systématisation dans l'activité des fonctionnaires bourgeois. Il crie à la disparition de la raison et de la pensée parce qu'au lieu de discuter entre ronds-de-cuir et plumitifs salariés sur de quelconques projets de loi, le «peuple vulgaire» entre dans une période d'action politique directe, brise tout bonnement les organes d'oppression, s'empare du pouvoir, prend tout ce qui naguère appartenait aux spo-

(1) Organe cadet.

(2) Organe mi-cadet, mi-menchévik.

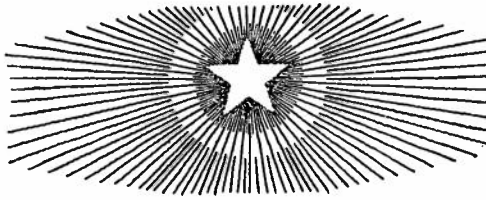
liateurs, dans une période où en un mot, la pensée et la raison de millions d'opprimés s'éveillent précisément, non seulement pour la lecture de brochures, mais pour l'action, pour l'œuvre vivante, humaine, pour la création historique.

Tels étaient en 1905-06 en Russie, les discussions sur la dictature.

M.M. Dittman, Kautsky, Crispin, Hillerding en Allemagne,—Longuet, etc. en France,—Turati

et ses amis en Italie,—Macdonald et Snowden en Angleterre, etc., etc., raisonnent de la dictature tout comme M. Blanc et les cadets en raisonnaient en 1905 en Russie. Ils ne la comprennent pas, ils ne savent pas la préparer; ils sont incapables de la comprendre et de la réaliser.

*N. LÉNINE.*





## LETTRE OUVERTE AU CAMARADE SERRATI

Cher camarade!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste suit avec la plus grande attention la discussion qui vient de commencer dans le Parti Socialiste Italien. Il est maintenant évident pour tous les révolutionnaires que les destinées de la révolution italienne dépendent dans un proche avenir de la mesure dans laquelle le Parti Socialiste Italien saura se débarrasser des éléments réformistes qui sabotent la révolution prolétarienne et se transformer, d'une organisation qui l'enlève en une organisation y concourant.

Au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, nos opinions et les vôtres, camarade Serrati, divergèrent sur certaines questions. Vous aviez adopté dans plusieurs questions d'une grande importance pour le mouvement international, une position que nous considérons comme erronée. A notre grand regret, vous continuez dans la même voie.

Vous nous avez combattu quand nous insistions sur la nécessité pour les communistes anglais d'entrer dans le Labour Party, en y formant des groupes communistes et en y faisant une propagande communiste. Il vous plaisait de voir dans cette résolution, de l'opportunisme. Pour autant que nous pouvons en juger par la polémique qui a lieu dans les colonnes de *l'Avanti*, vous maintenez que notre résolution fut fâcheusement opportuniste. Permettez de vous faire observer, camarade Serrati, que les faits ont complètement confirmé notre point de vue et refuté le vôtre. Quelle a été en effet la réponse des chefs opportunistes du Labour Party? Henderson et Macdonald ont décidé de ne pas y admettre les communistes. Ces vieux renards de l'opportunisme ont bien flairé le danger. Ils ont dû y faire face ouvertement. Ce qui ne peut que contribuer à éclairer les masses et à favoriser le développement de l'esprit révolutionnaire parmi les membres du Labour Party. Le Labour Party est surtout composé de syndicats. C'est à la fois une organisation syndicale et purement parlementaire. C'est un parti profondément opportuniste. Ses chefs nous offrent le type classique du traître. Mais cette organisation est une organisation de masses. Tant que nos militants avaient la possibilité d'y entrer pour agir sur les masses ouvrières, nous étions tenus d'y entrer. Et nous ne céderons pas si facilement à M. Henderson. Nous conseillerons à nos amis d'organiser dans les syndicats et dans le Labour Party des noyaux

communistes illégaux, non seulement par rapport à la police, mais aussi s'il le faut, par rapport à M. Henderson. Nous serons où seront les masses. Mais ce ne sera pas pour encourager leurs faiblesses, ce ne sera pas pour suivre sans réagir les chefs opportunistes, ce sera pour éduquer les masses, pour tirer parti de toutes les leçons de l'actualité, afin de leur montrer toute la valeur de l'enseignement communiste.

Se peut-il que vous mainteniez encore votre point de vue, si évidemment erroné? Se peut-il, que vous ne compreniez pas encore le sens véritable de la résolution du II-e Congrès de l'Internationale Communiste?

Sur la question agraire, vous aviez aussi à Moscou une opinion différente de celle du Congrès tout entier. Vous considériez qu'il est en tout cas inadmissible que la classe ouvrière victorieuse de la bourgeoisie, ayant pris le pouvoir dans des conditions définies, partage entre les petits paysans une partie des latifundia et des propriétés foncières. Vous voyiez là une concession à l'opinion petite-bourgeoise. Nous n'irons pas chercher des lointains pays; nous nous bornerons à prendre le vôtre, l'Italie, à titre d'exemple. Et nous vous le demandons: à qui les événements donnent-ils raison, de vous ou de l'Internationale Communiste? Le beau mouvement récent des ouvriers italiens a été soutenu par un mouvement révolutionnaire, parmi les paysans. Ceux du Sud de l'Italie ont commencé l'expropriation des grandes propriétés.

Nous vous le demandons, camarade Serrati: Avaient-ils tort? Les communistes pouvaient-ils combattre ce mouvement?

Nous déplorons vivement, camarade Serrati, que vous n'ayez pas assisté au congrès des Indépendants allemands de Halle. Votre myopie eut été suffisamment punie si vous aviez entendu des opportunistes aussi avérés que Crispian, Dittman et consorts s'emparer à tout instant de vos fautes, vous citer abondamment et répéter sur la question agraire les arguments que vous aviez produits à Moscou.

Vous vous séparâtes en outre de l'Internationale Communiste, sur la question nationale et coloniale. Et nous voyons par *l'Avanti* que vous n'êtes pas revenus de vos erreurs. Dans notre résolution de venir en aide aux peuples opprimés et aux colonies en révolte contre les oppresseurs, dans notre résolution de soutenir leur mouvement nationaliste-révolutionnaire, même lorsqu'il n'a pas un caractère purement socialiste, il vous a

plu de voir aussi un abandon du point de vue révolutionnaire. A cet instant précis, vous êtes tombés dans les bras des réformistes inépénitents qui, d'une façon générale, ne croient ni à la révolution des peuples opprimés, ni à la révolution prolétarienne. Vous êtes tombés dans les bras des opportunistes qui regardent les peuples de l'Asie comme les regardaient naguère les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale. Vous êtes à l'instant tombés dans les bras des «socialistes» pour lesquels il n'y a d'hommes que ceux de race blanche.

Assistant au congrès de Bakou, j'ai souvent pensé à vous, camarade Serrati, et à vos erreurs de doctrine dans la question nationale. Si vous aviez été là-bas, avec nous, si vous aviez vu de vos yeux 2000 délégués venus de Turquie, de Perse, d'Afghanistan, de Turkestan, d'Azerbeïdjan, d'Arménie, et même des Indes et de Chine, etc., etc., si vous aviez vu avec quel enthousiasme ces représentants des peuples de l'Asie accueilleraient les appels de l'Internationale Communiste, — si vous aviez pu observer ces centaines d'hommes de race jaune, bronzée ou noire, chantant avec nous l'Internationale, vous auriez peut-être compris que l'Internationale Communiste a réussi à trouver la bonne voie dans la question nationale et coloniale, et vous auriez peut-être renoncé à vos errements réformistes en cette matière.

Et je le répète, si vous aviez assisté au Congrès de Halle, si vous aviez entendu Crispian, Hilferding et consorts invoquer votre autorité précisément dans la question nationale et coloniale, si vous aviez entendu ces réformistes se solidariser hautement avec vous, vous auriez compris jusqu'où vous a mené votre erreur.

Abordons la dernière et la plus importante question. Vous êtes restés mécontents de la résolution du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste sur la nécessité d'exclure des partis, non des personnes, non des Turati et des Daragona, mais toutes les tendances réformistes. Vous vous impatientiez, à Moscou, lorsque nous parlions de la nécessité d'exclure du Parti Socialiste Italien les Turati, les Modigliani et leurs pareils. Vous étiez, disiez-vous, pour «l'épuration» du parti italien; mais sitôt qu'il s'agissait de s'y mettre pratiquement, vous faisiez cinq pas en arrière, vous fermiez les yeux pour ne pas voir le danger et vous élaboriez des formules imprécises, confuses et brumeuses qui devraient, semblerait-il, être bien étrangères à votre esprit clairvoyant et perspicace. A notre grand regret, vous continuez cette politique en Italie. Deux mois en tout se sont écoulés depuis la fin des travaux de Congrès de Moscou. Ces deux mois ont été fertiles en grandes leçons, précisément pour l'Italie. L'Italie a de nouveau été tout récemment, sur le seuil de la révolution prolétarienne. Pendant quelques semaines, l'Italie tout entière a éprouvé les douleurs qui précèdent l'enfantement d'une société nouvelle. En dépit de la sournoise résistance des chefs droitiers du mouvement syndical, les ouvriers italiens sont arrivés à concevoir la nécessité de s'emparer des fabriques et des usines. Or, la prise de possession des fabriques et des usines doit être accompagnée de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière. Les

ouvriers italiens en étaient près. Mais pourquoi y a-t-il ici-bas des leaders réformistes du mouvement syndical, si ce n'est pour tirer au moment décisif dans le dos du prolétariat militant? Voire ami, Daragona, que vous avez si chaudement et si vainement défendu contre nous à Moscou, votre ami, Daragona, et ses coreligionnaires politiques ont, une fois de plus, trahi la classe ouvrière au moment décisif et sauvé la bourgeoisie. Dans nos discussions, vous arguiez constamment que les syndicats ont conclu un pacte défini avec votre parti au sujet des grèves et de l'action en général, et que vous aviez l'assurance qu'ils se conformeraient à la tactique du parti. Vous voyez maintenant combien vous vous trompiez; vous avez vu vous-mêmes Daragona et sa coterie repousser, au moment décisif, la résolution du camarade Gennari, que ce dernier présentait au nom du parti. Dès qu'il s'agit des batailles décisives, les réformistes sont du côté de la bourgeoisie. Vous avez entendu au congrès de la droite et du centre, à Reggio d'Emilie, les discours de Modigliani et d'autres réformistes, discours qui ne se distinguaient en rien de ceux de Kérénsky et de Tserételli, en 1917.

Comment pouvez-vous encore hésiter, ne pas voir que la classe ouvrière italienne n'a pas d'autre choix, qu'il faut exclure impitoyablement du parti tous les meneurs de cette droite?

Vous êtes mécontent, parce que nous avons admis dans l'Internationale Communiste l'organisation syndicaliste de l'*Unione Sindicale*. Nous le disons à haute voix: il y a encore beaucoup de confusion chez certains militants de cette organisation syndicaliste. Mais elle est révolutionnaire. Les syndicalistes révolutionnaires sont avec la révolution prolétarienne, honnêtement et sincèrement. Ils aident, dans la mesure de leurs forces, les ouvriers italiens à combattre la bourgeoisie, tandis que votre ami Daragona aide la bourgeoisie à combattre les ouvriers. C'est là encore une « toute petite différence » que vous n'avez pas aperçue. Il est temps de comprendre que Borghi nous est infiniment plus proche que Daragona.

Camarade Serrati, nous savons parfaitement combien les ouvriers italiens vous apprécient et que vous méritez leur attachement. Vous savez parfaitement combien nous vous apprécions aussi, nous, communistes russes, de même que tous les membres du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Mais, témoins de vos hésitations, à une heure si grave, nous sommes bien forcés de dire: «Le camarade Serrati nous est cher, mais la révolution italienne nous est plus chère».

Les résolutions du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste doivent être et seront appliquées à l'Italie. Et permettez-moi d'exprimer l'assurance que, lorsque la question se posera nettement devant vous et qu'il vous faudra choisir entre Turati, Daragona et la III<sup>e</sup> Internationale, vous choisirez cette dernière.

Vous avez constitué une fraction de communistes «unionistes». Permettez-moi de vous demander, camarade Serrati, qui vous voulez unir et avec qui? Des communistes avec des communistes? Point n'est besoin de constituer alors une fraction spéciale. Tous les communistes italiens



sont naturellement prêts à s'unir à tout moment sur la plate-forme de l'Internationale Communiste. Ce n'est évidemment pas cette union-là que vous avez en vue. Avec qui voulez-vous donc vous unir? Dites-le carrément. C'est évidemment avec des réformistes ou des demi-réformistes. S'il en est ainsi, nous vous le disons sans détours, camarade Serrati, nous ne pouvons faire chemin ensemble. S'il en est ainsi, nous vous combattons, comme nous avons combattu Crispin et Dittmann.

Vous tentez maintenant d'interpréter mes déclarations de Halle, comme un adoucissement des 21 conditions. C'est absolument inexact. J'ai déclaré à Halle et je suis prêt à le répéter partout: *quand nous aurons chassé des partis, les réformistes et les demi-réformistes, nous pourrons et nous devons considérer dans un esprit de conciliation et de tolérance les éléments qui veulent avec sincérité et honnêteté concourir à la révolution prolétarienne, qui acceptent entièrement les thèses principales de l'Internationale Communiste, mais souhaiteraient, sur telle ou telle autre question d'organisation secondaire, un texte quelque peu différent de celui de nos 21 conditions.* La plate-forme des meilleurs communistes du monde est en ce moment contenue dans les thèses adoptées au Congrès de Moscou et dans les 21 conditions. *Qui se refuse à défendre ces thèses et ces conditions, ne veut pas appartenir à l'Internationale Communiste.*

Vous parlez volontiers, depuis quelque temps, de «l'opportunisme» de Lénine, dans les questions nationales-coloniales et dans quelques autres. Craignez, camarade Serrati, de répéter ce qu'ont fait en Allemagne Hilferding et les autres

élèves du renégat Kautsky. Rappelez-vous qu'il suffit de donner un doigt au diable du kautskisme pour qu'il vous prenne toute la main.

Vous n'avez pas inséré la lettre-programme officielle de l'Internationale Communiste au Parti Italien, bien que vous sachiez parfaitement que c'était là le plus élémentaire de vos devoirs. Voudriez-vous, sous ce rapport aussi, imiter Hilferding qui, pendant de longs mois, garda sous clef la lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à tous les militants du Parti des Indépendants d'Allemagne?

L'Italie traverse en ce moment une période pendant laquelle le défaut d'organisation de la classe ouvrière retarde seul la victoire de la révolution et rend même possible le triomphe momentané de la pire réaction bourgeoise. Quiconque empêche en ce moment le parti de bien s'orienter, quiconque s'occupe, en ce moment, de s'unir avec des réformistes ou des demi-réformistes, *commet, qu'il le veuille ou non, un crime envers la révolution ouvrière.*

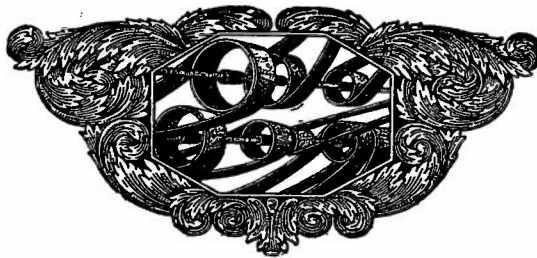
L'Italie traverse, en vérité, des jours pendant lesquels tout militant responsable du parti ouvrier doit parler nettement et agir avec décision.

Nous attendons votre dernier mot, camarade Serrati; nous espérons que ce dernier mot rendra possible notre action commune. Nous attendons. A vous de parler.

Salut Communiste.

*Le Président du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste.*

G. ZINOVIEV.





## LA LUEUR DE L'INCENDIE

Tout autour de nous, c'est la grande lueur de l'incendie. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie s'est envenimée; entre la révolution et la contre-révolution c'est une lutte acharnée, implacable. Dans la politique internationale, cette lutte se manifeste par la guerre que la Russie Soviétiste est obligée de soutenir pour sa défense contre la Pologne des gardes-blancs, mercenaire à la solde de l'impérialisme de l'Entente, par la contre-révolution mondiale et l'influence que la guerre russo-polonaise exerce sur l'Allemagne. Dans le domaine de la politique intérieure, elle se manifeste par la fièvre d'armement de la bourgeoisie, par la série ininterrompue des faits qui viennent jeter une lumière nouvelle sur l'activité gouvernementale et administrative de Stines et des partisans de Kapp, par l'alliance déclarée des gouvernements bavarois et wurtembergeois avec les héros d'Orgesch, par la résistance croissante des masses prolétariennes aux tentatives faites pour rejeter sur elles tout le poids des impôts ainsi qu'au sabotage des entrepreneurs et des industriels, enfin par la diffusion, le renforcement de l'idée soviétiste et les tentatives de réaliser cette idée.

La brillante et foudroyante offensive de l'Armée Rouge des libres paysans et ouvriers russes qui avaient jeté à genoux l'impérialisme polonais est maintenant arrêtée. Sous des prétextes d'une hypocrisie évidente, le gouvernement de la noblesse et de la bourgeoisie polonaises commença par traîner en longueur les pourparlers d'armistice et de paix proposés par le pouvoir soviétiste, puis refusa les conditions offertes par la Russie. Au moyen d'un régime de terreur qui n'a d'analogue que celui instauré par Horthy en Hongrie, il écrase dans l'œuf le développement de la conscience et du mouvement révolutionnaires chez les ouvriers et les petits paysans. Non par ses propres moyens, mais grâce exclusivement à l'aide de l'Entente et en particulier de la France et surtout à l'appui secret ou déclaré des contre-révolutionnaires de tous les pays, il réussit à ramasser et à équiper de nouvelles troupes de gardes-blancs. Devant la menace de la victoire de la Russie Soviétiste sur la Pologne et l'imminence du bolchévisme, un frisson de terreur parcourt la bourgeoisie mondiale. Unis par une solidarité complète d'intérêts, le sentiment du danger commun et la haine commune, les capitalistes décidèrent qu'il leur fallait à tout prix «sauver»

la Pologne et anéantir ensuite le seul Etat prolétarien qui fût au monde.

Un moment, il sembla que, sous la pression des masses ouvrières anglaises, Lloyd George allait rompre avec les impérialistes français qui réclamaient à cor et à cri l'écrasement complet de la Russie Soviétiste. Maintenant c'est lui qui mène la croisade des Etats capitalistes pour la libération de la «Sainte Pologne» féodale et bourgeoise du joug des «infidèles» bolchéviks. A Lucerne, il a pressé contre son cœur — dont le dévouement aux intérêts des capitalistes est sans bornes — Giolitti, ce politicien qui voudrait se faire passer pour un homme d'Etat supérieur, quand il n'est, en réalité, qu'un braillard jouant au libéralisme et sans idées profondes aucunes. Malgré la volonté clairement exprimée de son prolétariat, l'Italie aussi devait entrer dans la lutte contre la Russie Soviétiste. Lloyd George, pour la lutte de la contre-révolution contre la Russie Soviétiste, a proclamé un nouveau mot d'ordre: il faut assurer la paix. Et pourtant la Russie Soviétiste est le seul pays au monde qui s'efforce d'avoir une politique extérieure pacifique suivie et qui en poursuit la réalisation depuis le premier moment de son existence. Autant le mot d'ordre de Lloyd George fausse la réalité, autant il est nuisible, dangereux: c'est une spéculation sur le besoin de la paix que, pareillement aux travailleurs de tous les pays, les ouvriers anglais, eux aussi, ressentent profondément.

L'impérialisme de l'Entente veut, par un soutien effectif moral, politique et militaire, donner à la Pologne la victoire sur la Russie Soviétiste. C'est toujours plus et plus de projectiles, d'armes, d'aéroplanes et d'équipement militaire qu'il faut envoyer à la Pologne. Avec l'approbation de l'Entente qui lui fournit l'argent et l'armement, le général contre-révolutionnaire, Wrangel, met à feu et à sang le sud de la Russie. La reprise du blocus est destinée à couper la République Soviétiste du reste du monde, à empêcher le relèvement de la vie économique russe et à vouer à une mort certaine des millions d'êtres humains. Et c'est d'un monceau de ruines et de cadavres que doit naître la Russie capitaliste.

Est-il du sort de ces rêves de l'Entente capitaliste de se réaliser? Là-dessus l'Allemagne a à

dire son mot, cette Allemagne qui en est au premier stade de sa révolution prolétarienne et où le prolétariat et la bourgeoisie se surveillent l'un l'autre, comme deux ennemis; cette Allemagne, dont les masses exploitées et ruinées par la désorganisation de l'économie capitaliste, dans un élan irrésistible, se ruent à la lutte pour l'anéantissement du capital, tandis que son gouvernement, en tant que gouvernement d'une minorité possédante, s'efforce par tous les moyens, par la ruse comme par la force, d'éterniser le capitalisme et ferait plutôt dix pas en arrière vers le passé militaire et monarchiste qu'un seul pas en avant vers l'avenir communiste; cette Allemagne pour laquelle, en tant que pays où le pouvoir capitaliste est fortement développé et menacé, la défaite de la Russie est le but désiré et qui, en même temps, en tant qu'Etat bourgeois national, doit redouter la victoire de la Pologne impérialiste et l'affermissement de l'alliance de cette dernière avec l'Entente.

L'Allemagne qui représente la voie la plus large et la plus commode entre la Pologne et l'Occident sera-t-elle ouverte au transport des troupes et du matériel nécessaires aux armées de l'Entente? C'est là la question fatale et qui décidera peut-être non seulement de l'issue de la guerre russo-polonaise et du sort de la Russie Soviétiste, mais de beaucoup d'autres choses encore et notamment de la révolution mondiale, ainsi que de l'avenir prochain de la révolution prolétarienne en Allemagne. Mais la réponse à cette question, ceux qui peuvent la donner, ce ne sont pas les pygmées qui, en Allemagne, veulent à tout prix se faire passer pour des diplomates, pour des oracles politiques et qui ne savent que branler la tête dans l'incertitude et émettre sur tout des jugements contradictoires. La réponse à cette question dépend tout entière du résultat de la phase décisive que traverse la lutte entre la révolution prolétarienne et la contre-révolution capitaliste; elle dépend du degré de puissance que le prolétariat allemand saura déployer dans sa lutte pour son émancipation. En effet, la classe ouvrière allemande ne peut manifester dans toute sa force sa solidarité envers la Russie Soviétiste que dans la lutte contre la bourgeoisie et la contre-révolution allemandes, lutte qui peut aider considérablement au renversement du pouvoir capitaliste mondial.

Après la conclusion à Lucerne, entre Lloyd George et Giolitti, du pacte destiné à épuiser par la guerre et à affamer par le blocus la Russie Soviétiste, il n'a pas été donné au ministre des Affaires Étrangères du gouvernement qui a remplacé en Allemagne celui de Kapp, de voir exaucée sa prière de l'admettre entiers dans l'alliance conclue. La renonciation ouverte de l'Allemagne à la neutralité a considérablement perdu de son prix. Soutenue par la France, la Pologne des gardes-blancs a pu repousser l'offensive de l'Armée Rouge. Dans la question de la conservation de la neutralité, l'impérialisme de l'Entente n'a point tenté sérieusement la vertu du gouvernement du pieux Fehrenbach qui continue ainsi son double

jeu d'autrefois devant le grand conflit mondial. Pour tromper les masses populaires arriérées, naïves, mais sympathisant instinctivement à la Russie Soviétiste et donner le change aux extrémistes nationalistes des milieux bourgeois qui, haïssant la Pologne impérialiste, voudraient la voir vaincue pour célébrer en sa défaite la défaite de l'Entente, ce gouvernement proteste de sa rigoureuse neutralité. Il feint de ne pas remarquer que cette neutralité est violée en faveur de la Pologne par l'envoi à cette dernière, sous un pavillon d'emprunt, de troupes et de munitions ainsi que d'immenses fournitures de toutes sortes expédiées par des spéculateurs: bien plus, il y prête la main. Et tout cela pour ne pas perdre la bienveillance de l'Entente, des rois du charbon et des grands industriels, pour donner satisfaction à ceux qui de toute leur âme désirent l'écroulement de la révolution prolétarienne personnifiée par la Russie Soviétiste.

Fidèle à son essence contre-révolutionnaire, le gouvernement allemand va plus loin encore. Par tous les moyens, il s'efforce d'enrayer l'action des cheminots et des ouvriers du transport qui, comprenant la situation et les devoirs du prolétariat allemand en tant que classe, se disposent à transformer les vaines déclamations du gouvernement sur la neutralité en un acte puissant de solidarité des exploités en faveur de leurs frères russes engagés dans la lutte. Il refuse aux conseils de fabriques et d'usines des cheminots et des ouvriers des transports le droit de contrôle sur les marchandises suspectées, ainsi que celui d'empêcher ou d'arrêter le transport des troupes, des armes, de l'équipement, des vivres, etc. Enfin il a poussé l'impudence jusqu'à dissoudre les commissions du contrôle du transport, de sorte qu'il n'y a plus que les représentants de l'administration des chemins de fer qui soient en droit de résoudre la question de la légalité ou de l'illégalité d'un transport quelconque. Le gouvernement justifie sa conduite en alléguant que les comités de fabriques et les commissions de contrôle n'ont pas le droit légal, juridique de s'immiscer activement dans les affaires de l'administration des chemins de fer. Il se retranche derrière le traité de paix de Versailles. D'après ce traité, l'Entente a le droit de remplacer par d'autres, quand bon lui semble, les troupes d'occupation en Allemagne et de fournir à ces dernières tout ce qui leur est nécessaire; aussi les trains portant la mention «Polonia» et transportant soi-disant des vivres doivent-ils traverser librement l'Allemagne pour aller en Pologne.

A l'obséquiosité de vaincu du gouvernement allemand devant les impérialistes, ses vainqueurs, à toute sa phraséologie aigre-douce sur la neutralité, il y a encore deux raisons secrètes: la peur du prolétariat russe victorieux et le désir d'écraser définitivement la révolution prolétarienne qui se manifeste par les actes des cheminots et des ouvriers des transports. Le gouvernement de coalition bourgeois, qui se maintient grâce à la bienveillance de la majorité social-démocrate, résiste à l'effort décisif que font les comités d'usines prolétariens pour agir dans les domaines économique et politique en pleine indépendance, sans

l'autorisation et contre la volonté des patrons capitalistes et en tant que pouvoir ne relevant que de lui-même. Il considère — et, en cela, il a raison — la conduite des ouvriers des transports et des cheminots comme une révolte ouverte, comme un défi du prolétariat qui commence à prendre conscience de sa force et de ses droits révolutionnaires. Il veut, dès le début, renfermer dans les cadres juridiques le pouvoir des conseils d'usines et des soviets ouvriers, tout en s'efforçant de réprimer l'action organisée en signe de solidarité avec la Russie Soviétiste par les cheminots et les ouvriers des transports. Il était réservé au prolétariat allemand de vivre à nouveau cette honte, de voir ses chefs de la majorité social-démocrate de concert avec les dirigeants de la bureaucratie syndicale, se vendre corps et âme à un gouvernement contre-révolutionnaire. Pour mettre le comble à l'opprobre, les leaders de la droite des indépendants couvrent de leur autorité cette triste affaire.

Les conseils d'usines des cheminots et des ouvriers des transports avaient clairement conscience de la solidarité révolutionnaire du prolétariat allemand et de la Russie Soviétiste; ils comprenaient qu'il ne fallait point laisser la bourgeoisie allemande s'armer sous prétexte de défendre la Prusse Orientale contre «l'envahisseur», sous prétexte de «défense nationale». Ils se mirent à l'œuvre. Leur action serait-elle soutenue par la volonté et l'action des masses populaires? Là était toute la question. Cependant, les chefs du prolétariat, qui avaient formé bloc contre l'ennemi commun, fondèrent leur action sur la base des pourparlers avec le gouvernement. Des négociations furent entamées entre les leaders du parti de Scheidemann et les représentants des syndicats d'une part et le ministre des voies et communications, le ministre de la défense nationale, le ministre des affaires étrangères, — en un mot, tous les pouvoirs — d'autre part. La conférence des représentants des partis socialistes, du bureau des syndicats, de la direction centrale du syndicat des cheminots et des ouvriers des transports devait élaborer les «règles générales du contrôle sur les transports». Ces règles générales devaient être présentées au Cabinet qui les examinerait et les mettrait en accord «afin d'assurer leur application». Et ainsi le mouvement de la classe prolétarienne fut en fin de compte, grâce au gouvernement des «ministres spécialistes» capitalistes, employé à écraser le prolétariat lui-même et à renforcer la contre-révolution.

Cette servilité donna au gouvernement la possibilité de jouer à l'inflexibilité; par l'entremise de la *Vossische Zeitung* et après avoir poussé la prévoyance jusqu'à enchaîner au moyen de «pourparlers» la bête pour la faire ensuite danser à sa guise, il déclara officieusement — ce qui était un coup droit à tous les conciliateurs — qu'il avait l'intention de ne plus continuer les négociations sur cette affaire. Néanmoins, il céda en apparence en autorisant le contrôle des cheminots sur les transports de marchandises et de troupes. Par contre, dans ce qui faisait le fond même de la

question, il remporta la victoire car il donna comme base au contrôle et au droit d'arrêter un transport donné, l'observation de la neutralité, telle qu'il l'entendait lui-même. Après avoir ainsi dupé en plein les ouvriers et les avoir soumis à sa volonté, il proclama la dissolution des commissions de contrôle. Les conciliateurs furent écartés d'un dédaigneux coup de pied. Sous l'égide du traité de Versailles, les gardes-blancs polonais peuvent, maintenant encore, recevoir par l'Allemagne des renforts et des armes; avec la complicité du «commissaire pour le désarmement» on continue, sous prétexte de former une garde nationale et d'organiser une police de sûreté, à armer pour la lutte contre les ouvriers des bandes de vagabonds ainsi que les détachements d'Or-gesch. L'acte de solidarité révolutionnaire du prolétariat allemand envers la Russie Soviétiste a dû faire place à l'affirmation solennelle de la paix civile qui se traduit par une aide active au gouvernement capitaliste. En somme, c'est la répétition de ce qui s'est produit au moment de l'émeute de Köpp; Scheidemann et Leghien, avec le concours des Breitscheid et des Hillerding ont maîtrisé le prolétariat dans son impétueux élan vers l'avant et l'ont attelé au char du gouvernement capitaliste. En complet accord avec Lüdendorf, le diplomatique *Vorwärts* mettait en garde «contre un appui prêté, sous quelque forme que ce fût, à la seule Russie bolchéviste». La *Freiheit* était saisie d'épouvante à l'idée que l'acte des cheminots pourrait effacer, ne fut-ce qu'une lettre, du sacro-saint traité de paix de Versailles. Breitscheid, d'ailleurs, avait déjà promis son pardon anticipé au gouvernement de Fehrenbach, si celui-ci, sous la pression de l'Entente, ne pouvait conserver une neutralité complète à l'égard de la Russie.

Il va de soi que, contre la conduite des chefs trahis à la révolution, — que cette conduite soit dictée par des raisons de principe ou par la faiblesse — le Parti Communiste Allemand protesta de la façon la plus énergique. Pour l'en punir, on l'a exclu de l'organe central berlinois qui avait été constitué pour diriger l'action dans l'œuvre de la défense de la neutralité. A la première séance de cet organe, le représentant des communistes déclara que notre parti soutiendrait toute tentative sérieuse de défendre la neutralité contre une violation au détriment de la Russie Soviétiste, mais qu'il se réservait la plus entière liberté d'action; quant à l'appel collectif lancé par les organisations politiques et syndicales, ce n'était rien qu'une enfilade de phrases amorphes dictées par l'esprit de conciliation.

Les représentants des communistes réussirent, il est vrai, à faire subir deux modifications au texte. Deux passages furent supprimés: l'un, dans l'esprit patriote-conciliateur de la majorité social-démocrate et l'autre, dans le ton bourgeois-pacifiste du Parti des Indépendants. Néanmoins cet appel ne donna point au prolétariat les mots d'ordre clairs, catégoriques dont celui-ci — comme le croyaient les communistes — avait besoin en cette heure de crise. Et si néanmoins le Comité

Central du Parti Communiste signa cet appel, il eut politiquement raison: il relia ainsi l'action personnelle de notre parti, avant-garde du prolétariat révolutionnaire, à celle des masses de l'armée prolétarienne qui se mouvaient lentement à sa suite. Il soutint et encouragea les premiers pas encore incertains, la marche encore chancelante du mouvement ouvrier qui, par la force et la logique des choses, non seulement pouvait mais devait dépasser les buts qu'il s'était assignés. De plus, notre parti devait rester à la tête du mouvement révolutionnaire auquel il devait, par son action, montrer la voie.

Aussi, le Comité Central du Parti Communiste Allemand en signalant de sa propre initiative dans un manifeste spécial, ce dont il n'avait pas été fait mention dans l'appel collectif, usa-t-il de son droit indiscutable en même temps qu'il remplissait un pénible devoir. Il était tenu d'inviter le prolétariat à ne pas se contenter d'une instable et molle neutralité, mais à faire preuve d'une solidarité effective envers ses frères russes, à s'unir en dehors des partis et des organisations syndicales, pour former un front unique et à élire dans ce but des soviets politiques ouvriers qui sauraient donner au mouvement, à la lutte une direction ferme et suivie. Par cet appel et par la phrase fatale qui renfermait une attaque contre les «partisans de Scheidemann et de Kautsky», les communistes violèrent soi-disant le pacte qui unissait les organisations, firent une brèche au front de la lutte commune. Les représentants des Indépendants de la social-démocratie, les camarades Curt Rosenfeld, Adolph Hoffmann et Zietz nous lancèrent les mêmes accusations que les social-démocrates majoritaires et la bureaucratie syndicale. De ce que, après l'échec du compromis par eux proposé, ils votèrent contre l'exclusion des communistes du Comité Central de direction, il n'en faut tirer aucune conclusion en leur faveur. Leur vote est annulé par le fait qu'ils continuent à siéger dans cet organe. Ils ont, par là, confirmé une fois de plus qu'ils étaient beaucoup plus proches de la droite opportuniste du mouvement ouvrier allemand que de la gauche, c'est-à-dire des masses révolutionnaires qui ne cessent d'aller de l'avant. Même l'Internationale Syndicale d'Amsterdam qui compte des social-patriotes tels qu'Appleton et Jouhaux, dans son appel, où elle demande d'arrêter tout transport de troupes, d'équipement militaire, est allée plus loin que le Comité Central berlinois où siègent les Indépendants de la social-démocratie. Un fait caractéristique de l'état d'esprit des masses: dans les comités locaux, les communistes, maintenant encore comme auparavant, participent au contrôle du transport.

Le Parti Communiste continue sans hésitation sa lutte, il marche en tête du prolétariat auquel par sa critique et ses actes il montre la voie à suivre. Et le prolétariat, s'il ne veut pas être rejeté à la barbarie d'une exploitation et d'une oppression effrénées, doit rassembler ses forces pour l'assaut décisif contre le capitalisme. Le Parti Communiste a proclamé un mot d'ordre de solidarité effective envers la Russie Soviétiste, il a réclamé le blocus complet de la Pologne. Il appelle les

prolétaires allemands à élire partout des soviets politiques ouvriers et à constituer une union centralisée sous la forme d'un congrès national des soviets, dans le but de réaliser ce blocus et de lutter contre la contre-révolution. Il mène une agitation et une propagande ininterrompues en faveur de ces mots d'ordre, et fait tous ses efforts pour passer de la parole à l'action. Dans la création des soviets politiques ouvriers, il se heurte à la résistance acharnée des chefs de la droite des Indépendants. Ceux-ci ne font que répéter cette phrase, fruit de leur incompréhension du moment historique et de leur pauvreté idéologique, phrase qui est entrée dans le programme adopté à Leipzig par le congrès du parti et dans laquelle ils affirment que les soviets politiques ouvriers ne peuvent être créés et commencer à fonctionner qu'après la conquête du pouvoir politique.

Comme si l'activité révolutionnaire des soviets ouvriers présupposait nécessairement un programme d'action minutieusement élaboré à l'avance, et ne créait pas elle-même progressivement, au moyen de tâtonnements et parfois d'erreurs, son propre programme! Comme si les soviets, semblables à Minerve sortant tout armée du cerveau de Jupiter, pouvaient être créés d'un seul coup de marteau, par la mainmise des exploités sur le pouvoir d'Etat, comme s'ils n'étaient pas les organes du prolétariat dans sa lutte pour la conquête de ce pouvoir! Comme si les soviets ouvriers, engendrés par la fermentation révolutionnaire et le mouvement des masses profondes, surgis au cours des actions prolétariennes de masses, ne se développaient pas organiquement dans le processus même de leur travail et de leur lutte! Le système des soviets n'est pas le terme, mais le point de départ de la lutte révolutionnaire de nos jours. Ce qu'il faut au début, c'est l'élection des soviets politiques ouvriers et l'entrée immédiate en action de ces derniers.

• •

Le mot d'ordre communiste: élisez des soviets politiques ouvriers, recrutez les partisans de la création de ces soviets parmi les ouvriers et les ouvrières, trouve un écho de plus en plus large dans les milieux des adeptes des Indépendants de la social-démocratie et pénètre même les milieux social-patriotes. Dans l'industrie berlinoise, dans les usines et les ateliers de plusieurs autres grands centres industriels, les ouvriers ont élu des soviets politiques ouvriers. Les élections provoquent toujours, parmi les ouvriers, un ardent intérêt et des discussions passionnées.

Le sabotage toujours croissant de la production par les patrons, sabotage qui entraîne le chômage ainsi que l'abaissement et l'instabilité des salaires; l'impuissance de l'Etat capitaliste à remplir son devoir d'assurance sociale envers les travailleurs et à prévenir les plus terribles fléaux sociaux; l'imposition forcée des ouvriers et des employés et la criminelle attitude envers les spéculateurs et profiteurs de guerre auxquels on laisse une complète liberté d'action et qui dissimulent leurs richesses pour éviter le paiement des impôts; l'armement au grand jour des élé-

ments contre-révolutionnaires: tout cela, et beaucoup d'autres abus criants, pousse les exploités à la lutte. Les travailleurs, en effet, commencent à comprendre que leur ennemi, c'est le revenu capitaliste, c'est la rapace économie capitaliste, c'est l'Etat capitaliste fondé sur la violence. Sur les différents points du pays, les troubles et les actes révolutionnaires de la classe ouvrière prennent une fréquence de plus en plus grande: la raison en est, tantôt une question de retenue de salaire pour le paiement des impôts, tantôt une fermeture d'entreprise et une interruption de la production par suite d'une réduction de salaire, etc. Un fait, caractéristique au plus haut point de la situation actuelle, c'est la violente lutte qu'ont soutenue avec honneur les ouvriers de Stuttgart contre un ennemi bien supérieur en forces, contre toute la meute des entrepreneurs et un gouvernement sans conscience qui avaient fait bloc sous l'égide du militarisme. La principale cause de la défaite des ouvriers fut la trahison des syndicats. Pour transformer les manifestations isolées des prolétaires en un mouvement des masses, en un mouvement général unique d'une large envergure, il faut l'union sous un commandement, sous une direction uniques. Les comités d'usines unifiés ne peuvent, par eux-mêmes, satisfaire au besoin élémentaire de l'unification du mouvement et de la centralisation de direction que ressentent les masses prolétariennes. Leur lutte contre l'économie capitaliste fondée sur les bénéfices de l'exploitation est paralysée par le pouvoir politique des classes possédantes. La

conquête et la garantie de la complète liberté d'action des conseils d'usines entrent également, dans les tâches des soviets politiques. Et ainsi de toutes façons, la marche des événements concourt à faire des soviets ouvriers une exigence impérieuse de la phase que traverse actuellement le prolétariat allemand dans son développement.

Cette exigence met les indépendants de la social-démocratie dans l'alternative d'aller de l'avant avec la révolution, et pour la révolution, ou de continuer leur politique d'hésitation, d'indécision qui, justement au moment où l'Internationale Communiste réclame une réponse claire et catégorique dans la question de la position du parti, ne peut que faire le jeu des adeptes de Scheidemann. Les chefs de la droite ont, semble-t-il, déjà fait leur choix; quant à ceux de la gauche, ils se sont rangés à Moscou du côté de l'Internationale. Mais ils doivent, par leurs actes, confirmer leur appartenance à la nouvelle Internationale qui veut être, non une union de doctrinaires, mais une organisation d'action révolutionnaire. Les masses organisées de la social-démocratie sont plus promptes à se décider que leurs chefs. Ce n'est pas en vain que s'étend de plus en plus la grande lueur rouge de l'incendie qui s'élève des ruines de l'économie capitaliste, éclairant la sanglante contre-révolution allemande et l'assaut furieux de la réaction contre la Russie Soviétique. Elle nous dit: Le danger croit! Le moment n'est plus aux tergiversations, aux rêveries. En avant, à l'œuvre!

*Clara ZETKIN.*





## LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE CONTINENTALE <sup>(1)</sup>

### Introduction.

Deux années se sont déjà écoulées depuis que la guerre mondiale a pris fin. Mais la reconstruction ardemment désirée de l'économie capitaliste n'a pas encore réussi. Afin d'expliquer pourquoi il en est ainsi, nous devons montrer les transformations profondes que le capitalisme a subies du fait de la guerre.

L'accumulation incessante d'un capital réel était la base du développement du capitalisme moderne. La guerre interrompit tout à coup ce processus qui fit place à un processus contraire: celui de l'appauvrissement progressif du monde capitaliste en richesses matérielles. On consommait, pendant la guerre, beaucoup plus qu'on ne produisait. La structure particulière de l'économie capitaliste permettait néanmoins de masquer cet appauvrissement réel en créant des milliards et des milliards de capital fictif. Aux propriétaires des richesses réelles qu'il consommait, l'État donnait en compensation un capital fictif, présenté sous deux aspects. Tout d'abord le capital fictif des emprunts de guerre, assurant la possession d'une partie de la plus-value à produire par les générations futures. De la sorte, le revenu nominal du monde capitaliste, loin de diminuer, accusait une hausse, sur laquelle nous reviendrons par la suite, et l'appauvrissement continu du monde capitaliste en guerre était à la fois dissimulé aux yeux de chaque capitaliste considéré isolément et aux yeux de la classe capitaliste tout entière.—La seconde forme de création du capital fictif consistait en émission, pour des centaines de millions, de monnaie fiduciaire que rien ne garantissait. Ce papier-monnaie différait, au point de vue économique, du papier-monnaie de l'époque antérieure en ce qu'il était émis, non pour faciliter les

échanges et la conclusion de réelles opérations capitalistes, mais afin de compenser formellement les dépenses de richesses réelles faites pendant la guerre.

L'appauvrissement de ses richesses effectives s'étendit également aux moyens de production, considérés au sens étroit du mot.

Le sol s'épuisait par suite d'un amendement insuffisant et d'un travail négligé. Les transports étaient ruinés. Les machines s'usaient et n'étaient pas remplacées. En d'autres termes, ce n'était pas seulement la réserve de richesses qui diminuait rapidement pendant la guerre: la base matérielle de la production se détériorait rapidement. D'autres facteurs s'ajoutèrent à ceux-ci. Tout d'abord, l'industrie ne produisait, dans une large mesure, que pour la guerre, et sa productivité cessait de ce fait d'être économiquement utile; ensuite—et c'était un facteur absolu de régression—des richesses étaient détruites sur les théâtres des opérations militaires; enfin,—et ce facteur devrait être mentionné en premier lieu,—la capacité de travail de la main-d'œuvre ne cessant de diminuer, la production tombait irrésistiblement. Les pertes en main-d'œuvre étaient en partie temporaires (des millions d'hommes mobilisés étaient arrachés au travail productif), en partie définitives, quand il s'agissait de tués, de mutilés ou de travailleurs invalidés, à l'arrière, par les privations et l'insuffisance d'alimentation.

La régression continue de la production entraîna, dès les premières années de la guerre, un appauvrissement économique général. Ce fait, coïncidant avec les emprunts de guerre dont le système empêchait la diminution du revenu nominal, engendra, dans le monde entier, la hausse des prix. A une somme, chaque jour moindre de produits de l'industrie, correspondait un revenu nominal demeuré fixe ou augmenté par les bénéfices de guerre. La disette des produits offrait à son tour un large champ d'action à la spéculation et provoquait ainsi une hausse nouvelle du revenu nominal. Les prix montèrent en conséquence au fur et à mesure que baissait la production. De la sorte, ce n'est pas l'émission du papier-monnaie qui provoqua, comme l'affirment unanimement les économistes bourgeois, la hausse des prix, mais bien la diminution de la production concomitante à l'augmentation du revenu nominal. La hausse des prix atteignait naturellement un degré cor-

(1) La rédaction de l'Internationale Communiste m'a chargé d'écrire sur la situation économique des États de l'Europe une série d'études. Je me suis efforcé de lui remonter que, dans les circonstances actuelles, cette tâche ne peut pas être remplie de façon satisfaisante. Les documents nous parviennent avec de gros retards et d'ailleurs incomplets. Leur étude, le travail subséquent de traduction et d'impression de ces articles en retarderont la publication au point que, pour le lecteur des pays autres que la Russie, la situation économique s'étant modifiée, mon travail risque de ne présenter souvent qu'un intérêt rétrospectif. D'autre part il faudrait, pour remplir cette tâche de façon satisfaisante, disposer de tout un personnel afin de tirer parti de toute la documentation étrangère. J'ai dû m'incliner pourtant devant cet argument: que les articles insuffisants valent mieux que rien.

respondant à l'utilité des produits dont les plus indispensables: tels ceux de l'agriculture et les denrées alimentaires, furent les plus chers. Dans le monde entier, dans les États belligérants au premier chef, et surtout dans ceux de l'Europe Centrale, qui se trouvaient complètement coupés des marchés du monde, une crise de ravitaillement sans précédent se manifesta. Il en résulta une transformation radicale dans la corrélation des forces entre la ville et la campagne. Alors qu'en période de développement capitaliste normal la ville domine la campagne, l'Europe industrielle domine les régions agricoles, la déformation économique militaire du capitalisme amena ce résultat, que les campagnes exploitèrent la ville, que les pays agricoles s'émancipèrent dans une large mesure de l'hégémonie économique de l'Europe industrielle.

Cette transformation économique fut facilitée par le fait que toutes les obligations de la campagne à l'égard de la ville sont d'une façon générale fixées en sommes d'argent: loyers, intérêts sur prêts, impôts, etc. La hausse des prix, d'autre part, signifie une baisse constante de la valeur de l'argent. On comprend que la campagne, dont les obligations envers la ville s'expriment en unités monétaires nominales, ne dut désormais payer que le dixième ou le trentième de ce qu'elle payait naguère. Ce qui fut la cause d'une nouvelle diminution du ravitaillement des villes et des régions industrielles, diminution que nous constatons encore aujourd'hui.

La conséquence ultérieure de cette situation fut l'action réciproque de l'élévation des prix et de celle des revenus nominaux: l'une accrût l'autre, et réciproquement. La hausse des salaires, ayant été, dans le monde entier, fortement distancée par celle du prix des vivres, les victimes de cet état de choses furent les ouvriers. L'appauvrissement réel du monde capitaliste tout entier se manifesta bientôt nettement par la baisse du niveau de bien-être de la classe ouvrière. Si, en régime capitaliste, l'énorme accumulation des moyens de production abrégait de plus en plus la durée du travail de l'ouvrier et si, par suite, le niveau de l'existence de ce dernier pouvait s'élever—bien que très lentement,—ou tout au moins, ne pas baisser, il arriva pendant la guerre que les conditions d'existence du prolétariat empirèrent brusquement dans des proportions terribles (1).

L'abaissement du bien-être matériel de l'ouvrier, abaissement provoqué par la diminution de la production, fut à son tour la cause d'une nouvelle diminution de cette même production. Mal nourris, les travailleurs ne purent s'acquitter de leur tâche comme auparavant. Des causes psychologiques, telles que le mécontentement suscité par les mauvaises conditions d'existence et une guerre absurde aggravèrent encore la crise de la production.

(1) La littérature scientifique du monde ne possède pas de statistique digne de confiance sur les conditions de vie de l'ouvrier. Mais la consommation des aliments de première nécessité—pain, sucre, café, beurre,—en France et en Angleterre, par exemple, montre que le niveau de bien-être de la classe ouvrière s'était quelque peu élevé pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'économie militaire se développa de la sorte dans un cercle vicieux et ce fut tout le problème, tout le problème insoluble qu'on ne peut encore, après la fin de la guerre, résoudre dans les limites du capitalisme. Les ouvriers, dans le monde entier, exigent une augmentation du niveau moyen de leur existence qui les ramènerait tout au moins aux conditions d'avant-guerre. La diminution des forces productrices dans le monde entier et la diminution de la productivité de la classe ouvrière elle-même ne permettent pas de satisfaire à cette revendication en régime capitaliste, même si les capitalistes renonçaient temporairement à leurs bénéfices, postulat évidemment impossible. Cette exigence ne pourrait être satisfaite que si l'on pouvait d'abord accumuler de nouveau les moyens de production tirés de la plus-value et restaurer ainsi l'industrie. Mais l'accumulation réelle est maintenant impossible, le rendement inférieur du travail, en régime capitaliste, ne permettant, par rapport à la consommation journalière, aucune surproduction.

Ces aspects généraux de la crise du capitalisme ne se manifestent pas de même dans tous les pays. C'est une des particularités des capitalismes d'après-guerre que, par suite des différents degrés de déformation militaire-économique, il n'y a plus d'économie capitaliste mondiale unique.

Le monde capitaliste s'est démembré; ses parties n'ont plus d'unité économique. La crise du change est la manifestation extérieure de ce démembrement.

Naguère l'argent,—équivalent réalisé du temps de travail de l'ouvrier,—avait, en régime capitaliste, une valeur générale, mondiale. C'est-à-dire que les monnaies des différents États capitalistes, étaient, en dehors de minimes oscillations économiques, estimées à leur valeur nominale, celles de l'or qu'elles représentaient. A l'heure actuelle, il n'y a plus à proprement parler de monnaies qui aient une valeur mondiale. L'or—en somme, l'étalon monétaire mondial,—est, dans la plupart des États, sorti de la circulation, et la monnaie fiduciaire subit dans tous les pays de très grandes variations de valeur qui transforment tous les échanges commerciaux internationaux en spéculation. Si l'on considère de ce point de vue le monde capitaliste tel qu'il est actuellement, il se divise en cinq vastes groupements économiques: 1) L'Angleterre et son empire colonial; 2) Les États-Unis et les Républiques sud-américaines qui ont le moins souffert de la guerre; 3) L'Europe centrale; 4) La Russie; 5) Le groupe sino-japonais de grandes puissances. Nous avons l'intention d'étudier dans les articles suivants la situation générale de ces vastes régions économiques en commençant par l'Europe Centrale, par celle, en d'autres termes, où la déformation économique militaire atteint son plus haut degré. Nous examinerons ensuite la vie économique anglaise, sur laquelle nous avons des données matérielles plus riches.

### *La crise économique en Europe continentale.*

Si nous laissons de côté les régions agricoles de la péninsule balkanique, l'Europe continentale nous



apparaît (y compris l'Angleterre) comme la patrie du capitalisme, l'*Atelier du Monde*. Elle était auparavant étroitement rattachée à l'économie mondiale. D'une façon générale, elle exportait sur tous les marchés du monde des articles manufacturés, en échange desquels elle recevait des denrées et des matières premières. Elle était autrefois partagée entre plusieurs grandes puissances: France, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie et Russie (cette dernière, maîtresse de la Pologne, pénétrait très avant dans l'Europe Centrale). Une série de petits Etats capitalistes épargnés par la guerre, à l'exception de la Belgique, complétait le tableau. Toute cette région économique formait un tout compact, en dépit du système de tarifs protecteurs appliqué par les grandes puissances dans leur politique douanière.

La paix de Versailles a complètement modifié la carte politique de cette région. La monarchie austro-hongroise s'est désintégrée en une série de petits Etats, l'Allemagne s'est vu ravir divers territoires, la Pologne a recouvré son indépendance, de même que les petits Etats limitrophes de la Russie. De petites enclaves indépendantes ont surgi dans différents pays: les territoires de la rive gauche du Rhin occupés par les troupes françaises, le Luxembourg arraché à l'Allemagne, Dantzig et Fiume autonomes, l'Autriche Allemande affamée. De petits Etats chaotiques, brouillés les uns avec les autres, ont été formés, aggravant encore la crise de la production par la rupture des liens naturels entre les différents centres.

Dans toute cette région économique, tant dans les pays vainqueurs que dans les pays vaincus, une crise économique très grave sévit actuellement. Ces causes générales sont celles que nous avons énumérées au début de cet article, comme causes déterminantes de la crise économique du système capitaliste tout entier. Cette région ayant été le théâtre de la guerre, la crise y revêt pourtant les formes les plus aiguës.

La baisse de la production est surtout évidente en ce qui concerne l'extraction du charbon. Avant la guerre, l'Europe pouvait se suffire à cet égard; les ports seuls et les régions côtières recevaient du charbon anglais apporté à peu de frais par des bateaux qu'il servait à lester. A l'heure actuelle, l'extraction de la houille est tombée, en Allemagne, à 60% de ce qu'elle était auparavant. En France, elle est tombée de moitié. Et le manque de combustible paralyse toute la vie économique.

La cause de cette baisse du rendement de l'industrie houillère réside dans la diminution du rendement des mines, diminution déterminée par divers facteurs économiques et sociaux. Au nombre de ces facteurs économiques se rapportent l'exploitation sans vergogne des mines les plus riches pendant la guerre, l'usure du matériel, la diminution (par suite des pertes de guerre) du nombre des ouvriers qualifiés, l'alimentation insuffisante des travailleurs, la réduction à 7 heures de la journée de travail. La profonde répugnance des mineurs à travailler pour des entreprises privées est une cause sociale. Et tous les efforts d'intensifier la production se sont heurtés à ce dernier obstacle. C'est en vain que les chefs des syndicats alle-

mands s'efforcent, en bons serviteurs du capital, à stimuler la production en encourageant au travail des heures supplémentaires. C'est en vain que les salaires sont élevés et que l'on prodigue aux ouvriers les promesses d'amélioration de leur ordinaire: les mineurs exigent la socialisation des mines et ne semblent pas disposés à intensifier leur travail à seule fin de restaurer le capitalisme. En Haute-Silésie, la production est en outre paralysée par le conflit polono-germanique, comme elle l'est dans le bassin de la Ruhr par l'occupation française (1).

Les mines du nord de la France ont été si profondément ruinées par les Allemands, que la production ne pourra reprendre dans quelques-unes que vers 1930 (2). Et l'Angleterre ne peut venir en aide à la France, la production de l'industrie minière étant aussi tombée chez elle, tandis que la consommation du pays augmentait. Des dispositions ont donc été prises pour empêcher l'exportation de la houille anglaise, et nous recevons à l'instant la nouvelle que le gouvernement anglais projette de prohiber toute exportation, afin de constituer des réserves en prévision d'une grève de mineurs (*Vossische Zeitung* 16 septembre 1920).

L'Amérique du Nord pourrait, il est vrai, fournir du charbon à l'Europe; mais les conditions du change sont si défavorables au trafic avec l'Amérique, que le charbon américain ne peut être employé qu'à titre d'exception.

L'Europe occidentale manque de charbon. C'est là une des causes principales de la crise actuelle. Le résultat en est que les divers Etats intéressés se disputent les mines, ce qui aggrave encore la crise économique. *C'est ainsi que les hauts-fourneaux de Styrie ont dû s'éteindre parce que les Tchèques refusent à l'Autriche le charbon dont elle a besoin; le dernier haut-fourneau s'est éteint en mai. Il en est de même pour le Luxembourg, qui figure pourtant parmi les Etats victorieux. L'industrie métallurgiste luxembourgeoise souffre de la pénurie du coke. 39 hauts-fourneaux sur 47 sont inactifs et ceux qui restent en activité, ne donnent qu'un rendement minime. Leur activité est d'ailleurs intermittente (3). Les arrangements de Spa représentent une tentative de modifier par la violence politique, au profit de la France, la situation faite à l'Europe centrale par le manque de charbon. Cette tentative semble avoir réussi dans une*

(1) On trouvera un résumé détaillé de la situation de l'Europe, en ce qui concerne l'industrie charbonnière dans le livre de Keynes sur les conséquences de la paix de Versailles.

(2) En temps de paix, la France consommait annuellement 60.000.000 tonnes de charbon, dont 40 millions provenaient de ses propres mines, les 20 autres étant importées d'Allemagne et d'Angleterre. Elle produit à présent la moitié de ce qu'elle produisait autrefois, c'est-à-dire 20 millions de tonnes; quant à l'importation, elle dépassera de peu 20 millions de tonnes, si l'Allemagne tient ses engagements contractés à Spa. Le déficit en charbon est donc de 20 millions de tonnes, soit 33% (*Times*, du 2 août 1920).

(3) Cf. *Berliner Tageblatt* du 26 août 1920. Les visiteurs étrangers revenus de Russie parlent beaucoup de la baisse de la production dans ce pays. La situation n'est guère meilleure en Europe centrale. Mais la production de la Russie suit déjà une courbe ascendante, tandis que celle de l'Europe centrale continue à baisser.

certaine mesure. Nous lisons que les stocks de la France se sont accrus (1).

Si pourtant la situation économique de la France s'améliore quelque peu grâce au charbon arraché par force à l'Allemagne, la situation de l'Allemagne s'aggrave d'autant plus. Des industries entières cessent le travail, faute de combustible. Le Commissaire d'Empire chargé du ravitaillement de l'industrie en charbon avertit par exemple l'union patronale des métallurgistes de Relscheid que, par suite des engagements pris à Spa, l'industrie de l'Allemagne occidentale va se trouver dans une situation très critique et que nombre d'entreprises vont devoir cesser le travail (2).

En même temps que la baisse de production de la houille, la crise de l'alimentation constitue en Europe centrale le danger le plus sérieux. Le bétail manque, les engrais chimiques font défaut, la guerre a diminué le nombre des labours. Or, pendant les hostilités, les paysans de l'Europe centrale, spéculant sur l'insuffisance du ravitaillement, ont réalisé de grandes sommes d'argent, ce qui leur a fait perdre l'un des stimulants de la production. Les principaux pays de l'Europe continentale, c'est-à-dire la France, l'Italie, l'Allemagne et aussi la Pologne se voient contraints d'importer de grandes quantités de semences et de denrées alimentaires (3).

Cette importation n'est couverte par l'exportation des pays agraires, Hongrie, Roumanie, Serbie que dans une mesure très faible, — la Russie, c'est-à-dire l'exportateur le plus important de l'avant-guerre, étant hors de compte. Il faut donc importer des marchandises provenant des pays dont le change est élevé. Il en résulte une très forte augmentation du prix du pain, que les gouvernements bourgeois n'osent pas faire retomber directement et ouvertement sur les travailleurs. Ils en mettent une partie au compte du budget. Le pain cher coûte à l'Italie 7 milliards de lires par an et à l'Autriche, 10 milliards de couronnes. D'où l'insuffisance d'alimentation du prolétariat des villes.

La crise du charbon et l'insuffisance d'alimentation de l'Europe continentale, à l'exclusion des États agraires, rendraient impossible le rétablissement de l'économie sur les bases capitalistes, même si la production était normale dans tous les autres domaines de l'industrie, ce qui est loin d'être le cas. Tous les rapports des directeurs d'entreprises capitalistes sont pleins de récriminations sur le peu de rendement de la main-d'œuvre ouvrière. Le cercle vicieux sur lequel, dans les premières lignes de cet article, nous avons attiré l'attention du lecteur, apparaît ici bien en évidence. Les ouvriers ne peuvent pas et ne veulent pas, étant donné l'abaissement actuel

du niveau de leur bien-être, fournir un travail intensif. Si pourtant le rendement du travail ne s'élève pas, l'accumulation réelle de nouveaux moyens de production deviendra impossible. Et sans rétablissement de la production, il est impossible de produire la quantité d'articles nécessaires pour améliorer les conditions d'existence de l'ouvrier. Cette situation est sans issue.

Que l'on y ajoute que la crise de l'industrie houillère provoque en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Italie, le chômage de centaines de milliers d'ouvriers. En Allemagne, où la statistique du chômage est mieux tenue qu'ailleurs, le nombre des sans-travail n'a cessé d'augmenter rapidement, au cours de ces derniers mois. Vers le 15 mai, 270.000 sans-travail recevaient un secours de chômage. Fin août dernier, leur nombre se montait à 500.000 (4). 6% des travailleurs syndiqués étaient sans travail. — Sans la seule industrie textile, ce pourcentage s'élevait à 17%. En tenant compte de l'interruption des travaux du bâtiment pendant la mauvaise saison et de l'extension du chômage par suite de la crise du charbon, on peut prédire avec certitude qu'à la fin de l'automne, il y aura en Allemagne plus d'un million de sans-travail.

Ces chiffres ne donnent pourtant pas un tableau suffisamment complet du chômage. Car il y a, outre les sans-travail, un nombre aussi grand de travailleurs qui ne font que des semaines de 24 heures («short-time»).

La situation est analogue en Autriche-Allemagne, en Hongrie, en Italie, en Pologne. En Bohême où il y a plus de charbon, elle est un peu meilleure, de même qu'en France; où les énormes pertes de guerre ont provoqué une diminution sensible de la population (5).

La crise de la production atteint un plus grand degré d'acuité par suite de l'anarchie de la production et des obstacles que se créent les uns les autres les États de l'Europe en se fermant réciproquement les marchés. Les organisations économiques basées sur la contrainte établie dans toute l'Europe pendant la guerre, ont été sacrifiées aux négociants bourgeois devenus spéculateurs et tripoteurs. «La liberté économique» prime de nouveau en Europe. Les appels des représentants les plus raisonnables de l'économie capitaliste en faveur d'une économie rationnelle basée sur un plan unique (Rathenau, les social-démocrates Wiessel, Meyrat, etc.) restent vains. Une fois de plus, les intérêts des capitalistes isolés ont prévalu sur ceux de la classe capitaliste tout entière. L'anarchie économique se donne de nouveau libre cours (6).

Il va de soi, en dépit de conversations prolongées depuis deux ans sur la socialisation des

(1) M. Le Troquer, ministre du travail, déclarait vers le mi-septembre que les stocks de chemins de fer français s'étaient élevés à 800.000 tonnes et ceux des usines à gaz de Paris, à 900.000 tonnes. Les industriels français mettent cependant le public en garde contre la tendance à surévaluer les stocks. C'est avec raison.

(2) *Berliner Tageblatt* du 18 août.

(3) L'importation des denrées alimentaires en France s'est élevée, pour les cinq premiers mois de 1920, à 33 milliards de francs. En Allemagne et en Espagne, les importations sont plus considérables encore.

(4) *Freiheit* du 9 septembre 1920.

(5) Les États capitalistes ont partout témoigné de leur incapacité de vaincre le chômage. La fameuse organisation de «Secours par la production aux sans-travail d'Allemagne (*Produktive Arbeitslosen Unterstützung*) n'a pu procurer du travail qu'à 61.000 ouvriers, en 4 ou 5 mois.

(6) Des milliers d'ouvriers employés à la construction des machines agricoles, ont été congédiés, les stocks considérables de machines ne pouvant être écoulés aux prix fixés que les agriculteurs trouvent trop élevés. *Vorwärts* du 8 décembre 1919.

branches les plus développées de l'industrie, en dépit de l'admission de ce principe au programme de tous les gouvernements socialistes et à demi-socialistes de l'Europe centrale, en dépit de la formation d'un très grand nombre de commissions, qui ont noirci une quantité formidable de papier, que jusqu'à présent, aucune branche «développée» n'a été socialisée. Ajoutons ici que la socialisation capitaliste ne changerait d'ailleurs rien à la crise de la production.

La division des Etats de l'Europe continentale accroît d'une façon inouïe l'intensité de la crise. Chaque Etat voudrait se suffire à lui-même et ne produire que pour ses propres besoins. Des industries se créent artificiellement dans les conditions les plus désavantageuses; d'anciennes entreprises, avantageusement situées, cessent de fonctionner parce que le charbon dont elles ont besoin—ou tout autre matière—est retenu par quelque Etat voisin.

La crise de la production, si nos observations générales sont justes, est la cause déterminante de toutes les autres crises. Cherté des vivres, création constante d'un nouveau capital fictif, accroissement incessant de la monnaie fiduciaire: autant de conséquences de la crise de la production.

La cherté des vivres ne cesse de croître. Les renseignements précis nous font malheureusement défaut sur les Etats de l'Europe continentale, mais nous savons qu'en Angleterre, c'est-à-dire dans un pays dont la situation économique est beaucoup meilleure, la hausse des prix ne s'est arrêtée momentanément qu'en mai dernier. Le budget de l'ouvrier allemand tend encore à s'accroître; en France, la distribution des allocations de secours a cessé aussitôt après les élections. L'Italie ne peut supporter plus longtemps une dépense annuelle de 7 milliards à seule fin d'abaisser le prix du pain. «La pauvre Autriche» est logée à la même enseigne. Si même la hausse des prix sur le marché mondial cessait—ce que nous ne croyons pas possible—tout le bénéfice de cette circonstance serait annulé pour les Etats de l'Europe centrale, par la baisse de leur change par rapport à celui des Etats de la sphère économique anglo-américaine.

La crise prolongée de la production provoque une crise financière permanente. Les banques des Etats en question émettent chaque mois de nouveaux milliards de papier. Des chiffres précis sont à chaque semaine publiés dans la presse bourgeoise (1).

La monnaie fiduciaire s'est complètement détachée de sa base métallique, et son cours subit, par suite de la spéculation, de constantes variations. L'argent a cessé d'être une valeur, l'équivalent obligatoire, admis par la société du temps du travail. L'argent n'a plus de

valeur constante, ni en deçà, ni au delà des frontières d'un pays donné (1).

Tout achat, toute vente devient spéculation. Dans beaucoup d'endroits, en outre, l'argent a cessé d'être une valeur d'échange universellement reconnue et a perdu sa capacité absolue d'achat. Les paysans qui ont déjà amassé d'énormes quantités de papier-monnaie, se refusent à livrer les produits de la terre pour de l'argent et demandent des articles manufacturés. Comme en Russie.

Et le flot de papier-monnaie ne cesse de grossir. En France et en Italie, le déficit budgétaire équivaut à peu près à la moitié du revenu; en Autriche et en Pologne, il est trois et cinq fois plus grand que le revenu. Il n'y a pas de financier et de politique bourgeois qui aient une idée tant soit peu raisonnable de la remise en équilibre du budget de ces Etats.

On ne réussit même plus à rejeter le fardeau sur la génération suivante en créant un capital fictif. Le public ne souscrit plus aux emprunts d'Etat. La bourgeoisie n'a plus confiance en la solvabilité de l'Etat. La Tchéco-Slovaquie a déjà eu recours à l'emprunt obligatoire en surchargeant ses billets de banque. La Hongrie a fait de même. Les ressources ainsi réalisées n'ont suffi que pour quelques mois, au bout desquels il a de nouveau fallu recourir aux planches d'impression.

Nous voyons ainsi toute l'étendue de la ruine de l'économie capitaliste. La diminution des moyens de production et des richesses accumulées en est la cause dominante; la diminution de la productivité du travail, conséquence de la diminution de la main-d'œuvre, de l'accroissement prodigieux du capital fictif et de l'insuffisance d'alimentation du prolétariat, en sont les causes secondes. La crise du charbon en est la manifestation la plus aiguë.

La crise du charbon conditionne celle de toutes les branches d'industrie; elle provoque l'émission incessante de papier-monnaie et la crise financière. Les efforts des différents Etats pour se soustraire à la nécessité d'exporter, portent préjudice à la production et augmentent l'intensité de la crise dont les deux manifestations les plus caractéristiques sont la hausse constante des prix et le chômage.

Une analyse plus approfondie du tableau général que nous venons de tracer permet de distinguer les traits caractéristiques de la situation dans les différents pays. Et l'on aperçoit facilement trois lignes de développement de la crise:

1. Toute l'économie de l'Europe continentale tombe de plus en plus dans la dépendance des sphères économiques anglo-américaines. En France et en Italie, cette dépendance s'exprime par la croissance des dettes envers l'Angleterre et

(1) Cette bacchanale est surtout intense en Pologne. A la fin d'octobre 1918, il y avait en Pologne pour un milliard de papier-monnaie; au début de 1919, pour 5 milliards; le premier juillet 1920, pour 26 milliards,—et deux mois plus tard (premiers jours de septembre), pour 78 milliards. *Vorische Zeitung* du 15 octobre.

(1) Les oscillations du change étranger sont énormes. La spéculation est effrénée. Des situations incompréhensibles se créent. C'est ainsi que l'on cotait le 14 octobre à Berlin, l'argent italien à 850, les billets de banque espagnols à 950; des légions de petits spéculateurs achetaient du papier espagnol. Par contre, les valeurs transmises par télégraphe à Helsingfors se cotent 180, tandis que le papier finlandais ne vaut que 140.—*Berliner Tageblatt* du 15 septembre.

l'Amérique; dans d'autres pays, et surtout dans les États limitrophes de la Russie (mais aussi en Hongrie, en Roumanie, en Pologne et en Allemagne), cette dépendance s'exprime par l'introduction du capital anglais dans les entreprises de l'industrie et du transport. Les États limitrophes de la Russie sont en fait des colonies anglaises. La Lettonie songe déjà à placer ses finances sous le contrôle de la Grande-Bretagne. En Europe centrale, l'Angleterre s'est emparée de la navigation du Danube. La dépendance du bloc de l'Europe continentale de l'économie anglo-américaine se révèle encore par la crise du change.

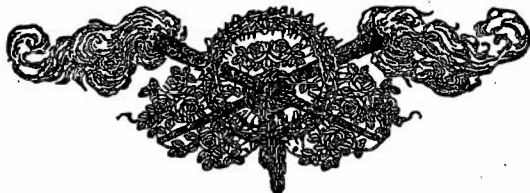
2. A l'intérieur du système de l'Europe continentale, nous observons les tentatives couronnées de succès de la France et de l'Angleterre, pour exploiter les pays vaincus en y plaçant des capitaux. Bien que la France et l'Italie souffrent elles-mêmes du manque de capitaux réels, le cours élevé du change leur donne la possibilité d'acheter à très-bas prix, dans les pays vaincus, des usines, des chemins de fer, des terres et des titres variés. Nous voyons ainsi le capital français se conquérir une situation dans la grosse industrie de l'Allemagne occidentale et dans les grandes banques de Vienne et de Budapest. Le capital italien trouve à se placer dans les banques hongroises (Banque Hongroise, Banque Italo-Hongroise etc). Mais ces nouveaux placements des capitaux ne font que modifier la répartition de la plus-value dans les différents pays, sans rien changer à l'état de crise.

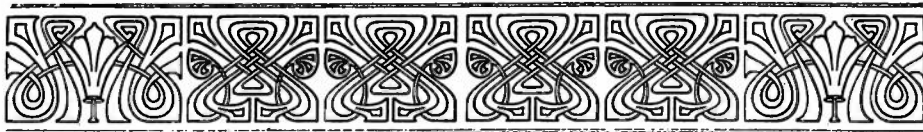
3. Nous voyons enfin que les régions agraires à l'orient de l'Europe continentale, — Hongrie, Serbie, Roumanie, — tendent à user comme d'un monopole de leurs réserves de vivres, et à ex-

ploiter leurs voisins au moyen de primes à l'importation et à l'exportation. Ces pays tentent ainsi de récupérer la plus-value que leur ôte le capital étranger. La pire situation est celle des États de l'Europe centrale — Allemagne, Autriche, Pologne, — qui ne peuvent ni placer leurs capitaux à l'étranger, ni exporter des vivres et se voient exploités des deux côtés: ici, par le capital des États de l'Europe occidentale et là par les spéculateurs de l'Europe orientale, détenteurs des réserves alimentaires.

La crise économique a pour conséquence une crise sociale des plus graves. Des centaines de milliers de petits artisans sont, par suite de la guerre, devenus des prolétaires. Des catégories sociales considérables par le nombre, vivant d'un revenu fixe — fonctionnaires de l'État, employés, intellectuels — ont été prolétarisées, l'augmentation des traitements, étant loin de correspondre à la baisse de la valeur de l'argent. Quant au prolétariat, stimulé d'une part par l'aggravation de sa situation matérielle, devenu, de l'autre, plus conscient, ayant acquis à la guerre l'habitude des armes et comprenant de plus en plus nettement, qu'il n'y a pas en régime capitaliste d'issue à la crise, il est de plus en plus inévitablement poussé dans la voie révolutionnaire. La dictature prolétarienne réprimée en Hongrie avec tant de férocité, les insurrections répétées de l'Allemagne, la prise de possession révolutionnaire des fabriques et des terres en Italie, lui montrent la solution.

F. VARGA.





## DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX

Le développement économique mondial a atteint un degré tel, que le progrès ultérieur des forces productives nécessite une économie mondiale unique.

La production contemporaine ayant brisé les cadres des pays isolés, s'est trouvée en contradiction, flagrante avec les cloisons éanches qui séparent les systèmes économiques des divers pays; il en est résulté des commotions sociales formidables.

La science économique bourgeoise s'est beaucoup occupée dernièrement de «l'économie mondiale», mais elle n'est pas allée, et pour cause, au delà des phrases vulgaires et d'une analyse purement scolastique de l'économie mondiale. Le système capitaliste se trouve et s'est toujours trouvé en contradiction évidente avec l'effort manifeste et nécessaire vers l'organisation d'une économie mondiale unique. Ce qui déterminera inévitablement l'écroulement de tout le système capitaliste.

La situation économique actuelle est extrêmement difficile. Les rapports économiques, tels qu'ils ont existé avant la guerre impérialiste mondiale, loin de se rétablir, achèvent de s'effondrer. Les dirigeants de la politique capitaliste et les idéologues bourgeois espéraient pour l'après-guerre un épanouissement extraordinaire du capitalisme; ils croyaient que les redoutables contradictions

de classes, causes, avant la guerre, de la tension des esprits, disparaîtraient avec la cessation des hostilités et ne serviraient plus d'obstacle à la prospérité ultérieure du capitalisme.

Mais la réalité a trompé ces calculs. La situation n'est pas meilleure qu'il y a cinq ans; au contraire, elle est pire.

La réalité économique contemporaine nous montre l'impasse où se trouve actuellement «l'économie capitaliste mondiale»; elle contient les germes visibles d'une nouvelle et plus grave crise du capitalisme. Les chiffres significatifs qui suivent ont été empruntés principalement au journal anglais *The Economist*.

Les données statistiques des principaux pays sur lesquels nous sommes renseignés, nous montrent avant tout quelle crise financière traversent actuellement les États capitalistes. Le budget de ces États a été bouclé avec un énorme excédent des dépenses sur les recettes. La situation actuelle des pays vainqueurs aussi bien que des pays vaincus, se présente ainsi: tandis qu'avant la guerre (1913—1914) le chiffre des dépenses dans presque tous les pays était à peu près égal à celui des recettes quand il ne lui était pas supérieur, nous voyons en 1918—1920 les dépenses de l'État excéder formidablement ses recettes; celles-ci sont de deux à cinq fois inférieures à celles-là.

### BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers de livres sterling)

	1913		1914		1918		1919		1920	
	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.	Recettes.	Dépenses.
Angleterre (fin d'année 31 mars) . . . . .	—	—	197.495	198.425	2.696.221	707.235	2.579.301	889.021	1.665.763	1.339.571
France . . . . .	202.677	203.670	—	—	2.181.484	335.145	1.976.560	452.000	—	—
Italie (30 juillet) . . . . .	—	—	125.169	126.409	1.066.225	820.233	—	—	—	—
États-Unis (30 juillet) . . . . .	—	—	140.051	146.935	1.793.306	834.527	3.073.072	929.520	2.295.335	1.463.601
Allemagne . . . . .	—	—	—	—	3.832.700	756.500	—	—	—	—
Autriche . . . . .	130.717	130.718	—	—	—	—	454.018	151.261	—	—

Particulièrement frappante à cet égard est la situation de la France dont les dépenses excédaient sept fois les recettes en 1918 et les excédent presque cinq fois en 1919. Cette situation calamiteuse est une des causes de la politique cyniquement réactionnaire de ce pays.

Même en Angleterre et aux Etats-Unis, les dépenses dépassent deux à trois fois les recettes. Même situation en Allemagne et en Autriche.

Comment couvrir un déficit autrement que par des emprunts et des impôts, ou par le pillage de quelques pays? Tous les pays capitalistes entrent en effet dans cette voie. Les masses populaires y sont écrasées d'impôts; et ces puissances manifestent de plus en plus leur politique de brigandage.

Un autre fait très suggestif quant à l'appréciation de la situation actuelle, c'est l'état du commerce international. La guerre avait naturellement troublé les échanges mondiaux. Nombre

de pays, isolés les uns des autres, s'étaient trouvés dans une situation économique intenable par suite de l'interruption du mouvement d'importation et d'exportation. Mais la cessation de la guerre n'a modifié que très peu la situation. Les pays d'Europe, appauvris et épuisés, n'ont presque rien à offrir au marché mondial. L'Amérique qui s'enrichit prodigieusement, elle, a su sauvegarder intégralement ses richesses, et par le développement de sa production, par la prépondérance qu'elle s'est acquise sur le marché mondial, elle a même fait un pas énorme en avant. En nous reportant de nouveau aux chiffres, nous voyons que dans tous les pays capitalistes de l'Europe, l'importation est de beaucoup supérieure à l'exportation; de plus, en comparant les modifications successives des statistiques de l'exportation, nous nous rendons compte que cet écart entre les importations et les exportations s'accroît régulièrement d'une année à l'autre.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

(en milliers de livres sterling)

PAYS.	1913			1917			1918			1919		
	Export.	Import.	±	Export.	Import.	±	Export.	Import.	±	Export.	Import.	±
Allemagne . . .	509.965	560.336	- 50.371	Aucuns renseignements								
Autriche-Hongrie.	115.129	141.433	- 26.234									
France . . . . .	252.560	336.840	- 84.280	153.542	652.479	-498.937	188.907	892.055	-703.148	348.526	1.191.140	-842.614
Italie . . . . .	100.157	145.511	- 45.354	132.341	559.608	-427.267	133.788	641.547	-507.759	207.545	660.666	-453.121
Angleterre. . . .	525.245	659.160	-133.915	527.080	994.387	-467.307	501.409	1.285.206	-783.797	798.375	1.467.580	-669.207
Etats-Unis . . . .	485.701	362.602	+123.099	1.258.010	531.871	+726.139	1.183.942	589.131	+594.811	1.445.017	619.175	+825.842
(fin d'année au 30 juillet)										chiffres non définitifs		

REMARQUE: 1) Partout où il a été possible, nous n'avons considéré que les sommes de l'exportation des articles de la production locale et celles de l'importation pour la consommation intérieure.  
2) 1 livre sterling = 20 marks, 25 francs, 24 kr., 25 livres, 5 dollars.

Sous ce rapport encore, la situation la plus fâcheuse est celle de la France et de l'Italie. Un peu meilleure est celle de l'Angleterre; bonne celle de l'Amérique. La situation en France avant la guerre de 1914, sans être brillante, était assez stable. L'importation ne dépassait pas de beaucoup l'exportation (de 25% environ). Mais les choses changent brusquement, et en 1917 la France importe *trois fois et demie* plus qu'elle n'exporte; en 1918, elle importe *presque cinq fois plus* qu'elle n'exporte; en 1919, cet écart diminue quelque peu, d'une façon toute relative, l'importation demeurant tout de même *deux fois et demie supérieure* à l'exportation; elle *double* d'ailleurs d'une manière absolue.

Même situation en Italie. La différence entre l'importation et l'exportation avant la guerre était de 30%; en 1917, l'importation est le quadruple de l'exportation; en 1918, le quintuple; en 1919, elle la dépasse trois fois.

En Angleterre, la différence entre l'importation et l'exportation reste assez fixe, et de 1917 à 1919, l'importation ne dépasse l'exportation que deux fois.

Seuls, les Etats-Unis ne cessaient de conquérir d'année en année le marché mondial et d'augmenter par conséquent leur exportation. Celle-ci excède l'importation deux fois à deux fois et demie, et atteint, en 1919, la somme colossale de 825 millions de livres sterling.

Les chiffres absolus, eux aussi, nous apprennent que (sauf en 1919) l'exportation de la France a constamment diminué, que celle de l'Angleterre est restée à peu près au même point; que celle de l'Amérique, enfin n'a pas cessé de s'accroître.

On le voit, l'Europe est systématiquement éliminée du marché mondial par l'Amérique.

Cette situation est grosse de conséquences. L'influence grandissante de l'Amérique oblige l'Angleterre à se préparer à une nouvelle lutte.

La paix capitaliste menace ruine; l'horizon s'assombrit des premiers nuages d'un nouvel orage impérialiste. Une guerre entre l'Angleterre et l'Amérique est à craindre, à moins que le développement de la révolution sociale n'en supprime les causes.

La situation économique intérieure des pays capitalistes est des plus graves.

On trouvera ci-dessous quelques chiffres qui illustreront notre thèse mieux que ne le feraient des raisonnements généraux. Nous tenons à signaler avant tout un fait extrêmement caractéristique: dans tous les pays, les banques ne laissent pas sortir l'argent de leurs caisses et ont augmenté dans une forte mesure le taux d'escompte. Ce taux, ainsi qu'on s'en rend compte par le tableau qui suit, est actuellement une fois et demie et même deux fois plus élevé qu'il ne l'était non seulement avant la guerre, mais même en 1918.

Le taux d'escompte est particulièrement élevé depuis 1920. De 3% ou de 4% en moyenne avant la guerre, il s'élève en 1918, à 4% ou à 5%; à l'heure actuelle, il est de 6%, et, dans certains pays, de 8%.

#### Mouvement du taux d'escompte officiel.

	Moment de la dernière hausse.	Taux établi.
Suisse	le 22 août 1919	5%
Espagne	» 10 novembre 1919	5%
Norvège	» 18 »	8%
Suède	» 18 décembre »	6%
Finlande	» 18 mars 1920	7%
Angleterre	» 15 avril »	7%
France	» 22 mars »	8%
Danemark	» 8 avril »	6%
Belgique	» 16 »	7%
Italie	» 29 »	5 1/2%
Etats-Unis	» 12 mai »	6%

La plus gênée est la France où le taux d'escompte officiel est de 8%, puis l'Angleterre où il s'est élevé, depuis le 15 avril, à 7%, et parmi les petits pays, la Norvège où il atteint également 8%. Dans le reste des pays, il est de 6%. L'afflux des capitaux dans l'industrie décroît rapidement.

Un autre indice nous est fourni par les prix. Les prix de la matière première ont de beaucoup surpassé ceux des articles manufacturés.

Les prix des articles manufacturés ont augmenté trois à quatre fois; ceux de la matière première, cinq et six fois et, dans certains cas, jusqu'à 10 fois (exemple: le lin).

Les marchés souffrent d'une disette aiguë de matières premières et de combustible. De là, l'ineptie et les contradictions qui se manifestent dans l'économie capitaliste.

La question coloniale, elle aussi, est de celles sur lesquelles le capitalisme mondial a trébuché et qu'il est hors d'état de résoudre. La question coloniale est liée d'une manière indissoluble à celle des marchés. La guerre impérialiste mondiale a eu pour un groupe de puissances le résultat de supplanter l'un de leurs principaux ri-

vaux et concurrents sur le marché mondial, l'Allemagne, dont les colonies ont été partagées et qui est devenue elle-même pour la France qui l'exploite de la façon la plus cynique une source de richesses contribuant à la reconstitution économique du vainqueur. Nous ne voyons point cependant que la concurrence en soit diminuée. Bien au contraire, malgré la diminution du nombre des concurrents, la lutte reprend de plus belle et se poursuit avec une ardeur inouïe. L'Amérique, nous l'avons vu, rivalise très heureusement avec l'Europe et est la première par son importation et son exportation; c'est l'Amérique, et nul autre, qui approvisionne et qui finance l'Europe. L'Angleterre, la France, et à plus forte raison les autres pays, sont relégués au second plan. L'absence de marchés d'écoulement d'une part, la disette de matières premières de l'autre, créent une situation désespérée et forcent à chercher une issue. Or, il n'y en a qu'une seule: la suppression du rival. Point n'est besoin d'être prophète pour prévoir un nouveau choc formidable des pillards mondiaux. La lutte pour les marchés, la lutte pour les colonies, est devenue une nécessité plus impérieuse que jamais. Et tout prouve, en effet, qu'on s'y prépare activement. L'Amérique comprend bien qu'elle ne pourra tenir bon dans une lutte économique désespérée que si elle dispose d'une force armée supérieure à celle de ses rivaux; aussi s'efforce-t-elle à devenir la première puissance maritime. Sa flotte s'est, en effet, extraordinairement accrue au cours des dernières années.

En 1914, le tonnage de la flotte marchande anglaise était de 18.900.000 tonnes et celui de la flotte américaine, de 2.000.000 tonnes seulement. En 1920, le tonnage de la flotte anglaise est de 18.100.000, celui de la flotte américaine, de 12.400.000. La flotte anglaise s'est affaiblie par suite de la guerre sous-marine, de 800.000 tonnes; la flotte américaine s'est, au contraire, accrue de 10.380.000 tonnes, soit de 500%.

Dans un rapport du Département de la Marine des E.-U., on lit: «Le Département de la Marine poursuit une politique maritime militaire tendant à faire de la flotte des Etats-Unis l'égale de la plus puissante flotte. Dans ce but, nous augmenterons notre flotte d'année en année, selon nos ressources, de manière à y arriver à tout prix, en 1925 au plus tard» (voir l'article du camarade Pavlovitch dans la *Pravda* n° 188).

L'Angleterre qui vient de trasser sa rivale, l'Allemagne, n'est pas sans voir le danger de l'essor de l'Amérique, et elle mobilise ses forces. Toutes ses constructions et l'exécution de son programme maritime sont dominées par la préoccupation de la lutte prochaine.

L'imminence d'un nouveau conflit armé entre les deux centres fondamentaux du monde capitaliste, entre l'Amérique et l'Angleterre, est tout à fait évidente. Le capitalisme prépare au monde un nouveau cataclysme qui éclatera fatalement, à moins qu'il ne soit prévenu par la victoire de la révolution sociale.

Cette conclusion, la réalité la confirme en tous points. Le prolétariat l'emporte partout où la force du capital s'est trouvée plus faible que l'assaut révolutionnaire de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la révolution a commencé en Russie où toutes les conditions y concouraient: existence d'un parti communiste trempé dans la lutte (bolchévik), désagrégation extrême de la classe dirigeante, révolte des masses laborieuses.

Au jourd'hui les vagues de la révolution sociale battent les piliers du vieux monde capitaliste; l'Angleterre est à la veille d'une révolution aussi bien que l'Italie, que l'Allemagne et, même, que la France. Pour le moment encore, il n'y a des rapports économiques nouveaux qu'en Russie, où le pouvoir soviétique célèbre son troisième anniversaire.

En Russie soviétique, un nouveau régime économique s'est établi solidement. L'économie est entre les mains des ouvriers. La gestion est assise sur de nouvelles bases.

Mais, ses rapports économiques internationaux, la Russie soviétique est obligée de les établir avec des pays où règne encore le capital.

C'est là une situation inévitable, aussi longtemps que le prolétariat ne sera pas le maître dans les autres pays.

Dans les conditions actuelles du développement technique et de la division du travail à l'échelle mondiale, l'isolement économique est absolument nuisible. On peut s'en rendre compte par l'échec de l'Entente dans sa tentative de blocus de la Russie soviétique. Ce blocus, tout en causant un mal infini à la Russie soviétique, a porté un coup sensible à l'économie des pays capitalistes mêmes. En un laps de temps relativement court, il s'est montré néfaste.

La Russie soviétique a noué des relations commerciales avec de nombreux pays. Mais en cas de révolution et d'avènement du prolétariat au pouvoir dans l'un de ces pays, il va de soi que ces rapports économiques avec la Russie soviétique acquerraient un caractère totalement différent: ils seraient organisés suivant le principe d'une économie unique.

Les faits que nous avons signalés plus haut ne font qu'illustrer et confirmer la tendance générale du développement économique qui mène fatalement à la destruction du système capitaliste et à l'établissement, sur des bases socialistes, d'un système économique nouveau; d'une organisation économique mondiale unique. A l'heure présente, la révolution sociale mondiale est un fait qui n'a plus besoin de démonstration. La révolution sociale n'a pas seulement trouvé son expression dans des formes sociales nouvelles qui ont déjà leur histoire, comme en Russie soviétique, ou dans une tentative d'organisation sociale qui a succombé devant la résistance du capitalisme, comme en Hongrie soviétique ou dans certaines régions de l'Allemagne. La révolution socialiste mondiale trouve encore son expression dans le mouvement international des masses ouvrières.

La fondation de la Troisième Internationale Communiste, dont les organisations se multiplient maintenant dans tous les pays, est le fait le plus saillant de la période historique nouvelle où nous venons d'entrer. Le trait le plus caractéristique de la Troisième Internationale, c'est justement qu'elle représente une force organisée, unique,

d'action révolutionnaire, visant consciemment, pratiquement à l'abolition du système capitaliste. Par conséquent, le développement objectif du mouvement économique aussi bien que celui du mouvement ouvrier, qui a trouvé son expression la plus éclatante dans l'organisation de la Troisième Internationale Communiste, mènent à la solution d'un même problème qui est l'organisation de la vie économique internationale sur des bases nouvelles.

La victoire du prolétariat, ne fût-ce que dans un certain nombre de pays, aboutirait immédiatement à la création d'un organe de direction et de régularisation commun de la vie économique de ces pays; tandis que la victoire sur une échelle mondiale permettrait de procéder à l'organisation d'une économie mondiale unique. Nous ne saurions, cela va sans dire, prévoir dès maintenant les formes concrètes que pourrait prendre cette organisation, mais nous pouvons d'ores et déjà tracer les grandes lignes de ce système et indiquer les problèmes qui se poseraient dans le domaine des rapports économiques internationaux à la suite de l'établissement du régime soviétique dans un certain nombre de pays. Ceux auxquels il faudrait avant tout faire face dans la sphère des rapports économiques internationaux du prolétariat sont:

1° L'établissement de l'unité dans la politique économique. C'est-à-dire qu'en nationalisant les moyens de production, les fabriques, les usines, les transports, les banques, etc., nous aurions à suivre une ligne de conduite unique. Les éléments réformistes du mouvement ouvrier chercheront naturellement à prendre dans la sphère économique la position opportuniste qu'ils ont occupée dans le domaine de la politique. A leur égard, on aurait à faire preuve de fermeté; de la solution de ces problèmes dépendrait, en effet, la base même du régime socialiste.

La nationalisation de la production en Russie soviétique a provoqué les récriminations furieuses de la bourgeoisie dans le monde entier. Quels mensonges n'a-t-on pas inventés à cette occasion contre la Russie soviétique! Les éléments réformistes ont emboîté le pas aux chefs bourgeois et combattu, eux aussi, par tous les moyens, la politique économique de nationalisation des fabriques et usines, des transports, etc. Soucieux de ne point porter atteinte aux intérêts de la bourgeoisie, ils opposeraient naturellement une résistance acharnée à tout ce qui porterait un préjudice sensible au régime capitaliste. Mais le prolétariat victorieux prendra lui-même la direction de la vie économique; aussi devra-t-il, dès le premier moment, enlever les fabriques et les usines aux capitalistes afin d'organiser sans retard la gestion soviétique nouvelle.

2° L'attitude à adopter à l'égard de la masse paysanne. Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste a déjà examiné sérieusement ce problème et tracé la ligne de conduite générale des communistes en cette matière. Certes, les détails de tactique et de politique varieront suivant les différents pays; mais les traits essentiels de l'action poursuivie en vue de mettre de notre côté les masses paysannes et de les entraî-



ner, comme une force active, dans l'œuvre d'éducation socialiste, doivent être définis d'une manière nette et précise.

3° La troisième question qui se présentera sera, selon toute vraisemblance, celle de la répartition de la main-d'œuvre entre les différents pays. La période de transition provoque naturellement une diminution de la production et jette une grande quantité d'ouvriers sur le marché du travail. D'autre part, toute une série de branches d'industrie, dans de nombreux pays, ont besoin de main-d'œuvre. Nous observons actuellement, pour ces raisons, le mouvement qui pousse les ouvriers des différents pays vers la Russie soviétique. Les premiers pas dans cette voie, ont été déjà faits; dès que le régime soviétique sera établi dans quelques pays, cette question de la répartition de la main-d'œuvre, qualifiée et non qualifiée, devra être posée sur une grande échelle et résolue par l'adoption de formes d'organisation précises.

4° Il y aura lieu d'établir un organe international rationnel qui connaîtra des moyens de production, des matières premières disponibles et des articles manufacturés. La vente et l'achat, tels

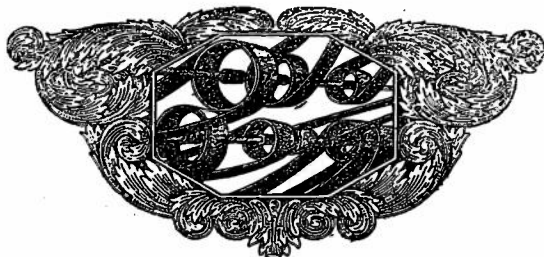
qu'ils existent actuellement sur le marché mondial, disparaîtront naturellement pour être remplacés par un procédé de répartition rationnel qui satisfera les besoins des différents pays.

Le tout suppose enfin l'établissement d'un plan économique unique, d'une économie mondiale, d'un plan économique qui assure la répartition rationnelle du combustible, des matières premières, des moyens techniques de production et de la main-d'œuvre, d'un plan qui ne serait pas seulement couché sur le papier, ni inclus dans une résolution, mais constituerait une méthode précise de recensement des ressources et des forces disponibles, et qui se réaliserait dans la pratique, d'une manière organisée, dans le monde entier.

Tout ceci sous-entend aussi, évidemment, la création d'organes internationaux en rapport avec l'ampleur de ces tâches.

Telles sont les bases des nouveaux rapports économiques internationaux qui posent les jalons d'une économie mondiale unique.

MILIOUTINE.





## DU PARLEMENTARISME

La question du parlementarisme, considérée au point de vue factique, est, comme on sait, une des plus vieilles questions de la pratique socialiste de la II<sup>e</sup> Internationale. Les marxistes révolutionnaires ne se sont jamais fait la moindre illusion quant à la possibilité d'accomplir la révolution par les moyens parlementaires. Sur ce point, ils se sont trouvés profondément en désaccord, tant avec les tendances non marxistes du mouvement socialiste qu'avec les tendances du milieu marxiste même formées sous l'influence de Bernstein. Au reste, parmi les marxistes révolutionnaires eux-mêmes, la façon de considérer la nature du parlementarisme était des plus vagues, pour ne pas dire confuses. On finit par ériger en principe l'obligation pour tous les partis socialistes de participer à la lutte parlementaire (bien que la révolution dût être faite par la masse et par des moyens extra-parlementaires) aux fins d'agitation et d'organisation. Les marxistes n'avaient pourtant qu'une idée fautive ou plutôt n'en avait aucune, de ce qui pourrait advenir du parlement, en cas de prise du pouvoir d'une manière ou d'une autre par le prolétariat. Si quelqu'un se fût alors avisé de soulever cette question, on eût certainement pas manqué de lui répondre par le cliché habituel: «Musique future!» Le fait était que même les marxistes révolutionnaires avaient oublié les enseignements de Marx et d'Engels sur l'Etat et sur la destruction du système gouvernemental bourgeois et voyaient dans la république parlementaire une forme de gouvernement de l'avenir. Au fond, tout était là. Il fallait trouver la forme soviétiste de gouvernement, comme expression politique de la dictature du prolétariat; il fallait que, dans le domaine politique, Lénine tirât des profondeurs de l'oubli et donnât corps de nouveau à ces enseignements pour qu'apparût à la fois la question du sort ultérieur des parlements et la réponse à cette question. Dès lors, il devint clair non pour les marxistes révolutionnaires seuls, mais aussi pour les couches avancées de la masse ouvrière, que les institutions parlementaires forment un tout indissoluble avec le régime bourgeois et que pour ces raisons, elles n'ont pas place dans l'organisation politique d'une société où le pouvoir appartient au prolétariat. Le «fétichisme» démocratique d'antan s'est évanoui et le parlement a perdu tout prestige. C'est ainsi qu'à la lumière du jour, les décors de théâtre se décolorent et apparaissent comme de vulgaires toiles grossièrement peinturlurées.

Nous avons aujourd'hui fini par comprendre

ce que jadis nous ne soupçonnions même pas. Désormais, nous sommes en état de donner une analyse complète du parlementarisme, de son essence et de son système, analyse conforme à la réalité et convaincante pour ceux-là même qui se trouvent encore sous l'empire des illusions d'autrefois. Hélas! ils sont encore nombreux parmi les gauches des indépendants de toutes sortes. C'est sur ces vieilles illusions que subsiste tout le «centre» et même, dans une large mesure, la droite de la social-démocratie et des partis ouvriers d'Occident, d'Angleterre et d'Amérique. Nous tenterons d'en donner une brève analyse, dans l'espoir qu'elle viendra grossir les efforts dans ce sens des autres collaborateurs de l'Internationale Communiste.

Le type primitif du parlement fut, on le sait, une institution représentative de caste, qui apparut au moment où commença à se faire sentir au sein de la société féodale l'influence de la bourgeoisie avec laquelle l'une ou l'autre des parties en lutte pour le pouvoir — aristocratie ou monarchie — eut intérêt à s'entendre. En Angleterre, la bourgeoisie fut appelée à participer aux institutions représentatives par les «barons», autrement dit par les propriétaires féodaux; en France, par les rois. En Angleterre, le renversement de l'absolutisme par les forces coalisées de la bourgeoisie et de la noblesse aboutit à l'institution, du parlement, tandis qu'en France, après avoir soumis, avec le concours de la bourgeoisie, l'aristocratie féodale, l'absolutisme entreprit l'écrasement progressif des institutions représentatives. En l'occurrence, comme d'ailleurs à présent, la bourgeoisie anglaise se montra plus perspicace que la bourgeoisie française.

La lutte de la bourgeoisie ascendante contre la noblesse féodale décadente a produit le parlement moderne: en France, la représentation de caste, rappelée artificiellement à la vie, n'a pas tardé à disparaître de nouveau et à être remplacée par une institution représentative hors caste; en Angleterre, tout en continuant à exister, elle prit une forme hybride. Le Tiers-Etat fut mis sur le même pied d'égalité que les autres ordres et ne tarda pas à devenir le maître incontesté de la Chambre des Communes. Dans les deux pays, la forme parlementaire concrète a été conditionnée par la situation historique de la lutte de classe entre la bourgeoisie et la noblesse: en France, cette dernière ne faisait qu'un bloc avec l'absolutisme, tandis qu'en Angleterre elle continuait à se considérer toujours comme l'alliée de la bourgeoisie.

Comme on le sait, après avoir dépouillé la représentation de son caractère de *caste*, incompatible avec l'égalité devant la loi et la souveraineté de l'individu, la bourgeoisie y introduisit l'inégalité de classe, remplaçant le privilège du sang par celui de la propriété. Ainsi est issu du parlement féodal le parlement bourgeois. Parvenu à ce degré de développement, le parlement, en tant qu'institution représentative des classes possédantes, apparut alors aux yeux de tous comme une institution incontestablement bourgeoise. Cette évidence disparaît lorsque, sous la pression des masses populaires, la bourgeoisie est contrainte de «démocratiser» le droit électoral par voie de limitation et ensuite d'abolition du cens et autres modes artificiels, comme le vote à bulletin ouvert, etc... À partir de ce moment, on a l'impression que le parlement est vraiment une représentation universelle, l'incarnation vivante et le miroir de la «nation» reflétant toutes les manifestations de l'âme et de la volonté nationales, et cela d'autant plus sûrement que le système électoral se fait plus perfectionné, plus libre des survivances certifiées du passé, etc..., réformes pour lesquelles luttent la démocratie ouvrière et même la démocratie bourgeoise.

Cette impression serait exacte si la «nation» était réellement composée d'individualités. Mais en fait, elle est formée de classes, et c'est cette circonstance qui modifie toute la situation, car c'est en elle que réside la nature du parlementarisme démocratique. Cette nature consiste en ce qu'elle fait l'égalité des droits en face de l'urne électoral, sans tenir compte non seulement des castes, mais encore des classes, qu'elle masque et couvre d'un léger voile toutes les barrières de caste et de classe, qu'elle morcelle—au point de vue politique—la société, qu'elle désagrège cette dernière en unités distinctes, les arrachant de leurs cadres et de leur milieu de classes pour les jeter pêle-mêle au pied de l'urne électoral. En d'autres termes, le parlementarisme démocratique, c'est-à-dire bourgeois, n'a pas seulement affranchi la société des barrières de caste; il a encore créé des conditions, dans lesquelles tous les rapports de classe se rompent artificiellement, dès qu'il s'agit de l'organisation concrète du pouvoir.

C'est ce qui a facilité, en grande partie, le pouvoir politique de la bourgeoisie. Car, pour la bourgeoisie, — dont la conscience de classe cristallisée pendant une révolution et fortifiée par un long séjour au pouvoir est devenue un puissant instinct, — cette rupture artificielle des rapports de classe par le système électoral parlementaire, ne présente aucun danger. Chaque bourgeois, quelque isolé qu'il soit de son milieu de classe, continue parfaitement à se rappeler, à sentir son origine et à agir en toute circonstance conformément à ses intérêts de classe. Il n'en est pas ainsi de l'ouvrier. Le fait que dans nombre de pays il tolère encore le pouvoir de la bourgeoisie, prouve que sa conscience de classe n'est pas suffisamment développée, et que dans le meilleur des cas, elle n'est que l'apanage de l'élite de la classe ouvrière. S'il en était autrement, l'ouvrier aurait déjà fait

la révolution. En fait, comme l'a montré l'expérience révolutionnaire de ces dernières années, la conscience de classe s'acquiert par les grandes masses ouvrières dans le processus même de la révolution et se fortifie plus ou moins par la possession prolongée et réelle du pouvoir. Dans de telles conditions, seul le contact avec son milieu, la participation à la vie collective de ses organisations de classe sont en mesure, — tant objectivement que subjectivement — d'orienter l'action de l'ouvrier dans la bonne voie. Tout réside précisément dans ce fait que dans ses organisations, parmi ses camarades de classe, l'ouvrier ne trouve pas qu'un appui collectif: il est lui-même une cellule dans une collectivité, agissant et influant comme toute collectivité, par sa propre psychologie. Il s'y dissout selon les lois de la fusion organique en ne donnant pas qu'une simple somme de grandeurs, ni même une simple résultante, mais une force nouvelle d'ordre moral, mue par toutes les cellules comme un tout unique, avec une intensité et une vitesse accrues. En tant que fraction de cette collectivité, l'ouvrier, même moyen, trouve en lui assez de fermeté morale et de vivacité d'esprit pour résister aux influences bourgeoises — matérielles et morales, personnelles et impersonnelles, — qui acquièrent une force particulière pendant les élections. Ainsi, s'expliquent notamment les succès remportés presque invariablement par les candidats socialistes de gauche, dans les arrondissements ouvriers, avec le système électoral, du vote par arrondissements. Au contraire, arraché de sa collectivité naturelle, isolé de ses frères de classe, l'ouvrier ordinaire, et non moins fréquemment l'ouvrier avancé, tombent facilement sous les influences bourgeoises et sous le coup des manœuvres électorales. Comme le fer glissant de l'aimant, comme l'anneau se détachant de la chaîne, il retombe lourdement, dans le milieu bourgeois, dont il était parvenu autrefois, au prix d'un intense labeur, à s'affranchir intellectuellement et moralement en faisant bloc avec ses frères. Telle est la cause des résultats médiocres à notre point de vue, mais dans une large mesure satisfaisants pour la bourgeoisie, que donnent d'ordinaire les élections au parlement. Il appert donc que le parlementarisme *démocratique* — et ceci dans la mesure où il s'affranchit le plus complètement et le plus parfaitement de tout l'attirail artificiel bourgeois qui entrave le morcellement des classes au pied de l'urne électoral — est le meilleur repart du pouvoir de la bourgeoisie: ayant dépouillé les institutions représentatives de tout caractère de caste, et fait tous les citoyens égaux en droit électoral, sans considération d'origine, d'emploi, de classe et de situation sociale, il s'est assuré la domination des institutions parlementaires non seulement contre l'aristocratie féodale, mais aussi contre la classe ouvrière. Tel est l'effet de la dialectique des institutions *politiques* (1).

Dès lors, il est de toute évidence que parler de la conquête de la majorité au parlement par les

(1) Elle se traduit même en ce sens qu'avec le système soviétique, nous revenons au système curial, aux élections indirectes et au vote à bulletin ouvert. Négation de la négation.

travailleurs, comme le préconisait Bebel (dans son fameux discours du Congrès d'Amsterdam contre Jaurès) et comme continué à le préconiser les opportunistes de tous poils du mouvement socialiste actuel, n'est qu'utopie pure. Au moment où la conscience de classe des travailleurs se développe si fortement et atteint un si haut degré de tension que même la force dissolvante du système électoral ne peut rien sur elle, il ne peut plus être question d'élections: c'est d'action révolutionnaire qu'il faut parler. Il ne peut plus être question de bulletins de vote; c'est d'armes qu'il faut parler. Les annales du régime parlementaire doivent être réduites en cendres, comme elles le furent pendant nos journées d'octobre.

Il me semble que cet aspect du système parlementaire, — aspect inséparable de l'ensemble du système — est caractéristique de la nature du régime démocratique actuel: ce régime est bourgeois et ne peut pas ne pas l'être. Tous ses autres aspects sont secondaires. Mais ils sont assez intéressants pour que nous nous y arrêtons.

Le plus important, c'est que même dans les pays parlementaires les plus démocratiques, la bourgeoisie s'est retranchée «contre toute éventualité» derrière des institutions de toute nature, imaginées uniquement pour obstruer, voiler, falsifier ou tromper la volonté du peuple. Ici, c'est un pouvoir exécutif très étendu confié au chef du gouvernement; là, c'est le droit de veto; ailleurs ce sont les pouvoirs illimités du gouvernement et de l'administration; presque partout, c'est l'existence d'une deuxième chambre législative désignée soit par le rang social, soit par des nominations, soit par des élections indirectes à très long terme; si bien que dans la plupart des pays, le parlement se voit privé en fait de la conduite des affaires militaires et diplomatiques. Ces institutions de sûreté acquièrent une originalité toute particulière dans les pays où précisément le parlement se distingue par sa puissance, où, si l'on en croit la rumeur, il peut tout, hormis de métamorphoser l'homme en femme, et vice versa. Je veux parler de l'Angleterre, pays idéal du parlementarisme le plus ancien, duquel est issu tout notre parlementarisme actuel. Il est vrai qu'il y a en Grande-Bretagne une chambre haute (Chambre des Lords) et que le roi y jouit du droit de veto. Mais quand les admirateurs libéraux du parlementarisme britannique nous assurent que tous ces «attributs» — *checks and balances*, comme les Anglais les appellent — n'exercent en fait aucune influence, ils se trompent lourdement. Au temps où ne gouvernaient au parlement que deux inséparables partis bourgeois, jouant au gouvernement et à l'opposition et qui, après chaque discussion violente, s'en allaient fraterniser à la buvette à la grande joie des âmes innocentes, en ces temps idylliques, disons-nous, ces «attributs» pouvaient fort bien paraître des décors dont personne n'avait que faire et des survivances inutiles. En fait, ils jouaient et jouent encore un rôle important, aidant tantôt un parti tantôt l'autre, c'est-à-dire la bourgeoisie dans son ensemble, à

duper le bon public. S'il arrivait parfois qu'un parti gouvernemental se fût trop engagé au sujet de telle ou telle réforme, qu'il lui fût impossible de reculer et qu'il eût fallu voter la loi promise, la Chambre des Lords intervenait aussitôt pour l'empêcher de donner suite à son projet ou pour le dénaturer. «Nous n'en sommes pas responsables, déclarait le gouvernement: toute la faute en est à cette maudite Chambre des Lords». Et si, persévérant dans son intention, le public démontrait qu'on pouvait remédier à cet état de choses par la nomination de nouveaux pairs sympathiques à la mesure en cause, comme cela se fait assez fréquemment, c'était au tour du roi d'entrer en scène et d'opposer son veto ou de refuser son consentement à la formation artificielle d'une majorité gouvernementale dans la Chambre des Lords. Il va de soi que ces procédés de larrons étaient surtout employés par les libéraux, qui se distinguaient aux élections par leur prodigalité en promesses et qui, — comme le prouvent les statistiques — s'efforçaient bien plus que les conservateurs, à compléter la Chambre des Lords par de nouveaux membres pris dans les couches conservatrices.

Il en était de même en ce bon temps de l'attitude de l'opposition. Fallait-il faire échouer ou dénaturer jusqu'à complète méconnaissance un projet de loi promis par le gouvernement, l'opposition venait à la rescousse, poussait les hauts-cris, apportait «amendement» sur amendement, tempêtait, menaçait, lançait toutes les foudres possibles et imaginables, entreprenait une campagne d'agitation dans tout le pays, faisant semblant de vouloir déclencher la révolution, et, en fin de compte, «obligeait» le gouvernement très heureux de ce résultat à retirer son projet ou à le transformer de fond en comble. C'est pourquoi, en Angleterre, il n'y a rien de plus grave pour le gouvernement que de se trouver en présence d'une opposition numériquement faible ou médiocre. L'opposition est une institution gouvernementale nécessaire pour duper le public: c'est pourquoi elle s'intitule en Angleterre «l'opposition de sa Majesté», et le gouvernement, le «gouvernement de sa Majesté». Lloyd Georges ayant obtenu aux élections de décembre 1918 une énorme majorité, qui le met en présence d'une véritable chambre introuvable, rêve à de nouvelles élections et au moyen de faire passer quelques-uns de ses partisans à l'opposition.

Il en était ainsi, dis-je, au temps où il n'y avait pas encore de parti ouvrier au parlement anglais. Son apparition, en 1906, eut un contre-coup dans les rapports entre les deux partis bourgeois et c'est alors que l'on s'aperçut de l'importance des «attributs» dont nous avons parlé.

Fidèles à leurs traditions, les libéraux décidèrent de captiver le public ouvrier par des projets de lois impressionnants et c'est dans ce but que la question de l'impôt foncier fut soulevée. Le protagoniste de cette grande idée n'était autre que Lloyd Georges, jeune radical, à cette époque, qui s'était fait remarquer pendant la guerre du Transvaal par sa campagne contre les requins du capital et leurs manœuvres en vue de conquérir les mines d'or sud-africaines et, quelque

temps plus tard, au ministère du commerce et du travail, où il avait révélé de remarquables dispositions en dupant les cheminots prêts alors à déclencher la grève générale. En qualité d'adversaire déclaré de la ploutocratie, passé maître d'ailleurs dans l'art de mener les ouvriers par le bout du nez, Lloyd Georges, alors ministre des finances, entra en campagne contre les propriétaires ferriens avec tant de véhémence que ces derniers, prenant la chose au sérieux, répondirent par une opposition non moins vive. Si les propriétaires ferriens avaient mieux connu leur adversaire et prévu que tous ses efforts tendaient à frapper les propriétés d'un impôt illusoire d'un demi-penny par livre sterling, en sorte que les dépenses du recouvrement de cette taxe auraient dépassé le total de l'impôt à prélever, leur ardeur belliqueuse en eût très probablement été modérée et ils se seraient même associés au jeu de Lloyd Georges. Mais ce dernier n'était encore qu'un homme d'Etat inexpérimenté qui ne savait pas proportionner ses saillies avec les exigences traditionnelles de l'opposition; d'autre part, les conservateurs avaient tremblé, à l'apparition du fantôme de la classe ouvrière politiquement autonome et, dans leur frayeur, avaient perdu même la notion des vieux usages. Il en résulta une violente querelle entre les deux partis, et les vieilles reliques du parlementarisme anglais sortirent de leur ombre. La Chambre des Lords ne se gêna pas pour rejeter le projet Lloyd Georges à la face du gouvernement et exiger la dissolution des Communes; et lorsque le gouvernement, revenu des élections avec une majorité parlementaire, s'adressa au roi pour qu'il élevât à la pairie un certain nombre de nouveaux lords afin de vaincre l'opposition de l'ancienne Chambre des Lords, il essaya un refus formel. On laissa même entendre au gouvernement que si les deux chambres adoptaient le projet, le roi se refuserait à le sanctionner, ce qui mettrait une fois de plus le gouvernement en demeure de dissoudre le parlement et d'en appeler aux électeurs. La chose menaçait de prendre une fâcheuse tournure pour les deux parties intéressées; mais par bonheur, le roi mourut à ce moment et les frères ennemis s'em brassèrent avec émotion sur son cercueil. Leur querelle fut enterrée avec la dépouille mortelle du roi.

Tel est le caractère démocratique et «l'omnipotence» du parlementarisme anglais. Si sur la simple menace d'un parti bourgeois de marcher sur les pieds de l'autre, — tous deux étant frères par le sang et ayant partagé les joies et les peines du foyer familial bourgeois, — les vieux «attributs» commencent à se manifester, il est facile de se faire une idée de leur rôle au cas où un danger commun provenant, non plus d'un Lloyd Georges en quête d'une carrière, mais de la classe ouvrière résolue, viendrait à les menacer tout à coup tous les deux.

La Chambre des Communes même, ce pilier du parlementarisme anglais, indépendamment de tous les *checks and balances*, dont l'a entourée sa prudente bourgeoisie, renferme bon nombre «d'attributs» de ce genre. Quiconque y entre pendant une séance, aperçoit aussitôt la figure

du «speaker» assis sur un trône élevé, porteur d'une énorme perruque, drapé dans un large manteau, en bas noirs, en culotte courte et pantoufles. «Fort curieuse, dites-vous, mais bien inoffensive mascarade; encore un de ces décors de vieux goût, comme en aime l'originalité des Anglais». Pourtant il s'en faut que ce décor soit inoffensif. La mise archaïque du speaker et son trône sont le symbole de son pouvoir traditionnel, qui doit hypnotiser tous ceux qui franchissent le seuil sacré du temple parlementaire. Son pouvoir est immense pour ne pas dire illimité. Il est non seulement le gardien des anciennes et nouvelles mœurs de la Chambre, de son caractère solennel, de ses coutumes, du ton, de ses usages, mais l'unique arbitre dans toutes les questions litigieuses pouvant s'élever à ce sujet, y compris le droit de décider qui doit prendre la parole et qui doit se taire. En l'absence de listes d'orateurs, il est le seul à fixer le tour des orateurs et il le fait de façon toute patriarcale «en clignant de l'œil». On conçoit aisément qu'aux orateurs qui ne lui plaisent pas, il peut ne pas «cligner de l'œil», mais d'après le règlement fondé sur la confiance absolue en l'impartialité du détenteur de cette haute et antique dignité, les cas de partialité n'existent pas. En réalité, aussi longtemps que le parlement n'était que le théâtre de disputes homériques entre deux partis bourgeois, les speakers n'agissaient que très rarement contre leur conscience et avaient acquis de ce fait la réputation d'arbitres incorruptibles et impartiaux. Aujourd'hui que l'harmonie est battue en brèche par les dissonances, — au sujet de la guerre d'abord, à propos de la Russie ensuite, — il arrive fréquemment que le speaker ne remarque pas ceux qui demandent la parole ou les interrompt sous prétexte qu'ils s'écartent du sujet; et lorsqu'il leur donne la possibilité de s'exprimer, ce n'est pas sans leur avoir préalablement lu le règlement sur les convenances et les inconvenances parlementaires, et sans leur couper par ses rappels à l'ordre, etc... Malheur à celui qui commettrait le sacrilège de contredire le speaker, de passer outre à ses injonctions ou de manifester quelque défiance à son égard: des cris d'horreur empliraient la salle et le sacrilège serait aussitôt éconduit de l'enceinte sacrée par un «gentleman au sceptre noir», — autre revenant des temps moyen-âgeux, jouissant encore d'une véritable autorité au parlement. En réalité, nul simple mortel, nul demi-dieu, nul Irlandais même — n'a jusqu'ici porté atteinte en paroles ou en fait à la personne sacrée et à la dignité du speaker.

Le speaker est un augure suprême habile à deviner les pensées les plus secrètes, placé par la classe dirigeante au centre même du parlementarisme «démocratique» pour veiller aux intérêts des possédants. Il ne disparaîtra qu'avec le parlementarisme.

Encore un autre «détail» sur le Capitole parlementaire anglais. La salle des délibérations de la Chambre des Communes est plutôt petite et c'est à peine si un peu plus de la moitié du nombre actuel des députés y entrent. Elle est rectangulaire; les membres sont disposés des deux côtés du speaker, séparés par un large passage et en

travers de la salle en faisant face au speaker. Si, pour une raison quelconque l'assemblée est nombreuse, beaucoup de députés sont obligés de se tenir debout le long des murs de côté ou de se serrer derrière le trône du speaker. Ni fauteuils; ni pupitres, rien que des banquettes. La salle éclairée d'une lumière douce, régulière, légère, filtrant à travers un plafond de verre mat, ressemble plutôt à une chapelle qu'à une chambre législative. Par de tribune. On parle de sa place en s'efforçant de ne pas élever la voix. Une forte intonation attirerait aussitôt l'attention générale et les députés eux-mêmes rappelleraient à l'ordre l'orateur trop bruyant. C'est ce qu'on appelle le «*ton de la chambre*» que l'on est tenu d'observer rigoureusement, sous peine de passer pour un homme mal élevé. Dans leurs discours, les orateurs doivent s'adresser au speaker et non aux adversaires; en ce qui concerne ces derniers, de même que les autres membres de la chambre en général, les orateurs parlent d'eux à la troisième personne, les désignant non par leurs noms, mais par l'expression consacrée: «*honorable gentleman*» ou «*très honorable gentleman*» (selon le rang), «*honorable ami*» (si la personne en cause appartient au parti de l'orateur) ou «*savantissime ami*» (s'il s'agit d'un juriste), «*valeureux gentleman*» (s'il a servi dans l'armée ou dans la flotte) ou, tout simplement «*honorable député*» de telle circonscription électorale.

Seul le speaker, par mesure de discipline, peut appeler le député par son nom et trois rappels à l'ordre successifs entraînent l'exclusion du député de la chambre. Enfin, signalons pour finir que le député qui franchit le passage qui sépare les deux rangées de banquettes, est tenu de s'arrêter, de se tourner vers le speaker, de lui faire un grand salut, et ne peut continuer son chemin qu'après s'être acquitté de ce devoir traditionnel.

Il semble que ce soit là un vieux décor pompeux, qui a perdu toute raison d'être depuis déjà fort longtemps. En fait, nous sommes en présence d'une citadelle très habilement camouflée du pouvoir bourgeois. Décor extérieur, lumière discrète, conversation à mi-voix, absence de tribune, tout est calculé pour ne pas permettre au parlement de se transformer en assemblée populaire, pour réprimer «*les emportements de la passion*» et rendre impossible les «*scènes parlementaires*». Le député qui tombe pour la

première fois dans cette atmosphère se sent aussitôt désarmé et perd la voix. Il devient la proie de cette hypnose tout en y participant lui-même. Le large passage entre les deux rangées de banquettes, de même que l'usage rigoureux de s'arrêter à mi-chemin et de saluer le speaker met obstacle aux pugilats. Enfin, les dimensions exigües de la salle, et sa forme rectangulaire, favorisent l'intimité et obligent tout parti nouveau à rechercher l'accueil hospitalier de tel ou tel parti bourgeois traditionnel, habitant depuis longtemps la maison, et par là d'entrer en contact avec lui et de chercher même à s'identifier avec lui. La Chambre des Communes est le lieu le moins convenable aux manifestations du tempérament révolutionnaire, et c'est précisément ce qu'il faut à la bourgeoisie dirigeante.

Que le lecteur veuille bien excuser pour ces descriptions un peu minutieuses et qui détonneront peut-être dans un article théorique inséré dans les colonnes d'une revue aussi sérieuse que la nôtre. Le parlement anglais occupe entre tous les parlements bourgeois une place prépondérante; libéraux et socialistes de tout acabit professent à son égard une vénération quasi-superstitieuse. Il nous offre le modèle du parlementarisme démocratique. Si tel est le parlementarisme anglais, forgé par des siècles de pratique et décoré par les plus habiles artisans bourgeois, maîtres dans l'art de choisir les couleurs et les décors et, pour ces raisons, sachant mieux que personne éviter toutes choses grossières et choquantes — si tel est le parlementarisme anglais, quel doit être celui des autres pays, où cette virtuosité dans l'art du camouflage fait défaut et où, pour ces raisons, le plus pur esprit bourgeois s'étale ouvertement!

Aussi longtemps que les grandes masses populaires continueront à faire confiance aux institutions parlementaires, il serait pourtant insensé de notre part de nous en éloigner: ce serait faire le jeu de la bourgeoisie, qui ne désire rien plus ardemment que d'avoir le champ libre au parlement. Mais, tout en entrant au parlement, nous devons inlassablement et implacablement démasquer la duperie des institutions parlementaires afin que les masses reviennent promptement de leurs illusions.

F. ROTHSTEIN

## LA PAIX AVEC LA POLOGNE

A ne considérer les choses que superficiellement, on pourrait penser que la Russie révolutionnaire vient de subir une défaite militaire et qu'elle est sur le point de conclure une paix de violence, alors que la Pologne capitaliste remporte une victoire triomphale. Cependant du point de vue révolutionnaire les choses paraissent tout autres.

La Pologne fut poussée à la guerre par les puissances impérialistes, mais la bourgeoisie polonaise trouva bientôt plaisir au jeu de la guerre et le prolongea dans son intérêt propre. Le mobile principal en avait d'abord été la haine du régime prolétarien et la crainte des idées communistes, en d'autres termes, la «*peur de l'infection bolchéviste*». La bourgeoisie polonaise avait

d'autre part toutes raisons de désirer la restauration du capitalisme en Russie, l'industrie polonaise ayant pris naissance et s'étant développée dans une étroite union économique avec la Russie. C'est en Russie qu'elle écoulait la plupart de ses produits et de Russie qu'elle recevait ses matières premières. Si la Russie demeure un état prolétarien anticapitaliste, toutes ces sources de profits sont perdues pour la Pologne. Elle les retrouverait si on réussissait à abattre l'odieux régime prolétarien. D'autre part, les aristocrates polonais possèdent en Ukraine et en Russie Blanche d'immenses latifundia, et leurs intérêts exigent naturellement que, dans ces pays, la terre soit reprise au paysan. De plus, la camarilla d'intellectuels qui, par suite des circonstances particulières dans lesquelles s'est formé le nouvel État polonais, y jouit d'une très grande influence, est intéressée à des conquêtes dans l'Est, l'agrandissement des États limitrophes de la Russie ou la formation d'États tampons sous l'hégémonie de la Pologne leur promettant des fonctions et des sinécures. Enfin, il convient de prendre en considération le fait que les partis et les coteries qui se disputent le pouvoir en Pologne sont grandement intéressés à la prolongation de la guerre. La camarilla du chef de l'État — Pilsudsky — et le haut commandement s'appuient sur le parti militaire, et la conclusion de la paix sape les bases de leur pouvoir. La coterie ultra-réactionnaire de M. Dmowsky craint que les ouvriers et les paysans, la paix une fois conclue, n'arrachent le pouvoir à la réaction.

Les obstacles à la paix étaient donc très considérables.

Il était évident que la bourgeoisie polonaise ne pourrait être mise à la raison que par une défaite totale. Cette défaite lui fut infligée. L'avance de l'armée rouge jusque sous les murs de Varsovie a inspiré à la bourgeoisie polonaise une crainte salutaire et l'a inclinée à la paix. Mais les succès de l'armée rouge furent suivis de revers. A qui en incombe la responsabilité? Les opinions divergent profondément sur ce sujet et ce n'est pas ici le lieu de les discuter. Il nous suffira de dire que l'avance de l'armée rouge, bien que momentanée, amena la Pologne à la paix.

En Pologne, les tendances se sont radicalement modifiées. Les ouvriers et les paysans exigent impérieusement la paix. Les éléments petits-bourgeois sont aussi las de la guerre. C'est ce qui oblige le gouvernement, en dépit de la pression de la France et du danger d'encourir le courroux des impérialistes français, à conclure la paix.

Le gouvernement des Soviets est prêt à conclure la paix en cédant à la Pologne de vastes territoires où l'élément polonais ne représente que 10% de la population globale.

En apparence, c'est là un grand succès pour la Pologne, mais en réalité ces conquêtes, loin

de l'affermir, affaiblissent plutôt l'État bourgeois polonais. Pour qui connaît l'état d'esprit de la population de ces pays, il est clair que la Pologne ne pourra jamais se les assimiler. C'est créer une nouvelle «situation irlandaise»; le paysan petit-russien ne consentira jamais à subir la domination du gros propriétaire polonais et, s'il est que le hobereau polonais aura été chassé, les fondements du régime polonais dans ces marches de l'Est seront sapés. La classe paysanne de la Russie Blanche a beaucoup appris sous le régime soviétique. Elle est sortie de sa torpeur. Elle n'est pas encore animée de l'esprit révolutionnaire au sens prolétarien, mais elle s'opposera violemment, au besoin par l'insurrection, au rétablissement de l'ancien ordre de choses.

Et maintenant le mouvement révolutionnaire en Pologne est en croissance. Si donc la Pologne reçoit des territoires qui ne peuvent que causer les plus grandes difficultés sociales et nationales au pouvoir bourgeois, la situation de son gouvernement bourgeois deviendra certainement intenable. La Russie soviétique peut donc conclure la paix en toute tranquillité et en toute conscience, car dans les circonstances actuelles, la Pologne est dans l'impossibilité de recommencer la guerre. Toutes les pressions exercées par la France se heurteront à la résistance la plus résolue de certains éléments polonais. De la sorte, le but que poursuivait la Russie en marchant sur Varsovie, c'est-à-dire la paix, a été atteint.

Quel sera le développement des événements en Pologne dans un avenir prochain? C'est là une question à laquelle il est bien difficile de répondre avec certitude. Mais tout porte à croire qu'avec la fin de la guerre, le mouvement ouvrier ne fera que grandir. On en pouvait observer des indices significatifs, lors de l'avance de l'armée rouge en territoire polonais. Les ouvriers des villes, aussi bien que les travailleurs des campagnes, se sont montrés, dès le premier moment, favorables au régime révolutionnaire. Les paysans, bien qu'ils aient durement souffert de la guerre et soient restés passifs, ont cependant appris, pendant la courte période de régime révolutionnaire, à situer leurs intérêts par rapport à ceux des hobereaux. Ce sera désormais la tâche du parti communiste de mettre le plus largement à profit toutes les possibilités nouvelles qu'offrira la paix.

La soviétisation de la Pologne par la victoire de l'armée rouge aurait certainement précipité le développement révolutionnaire de l'Europe. Ce but n'ayant pas été atteint, nous allons maintenant au-devant d'une période moins orageuse. La paix donne à la Russie soviétique la possibilité de consolider sa situation et apporte, à la Pologne bourgeoise, la révolution.

I. MARCHLEVSKY



## A QUEL MOMENT ET DANS QUELLES CONDITIONS PEUT-ON ORGANISER DES SOVIETS?

A cette question ont été consacrées mes thèses adoptées par le II-e Congrès de Moscou de l'Internationale Communiste. Il faut dire qu'elles n'ont pas eu plus de chance que mes autres thèses concernant les conditions d'admission. Elles sont tout aussi commentées et dénaturées que les vingt et une conditions d'admission dans la III-e Internationale qui font l'objet des débats passionnés dans presque tous les partis.

Au cours de ces dernières semaines, le développement des événements dans plusieurs pays, notamment en Allemagne et en Italie, a provoqué des faits remarquables, à la lumière desquels on comprend mieux ma pensée sur la question des conditions de création des soviets.

Nous avons dit, dans les thèses précitées sur la question de l'organisation des soviets, qu'il faut agir prudemment avec l'idée des soviets et ne pas la traiter à la légère. Nous avons ajouté qu'en aucun cas, il ne faut donner le nom de soviets à des organisations insignifiantes, parfois réductions infimes des soviets véritables et auxquelles dans divers pays on décerne ce qualificatif. Nous avons enfin déclaré que la condition première, indispensable pour la création de véritables soviets de députés ouvriers est l'existence d'un puissant mouvement de masses prêt à mettre à l'ordre du jour la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Il va de soi que nul d'entre nous n'a et ne peut avoir le thermomètre qui permettrait de dire que dans tel pays, à tel moment précis, l'état d'esprit révolutionnaire atteint le degré nécessaire pour qu'on puisse, sans risque d'erreur, donner le mot d'ordre de procéder pratiquement à l'élection des soviets. Et lorsque le mouvement arrive à maturité, nous risquons fort de nous emballer quelque peu et de donner le signal prématurément.

Mais, d'autre part, il ne faut pas oublier le danger contraire qui est de laisser passer le moment propice et d'arriver trop tard, si nous ne convions pas en temps voulu les ouvriers à organiser des soviets. Car le fort qui pourrait en résulter pour la révolution serait incomparablement plus grand.

Deux exemples suffiront à éclairer nettement notre point de vue.

Il y a deux mois, nos camarades du Parti Communiste Allemand (P. C. A.) lançaient le mot d'ordre de la création immédiate des soviets

de députés ouvriers. C'était au moment où l'armée rouge se trouvait sous les murs de Varsovie, où la Prusse Orientale s'agitait, où, en Allemagne, l'état d'esprit révolutionnaire croissait de jour en jour, où surgissait en Angleterre un mouvement puissant dirigé par le Comité d'Action, où, en un mot, l'on pouvait s'attendre à de grands événements. Quelque temps après, l'armée rouge éprouvait des revers. Il en résulta un fléchissement de l'état d'esprit révolutionnaire et, en Allemagne, l'appel du Parti Communiste à l'organisation des soviets, resta presque lettre morte. Nos camarades allemands ont été obligés de reconnaître devant les ouvriers que dans ces conditions générales, on ne pouvait aboutir à la formation immédiate des soviets et qu'on devait se borner momentanément à poursuivre une campagne en faveur des soviets dans les couches profondes du prolétariat.

Nos camarades allemands ont-ils eu raison? N'ont-ils pas commis une faute en préconisant prématurément l'organisation des soviets? Ne se sont-ils pas trop pressés? A cela nous répondons: *Non, mille fois non!* Au moment où le Parti Communiste Allemand préconisait la création des soviets, les conditions objectives étaient incontestablement favorables. A notre époque, la roue de l'histoire tourne rapidement. En deux semaines, la situation se modifie parfois du tout au tout. C'est ici le cas. Néanmoins, la conduite du Parti Communiste Allemand a été tout à fait juste, la classe ouvrière allemande n'y a rien perdu, et les camarades allemands y ont au contraire gagné. La situation s'est modifiée. A ce moment, la création des soviets de députés ouvriers n'a pas été possible; mais les vastes groupements d'ouvriers allemands ont parfaitement compris quelles sont les conditions nécessaires à la formation immédiate des soviets. De nouveau, la tâche du Parti Communiste Allemand consiste à reprendre une campagne de propagande lente et systématique en faveur de l'idée des soviets.

Prenons encore l'exemple de l'Italie.

Il y a quelques semaines, à la suite du mouvement des métallurgistes, la puissante vague révolutionnaire d'Italie se souleva de nouveau. Les ouvriers italiens commencèrent à s'emparer des fabriques et des usines, les petits paysans à s'emparer des terres. Dans les villes, la fermentation révolutionnaire fut générale. Le gouvernement bourgeois se sentit si peu rassuré qu'il s'en



fallut de peu qu'il ne lâchât les rênes. La vague révolutionnaire grossit de jour en jour.

Les camarades italiens devaient-ils préconiser à ce moment l'organisation immédiate des soviets de députés ouvriers? A notre avis, *ils le devaient* absolument. S'ils ne l'ont pas fait, ils n'ont pas rempli leur devoir le plus élémentaire. Il se peut qu'en Italie aussi, l'appel en faveur de la création immédiate des soviets n'eût pas trouvé d'écho et que, par suite de certaines circonstances, notre victoire complète dans la situation présente eût encore été impossible. Les camarades communistes italiens avaient néanmoins, dans cette conjoncture, pour devoir d'engager les ouvriers à organiser des soviets de députés ouvriers.

Il paraît que certains socialistes italiens s'y sont refusés en se retranchant derrière mes thèses adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. Ce faisant, ils ont eu tort. Car cet argument ne résiste pas à la critique. A aucun moment et en aucun lieu, je n'ai dit et je n'ai pu dire qu'il ne faut préconiser la formation des soviets qu'au moment où la victoire est déjà acquise ou lorsque cette victoire est certaine. Ce n'est pas ainsi que se fait la révolution. Et il nous est impossible d'avoir une semblable garantie. On court toujours un certain risque. Il faut rappeler que les soviets s'organisent non pas après la victoire, mais dans le développement même de la lutte, dans le processus de l'organisation de la victoire. Tout l'art des chefs de la classe ouvrière doit consister à apprécier exactement le moment et à organiser en temps voulu les ouvriers sous

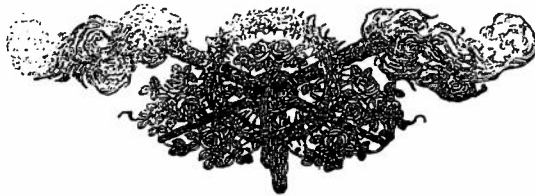
le drapeau des soviets. Les socialistes italiens qui se sont refusés dans une telle situation, à convier les ouvriers à former des soviets, ont prouvé qu'ils ne croient pas ou qu'ils ne veulent pas croire à la révolution ou qu'ils ne comprennent pas sa préparation.

Notre *propagande*, pour l'idée des soviets, nous la continuons invariablement et indépendamment des fluctuations de la balance et du flux et du reflux de la vague révolutionnaire. C'est au moment où le mouvement révolutionnaire atteint son apogée, au moment où nous avons quelques chances sérieuses que notre appel soit entendu, appuyé et réalisé, que nous préconisons la création des soviets.

Ceux de nos camarades qui veulent sincèrement la révolution prolétarienne, ne doivent pas perdre de vue un seul instant que les soviets sont la forme principale, le levier du mouvement prolétarien, mais il va de soi que tout levier doit être manié avec habileté. Si, chaque fois que nous devons le prendre, nous mettions craintivement nos mains dans nos poches, après les avoir au préalable gantées avec soin, nous n'apprendrions jamais à nous en servir. *Nous sommes convaincus qu'à la première occasion, les camarades italiens sauront réparer leur erreur. Car l'Italie est précisément le pays où le mot d'ordre de l'organisation des soviets de députés ouvriers est des plus opportuns et où il a le plus de chance de succès.*

G. ZINOVIEV.

Stettin, le 23 octobre 1920.





# LA RÉVOLUTION COLONIALE

(L'EXPÉRIENCE DU TURKESTAN)

## I.

C'est pour la première fois que le gouvernement soviétiste entreprend la réalisation pratique de l'émancipation des colonies. Combien la chose est difficile, l'expérience du Turkestan nous en donne la preuve. De toutes les « régions limitrophes » de l'ancien Empire des tsars, le Turkestan ressemble le plus à une colonie. Pendant un demi-siècle, la canaille bureaucratique du tsarisme exerça là un régime de spoliation, de violence, de concussion et de meurtres. Une vieille chanson dédiée au Turkestan ces vers très caractéristiques :

« O pauvre Asie muette, — gouvernée, mais sans chef, — opulente, mais si pauvre ! »

Le commissaire de police et son interprète, pris ordinairement parmi les petits propriétaires locaux, cupides et cruels, représentaient dans le pays, le pouvoir suprême, exerçaient la justice au moyen d'un système d'intraisemblables exactions et implantaient, avec toute la férocité de « colonisateurs souverains », la « civilisation » des fonctionnaires et des seigneurs terriens. Les terres des Kirghiz nomades devinrent des « propriétés de l'Etat » que le gouvernement distribua largement aux paysans russes qu'il transportait au Turkestan. Cette émigration forcée fut particulièrement intense après la révolution de 1905-1907, quand le gouvernement tsariste chassa en masse les paysans rebelles du sud de la Russie. Ces colons s'enrichirent aux dépens des Kirghiz avec une rapidité extraordinaire, organisèrent de vastes fermes et métairies, devinrent de gros exploiters, de vrais « propriétaires fonciers » dans le goût de Stolypine. En 1915, à la suite de la disette et de la mobilisation de la population indigène pour des travaux militaires en Extrême Orient, les Kirghiz se révoltèrent dans les régions de Semiretchensk, du Syr-Daria et dans le district de Djisak. Ce mouvement fut sévèrement réprimé par la troupe et par les colons russes spécialement armés à cet effet. On aperçoit aujourd'hui encore, quand on traverse cette région, les traces de la répression : villages réduits en cendres, ruines, maisons d'argile démolies : tels sont les « monuments de 1916 ». Ces lieux inspirent encore une terreur superstitieuse à la population indigène qui les évite avec soin.

Pendant des dizaines d'années, le gouvernement tsariste cultiva parmi la population russe du

Turkestan, l'esprit « colonisateur » ; il mit en œuvre les dons et les faveurs ; il lui permit d'exploiter cruellement les indigènes. Les cheminots russes, venus au Turkestan, ne faisaient pas exception à la règle.

Le gouvernement tsariste poursuivait simultanément au Turkestan une politique réactionnaire, despotique et moyenâgeuse entravant le développement économique du pays et rendant impossible la culture intellectuelle des masses. Les plantations de coton abondent au Turkestan et le capital impérialiste y appliquait exclusivement les méthodes « d'accumulation primitive ». Les maisons de commerce russes, qui trafiquaient des cotonnades avaient au Ferghana et dans la région du Syr-Daria de nombreux comptoirs et des fabriques ; mais cette industrie capitaliste avec les importations et les exportations qui en résultaient masquaient seulement le marasme économique, l'assujettissement complet aux propriétaires des paysans et des artisans ruraux à demi-prolétariés. Le mécanisme administratif du tsarisme n'était que superstructure sur le vieux système d'exploitation féodale et patriarcale de la société indigène. Les « aksakals » (maires) des communes, les « aryx-aksakals » (chefs de district), les « mirabs » (distributeurs d'eau), les interprètes adjoints aux commissaires de police et aux tribunaux, constituaient les cadres administratifs inférieurs.

La culture intellectuelle du Turkestan était abandonnée aux missionnaires orthodoxes. Ceux-ci, faisant montre d'un véritable zèle policier, persécutaient les « djadid », intellectuels progressifs musulmans, même pour leurs initiatives les plus innocentes et les plus légales. Leur intolérance ne fit que consolider la tradition musulmane.

Le Turkestan était une colonie de la bureaucratie tsariste et du capital impérialiste qui y déterminaient le caractère de la vie économique et intellectuelle. Et c'était là la cause principale de l'état d'esprit arriéré, médiéval, presque primitif de ce pays.

## II.

On conçoit que, dans ces conditions, le mouvement révolutionnaire ne put, au Turkestan, ni se développer, ni prendre racine. Toutes les explosions révolutionnaires qui se produisirent dans ce pays, ne furent que les échos étouffés des événements de Russie et ne sortirent pas des cadres

de la nation dominante. Témoin, les événements de 1905 et 1907 (troubles parmi les troupes d'occupation et à Kouschka). A la deuxième Douma d'Empire, le Turkestan envoya le député Nalivkine, social-démocrate menchévik et ancien vice-gouverneur. La lutte des classes ne trouvait aucun terrain favorable dans le pays écrasé sous le fardeau du joug colonial. Aucun parti politique n'existait au Turkestan avant 1917. Après la révolution de février, divers partis y firent leur apparition: cadets, socialistes-révolutionnaires et social-démocrates, à l'exclusion des bolchéviks. Mais l'influence de ces partis ne dépassa pas, cette fois encore, le réseau ferré. En septembre 1917, les événements que l'on sait se produisirent à Tachkent: les soldats de l'ancienne armée s'y mutinèrent et, pendant quelques jours, jusqu'à l'arrivée des détachements de répression envoyés par Kérénsky, le pouvoir passa des mains du général Korovnitshenko au soviét. Ce ne fut qu'un épisode. La vieille culture tsariste ne pouvait pas produire un mouvement soviétiste des masses.

Les bolchéviks ne paraissent sur l'arène politique du Turkestan qu'après la révolution d'octobre. Le premier congrès des organisations bolchévistes du Turkestan eut lieu en juillet 1918.

On peut se demander quels éléments avaient bien pu, dans ce Turkestan esclavagiste, se ranger sous le drapeau du pouvoir soviétiste et du parti bolchéviste?

Tout d'abord, les cheminots; ils furent les premiers à prendre le parti des bolchéviks et des socialistes révolutionnaires de gauche, auxquels se rallièrent, peu après (surtout aux s.-r. de gauche) des petits fonctionnaires, des bourgeois «vrais russes», des exploités de Semiretchensk et d'autres éléments de la nation «prédominante».

Les ouvriers du Turkestan entrèrent dans la voie de la révolution, mis par leur instinct de classe. Ces ouvriers n'avaient pas une expérience de la lutte de classe aussi riche que celle de leurs camarades de Pétrograd, de Moscou et de l'Oural, qui l'avaient acquise dans la lutte clandestine antérieure à la révolution et, pendant la révolution de février, dans l'action contre la coalition des partis bourgeois et pseudosocialistes. Mais organiser le pouvoir soviétiste dans un pays où les 95 centièmes de la population étaient esclaves, où il n'y avait pas de grosse industrie et où l'on voyait partout les survivances d'un régime moyenâgeux patriarcal et obscurantiste, était une chose extrêmement difficile; d'autant plus que les masses ouvrières elles-mêmes étaient profondément corrompues par les colonisateurs. Aussi, prit-on la résolution suivante: le prolétariat du Turkestan n'étant représenté que par les cheminots russes, c'est à eux qu'incombait la tâche de mettre en pratique la dictature du prolétariat. Les exploités de Semiretchensk et les bourgeois et fonctionnaires russes comprirent tout de suite que cette formule leur ouvrait un vaste champ d'action: le pouvoir soviétiste allait devenir pour eux une arme pour la défense de leurs intérêts «nationaux». Sous le fallacieux prétexte de «lutte de classe», l'exploiteur de Semiretchensk élargit «ses droits», s'empara des terres des Kirghiz et se mit à exploiter les ouvriers kirghiz,

tandis que la bourgeoisie des villes accablait la population musulmane de «réquisitions», de «confiscations» et de «contributions».

La révolution d'octobre, en vertu de la situation particulière, spéciale, qui se créa au Turkestan, eut pour résultat de pousser la population pauvre musulmane à rechercher la protection des chefs de tribus.

«Quand la liberté russe prendra-t-elle fin?» demandaient les Kirghiz au lendemain de la révolution d'octobre. L'Entente profita des circonstances pour élaborer un vaste plan d'action dont le but était, avec le concours d'officiers et de cosaques contre-révolutionnaires d'isoler rapidement le Turkestan et d'empêcher ainsi le prolétariat russe d'influer sur la marche des événements dans le pays. Les principes de classe et de nationalité servirent de base à l'armée blanche; secondés par les Turcomans, les officiers contre-révolutionnaires russes formèrent le front d'Askhabad. A Khokand, les chefs de tribus, les propriétaires et les prêtres musulmans proclamèrent l'autonomie de Khokand, formant ainsi le front du Ferghana et de Basmaïcheff. Au nord, les Kirghiz, chassés par la famine et par les persécutions des exploités, qui avaient feint d'embrasser la cause des bolchéviks, commencèrent, sous l'influence des chefs de tribus, à se ranger du côté de Douloff et de Kolichak. Dans la région de Semiretchensk, où la lutte des «classes» sévissait entre les cosaques et les émigrés depuis assez longtemps déjà—chacun des deux partis voulant s'emparer des terres des Kirghiz—un front de cosaques et d'émigrés se constitua. Comme partout, la guerre civile fut commencée par les officiers blancs, par les groupes dirigeants, les chefs contre-révolutionnaires des populations cosaques et par les exploités indigènes. Mais tous auraient piteusement échoué dans leurs efforts, ils n'auraient eu aucun succès parmi les masses, si la révolution n'avait pas laissé se faulxer sous son drapeau les colonisateurs «vrais russes» qui, en poursuivant sous le masque du pouvoir soviétiste, leur vieille politique, suscitaient l'indignation et la révolte de la population indigène pauvre.

Le départ pour les fronts de la partie la plus révolutionnaire et la plus prolétarienne de la population russe, consolida encore la position des faux bolchéviks-exploiteurs. Les bolchéviks eurent constamment à combattre les socialistes-révolutionnaires de gauche qui avaient abrité, sous le toit hospitalier de leur parti, des spéculateurs et des chevaliers d'industrie de toute espèce. Quant à la politique des socialistes-révolutionnaires de gauche, on peut la passer sous silence: elle se réduisait à encourager les appétits de différentes catégories de profiteurs se réclamant du bolchévisme.

En janvier 1919, une révolte de gardes blancs éclata à Tachkent et se termina par l'assassinat des militants communistes les plus en vue et par la défection du détachement d'Ossipoff, qui passa du côté des blancs. L'abcès allait crever. Cependant, là encore, la bonne voie politique, celle de l'épuration des organisations soviétistes et des organisations du parti fut négligée. Au contraire, les organisations communistes et socialistes-révolu-

tionnaires de gauche fusionnèrent, ce qui était absurde. Parallèlement aux socialistes-révolutionnaires de gauche, les «Dachnaks», représentants de la bourgeoisie commerciale arménienne, développèrent, eux aussi, une activité très intense, profitant des antagonismes nationaux pour régler leurs anciens comptes «commerciaux» avec la bourgeoisie musulmane.

Pendant les dix-huit premiers mois de la révolution au Turkestan, le pouvoir soviétiste représenta l'hégémonie de la ville nouvelle sur l'ancienne et sur la campagne musulmane. L'appareil gouvernemental d'approvisionnement n'était qu'au service de la population russe; les Russes seuls étaient armés; seuls, les Russes avaient le droit à la satisfaction de leurs besoins intellectuels. Cette politique n'était évidemment pas de nature à créer un appareil d'Etat prolétarien centralisé. Le pouvoir des partisans s'affirmait partout. Des mêlages résolvaient toutes les questions importantes. Des aventuriers exploitaient partout l'économie nationale. Cet état de choses n'était naturellement avantageux qu'aux exploiters de Semiretchensk. Cette classe arrondit considérablement ses possessions territoriales aux dépens des Kirghiz pauvres et, appuyée par des détachements de partisans armés, de formation locale, devint bientôt la maîtresse absolue de la région.

### III.

Parallèlement à leur politique nationale, les pêcheurs en eau trouble qui s'étaient fait passer hypocritement pour des bolchéviks, poursuivaient une politique militaire, nettement prononcée. Ils ne se pressaient point de se joindre à la Russie soviétiste et accordaient au front d'Askhabad la préférence sur celui d'Aktsoubinsk. Toute cette politique fut certainement dirigée et inspirée par des «blancs» habiles.

La progression des bandes blanches jusqu'à la mer d'Aral provoqua parmi les cheminots une réaction, une effervescence révolutionnaire extraordinaire. Des forces nouvelles se jetèrent sur le front d'Aktsoubinsk et la percée du front blanc à Orenbourg devint imminente.

Le pouvoir soviétiste et le Parti Communiste modifièrent à cette époque leur attitude à l'égard de la population indigène. Les travailleurs musulmans commencèrent peu à peu à se grouper en organisations communistes et soviétistes. Le bureau régional musulman devint le centre organisateur de ce mouvement. Il revêtit bientôt le caractère d'un commissariat musulman où affluèrent les plaintes et les déclarations. Le III-e Congrès du parti acheva le revirement. Les «colonisateurs» subirent une défaite réelle, bien qu'elle ne fût, somme toute, que parlementaire. Les hommes du passé sont restés sur place les maîtres absolus. Mais un pas en avant a été fait. Tandis que le I-er Congrès du Parti Communiste du Turkestan ne comptait parmi ses membres qu'un seul musulman (encore était-il de Moscou), le III-e Congrès en compte presque la moitié. La jonction opérée avec le centre et l'arrivée de Moscou d'une commission spéciale du Comité Exécutif Central des

Soviets et du Comité Central du Parti Communiste Russe, commission chargée de connaître des affaires du Turkestan (commission turcomane), produisit un effet décisif et restitua au pouvoir des Soviets la confiance des masses indigènes. La question du self-government de l'avenir politique des nationalités indigènes du Turkestan ainsi que celle de la reconnaissance de l'autonomie de la République du Turkestan sont pratiquement posées. Par décision de la III-e conférence régionale des musulmans communistes et de la V-e conférence régionale du parti (janvier 1920), les fractions musulmane et russe du Parti Communiste, qui fonctionnaient jusqu'alors séparément, fusionnèrent en une seule organisation.

Mais ce n'est là que le premier pas vers l'auto-détermination réelle de leur sort politique par les masses laborieuses kirghiz, uzbek et turcomane. La liquidation de l'ancienne politique des colonisateurs, l'épuration implacable des institutions soviétistes et des organisations de parti exigent un travail long et douloureux. Et il importe, tout d'abord, d'ôter aux exploiters de Semiretchensk toute possibilité d'exploiter les Kirghiz.

D'autre part, «l'auto-détermination nationale» aboutit, au début, en maints endroits, à l'installation dans les institutions soviétistes et dans les organisations locales du parti, de chefs de tribus, de représentants du monde commercial d'interprètes près les anciens fonctionnaires tsaristes et d'éléments exploiters, aisés ou propriétaires. Ceux-ci apportent volontiers dans les organisations soviétistes les méthodes orientales traditionnelles d'oppression et d'exploitation de la population pauvre. Bien que ces représentants de la population indigène ne cessent d'invoquer les intérêts nationaux, ils ne sont aucunement, en fait, les représentants de la liberté nationale et préfèrent la spéculation à toute autre chose. Très habilement, ils réussissent à faire bon ménage avec les colonisateurs, tirent avantage du pouvoir «décentralisé», passent des accords avec les exploiters d'hier, afin de continuer l'ancienne politique, ne se souciant nullement de l'abolition de l'inégalité nationale dans le domaine de la langue, du ravitaillement et de la culture intellectuelle.

Le passage partiel du pouvoir local entre les mains de ces gens, peu après la rupture du front blanc d'Orenbourg, ne doit pas nous étonner; la pratique antérieure des colonisateurs n'a pu produire que des représentants nationaux de cette sorte. Ils dirigent donc la «défense des intérêts nationaux» de façon à suivre la ligne de moindre résistance, ils se bornent à lutter pour leurs clients et pour «les fonctionnaires nationaux employés dans les institutions d'Etat». Il va de soi que ce n'est pas dans leur développement intellectuel que réside la force de ces éléments qui ne peuvent même pas collaborer plus ou moins utilement avec les musulmans instruits. Leur force gît dans les traditions de l'ancien régime patriarcal, dans certains usages, qui se sont maintenus dans le pays depuis l'époque du servage et dans l'appui que leur accorde le clergé musulman.

Cet aperçu très rapide de la situation au Turkestan, depuis sa libération des blancs, montre à l'évidence la nécessité d'une lutte à soutenir sur deux fronts: contre les colonisateurs et contre les exploiters indigènes.

Le prolétariat russe, soutenu par les éléments conscients de la population indigène pauvre, a commencé cette lutte dès sa jonction avec le Turkestan, en basant son action sur les principes de la guerre internationale de classe.

L'Armée Rouge de Russie, opérant au Turkestan, a su gagner les sympathies des masses trompées (à preuve; le passage des Turcomans au pouvoir soviétique et la défection de nombreux détachements des «basmatch» du Ferghana qui sont venus se joindre à l'Armée Rouge) et vaincre sur tous les fronts.

Le prolétariat russe s'est mis à l'œuvre d'organisation révolutionnaire sur la base du droit des nationalités laborieuses indigènes à disposer d'elles-mêmes.

#### IV.

Le maudit passé colonial du Turkestan constitue un obstacle au self-government des masses laborieuses indigènes de ce pays. Le joug colonial entravait fortement le rapprochement des travailleurs de la nationalité naguère dominante et des travailleurs indigènes. Il en est résulté que lors de la première période de la révolution, ce sont les éléments colonisateurs qui ont dominé au Turkestan. C'est là une conséquence toute naturelle, la population russe du pays constituant la force vive de l'oppression coloniale.

La domination révolutionnaire maintenait en même temps un régime social arriéré au sein des peuples indigènes, isolant les masses kirghiz, sartes, uzbek et turcomanes du processus général du développement intellectuel et économique de l'humanité.

La population du Turkestan est surtout composée des Kirghiz, qui habitent les régions du Syr-Daria et de Semiretchensk, des Uzbeks et des Sartes, qui peuplent la région de Samarkand et le Ferghana, de Turcomans, habitant la région transcaspienne. La plus faible division en classes s'observe dans la société turcomane. Moins de la moitié de ce peuple vit de l'agriculture; le reste de la population est nomade et surtout pastorale. L'ancien régime patriarcal a encore des racines très solides dans les milieux turcomans. On n'y trouve presque pas de journaliers. L'exploitation d'un Turcoman par un autre se voit dans le prêt contre redevance à un Turcoman pauvre par un Turcoman aisé d'animaux domestiques et d'outillage agricole, choses qui font presque complètement défaut à la population indigène pauvre. Le capitalisme commercial est principalement représenté par les éléments étrangers, persans et arméniens. Ces derniers sont en butte à la haine nationale.

Au Turkestan, la politique de classe doit consister, en premier lieu, à venir en aide à la population pauvre, en lui fournissant du bétail et des outils; après la guerre impérialiste et la guerre civile, et les ruines qu'elles ont faites, cette question est ici fondamentale.

Les Kirghiz, quoique en des proportions beaucoup moindres, n'ont pas encore abandonné définitivement, eux aussi, la vie nomade. Jusqu'ici le passage des Kirghiz à la vie sédentaire a été fortement entravé par les colons russes, qui se sont saisis des meilleurs terres situées le long des voies fluviales. La plupart des Kirghiz sont des demi-prolétaires, pauvres, exploités, à la fois, par leurs anciens chefs de tribus et par les propriétaires russes. Bien que la disparition de l'ancien régime social soit très lente, un processus de sécession se constate non seulement au sein des anciennes communes patriarcales, légalement propriétaires jusqu'ici des territoires occupés par les tribus, mais aussi entre les tribus riches et pauvres. Les Kirghiz pauvres commencent à comprendre quels sont leurs intérêts. Déjà en 1917, deux organisations sociales fonctionnaient parmi les Kirghiz du Turkestan: l'une unissant les gros bonnets de la population aisée et s'intitulant «Comité Révolutionnaire Kirghiz» (ne pas confondre avec l'organe soviétique supérieur de la République autonome des Kirghiz); et l'autre, connue sous la dénomination de «Foukhara», organisatrice des couches inférieures de la population. Les Kirghiz pauvres ne veulent plus travailler pour les exploiters russes; ces derniers voient désormais la main-d'œuvre salariée qui faisait jusqu'ici la moisson sur leurs terres, leur faire défaut.

A l'opposé de beaucoup d'autres peuples orientaux, les Kirghiz sont peu religieux. Le clergé ne joue pas de rôle important dans le pays et ne forme pas de caste privilégiée.

Les Uzbeks et les Sartes constituent le groupe national le plus important de toute la population indigène. Il est composé de travailleurs-paysans dépendant économiquement des exploiters et des propriétaires indigènes. Le capitalisme commercial est très développé dans leur région; il asservit les paysans laborieux et la masse de petits artisans demi-prolétaires de la ville et de la campagne. Les marchés (bazars) sont les centres de l'activité économique et de la vie publique.

Les lois religieuses du «chariat» consacrent le commerce et semblent sanctionner l'union entre l'Eglise et la richesse, entre la classe des ulemas et les propriétaires-exploiters. La religion de l'Orient, l'islamisme, est une religion politique et sociale. Le «chariat» et l'«azal» (droit fondamental) prévoient tous les détails de la vie publique et de la vie familiale. On comprendra donc, pourquoi l'organisation révolutionnaire du Turkestan se heurte à des difficultés si grosses, si difficiles à surmonter. Les Uzbeks, — vieux peuple d'une culture orientale moyenâgeuse — ont maintenu presque intactes à Boukhara leurs institutions théocratiques. La Boukharie est le réceptacle de la science théologique de cette partie de l'Orient et exerce actuellement son influence sur les régions de Samarkand et du Ferghana grâce à des rapports commerciaux de contrebande. Les «basmatchs» du Ferghana y agissent au nom de l'islam. Les propriétaires et exploiters indigènes y déclarent ouvertement que «l'anarchie durera tant que les bolchéviks seront au pouvoir». Les espions anglais, qui infestent l'Orient,

en profitent et se servent de la réaction religieuse. Aussi la lutte pour la culture intellectuelle propre des Uzbeks et des Sartes (qui n'ont eu jusqu'ici ni littérature nationale, ni orthographe nouvelle, ni écoles nouvelles, les exploitent et les ulemas combattant ces dernières) revêt-elle inévitablement le caractère d'une guerre de classes. Il y a dans le monde commercial et industriel de Khokand près de dix mille prolétaires musulmans; des centaines et des milliers travaillent aux chemins de fer et dans diverses entreprises; il y a des dizaines de milliers d'artisans demi-prolétaires; il y a, enfin, des centaines de milliers de paysans laborieux—qui ne veulent plus supporter le joug des «basmachis» spoliateurs, soutenus par les exploiters indigènes qui ont abandonné depuis longtemps les intérêts de la cause de l'émancipation nationale. Et ce sont là les véritables éléments du pouvoir soviétique au Turkestan: il convient d'y ajouter les Kirghiz et les Turcomans pauvres.

Malgré l'état économique très arriéré du pays, l'organisation des soviets de travailleurs n'y est

pas une utopie. Ces soviets existent déjà, et la population pauvre, qui aspire de plus en plus à se libérer du vieil esclavage, y trouve un appui dans sa lutte contre les exploiters indigènes. L'union de tous les petits artisans dans les cadres de la production socialisée, leur organisation étatique coopérative, ainsi que celle des paysans laborieux n'exploitant pas le travail d'autrui, telles sont les idées qui s'affermissent de plus en plus dans l'esprit de la population indigène pauvre. La désorganisation économique n'admet pas d'autre issue, et les pauvres comprennent bien qu'en dehors du pouvoir soviétique, le Turkestan ne peut être qu'un foyer d'anarchie féodale où les chefs de tribus, les fonctionnaires et les exploiters indigènes seront des maîtres absolus.

La voie de la révolution en Orient est hérissée de difficultés. La révolution doit franchir ici des époques historiques entières. Mais quoiqu'il en soit, les peuples de l'Orient n'ont pas d'issue en dehors de la révolution soviétique.

J. SAFAROV.





## LA RUSSIE SOVIÉTISTE ET LES INTRIGUES ANGLO-FRANÇAISES EN ORIENT

### 1. La lutte pour la Mer Noire et le Caucase. La question de Bakou.

L'existence de la Russie Soviétiste constitue pour les puissances impérialistes une entrave à la réalisation de leurs plans de pillage de l'Orient. Pour détourner l'attention de la Russie du travail révolutionnaire qui s'effectue en Orient, l'Angleterre et la France lancent contre nous la Drogue. Pour empêcher le rapprochement de la Russie Soviétiste et de l'Orient réveillé de son torpeur, l'Angleterre et la France soutiennent Wrangel, retranché, fortifient la Géorgie mencheviste et l'Arménie des Dachnaks.

*La guerre contre la Russie Soviétiste est, en même temps, une guerre contre l'Orient révolutionnaire et, vice-versa, la guerre contre l'Orient est une guerre contre la Russie Soviétiste.*

Pourquoi l'Angleterre et la France sont-elles si intéressées à soutenir Wrangel? Parce que, tant que la Crimée est aux mains de Wrangel, l'arrière de la Turquie est menacé et la Russie soviétiste ne peut venir en aide aux révolutionnaires d'Anatolie. En soutenant Wrangel et en faisant de la Crimée leur base, la France et l'Angleterre ont, à chaque instant, la possibilité de débarquer des troupes pour prendre à revers l'armée rouge d'Anatolie, les troupes de Kémal et empêcher toute jonction de la Turquie avec la Russie Soviétiste par la Mer Noire. D'un autre côté, tant que l'Asie Mineure est entre les mains des corps expéditionnaires des Alliés, notre arrière est menacé. Si l'impérialisme européen fournit d'armes, d'argent et de blé la Géorgie mencheviste et l'Arménie des Dachnaks, il le fait dans le but de fortifier ces pays, en tant que barrière entre la Russie révolutionnaire et le Caucase, d'une part, et la Turquie, la Perse et l'Inde révolutionnaires, d'autre part. L'occupation par la Grèce de la Thrace et d'Andrinople a pour but d'isoler la Turquie révolutionnaire et la Russie Soviétiste des Balkans révolutionnaires. Partout l'impérialisme élève contre nous des barrières artificielles, mais toutes ces barrières crouleront sous les coups des masses populaires en Crimée, en Géorgie, en Arménie, en Thrace, en Grèce.

Le capitalisme, par toute sa politique, se creuse à lui-même son tombeau; mais pour hâter sa fin, les peuples de l'Orient, unis entre eux, doivent, en concert avec la Russie Soviétiste,

porter les derniers coups à la bourgeoisie mondiale. L'Orient révolutionnaire doit contracter une alliance étroite avec la Russie Soviétiste.

C'est la fédération des Etats soviétistes qui est appelée à être le stade préparatoire à la réalisation complète de l'union des masses laborieuses.

Les camarades turcs, dans leur adresse au pouvoir soviétiste, se sont prononcés pour la solution de la question des Dardanelles exclusivement par les Etats limitrophes de la Mer Noire, sans la participation de Wrangel ni de l'Entente.

On ne peut qu'applaudir à ce projet dont la réalisation serait le premier pas dans la voie de la fédération des peuples riverains de la Mer Noire.

Tant que le Bosphore et les Dardanelles seront aux mains de l'Europe capitaliste, tant que les escadres anglaises auront libre accès dans la Mer Noire, le sang coulera en Ukraine et au Caucase soviétistes, dans la lutte contre la contre-révolution internationale et ses mercenaires. Ce n'est que lorsque toute la Mer Noire sera au pouvoir des Soviets et que le drapeau rouge turc ou celui de la fédération soviétiste des Etats de la Mer Noire sera hissé sur Constantinople que nous commencerons à vivre d'une vie libre et que nous pourrons nous donner tout entiers à notre œuvre d'édification.

L'Angleterre, dans ses tentatives d'isoler complètement la Russie Soviétiste et de couper cette dernière de l'Orient, ne s'en tient pas aux mesures citées plus haut. Non contente d'élever contre nous une barrière d'Etats chrétiens représentés par la Grèce, l'Arménie, la Géorgie et la Crimée de Wrangel, l'Angleterre s'efforce d'entraîner à la guerre contre nous les masses musulmanes. Forte de l'appui des classes possédantes: propriétaires fonciers, gros commerçants, spéculateurs et haut clergé de la Boukharie, de l'Afghanistan, de la Perse et en partie de l'Empire Ottoman, l'Angleterre impérialiste prépare contre nous un front allant de l'Asie Mineure par le nord et de la Perse (Khorassan), l'Afghanistan, la Boukharie montagnaise, — refuge de l'émir de Boukhara — et le Pamir russe jusqu'au Ferghana où sévit le banditisme des „basmaks". Par la réalisation de ce plan, l'Angleterre achève l'encercllement stratégique de la Russie Soviétiste, isole de l'influence de cette dernière les pays qu'elle tient sous sa domination et acquiert la

possibilité de réprimer impitoyablement le mouvement révolutionnaire aux Indes et en Turquie.

Pour porter un coup définitif aux troupes de Kémal et empêcher l'affermissement des relations amicales entre la Russie Soviétiste et la Turquie, l'Angleterre s'efforce de faire du sultan son instrument en lui promettant aide dans sa lutte contre les partisans de Kémal et en attirant le panislamisme. Les agents anglais se réclamant du sultan et jetant l'or à pleines mains, exercent une propagande active en Asie Mineure. Ils provoquent des insurrections contre Kémal et ses alliés les bolchéviques qu'ils représentent comme des impies, des ennemis de la foi musulmane violant les mosquées, arrachant leurs voiles aux femmes musulmanes et insultant par tous leurs actes aux croyances et sentiments musulmans, en Azerbeïdjan, en Boukharie, au Turkestan et en Perse septentrionale. Toute cette campagne de mensonge et de calomnie porte ses fruits, et Kémal est contraint de réprimer avec la plus extrême rigueur les soulèvements contre-révolutionnaires provoqués par les agents anglais agissant au nom du sultan. Les agents de l'Entente répandent le bruit de l'arrivée imminente du sultan en Asie Mineure: celui-ci va déployer le saint étendard vert du prophète et partir en guerre contre les bolchéviques. En Turquie même, les classes possédantes nourrissent une défiance extrême à l'égard de Kémal et recherchent un rapprochement avec l'Entente. Les représentants de cette catégorie sociale, Férid-Pacha et ses collaborateurs, sont prêts à soutenir de toutes leurs forces l'Angleterre dans sa lutte contre Kémal et promettent, en cas de conquête de l'Anatolie par les troupes alliées et de reddition de cette province au sultan, de mettre à la disposition des alliés deux cent mille soldats pour la guerre contre les bolchéviques. Cette armée, Férid-Pacha se charge de la lever en Anatolie dès que Kémal sera écrasé et que le pouvoir aura passé aux mains du sultan. Un journal officiel turc déclare que l'existence d'une forte Turquie anti-bolchéviste est nécessaire pour la défense de la Bulgarie, de la Serbie et de la Macédoine ainsi que des colonies françaises, anglaises et italiennes contre une agression du nord. Les réactionnaires turcs s'efforcent de persuader l'Europe que la Grèce n'étant pas de taille à constituer une barrière solide contre la menace bolchéviste, il n'y a qu'une Turquie renouvelée, unie autour du sultan qui puisse assumer ce rôle. Les agents de l'Angleterre encouragent ces manœuvres, sans croire, naturellement, à la possibilité de mobiliser une nombreuse armée turque contre la Russie Soviétiste. D'ailleurs les hommes d'Etat anglais ne sont pas sans comprendre qu'une telle armée pourrait facilement se retourner contre les alliés eux-mêmes et, en premier lieu, contre les Grecs. En tout cas, pour donner, ne serait-ce que sur le papier, une compensation quelconque à la Turquie pour le vilayet de Smyrne qui restera aux mains des Grecs, pour la Syrie qui est en train de devenir une colonie française et pour la Mésopotamie sur laquelle ils émettent eux-mêmes des prétentions, les Anglais font briller aux yeux des Turcs les droits historiques de ces derniers sur

*l'Azerbeïdjan, le Caucase et le Turkestan, régions peuplées par des races turcomanes. Pour riposter à nos efforts en vue d'unir autour de la Russie Soviétiste les masses laborieuses de l'Orient, l'Angleterre commence à amadouer le panislamisme dont elle voudrait détourner le courant de l'Occident sur l'Orient et cherche à lancer contre nous le monde musulman tout entier. L'Angleterre prépare la guerre sainte des musulmans contre la Russie Soviétiste, ourdit des intrigues au Caucase, au Turkestan et en Ferghana, encourage dans cette dernière région les dévastations des Basmaks (brigands du Ferghana) qui ont déjà incendié des dizaines de cotonneries et s'efforce ainsi d'aggraver notre situation économique déjà si pénible en nous coupant des sources du naphthé et du coton.*

D'un côté, l'Angleterre s'efforce donc de nous encercler d'une série d'Etats ennemis destinés à jouer le rôle d'Etats-tampons entre la Russie Soviétiste et les possessions anglaises en Orient; d'un autre, elle excite contre nous le monde musulman qu'elle pousse à la guerre sainte contre la Russie Soviétiste. *Par la réalisation de ce plan, l'Angleterre ne cherche pas qu'à défendre l'accès de l'Inde, du golfe Persique et du Bosphore: elle poursuit aussi des buts offensifs.*

Le capitalisme anglais ne peut oublier l'heureux temps où il tenait entre ses mains Bakou avec ses puits naphthifères et y volait des dizaines de millions de pouds de naphthé pour les exporter dans la métropole, privant ainsi la Russie du combustible liquide qui lui était si nécessaire. Comme on le sait, la Russie avant la guerre, consommait pour ses chemins de fer et les besoins de son industrie 360 millions de pouds de naphthé et deux milliards de pouds de charbon fournis partie par le Donetz, partie par l'Angleterre. Si le but principal de l'appui fourni autrefois à Kaldéine et à Dénikine et actuellement à Wrangel était et est encore d'enlever à la Russie Soviétiste la possibilité de profiter de la houille, ce pain de l'industrie, toute la politique de l'Angleterre en Orient, et spécialement au Caucase, a pour but essentiel de s'emparer de la houille liquide de Bakou et de priver la République Fédérative Soviétiste de ce combustible dont elle a un si extrême besoin.

*De ce point de vue, la guerre entre la fédération des républiques soviétistes et l'impérialisme mondial est une guerre pour la houille et le naphthé. Les républiques soviétistes veulent, à toute force, conserver la houille solide et la houille liquide sans lesquelles il leur est impossible de restaurer l'économie désorganisée et de créer un Etat communiste prospère qui sera le triomphe du travail. Au contraire, les puissances capitalistes, et, en premier lieu, l'Angleterre cherchent à nous enlever ce combustible, tout d'abord pour arrêter le fonctionnement de nos chemins de fer, fermer toutes nos usines et étrangler les masses laborieuses de la Fédération Soviétiste par la famine et le froid; ensuite, pour monopoliser entre leurs mains tout le naphthé, augmenter les dividendes des trusts et les revenus des rois et des roitelets du pétrole.*

*Ainsi donc la défense de la région de Bakou et de l'accès aux puits naphthifères est le devoir sacré du*



prolétariat de Bakou et des masses laborieuses ouvrières et paysannes de l'Azerbeïdjan tout entier. Dans l'accomplissement de leur tâche, les travailleurs de l'Azerbeïdjan peuvent compter sur l'appui le plus énergique des républiques russe, ukrainienne, tatare et bachkir, en un mot sur la totalité des masses laborieuses de la République Fédérative Panrusse. Les soldats rouges russes, ukrainiens, tatars, bachkirs, les élèves officiers qui sont ici à la garde de Bakou ont conscience de l'importance du poste qu'ils occupent et, en cas de danger, défendront de leur corps l'accès de cette grande ville, citadelle intellectuelle de la révolution prolétarienne en Orient, en même temps que puissant réservoir économique alimentant les républiques prolétariennes de ce précieux don de la nature qu'est le naphte et sans lequel notre restauration économique est impossible. On peut le dire, sans exagérer: non seulement le sort des masses laborieuses de la République Fédérative Panrusse, mais l'avenir de l'Internationale Communiste dépend dans une mesure considérable, de la possession de Bakou, cette ville désormais sainte où s'est tenu récemment le premier Congrès des peuples de l'Orient dont les représentants ont juré de mourir pour défendre la Russie Soviétiste qui forme actuellement l'avant-garde dans la lutte avec l'impérialisme mondial pour l'émancipation des masses ouvrières de l'Occident et de l'Orient tout entiers. La III-e Internationale est convaincue que chaque ouvrier, chaque soldat rouge remplira son devoir sur nos positions avancées du front oriental.

### *II. Rôle de la Géorgie et de l'Arménie dans le plan d'étranglement de la Russie Soviétiste. La délégation de l'Internationale Jaune en Géorgie et le but de son voyage.*

L'instrument le plus important dans les mains de l'impérialisme mondial et plus particulièrement de la rapace Angleterre dans leur lutte contre la fédération des républiques soviétistes est représenté au Caucase, par deux petits Etats bourgeois limitrophes de l'Azerbeïdjan soviétiste: la Géorgie menchéviste et l'Arménie des Dachnaks. *La Géorgie et l'Arménie, c'est la forte serrure, c'est le verrou de sûreté aux portes qui ouvrent à la Fédération Panrusse la voie de l'Orient et qui ont été fermées par l'Entente.* Toute la raison d'être de l'Arménie et de la Géorgie du point de vue de l'impérialisme international, consiste dans la mission de ces deux Etats destinés à jouer le rôle d'Etats-tampons, de barrière infranchissable entre la Russie révolutionnaire et l'Azerbeïdjan soviétiste d'une part, et l'Orient qui se réveille—et en premier lieu, la Turquie et la Perse—d'autre part.

En même temps, les armées arméno-géorgiennes, que les capitalistes d'Occident munissent abondamment d'armes, d'équipement militaire et de tout le nécessaire, sont appelées à constituer le noyau de l'armée que l'Entente machine de lancer contre la Fédération Soviétiste sur le front du Caucase pour s'emparer de Bakou et de ses dépôts de naphte. La Géorgie menchéviste et l'Arménie des Dachnaks acceptent volontiers le

rôle de laquais du capitalisme mondial et n'aspirent qu'à être les bourreaux de l'Azerbeïdjan soviétiste. La situation intérieure, l'impossibilité pour ces deux pays d'une existence autonome en qualité de républiques indépendantes, inclinent les gouvernements de l'Arménie et de la Géorgie aux aventures les plus risquées. Jusqu'à l'heure actuelle, ces deux Etats ne se maintiennent que grâce à l'Entente qui leur fournit de l'argent, du blé et des armes. La Géorgie, en particulier, vit exclusivement de ce qui a été laissé dans le pays par l'armée du Caucase et les organisations sociales. L'avoire de ces dernières seulement était évalué à 500 millions de roubles, ce qui fait plus de 50 milliards de roubles au cours de 1920. Mais ce n'est là que la moindre partie de ce dont la Géorgie s'est saisie au moment de la proclamation de son indépendance. Il ne faut pas non plus oublier que la Géorgie a reçu un matériel de chemins de fer considérable, que les houillères d'Akviboul et de Nakhchir dont l'exploitation avait été parfaitement organisée pendant la guerre, lui sont échues et tout cela sans un sou de dette d'Etat (!).

Il est clair que dans de telles conditions, un petit Etat, comme la Géorgie, peut facilement vivre des années grâce exclusivement aux ressources laissées par l'armée du Caucase et les organisations sociales. Le budget normal d'un petit Etat à peu près équivalent par la superficie et la population à la Géorgie (2 1/2 millions d'habitants) comme la Serbie ou la Grèce, ne dépassait guère, avant la guerre, 100—120 millions (12 milliards, au cours actuel) et cela, malgré une dette nationale assez forte. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Géorgie ait pu vivre, ces deux dernières années, sur les 100—150 milliards (au cours actuel) que représentait l'avoire dont elle s'était emparé après sa séparation d'avec la Russie. Mais, vivre perpétuellement sur cet héritage, il est évident qu'elle ne le pourra pas.

Semblables en cela aux gouvernements bourgeois de tous les pays capitalistes pour lesquels, depuis la guerre mondiale, le brigandage au grand jour est devenu le principal moyen d'existence et qui ont relégué à l'arrière-plan le relèvement de la production nationale, l'amélioration des moyens de transport et le perfectionnement de la technique, les gouvernements de la Géorgie et de l'Arménie rêvent de sauver leur situation économique désespérée par une guerre, par l'invasion de l'Azerbeïdjan soviétiste. Les menchéviks géorgiens et les Dachnaks arméniens espèrent, après la conquête de l'Azerbeïdjan par les forces réunies de l'Entente, obtenir pour eux un lambeau de la peau de l'ours.

La lecture attentive des journaux arméniens et géorgiens ne laisse aucun doute sur les plans des républiques bourgeoises, voisines de l'Azerbeïdjan. La presse des menchéviks de Géorgie et des Dachnaks d'Arménie mène contre la Russie soviétiste une campagne de provocation, acharnée, impitoyable. Les Dachnaks brandissent les

(!) Voir dans l'organe officiel du Conseil de l'Economie Populaire de la Rép. Social. Fédér. de l'Azerbeïdjan: *L'Economie populaire* (N° 3—4 août 1920), l'article de Khoudaloff intitulé: «L'Azerbeïdjan et la Géorgie».

armes. Au Parlement d'Eriwan et dans les colonnes de la presse officieuse, on prêche ouvertement la guerre avec l'Azerbeïdjan et la Russie soviétiste. Emporté par la fougue belliqueuse, le gouvernement des Dachnaks a même refusé d'entrer en pourparlers de paix avec l'Azerbeïdjan et la Russie Soviétiste. Dans leur politique à l'égard de la République voisine, les Dachnaks peuvent compter sur l'appui sans réserve des grandes puissances capitalistes du monde. La bourgeoisie arménienne reçoit en abondance de la farine de froment que lui expédient par Batoum et Eriwan les fournisseurs de l'Entente. L'armée et la gendarmerie des Dachnaks sont munies de «Mausers» et de fusils nouveau système, modèle 1920; elles sont magnifiquement équipées et caracolent dans des uniformes militaires étrangers; par Batoum, elles reçoivent continuellement des munitions et du matériel de guerre.

*L'Arménie des Dachnaks veut attaquer l'Azerbeïdjan soviétiste.* Mais elle n'a pas l'intention de s'en arrêter là. Les Dachnaks rêvent de chasser les Turcs des vilayets limitrophes de l'Arménie et de s'emparer d'une partie considérable de l'Asie Mineure.

La presse arménienne fait une propagande en faveur d'une alliance avec la Grèce de Vénizélos et invite les troupes grecques à occuper Trébizonde. «La Turquie est en ruines—écrivent les publicistes arméniens—il faut en profiter et bâtir solidement, sur ces ruines, la Grande Arménie».

*Les Dachnaks ont conclu avec la Géorgie une alliance militaire défensive contre l'Azerbeïdjan et la Russie Soviétiste.* Sans l'appui de la Géorgie, les Dachnaks ne se risqueraient pas à l'attitude provocante qu'ils ont envers les républiques soviétistes de Russie et d'Azerbeïdjan. «Au nom des intérêts de l'humanité, l'esclave de la Turquie, l'Azerbeïdjan, doit être supprimé», écrit un des organes officieux des Dachnaks (*Mchak*, 31 août). «Les deux démocraties avancées et organisées, reconnues comme telles par l'Europe, la Géorgie et l'Arménie, doivent passer des paroles aux actes, afin de prévenir le danger bolchéviste» (*Slovo*, 19 août).

Quelle est l'attitude de la Géorgie à notre égard? Liés avec l'Arménie par une alliance militaire contre la Russie, les menchéviks géorgiens n'en sont pas moins obligés à une certaine circonspection: ils sont forcés de dissimuler leurs desseins. En effet, l'état d'esprit du prolétariat géorgien est tel qu'aucun gouvernement géorgien n'oserait se risquer à exposer ouvertement aux masses populaires un plan d'agression contre la Russie. L'idée même d'une guerre contre le peuple russe, contre les ouvriers russes, avec lesquels les prolétaires géorgiens ont, pendant des décades, lutté côte à côte contre le régime tsariste et les capitalistes, paraîtrait monstrueuse au prolétariat géorgien. C'est là la raison qui force le gouvernement menchéviste de Géorgie à observer une neutralité apparente et à s'abstenir d'actes de provocation ouverte envers l'Azerbeïdjan. Mais cela n'empêche pas les menchéviks de faire tout leur possible pour discréditer le pouvoir soviétiste au Caucase et préparer une agression contre l'Azerbeïdjan. Nous savons quel

appui énergique a fourni à Wrangel la Géorgie menchéviste qui a permis aux débris de l'armée de Dénikine poursuivis par les bolchéviks, de s'embarquer dans un port géorgien avec armes et bagages pour se rendre en Crimée. La capitale de la Géorgie, Tiflis, est le centre des «moussavalistes» (nationalistes géorgiens) qui gouvernaient l'Azerbeïdjan jusqu'à l'instauration en ce pays du pouvoir soviétiste et qui ne rêvent que d'y rétablir leur domination après en avoir chassé les communistes avec l'aide des troupes arméniennes et géorgiennes coalisées. A Tiflis, il s'est formé, avec le concours actif des menchéviks géorgiens, un soi-disant gouvernement qui s'est intitulé *Gouvernement des Montagnes* et qui prétend régir le Daghestan, la Tchétchénie et l'Ingouché. Le télégramme ci-dessous de Vladicaucase et daté du 26 septembre de l'année courante caractérise, on ne peut mieux, les intrigues des menchéviks géorgiens au Caucase.

«La visite des effets du courrier consulaire géorgien à Vladicaucase a amené la découverte de plus de deux milliards de valeurs dans des paquets à l'adresse de Guéguéthori, cachetés aux armes du gouvernement géorgien. On a trouvé cinq pouds d'argent, dix livres d'or, cinq millions en billets de banques de l'ancien régime, une grande quantité de brillants et de bijoux divers. On a découvert également une correspondance démontrant la complicité de la Géorgie avec les bandes agissant au nord du Caucase. Il est établi que la Géorgie a sept organisations d'espionnage en Russie, subventionne plusieurs généraux et remplit toutes sortes de missions pour Wrangel. Nous voyons donc que, pareillement à l'Arménie, la Géorgie s'efforce de ruiner le pouvoir soviétiste au Caucase et prépare une agression contre l'Azerbeïdjan. Dans ce but, elle concentre ses troupes sur les frontières, conclut un traité militaire avec l'Arménie et reçoit de l'Entente des armes et tout l'équipement nécessaire à son armée. Mais le prolétariat géorgien nourrit pour les masses laborieuses de Russie une sympathie profonde et c'est pourquoi les menchéviks, n'osant pas malgré tous leurs préparatifs se risquer à une guerre contre l'Azerbeïdjan soviétiste, tentent d'agir sur la psychologie des masses, s'efforcent par tous les moyens d'opérer un changement dans l'état d'esprit du prolétariat géorgien pour entraîner ce dernier à la guerre contre la Russie. Spécialement dans le but de préparer le terrain pour cette agression contre les républiques soviétistes, on fait venir de l'étranger les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale Jaune, de l'Internationale des traités: Kautsky, Huysmans, Renaudel, Vandervelde et autres renégats. Profitant de l'arrivée des chers hôtes, des représentants de marque, des «membres les plus méritoires» du prolétariat international, qui font à la Géorgie l'honneur de leur visite, toute la presse géorgienne, à l'unisson, se met à vanter en l'opposant aux horreurs du régime bolchéviste, l'ordre divin qui règne en Géorgie, et à dénoncer à grand fracas l'impérialisme bolchéviste qui menace soi-disant l'indépendance de tous les Etats limitrophes de la Russie. Il est incontestable que, par leur arrivée en Géorgie, Kautsky et Vandervelde ont fait,

consciemment ou inconsciemment—peu nous importe—le jeu des chauvinistes géorgiens qui préparent une agression contre la Russie et dont ils servent ainsi les buts.

Quelle est donc la raison d'être du voyage en Géorgie de la délégation de l'Internationale Jaune? Le régime bolchéviste—disent Kautsky, Scheidemann et leurs adeptes géorgiens—a fait irrémédiablement faillite. Il est déjà touché par le souffle de la mort, et la question du nouveau régime destiné à le remplacer devient la première à l'ordre du jour. Quel est donc l'ordre nouveau qui conviendrait à la Russie, qui serait susceptible de sauver les masses laborieuses de la famine, du froid et de la guerre perpétuelle avec les puissances mondiales et les Etats voisins? A cette question la réponse est facile. C'est l'ordre du paradis menchéviste, l'ordre qui règne actuellement dans la Géorgie où il y a une Assemblée Constituante, où la presse est «libre», etc... Le voyage accompli avec ostentation par les leaders de la II<sup>e</sup> Internationale en Géorgie a pour but, d'une part, d'influer sur l'opinion publique européenne et les gouvernements capitalistes; d'autre part, d'affaiblir les sympathies du prolétariat géorgien envers la Russie bolchéviste et de consolider la position du gouvernement menchéviste.

Le danger qui nous menace du côté de la Géorgie et de l'Arménie serait d'une gravité exceptionnelle et ces deux Etats, emboitant le pas à Wrangel et à la Pologne des gardes-blancs, nous auraient depuis longtemps attaqués, sans une circonstance spéciale.

### III. L'attitude des masses populaires de la Géorgie et de l'Arménie envers le pouvoir soviétiste.

Les masses populaires, en Géorgie et en Arménie, nourrissent une ardente sympathie pour le pouvoir soviétiste. De nombreux représentants de l'Arménie et de la Géorgie ont assisté au Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou et ont juré, avec les autres délégués du Congrès, de défendre la Russie Soviétiste contre les attaques de l'impérialisme mondial. Beaucoup de délégués arméniens et géorgiens ont eu à surmonter des difficultés sans nombre et des obstacles de toutes sortes pour franchir les frontières de leurs pays et se rendre au Congrès. Quelques-uns d'entre eux ont pu rentrer en cachette dans leur patrie, d'autres ont été arrêtés à la frontière et se sont vus refuser l'accès de leur pays et frappés de la peine du bannissement. Le fait que des dizaines de délégués géorgiens et arméniens connaissent parfaitement le danger qui les menaçait n'en sont pas moins partis pour le Congrès de Bakou est la meilleure preuve de l'ardente sympathie que nourrissent les masses laborieuses de Géorgie et d'Arménie pour la Russie Soviétiste et l'Azerbeïdjan. Des centaines de milliers de paysans et d'ouvriers arméniens et géorgiens attendent avec impatience l'arrivée des troupes de l'Armée Rouge qui les aidera à renverser leur gouvernement bourgeois et à instaurer le régime

soviétiste dans leur pays. J'ai eu, personnellement, plusieurs fois l'occasion d'entendre prononcer ces paroles à des paysans et ouvriers géorgiens ou arméniens: «Si les Turcs ou les Tatares envahissent notre pays, nous nous battons jusqu'à la dernière goutte de notre sang, mais si ce sont nos frères russes, nous ne marcherons pas contre eux».

Certes, nous ne recommandons pas de «soviétiser» l'Arménie et la Géorgie par la force des baïonnettes de nos soldats rouges. Une telle tentative serait une aventure criminelle. Notre intention n'est pas d'imiter les menchéviks géorgiens et les Dachnaks arméniens qui ne rêvent que d'en finir avec le régime soviétiste, en Azerbeïdjan et de restaurer l'ordre bourgeois par tout le Caucase au moyen des canons des gardes-nationaux géorgiens et des «Mausers» des soldats arméniens. Mais nous disons que seule, l'instauration du régime soviétiste dans la Géorgie et en particulier dans l'Arménie, ce cloaque fétide de la réaction sur les frontières caucasiennes et turques, ce foyer d'infection contre-révolutionnaire pour tout le Caucase, est de nature à assurer la tranquillité sur les frontières de l'Azerbeïdjan soviétiste et à nous donner la possibilité de nous occuper de notre œuvre pacifique au Caucase, sans que nous soyons, à chaque instant, obligés de nous retourner, dans la crainte d'être traîtreusement frappés par derrière.

Le renversement du gouvernement des Dachnaks et l'instauration en Arménie du régime soviétiste si ardemment désirée par les paysans et les ouvriers arméniens aura une importance capitale, au point de vue international, et une répercussion, on ne peut plus favorable, sur notre situation intérieure.

En premier lieu, l'instauration du régime soviétiste en Arménie, la suppression de la barrière qui sépare l'Azerbeïdjan soviétiste de l'Anatolie révolutionnaire, nous permettra de tendre la main aux troupes de Kémal qui, comme nous, soutiennent une lutte pénible contre les forces réunies de la contre-révolution internationale. L'Anatolie est riche en matériel humain: des centaines de milliers de paysans turcs brûlent de combattre les ennemis du peuple travailleur turc.

Des dizaines de délégués turcs venus de l'Anatolie au Soviet d'Action des Peuples de l'Orient, nous répètent sur tous les tons: «Envoyez des fusils et des cartouches en Anatolie, et Kémal rassemblera de nouvelles armées qui chasseront de la Turquie les troupes des Alliés et allégeront considérablement le poids de la guerre que la Russie soviétiste doit soutenir contre l'Angleterre et la France, ces pillards mondiaux qui aident, nourrissent la contre-révolution internationale». Actuellement la situation de Kémal est des plus pénibles. Les Grecs ont occupé Sinav et poursuivent leur avance à l'intérieur de l'Asie Mineure. D'après leur communiqué du 28 septembre, ils marchent sur Koutais et Aphion-Karaguissar, la base la plus importante de l'armée de Kémal, dont ils ne sont plus séparés que par une distance de 40 kilomètres. A Adana, est concentré un corps arménien prêt à marcher sur l'Anatolie. Une descente est projetée à Trébizonde pour

porter un coup sur le front oriental. L'Anatolie est prise dans des tenailles de fer. Les troupes nationales turques ne peuvent opposer une résistance sérieuse par suite du manque de cartouches et de projectiles. Il y a trois mois, l'organe officiel du gouvernement français, *Le Temps*, écrivait: «Si nous nous bornons à refouler les troupes de Kémal au Nord-Est, vers les frontières de la Russie soviétiste, nous ferons de cette dernière l'arbitre de la question turque. Il faut prendre les mesures nécessaires pour empêcher la jonction des troupes turques en retraite avec l'armée des soviets». C'est à l'Arménie qu'est confié le soin de prendre ces «mesures». Ayant son arrière assuré du côté de la Géorgie, abondamment munie d'équipement et de matériel de guerre, l'Arménie attend l'occasion favorable pour passer à l'action. Si l'encerclément de la Turquie dure encore un ou deux mois, les troupes turques ne seront même plus en état de briser le cercle de fer qui se resserre continuellement autour d'elles. Un coup terrible sera porté au prestige de la Russie Soviétiste et de toute l'Internationale Communiste dans l'Orient musulman, en Turquie, en Perse, en Afghanistan. Nos ennemis relèveront la tête. La contre-révolution musulmane dirigée par les khans, les mullahs réactionnaires, les gros commerçants et les spéculateurs sera considérablement renforcée dans tout le Caucase, au Turkestan, en Boukharie. Alors commencera contre nous une campagne sans merci; contre les bolchéviks, ces impies, on appellera à un soulèvement général tous les musulmans auxquels on promettra l'appui de la puissante Angleterre, cette alliée du calife (sultan).

#### IV. Imminence de la révolution en Arménie.

La révolution soviétiste en Arménie préviendra le coup que se préparent à porter sur Bakou les forces réunies des troupes anglo-persanes et arméniennes (et peut-être géorgiennes). Elle élargira considérablement le champ de manœuvre de Bakou dont elle nous assurera définitivement la possession, anéantira les espérances des «moussavatisistes» contre-révolutionnaires et du Gouvernement des Montagnes qui rêvent de renverser, en Azerbeïdjan et dans tout le Caucase, le régime soviétiste, mettra fin à l'influence anglaise dans l'Azerbeïdjan persan, où nous pourrons alors exercer, dans des conditions favorables, notre œuvre de propagande et d'agitation révolutionnaires, déjouera le plan formé par les Anglais de créer contre nous un Etat-tampon kurde, en un mot, fera crouler tout l'échafaudage des machinations ourdies par les capitalistes dans le but d'enserrer la Russie Soviétiste dans un cercle de fer, depuis l'Asie Mineure, par le nord-est de la Perse (Khorossan), l'Afghanistan, la Boukharie montagneuse et le Pamir russe, jusqu'au Ferghana des bandes «basmaks». La révolution soviétiste en Arménie, ce sera la percée du front que l'Angleterre capitaliste prépare contre nous. Enfin, l'instauration du régime soviétiste en Arménie sera le premier pas vers la création de la Fédération Soviétiste du Caucase, de la Géorgie, de l'Arménie et de l'Anatolie. Fédération qui sera le nouveau autour duquel viendront se grouper, dans un avenir prochain, les autres Etats de l'Orient.

M. PAVLOVITCH.





## LA SITUATION POLITIQUE EN ALLEMAGNE

I.

On se demande souvent à l'étranger et en Allemagne, si l'insurrection de novembre 1918 a vraiment été une révolution? Posée de la sorte, la question ne peut être résolue. Mais le fait seul qu'on la pose, prouve que l'on a conscience du double caractère du mouvement révolutionnaire en Allemagne: il ne représenta nullement le processus d'une croissance ininterrompue du prolétariat et d'un inéluctable déclin des forces de la bourgeoisie. Les deux classes en présence ont été l'une et l'autre, dès le début, des facteurs actifs de l'insurrection de novembre. La bourgeoisie n'a pas été seulement l'objet passif du mouvement; elle poursuivait également des desseins positifs. C'est pourquoi lorsqu'on se demande si les événements de novembre étaient bien ceux d'une révolution, une réponse négative peut être donnée à cette question si l'on envisage la révolution d'un point de vue étroitement prolétarien.

L'insurrection de novembre n'a pas été un mouvement purement prolétarien pas plus par la proportion des forces engagées que par les buts qu'elle poursuivait. Ce mouvement présentait au contraire les caractères de tous les mouvements révolutionnaires précédents: toutes les forces—les forces motrices de la révolution, comme celles provoquées par cette dernière—étaient prolétariennes, tandis que les buts poursuivis étaient pour la plupart déterminés par la bourgeoisie.

Voyons maintenant quels étaient ces buts poursuivis par la bourgeoisie dans l'insurrection de novembre?

D'abord et avant tout un but purement opportuniste.

Les Anglais et les Américains avaient poussé par une propagande habile la bourgeoisie allemande à provoquer la déchéance des Hohenzollern et l'abolition du militarisme avant la conclusion de la paix. Devant la bourgeoisie, pécheresse repentante, débarrassée de ses mauvais génies, devaient s'ouvrir les portes du paradis annoncé par les 14 points de Wilson. L'insurrection de novembre fut l'acte de contrition de la bourgeoisie allemande et devait payer son entrée au céleste royaume de la Société des Nations. Ce n'est pas le moment de dire ici pourquoi ce calcul était faux et devait être faux; il nous suffit de constater que la poursuite de ce mirage a été l'une des raisons qui ont poussé la bourgeoisie à prendre part à l'insurrection de novembre.

Mais ce ne fut pas son unique raison.

La défaite militaire détermina la bourgeoisie à rechercher les causes de ses insuccès militaires. Elle arriva à la conclusion que cette cause résidait dans la liaison existant entre la bourgeoisie et les junkers. Cette liaison a été le trait caractéristique du développement de l'empire allemand à partir de 1848, et ses effets se firent particulièrement sentir après 1870.

L'Allemagne, en effet, revêtait d'année en année un caractère capitaliste de plus en plus prononcé. Ce développement capitaliste atteignit à son plus haut degré, à l'impérialisme, et employa toutes les méthodes de l'impérialisme. Pour le placement des capitaux, pour l'élargissement de ses sphères d'influence, pour la conquête des pays produisant les matières premières, etc...

Et voici que ce pays même où l'organisation capitaliste était plus fortement développée que dans aucun autre et qui pour cette raison plus qu'aucun autre tendait à s'approprier les territoires étrangers, abandonnait sa direction politique à la classe des propriétaires fonciers—aux junkers—qui poursuivaient des desseins ultracapitalistes par des méthodes politiques du moyen âge et du début des temps modernes—celle de Bismark et de ses prédécesseurs.

Il fut un temps, et notamment pendant les dix ans qui ont précédé la guerre, à l'heure de la plus grande puissance de l'Allemagne, où cette combinaison, juxtaposant le développement extrême du capitalisme avec le militarisme de Potsdam, fut considérée comme un indice particulièrement heureux. Mais la guerre modifia totalement les opinions de la bourgeoisie allemande à ce sujet. Elle s'aperçut que tous les défauts plus ou moins graves qui finirent par causer la ruine de la puissance allemande—tels que le manque de souplesse et d'adaptation, l'ignorance des propres particularités nationales de l'Allemagne comme de celles des autres pays, l'incapacité complète témoignée dans la propagande intérieure et extérieure, la confiance aveugle dans la force brutale et le plus grossier mensonge,—que tous ces défauts provenaient de ce que les procédés politiques propres à la classe des junkers-agriculteurs et appliqués par ces derniers à l'époque où ils régnaient partout en maîtres, ne correspondaient plus aux exigences de la politique capitaliste impérialiste. Ces méthodes se trouvèrent être moins efficaces que les méthodes plus perfectionnées de la bourgeoisie hautement cultivée: anglaise, américaine et française. La bourgeoisie allemande a été vaincue grâce au caractère

indéterminé de la révolution de 1848. Le fait qu'elle n'arriva pas alors à acquérir un pouvoir incontesté décida de sa destinée en 1918.

C'est ce qui explique pourquoi la bourgeoisie n'arriva pas au moment de la révolution de novembre à des résultats positifs. Elle avait à rattraper le terrain perdu par la révolution de 1848 et à parachever son œuvre d'une façon plus complète. L'Allemagne se trouvait donc devant la même tâche que la Russie au printemps de l'année 1917: achever la révolution bourgeoise. Partant de la situation en Allemagne, la bourgeoisie allemande espérait qu'un semblable résultat serait facilement atteint. Le pouvoir économique était déjà entre ses mains; l'appareil de l'Etat se mettait assez facilement à la disposition du capital et de ses représentants—les ingénieurs. La construction navale et les systèmes des contributions et des douanes en étaient des preuves suffisantes. La bourgeoisie était persuadée que son œuvre serait accomplie lorsque les gens de l'ancien régime, aux méthodes et aux convictions surannées empreintes «du vieil esprit de Potsdam» auraient été remplacés par des hommes nouveaux, porteurs de nouvelles méthodes et des principes de la Bourse de Berlin. Ces hommes devaient être produits par le parlementarisme, ainsi que dans les pays capitalistes occidentaux. On espérait que le système parlementaire fournirait rapidement et naturellement les hommes indispensables.

Or le Parlement, en Allemagne, n'a pas encore rempli sa mission. Les hommes qu'il a produits, les Erzberger, les Scheidemann et consorts sont de vieilles connaissances, valets et «décroiseurs» des anciens maîtres; le Parlement n'a pas réussi à transformer ces larbins en hommes d'Etat véritables. On a dû constater que l'institution ne fonctionnait pas tout à fait sur commande et qu'il lui fallait au moins une certaine préparation qui demandait tout de même un peu de temps.

## II.

Si la part prise par la bourgeoisie dans l'insurrection a été suffisamment déterminée, par tout ce que nous venons d'exposer, si nous avons réussi à montrer pourquoi elle cessa bientôt d'exercer son influence, sans avoir atteint son but, les mêmes raisons suffisent à éclairer le rôle dans le mouvement du prolétariat qui a marché, pendant l'insurrection de novembre, de pair avec la bourgeoisie.

Le prolétariat s'est contenté dans la révolution de novembre du rôle qu'il a toujours joué dans les révolutions bourgeoises: celui d'une force motrice ne poursuivant pas de buts qui lui soient propres.

Le caractère contre-révolutionnaire de la guerre n'est jamais apparu plus nettement que dans le fait d'avoir amené la désorganisation des masses au degré qu'elle atteignait en novembre 1918. Ni l'état de siège, ni la rigueur des lois militaires n'avaient porté atteinte à l'intégrité du prolétariat. Non, la désagrégation de la classe ou-

rière vint de ce que l'idéologie de la «défense nationale» lui avait fait perdre de vue ses intérêts de classe. Le prolétariat allemand pour lequel les mots de «conscience de sa classe» renfermaient avant la guerre la plus belle des louanges, perdit cette conscience à un tel point qu'il entra dans le grand mouvement révolutionnaire en se rendant peut-être moins compte de ses propres buts prolétariens que les *levellers* anglais du XVIII<sup>e</sup> siècle ou que les jacobins du XVIII<sup>e</sup>. Il semble que toute l'activité de deux générations social-démocrates d'avant-guerre dans le domaine de l'éducation et de l'organisation de la classe prolétarienne ait été réduite à néant.

Les conditions objectives spéciales de la révolution de novembre ont empêché le prolétariat d'être à son ancienne hauteur.

Mais la conséquence du développement économique et politique de la période révolutionnaire fut que le prolétariat dut concevoir ses propres desseins opposés à ceux de la bourgeoisie.

Au point de vue politique, le prolétariat ne fut pas long à comprendre combien éphémères étaient les desseins révolutionnaires de la bourgeoisie. Au premier plan se plaça à ce point de vue le mot d'ordre pacifiste, l'idée de la paix de Wilson. Ses mérites révolutionnaires furent proclamés devant le prolétariat par Ertzberger comme par Scheidemann, Kausky et Haase. Il est vrai que la réalité semblait démontrer que ces principes étaient pratiquement irréalisables. Les conditions de l'armistice étaient nettement contraires au pacifisme. Nombreux étaient cependant ceux qui continuaient encore à chercher consolation dans l'irritation générale qui régnait encore grâce à la guerre. La mise en coupe réglée de l'Allemagne joint à la prolongation de l'armistice fut également un mauvais argument en faveur du pacifisme; mais on continua néanmoins à se raccrocher à l'espoir d'un traité pacifiste. Le traité de Versailles devait, semblait-il, mettre fin à tous les bavardages pacifistes de M. Kausky et C<sup>ie</sup>. Mais on sait que la foi soulève des montagnes. Kausky et les gens de son espèce restèrent fidèles à leur foi et attendirent le moment où elle remuerait des montagnes. Et les voici qui se mettent à en appeler à Millerand contre Clément, à Keines contre Lloyd George, à Hitchcock contre Wilson. Actuellement, Nitti est leur idole. M.M. Millerand, Asquith, Hitchcock, Nitti apprennent à leur grand étonnement que chacun d'eux est toujours le pacifiste de quelqu'un. Mais pour la classe ouvrière allemande, l'illusion pacifiste est devenue ce qu'elle était en fait dès le début: égale à zéro.

Il en fut de même du second des buts que se donna la bourgeoisie dès le commencement du mouvement révolutionnaire: la transformation de l'empire bourgeois en république bourgeoise. Il apparut encore plus nettement ici que la révolution n'était rien de plus qu'un changement de système, quelque chose comme un changement de chemise, — car la république bourgeoise devait désillusionner le prolétariat à un double point de vue.

Ce qui résulta de la révolution de novembre ne fut nullement une république bourgeoise. Cela

n'y ressemble pas plus qu'une brebis affublée de la peau d'un lion ne ressemble à un lion authentique. Pour créer une république bourgeoise, il ne suffit pas que Guillaume soit remplacé par Ebert et Bethmann par Scheidemann.

La république bourgeoise est impossible sans la certitude de la victoire, sans le plein pouvoir et la domination de la volonté de la classe qui veut occuper la première place dans la vie sociale. Toutes ces facultés, la bourgeoisie les a révélées dans ses révolutions en Hollande, en Angleterre, en France lorsqu'elle était une classe en voie de progrès. Ces facultés, la bourgeoisie, qui est aujourd'hui une classe en voie d'extinction, ne les a plus. Étant donné la faiblesse intérieure de la bourgeoisie en décadence, la «république» allemande actuelle ne pourra jamais devenir une république bourgeoise.

Ce qui se passe tous les jours en Allemagne ne fait que nous le confirmer. La bourgeoisie allemande n'a ni la force de créer une méthode, ni les hommes indispensables pour la transformation de l'empire allemand en république bourgeoise: «les conquêtes de novembre» devaient sous la forme de la «république allemande» désillusionner tout le monde: la bourgeoisie — parce qu'elle ne voyait dans cette république rien de plus qu'un vieux système dans une nouvelle enveloppe et qu'elle regrettait l'ancien régime et son «assiette au beurre» et le prolétariat — parce qu'il se rendait compte que son rêve de république bourgeoise qui lui semblait encore une réalité le 9 novembre 1918, s'était envolé en fumée.

Ce ne fut pourtant pas la seule désillusion du prolétariat. La révolution de novembre 1918 n'a pas été de la part des grandes masses un acte révolutionnaire conscient, mais bien une réaction inconsciente contre la guerre et la défaite. En jetant leurs fusils, elles s'imaginaient avoir par cela même commencé et consommé la révolution. Les masses prolétariennes ne se rendaient pas encore compte à ce moment qu'une guerre de 4 ans ne pouvait pas finir comme finit un long rêve après lequel il suffit de se froter les yeux pour s'en délivrer, que la vie ne pouvait pas recommencer au point même où elle s'était arrêtée le 4 août 1914, et enfin qu'après le problème de la «liquidation de la guerre», un autre problème bien plus important devait surgir: «la liquidation du capitalisme».

Le prolétariat avait encore à se guérir de deux illusions: — l'espoir que la république du 9 novembre 1918 deviendrait une république bourgeoise et l'espérance qu'une république, quelle que soit sa forme extérieure, est inutile tant que le capitalisme demeure.

### III.

Il se débarrassa assez facilement de ses illusions sur la «liberté civile». La destruction complète de cette illusion est le seul mérite historique de Noske. L'Allemagne s'est-elle jamais trouvée dans une situation pareille à celle qu'il créa? Ce «vieux poltron» de Guillaume aurait-il jamais songé à employer les mesures mises en

vigueur par Noske? Les soldats armés montant la garde dans les rues de Berlin ont tué en janvier des centaines de citoyens.

Dans toute l'Allemagne, des milliers de prolétaires sont tombés dont le meurtrier criminel pèse sur la conscience de Noske. N'a-t-il pas employé à Berlin en mars 1919, les moyens qui avaient servi en 1914 en Belgique? N'a-t-il fait courir le bruit mensonger du meurtre des 60 agents de police de Lichtenberg et tiré parti de ce mensonge de ses subalternes, pour édicter un ordre permettant à tout soldat de tirer sur n'importe qui. Ne fit-il pas du meurtrier une arme admise dans les luttes politiques? Ne toléra-t-il pas dans son entourage des spadassins parmi lesquels se trouvaient ceux qui assommèrent Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et Léo Loguichés? N'est-ce pas lui qui, en janvier 1919, organisa, au nom de la liberté de la presse, le meurtre de plusieurs centaines de prolétaires afin de pouvoir ensuite pendant de longs mois accabler de poursuites les organes de la presse qui lui étaient hostiles à lui et à ses junkers? N'est-ce pas Noske qui a rempli les maisons de correction, les prisons et les forteresses comme jamais aucune canaille militariste n'avait osé le faire?

N'est-ce pas lui qui, sur la foi des dénonciations de ses agents, dénonciations dont il connaissait parfaitement la fausseté, a fait arrêter des milliers d'ouvriers? Le prolétariat a appris par l'exemple de l'activité de ce «social-démocrate» qu'était la «liberté civile» et a perdu toute illusion à ce sujet. Si l'époque de Noske est passée pour le prolétariat allemand, cela ne veut certes pas dire que jamais bourreau de cette espèce ne se retrouvera au pouvoir en Allemagne et qu'on ne recourra plus jamais à des mesures aussi indignes et des traitements aussi révoltants contre les masses «au nom du socialisme».

La destruction de la seconde illusion du prolétariat, celle qui a trait à la possibilité d'une reconstruction de la société sur la base du capitalisme, a été plus longue et n'est pas allée aussi loin.

Nous touchons ici aux problèmes essentiels de la révolution prolétarienne et, en particulier, du parti communiste.

### IV.

Le prolétariat mettait, pour de sérieuses raisons, une grande lenteur à prendre conscience du but spécial qu'il avait à atteindre, et notamment de la nécessité de remplacer le capitalisme par le communisme. Les autres entraves du capitalisme n'ont pas été démasquées aux yeux du prolétariat d'une façon aussi grossière que le furent les «libertés civiles» sous la poigne de fer de Noske. C'est pourquoi, dans la phase du développement où le sens réel de «la liberté civile» apparaît déjà clairement aux prolétaires, les grandes masses populaires ne peuvent encore que s'efforcer à comprendre les problèmes du communisme. Pour ce qui est du prolétariat allemand, bien qu'il ait déjà atteint une certaine unanimité dans l'évaluation de l'une des formes du capita-

lisme moderne, cette unanimité lui fait encore défaut dans la détermination du problème général du capitalisme.

D'où vient ce défaut d'unité?

Il s'explique par le fait que la guerre n'a pas atteint toutes les couches de la classe prolétarienne dans une égale mesure et qu'il en est même qui ont été absolument épargnées. Pour un grand nombre de prolétaires, la guerre a été comme pour les capitalistes «une bonne aubaine». Des catégories entières d'ouvriers ont été exemptées du service militaire et mobilisées selon leurs spécialités. Ces ouvriers étaient garantis contre le chômage par le développement extrême de la production militaire et contre la faim par des salaires très élevés qui leur permettaient en outre de réaliser de gros bénéfices en faisant un commerce d'articles prohibés. Hindenburg et Ludendorff connaissaient bien leur affaire. Avec de l'argent ils achetaient tout ce qu'ils voulaient: des armes, des munitions, de la poudre — et jusqu'aux âmes des prolétaires. La démoralisation provoquée par la guerre atteignit une partie considérable du prolétariat. Et lorsque la guerre fut terminée, ce que bien des gens croyaient devoir arriver n'arriva pas; on s'attendait à une chute immédiate de la production militaire démesurément développée. Au contraire, la production augmenta dans tous les domaines dans la mesure où le permettait encore la capacité productive affaiblie du prolétariat.

Le passage de la production de guerre à la production de paix s'est opéré très facilement.

La baisse du change attirait les acheteurs étrangers en Allemagne; ils vinrent tout y acheter, excepté peut-être les propriétés immobilières; bien qu'un grand nombre d'immeubles aient été également acquis par des étrangers. A l'intérieur du pays, la terrible disette de produits alimentaires provoquée par un blocus de 4 ans était difficile à combattre. Il y avait de l'argent en quantité. Les presses de l'Etat travaillaient nuit et jour à l'impression du papier-monnaie. Les bénéfices incroyables et la liberté du commerce permettaient aux capitalistes de rétribuer largement le travail. Si les ouvriers demandaient des augmentations de salaire, on leur donnait satisfaction. Sous la forme de l'augmentation du prix des articles de consommation appelée «surtaxe de la cherté des vivres», les dépenses causées par la hausse des salaires retombaient en réalité sur les acheteurs de l'étranger et de l'intérieur, et les capitalistes arrivaient ainsi à résoudre un problème qui semblait insoluble: la reprise à leur service des millions de prolétaires de retour des tranchées.

Ces circonstances économiques favorables en apparence masquaient évidemment aux yeux du prolétariat la faillite du capitalisme et le rôle historique incombant à la classe ouvrière: l'institution du communisme. Les premiers pas entrepris dans cette voie n'avaient encore mené à aucun résultat réel, lorsque se créa en février 1919 la situation mentionnée plus haut. Seule, une avant-garde prolétarienne toujours croissante, il est vrai, comprenait nettement la liaison interne des événements. Mais les masses prolétariennes

renoncèrent bientôt à leurs premières tentatives de conquête du pouvoir économique et politique, — à la formation des soviets ouvriers et des soviets de fabriques et d'usines. Envers ceux qui les appelaient à l'accomplissement de leur devoir, les masses prolétariennes étaient même souvent hostiles.

Il y avait aussi toute une catégorie d'ouvriers qui s'était séparée du prolétariat. La guerre a privé des centaines de milliers de prolétaires de tous sentiments moraux et sociaux. 4 années passées sur différents champs de bataille les avaient transformés en soudards. La guerre était devenue pour eux une sorte de métier. Ils s'étaient habitués à piller, à voler, à tuer. Ils avaient été à l'école du capitaine des Adrets et faisaient la guerre avec le plus grand sang-froid.

«Tout toit qui fume et flambe, tout cadavre qui se décompose dans sa fosse — est l'œuvre du Destin».

Ces éléments étaient disposés à agir partout où on les appellerait, contre n'importe qui, dans l'intérêt de quiconque les paierait.

Les bénéfices tirés par la bourgeoisie allemande de la guerre et de la révolution servirent à soudoyer quelques centaines de milliers de ces «lumpen prolétaires». C'est eux qui ont formé la garde blanche salariée qui, sur l'ordre de la bourgeoisie, se chargea de «faire entendre raison» au prolétariat allemand.

V.

L'histoire du Parti Communiste Allemand comprend les journées les plus sombres du prolétariat allemand. Le parti n'était pas très nombreux au début et n'a pu augmenter beaucoup au cours de son histoire. Il a malgré cela rempli, peut-être plus que tout autre parti, son devoir dans le mouvement prolétarien, aussi bien dans la lutte contre la réaction bourgeoise que contre les déviations du droit chemin, révolutionnaires en apparence, mais réactionnaires en réalité, survenues au sein même du prolétariat.

Dès le mois de janvier 1919, le Parti Communiste supporte seul tous les sacrifices de la lutte révolutionnaire. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg descendent au tombeau les premiers, suivis par des centaines d'autres. Nos organisations deviennent le champ d'action de milliers d'agents lâchés non seulement par des institutions officielles, mais encore par des organisations privées. Notre presse est étouffée, nos organisations sont en butte aux incessantes attaques de la contre-révolution. Toute la rage de l'ennemi s'est tournée contre les communistes, comme autrefois contre les vèlites. Les masses prolétariennes en se défendant arrivent à plus de solidarité, s'organisent et progressent au point de vue intellectuel et politique. Aucun indépendant loyal ne niera que les poursuites que nous avons supportées ont permis aux masses prolétariennes de s'organiser. Lorsque Noske comprit la faute qu'il avait commise — en janvier 1920 — et voulut la corriger, c'est-à-dire diviser les masses prolétariennes groupées dans le Parti Socialiste des Indépendants (composé en



grande partie de communistes)—il était trop tard. L'organisation était déjà très importante et Noske fut impuissant à la détruire.

Au moment même où les communistes remplassaient leur grand et pénible devoir, il leur fallait encore poursuivre d'autres buts.

Comme nous l'avons déjà dit, les apparences favorables de l'après-guerre empêchaient une partie importante du prolétariat de comprendre l'essence du communisme; elle y était même hostile.

Il aurait été, au point de vue historique, inconcevable que cette circonstance ne provoquât pas même dans les milieux les plus avancés du prolétariat, chez des camarades qui étaient loin d'être les derniers au point de vue de l'enthousiasme révolutionnaire, certaines déviations du droit chemin révolutionnaire; car outre le tempérament, le communisme exige encore un grand travail intellectuel.

Des camarades, voyant que les grandes masses du prolétariat étaient en retard sur le mouvement et s'y montraient réfractaires, firent tout leur possible (et même l'impossible) pour expliquer ce phénomène dont les véritables causes leur échappaient.

La plus plausible de ces causes leur semblait être «la trahison des leaders» auxquels on attribua toute la responsabilité de l'arrêt du développement de la révolution.

En partant de ce point de vue sur la trahison des leaders et des «bonzes», on passa à l'examen de divers remèdes et l'on tenta de provoquer et de hâter artificiellement la révolution prolétarienne.

Les «bonzes» ayant trahi leurs organisations, on reconnut tout d'abord qu'il fallait créer une organisation sans leaders «ni bonzes».

On ne peut pas dire que les fondateurs des nouvelles organisations allemandes aient fait preuve d'une grande habileté dans ce sens: jusqu'à présent, ces organisations sans leaders ne nous ont rien donné que des appels, des articles et des déclarations émanant de ces mêmes leaders, que les organisations étaient ensuite obligées de désavouer; elles nous ont donné un chaos d'opinions pour lequel les mots — «autant d'intelligences que de têtes» — semblent une caractéristique trop faible, car certaines de ces têtes professaient en même temps plusieurs points de vue différents ou pour mieux dire, avaient à la fois plusieurs «tôques».

Plus dangereuses au point de vue politique furent les erreurs de ceux des camarades qui voulurent tout bonnement fermer les yeux sur l'attitude réfractaire et retardataire du prolétariat. Où les communistes voyaient la tâche grandiose d'ouvrir les yeux à ces masses sur les principes du communisme, d'autres ne voyaient encore une fois qu'une question d'organisation. Tandis que nous considérions comme étant de notre devoir de profiter de toute occasion pour attirer à nous les masses prolétariennes arriérées et nous rapprocher d'elles dans toutes les phases de leur développement politique, les camarades qui s'étaient séparés de nous voulaient former une secte à l'écart du prolétariat arriéré. Tandis que nous nous considérions comme obligés d'aller dans les masses du prolétariat et

d'aller précisément où se fixaient ses regards — dans les parlements et les syndicats — notre «opposition» trouvait bon au contraire de n'y point aller.

La question du parlementarisme n'avait qu'une importance secondaire. Mais rester dans les syndicats ou en sortir, c'était une question de vie ou de mort pour le Parti Communiste. L'Allemagne compte actuellement environ 8 millions de prolétaires organisés. Sortir des syndicats, c'eût été renoncer à orienter ces prolétaires dans un esprit communiste pour la lutte journalière qu'ils ont à mener contre le capitalisme et la bourgeoisie, ce qui revient à transporter le communisme de la terre dans la lune. Ici nous étions obligés de défendre l'existence même du Parti Communiste et ce, de la façon la plus radicale: c'est-à-dire en rompant catégoriquement avec tous ceux qui professaient de semblables opinions et en dénonçant implacablement leurs erreurs.

Ils se trompaient gravement, ceux qui, au lieu de lutter du côté des masses prolétariennes et dans leurs intérêts, inventaient des «panacées» révolutionnaires. Il leur suffisait de se mettre à l'œuvre pour que chacun de ces habiles inventeurs s'imaginât aussitôt que la sienne était la meilleure. Celui-ci prêche «l'abolition des partis»; celui-là, l'entente avec les officiers mécontents; cet autre mène de pair avec Hindenbourg et Ludendorff une lutte révolutionnaire pour rompre le front bourgeois; cet autre encore préconise la formation d'une république soviétiste dans la région du Rhin et de Westphalie «sous le protectorat français». Il va sans dire que chacune de ces ordonnances a son revers. Il est non moins évident que chacun de ces auteurs considère son moyen comme le meilleur et comme le seul qu'il soit possible d'appliquer. C'est pourquoi toute l'activité de ces inventeurs de panacées se réduit à se démontrer les uns les autres l'inefficacité des moyens d'autrui. Ils eurent tous du succès à ce point de vue et arrivèrent en tout cas à ce résultat que leur nouveau parti se trouva sans leaders tout en ayant conservé des «bonzes».

Le Parti Communiste en soutenant une semblable lutte du moment des plus cruelles poursuites dirigées contre lui, a rendu au prolétariat allemand un autre grand service. Personne ne niera que, si les communistes n'avaient pas combattu aussi énergiquement toutes ces erreurs, le mal aurait gagné le Parti Socialiste des Indépendants, et qui sait alors quels ravages il y aurait fait. En supportant nous-mêmes cette maladie, nous en avons préservé le Parti Social-Démocrate des Indépendants et nous avons par cela même atteint, au sens le plus élevé, notre but qui était de nous mettre à la tête du prolétariat révolutionnaire.

## VI.

Le «bon temps» du capitalisme est déjà passé. Le temps n'est plus où les demandes se précipitaient en foule vers les marchandises, tandis que celles-ci couraient après l'argent et que dans cette poursuite enragée, les capitalistes réalisaient

des bénéfices sans précédents. L'industrie est aujourd'hui arrêtée. Les marchés de l'étranger sont fermés. La baisse de la valeur du papier-monnaie et la hausse des prix ont fait qu'en Allemagne les prix sont plus élevés que sur le marché mondial. La puissance du marché intérieur allemand est trouvée brisée. Malgré sa hausse fantastique, le prix du travail n'arrivait pas à rattraper la cherté de la vie. Les besoins les plus élémentaires, tels que meubles ou chaussures, épuisent toutes les ressources. La crise économique a commencé en Allemagne. Différentes branches de l'industrie sont absolument détruites. Cela a commencé par l'industrie du bois; puis vint le tour de l'industrie du cuir—la production de la chaussure en particulier—et de l'industrie des métaux; la position de l'industrie textile est presque analogue. Dans toutes ces industries, le nombre des heures de travail est tombé à 30 et même à 24 heures par semaine. Certaines industries—textile, chaussure—ont complètement cessé le travail. Le nombre des chômeurs augmente. La folie du capital atteint à son apogée. Il y a d'un côté des centaines de milliers et même des millions de prolétaires qui demandent du travail et du pain, et de l'autre—des capitalistes qui réduisent le travail dans les entreprises ou l'arrêtent tout à fait,—non par suite d'une surproduction de marchandises (car les portes des fabriques se ferment en dépit des besoins urgents à satisfaire), mais simplement parce que les fabriques ne font plus de bénéfices. Beaucoup d'industriels en sont arrivés à vendre leur matériel—au rebut. La période des bénéfices de guerre et de révolution est close. Les capitalistes se disent: «Après nous le déluge».

Ce n'est pas la première fois que le capitalisme montre au prolétariat son vrai visage; et ceci doit avoir pour résultat la destruction d'une autre illusion du prolétariat dont nous avons parlé plus haut: de sa foi dans la possibilité d'une régénération du capitalisme.

La reconstitution de l'industrie, non en vue des bénéfices des capitalistes, mais pour la satisfaction des besoins des masses prolétariennes est de plus en plus à l'ordre du jour. Maintenant seulement les grandes masses du prolétariat sont en état de comprendre que notre salut est uniquement dans le communisme.

La faillite de la production capitaliste est parallèle à l'augmentation des dettes de l'Etat bourgeois: quand le monde agonise, il n'est plus temps de démontrer la justesse du théorème de Pythagore. Examinons tout de même quelques chiffres. Avant la guerre, la dette de l'Empire s'élevait à près de 5 milliards de marks. Actuellement, elle atteint 220 milliards dont 90 milliards environ sont consolidés; reste 130 milliards de dette flottante et nul ne songe même plus à la possibilité d'une consolidation de cette dette. La dernière tentative faite dans ce sens par Erzberger, en pleine situation révolutionnaire, a donné un résultat insignifiant—4 milliards à peine. Le budget de l'Empire a été amené par Erzberger à 24,5 milliards de revenus et 25,5 milliards de dépenses. Les revenus en admettant qu'il y en ait (ce qui n'est pas admissible avant le commencement de l'année

prochaine) donneront 10 milliards au plus. Pendant ce temps la crise se produira et, comme il est tout naturel que tout négociant prenne en considération en déclarant ses bénéfices les pertes subies par suite de la crise, les revenus de l'Etat diminueront encore. Pour ce qui est des dépenses, elles se sont élevées dans le devis des dépenses ordinaires, grâce à la hausse inévitable des salaires et des émoluments, jusqu'à 28 milliards. De cette façon, le déficit de l'année courante a été évalué par le ministre des finances allemand à 50 milliards environ.

Où prendra-t-on ces milliards? Jusqu'à présent le ministre des finances avait deux sources à sa disposition. D'abord et avant tout les presses de la Banque. Puis la vente des lettres de change aux capitalistes de l'industrie et du commerce qui ne savaient que faire de leur argent. Cette dernière source est tarie, mais l'industrie et le commerce ont maintenant eux-mêmes besoin de crédit; ils présentent des exigences à la banque. Il ne reste plus au trésor qu'à imprimer encore... Et c'est sur ce seul expédient que se maintiennent les finances de l'Allemagne dans son entier comme dans ses différentes parties, comme son industrie, comme son commerce. En résultat, les besoins mensuels du trésor allemand s'évaluent à 5 milliards de marks au moins.

A tout ceci s'ajoutent les exigences menaçantes de l'Entente. Même au cas où elle se contenterait d'exiger une indemnité pour les maisons brûlées et démolies par les obus, pour les jardins dévastés, pour les caves à vins saccagées, pour les tapis et les objets d'art anciens, pour les machines volées et pillées—comment pourrait-on faire face à ces exigences?

Mais notre bourgeoisie continue à parler du rétablissement de la vie économique.

La vie économique sera rétablie par des forces autres que celles qui l'ont détruite.

## VII.

La bourgeoisie allemande a témoigné dans la lutte des classes du même caractère que celui qu'elle avait montré dans la guerre mondiale. Grossière, cruelle, prête à toutes les violences, on ne saurait cependant lui refuser un certain talent organisateur. Elle a su par des moyens purement organisateurs se relever très rapidement après sa faillite de 1918; elle y a été aidée par les talents organisateurs des leaders social-démocrates, sortis du milieu prolétarien. Mais à ces facultés de la bourgeoisie, se joint ainsi que l'a démontré la guerre mondiale, une absence remarquable de talents et de perspicacités politiques. Dans la lutte des classes, comme dans la guerre, elle ne reconnaît que la force brutale. Elle ne comprend pas que dans la lutte des classes, les batailles rangées—inévitables il est vrai—ne constituent qu'une partie de l'action.

Lorsque furent assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, la bourgeoisie triompha: «Voilà Spartacus perdu».

Lorsqu'elle réussit en mars et en mai 1919, à étouffer l'insurrection de Berlin, elle s'imagina

que le communisme touchait à sa fin. Il est évident que la plus belle des théories aurait dû se briser contre les réalités de la guerre mondiale: et pourtant la bourgeoisie allemande n'a encore jamais essayé de mener à côté d'une brutale lutte militaire, une lutte politique. On s'est contenté de mensonges au sujet de Spartacus — tantôt en représentant les spartakistes comme une bande de brigands, tantôt en déclarant simplement qu'ils étaient perdus. Voilà tout. Cette abstention de toute lutte politique de la part de la bourgeoisie ne resta pas sans effet. La bourgeoisie dut, résultat final, renoncer à attirer de son côté certaines classes de la population qui ont joué jadis un rôle décisif dans la marche de la révolution et qui ont encore beaucoup d'influence aujourd'hui. C'est le cas de la petite bourgeoisie qui occupe en Allemagne une place à part, grâce à sa nombreuse armée de petits employés et de fonctionnaires moyens.

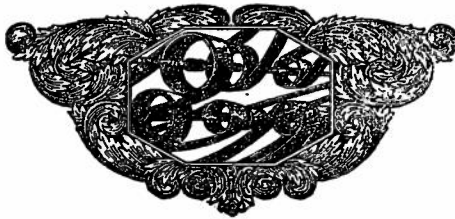
Ces couches de la population, et surtout les employés, sont peut-être les seules qui voyaient et continuent à voir dans la révolution de novembre un acte de délivrance. Mais on pouvait toujours craindre de leur part un retour à l'état d'esprit réactionnaire. L'émeute de Kapp leur ouvrit les yeux pour la première fois. Elle les remit face à face avec l'ancien militarisme, revenant qui leur fit peur. La résistance à l'émeute de Kapp fut le premier acte qui détermina ces classes à se mettre activement du côté de la révolution. C'est à elles, sans nul doute, que la social-démocratie doit d'avoir évité la défaite

qui l'attendait aux élections du Reichstag si elle s'était uniquement appuyée sur ses anciens électeurs du prolétariat industriel. Nous devons à la même circonstance que la contre-révolution n'a pas obtenu aux élections le nombre de voix sur lequel elle comptait. Les élections françaises de 1850 ne se sont pas répétées cette fois et les chances «d'un coup d'État légal» bien qu'existant toujours, sont devenues moins probables qu'on n'aurait pu le penser quelques semaines auparavant. Le tableau obtenu en résultat des élections au Reichstag reflète fidèlement la position de l'Allemagne actuelle. D'un côté — la classe ouvrière révolutionnaire prête au combat, de l'autre — la contre-révolution. Les élections de janvier de 1919 n'ont fait que souligner encore l'antagonisme des deux adversaires ennemis. Ces élections ont aussi donné un avantage énorme aux grandes masses qui occupaient des positions tantôt déterminées, tantôt indéterminées entre la révolution et la contre-révolution.

La torpeur politique a été vaincue de part et d'autre par une période révolutionnaire de 15 mois. Il n'y a plus actuellement en Allemagne qu'une étroite barrière entre deux grands ennemis: le travail et le capital.

La révolution va vite et il ne faudra guère de temps pour que cette barrière soit emportée. Une lutte s'engagera alors dans laquelle les belligérants se trouveront pour la première fois face à face pour une bataille rangée.

P. LÉVY





## LE PROLÉTARIAT ALLEMAND ET LA RÉVOLUTION

Chers camarades, militants d'avant-garde du prolétariat mondial! Votre lutte au jour le jour, poursuivie depuis des années, votre lutte sans précédent dans l'histoire; votre incomparable esprit de sacrifice, votre persévérance, votre héroïque Armée Rouge, vos états-majors; tout cela vous a permis de remplir une tâche que le monde croyait au-dessus de vos forces. Vous avez combattu l'ennemi extérieur et intérieur, vous avez enduré la faim et le froid dans la ferme conviction que le jour était proche où le prolétariat mondial, et en premier lieu le prolétariat allemand, vous suivrait.

Il y a des gens, et il y en a toujours eu, qui proclament la vanité de vos espérances; jamais, à les en croire, le prolétariat international ne formera avec vous un front unique. Ceux qui parlent ainsi sont de pusillanimes opportunistes, à moins qu'ils ne soient tout bonnement des traîtres. Le prolétariat mondial viendra à vous, et le jour est proche où la classe ouvrière allemande victorieuse aura le bonheur de conclure avec vous une alliance indissoluble.

Voici sommairement exposées les causes qui ont entravé jusqu'ici la marche de la révolution en Allemagne.

Signalons tout d'abord que le mouvement révolutionnaire allemand s'est développé dans des conditions bien différentes de celles de la révolution russe. L'avant-garde de la classe ouvrière russe avait combattu pendant de longues années et consenti des sacrifices sans nombre. La population laborieuse de la Russie avait trouvé dans le parti bolchévick, au moment de la révolution, un guide énergique et perspicace. Les noms de Lénine, de Trozky et de tant d'autres, inspiraient confiance au peuple insurgé. A eux seuls, ces noms signifiaient un programme.

Tout autre était la situation en Allemagne. Le développement rapide du capitalisme dans l'espace de quelques dizaines d'années, avait préparé le terrain pour la politique conciliatrice qu'a toujours suivie, sinon en paroles du moins en fait, la social-démocratie allemande. Des camarades il est vrai n'étaient pas sans se rendre compte de la situation et en signalaient les dangers pour le parti. Mais la pointe acerbe et solide de cette critique, la bureaucratie routinière du parti savait toujours l'éteindre adroitement en présentant aux congrès des résolutions radicales. C'est ainsi,

par exemple, que les théoriciens du parti social-démocrate allemand avaient nettement prédit la catastrophe de 1914, qui a porté un coup mortel à notre parti. A peu d'exceptions près, tous ses membres du parti ont sanctionné la trahison du socialisme international par la fraction parlementaire.

Autour de Francis Mehring, de Klara Zetkin, de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg et de quelques autres encore, qui avaient bravement relevé le drapeau du socialisme international, ne se réunit au début qu'un groupe d'internationalistes révolutionnaires peu nombreux, mais supérieurement doués d'énergie, de résolution et d'esprit de sacrifice. Toute la propagande illégale qui se faisait en Allemagne contre l'impérialisme, et qui aboutit à des actions de masses (grèves et manifestations) émanait de ce groupe connu dans les milieux ouvriers sous le nom de «Groupe Spartacus», Karl Liebknecht ayant signé un de ses messages «Spartacus».

Est-il besoin d'ajouter que les spartakistes étaient en butte aux persécutions les plus cruelles et que les rapports illégaux, qui existaient entre eux étaient sans cesse rompus et constamment à renouer?

Lorsque plus tard, au printemps de 1917, fut organisé à Gotha le Parti des Indépendants d'Allemagne (U. S. P.) l'union Spartacus y adhéra. Mais au point de vue politique, elle conserva son entière indépendance et ne cessa, même après l'unification, de vivement critiquer la mollesse des indépendants. On sait l'inconséquence et l'irrésolution dont a fait preuve le Parti des Indépendants pendant la guerre. Jusqu'en novembre 1918, sa politique fut celle d'un pacifisme vague et polltron. Après novembre, après que la révolution eut éclaté en Allemagne, ce fut positivement une politique de trahison envers le prolétariat. On ne saurait trop souligner que le 9 novembre 1918 a été moins le résultat d'un élan révolutionnaire que l'effet d'une défaite militaire. En ces journées, la bourgeoisie allemande était moralement effondrée, ayant perdu pour un temps toute son autorité; ce qui importait surtout, c'était d'ôter au prolétariat les dernières illusions qu'il pouvait encore nourrir sur le vieux ordre social et de lui démontrer que son devoir primordial consistait à transformer une révolution incomplète en une révolution totale.

Mais les indépendants, auxquels leur opposition à la guerre en 1916—1918 ainsi que leur phraséologie révolutionnaire avaient valu parmi les masses ouvrières une réputation révolutionnaire, unis aux social-traitres que sont les Scheidemann, entrèrent au gouvernement! Double faute de leur part: d'abord ils raffermirent chez les ouvriers les illusions mêmes qu'ils eussent dû détruire, à savoir que la révolution avait été déjà faite; et ensuite, ils prêtèrent aux Scheidemann un appui incontestable qui leur a permis, dès les premiers jours de la révolution, de défendre ouvertement la cause de la bourgeoisie. Si la proclamation des mandataires du peuple au sujet de la livraison des armes et l'inviolabilité de la propriété privée, qui parut dans les premières journées de la révolution, n'avait pas été sanctionnée aux yeux du prolétariat révolutionnaire, par le nom de Haase, le prolétariat berlinois eût sans doute vite compris ce dont il s'agissait et aurait dès lors mis fin aux projets contre-révolutionnaires.

Tel fut le premier crime du Parti Indépendant à l'égard de la révolution allemande et mondiale. Tout ce qui allait suivre: refus d'établir des rapports diplomatiques avec le gouvernement soviétique, etc. ne devait être que le résultat inévitable de la faute primitive.

La critique passionnée des spartakistes, particulièrement acerbe dans la *Rote Fahne*, eut pour effet la formation, au sein même du Parti des Indépendants, d'un vigoureux mouvement d'opposition. D'autre part, de nombreuses voix parmi les spartakistes mêmes s'élevaient avec force en faveur de la séparation d'avec le Parti des Indépendants. Dans la seconde moitié de décembre, les représentants de l'opposition parmi les indépendants pensaient déjà sérieusement à la fondation d'un parti, qui se fût placé entre le Parti des Indépendants et l'Union Spartacus.

Des circonstances extérieures obligèrent les chefs de cette dernière à convoquer le congrès constituant du Parti Communiste Allemand. Le congrès réunit un grand nombre de militants. A côté des communistes expérimentés, qui avaient fait leurs preuves, on y vit cependant des anarchistes, des syndicalistes et des révolutionnaires sentimentaux. Rosa Luxembourg aperçut le danger que présentait l'unification d'éléments aussi dissemblables dans les cadres d'un seul parti, d'un parti qui ne pouvait remplir sa tâche qu'au prix d'une discipline sévère et de l'union intérieure la plus étroite. Mais elle pensait que, dans un avenir prochain, ces courants variés se fondraient en un seul mouvement révolutionnaire clair et vigoureux. La même considération déterminait le Comité Central à ne pas poser la question de confiance après que sa proposition sur la non-participation aux élections de l'assemblée nationale eût été rejetée par les trois quarts de voix.

Mais il ne devait pas en être ainsi. Les circonstances extérieures empêchèrent le Parti Communiste de devenir à bref délai, comme l'avaient espéré ses chefs, un parti de masses. Tandis que la bourgeoisie allemande pouvait s'appuyer sur une puissante classe paysanne contre-révolutionnaire et de plus avait à sa disposition l'appareil bureaucratique des syndicats, le prolétariat, lui,

qui n'était pas encore parvenu à sa maturité politique, ne pouvait pas se fortifier. Aussi les indépendants quittèrent-ils le gouvernement pour rentrer dans l'opposition. Cinq jours après la fondation du Parti Communiste, commençaient à Berlin les journées sanglantes de janvier. Les perspectives d'organisation si favorables qui s'étaient ouvertes devant nous furent détruites. Nos meilleurs camarades périrent. Des milliers d'autres furent emprisonnés. La presse fut muséifiée à Berlin comme ailleurs.

Au début de mars, la guerre civile éclatait de nouveau dans tout le pays. Commencée à Berlin, elle s'étendit à Brunswick, à Brême, aux provinces du Rhin, à la Westphalie, à l'Allemagne du Sud et du centre pour se terminer à Munich. De nouveau les communistes reçurent les coups dirigés contre le prolétariat. On comprend qu'en de pareilles circonstances, il était extrêmement difficile de créer un noyau d'organisation solide qui pût desservir l'ensemble de l'Empire. Notons cependant qu'en dépit de tous les périls, de toutes les difficultés, nos camarades réussissaient à maintenir et à renouveler les liens sans cesse rompus entre les diverses organisations du parti.

A ces difficultés vinrent s'en ajouter d'autres. Le prolétariat allemand manque totalement d'expérience révolutionnaire. Il se représentait toujours la révolution comme un mouvement qui va en croissant et doit aboutir à la victoire du prolétariat. Quand Noske, — le Gallifet de la révolution allemande et le plus bel ornement de la II<sup>e</sup> Internationale, — aidé de sa garde-blanche, se fut rendu maître du champ de bataille et eut fourni à la bourgeoisie le moyen de reprendre haleine, le désappointement et la lassitude se manifestèrent parmi la classe ouvrière. Le terrain était préparé pour la propagande des Wolfheim, des Laufenberg, des Rühle, etc. En faisant habilement leur profit de l'état d'esprit antiparlementaire des masses ouvrières et de la haine des ouvriers envers la bureaucratie syndicale, ils tentèrent d'imprimer une direction nouvelle à l'orientation du Parti Communiste. Leur propagande du bolchévisme national, leurs manifestations contre l'existence indépendante du Parti Communiste, tout cela n'était pas pratiquement bien dangereux. Mais ils entretenaient aussi une agitation antiparlementaire et antisyndicale des plus bruyantes.

Le Parti Communiste courait un danger sérieux. Il y avait autant de manières de résoudre les questions concrètes les plus importantes qu'il y avait de régions dans l'Empire. Après la révolution, de grandes masses d'ouvriers avaient afflué dans les unions professionnelles. Tandis que l'on ne comptait auparavant, en Allemagne, qu'un million de syndiqués, on vit à la fin de la guerre ce chiffre s'élever à huit millions. Sans compter le moins du monde avec ce mouvement, le Parti Communiste à Berlin et à Hambourg lança ce mot d'ordre: «Hors des syndicats!» Il fut accueilli froidement par les masses et n'aboutit qu'à en écarter le parti qui courait le danger de dégénérer en une secte.

L'ensemble de ces faits et de ces difficultés

ont été examinés au congrès du parti à Heidelberg.

Nous sommes fiers de déclarer que sur toutes les 14 questions du II-e congrès de la III-e Internationale (le parlementarisme, le mouvement syndical, le rôle du parti, etc.), le congrès de Heidelberg avait adopté des résolutions analogues à celles qui ont été adoptées par le II-e congrès de la III-e Internationale. L'épuration de Heidelberg, qui eut pour conséquence l'exclusion de Wolfheim, de Laufenberg, de Ruhle, de Schroeder, de Weidel du parti, a été bienfaisante, quoique douloureuse.

Le fait de divulguer les contradictions d'un parti réduit à l'existence illégale, n'a pas été, on le conçoit, sans causer un certain préjudice au mouvement communiste, d'autant que la presse du Parti Ouvrier Indépendant qui, à peu d'exceptions près, existait légalement, tirait parti des circonstances de la façon la plus démagogique...

Mais dans ce cas encore, comme dans beaucoup d'autres, une vieille vérité s'est confirmée, à savoir qu'un mal passager peut assurer une guérison radicale. On a vu depuis le Parti Communiste raffermir sa situation et étendre son influence à toutes les régions de l'Empire. Reste seulement à surmonter certaines difficultés à Berlin et à Hambourg.

Pendant la révolution, à Berlin, au mois de mars, notre mouvement s'est manifesté faiblement. C'est principalement en raison de ce fait que notre parti n'a pas d'influence à Berlin. Mais partout ailleurs nous comptons de nombreux partisans et nous jouissons d'un ascendant marqué. A Berlin même d'ailleurs, notre mouvement est sorti du marasme. Plusieurs milliers de militants actifs y travaillent à l'instar de nos camarades agissant dans le reste du pays, entretenant une agitation communiste énergique dans les unions professionnelles et les comités d'usines. Le fait que nous ne comptons dans l'Allemagne entière que 92.000 membres, s'explique d'une part parce que nous n'existons légalement que depuis le mois d'avril, et de l'autre parce que pendant la guerre civile près de 20.000 prolétaires ont été tués et, parmi eux, nos meilleurs militants. Si l'on prend en considération toutes ces circonstances, on reconnaît que nous avons tout lieu d'être fiers des résultats de notre travail, d'autant plus que nous avons depuis longtemps pu nous convaincre qu'on aurait grandement tort de mesurer nos progrès par le chiffre des membres de notre parti. Ce qui est bien plus démonstratif, c'est la mentalité révolutionnaire que nous avons réussi à créer dans la classe ouvrière allemande. Si près d'un million d'ouvriers allemands défendent activement, à l'heure actuelle, la dictature du prolétariat et la III-e internationale, c'est avant tout grâce à la propagande des membres du Parti Communiste. L'adhésion de l'aile révolution-

naire du Parti des Indépendants à notre point de vue, par conséquent à celui de la III-e Internationale, n'est plus qu'une question de temps, de quelques mois, peut-être (1). Les représentants de cette aile. Däuming et Stoecker ont déjà déclaré à Moscou qu'ils adoptaient sans réserve les décisions du congrès de la III-e Internationale et qu'ils travailleraient désormais en vue d'obtenir que leur parti se débarrassât avant toute chose de ses éléments opportunistes et devint un membre actif de la III-e Internationale. A présent que le Parti Ouvrier Communiste (dont les représentants Ruhle et Merkes n'ont pas participé au Congrès de Moscou, sans doute parce que les thèses qu'on y devait soutenir leur paraissaient incontestables) est en pleine désagrégation, que la masse révolutionnaire du Parti Indépendant est près d'adopter l'idée communiste, nous sommes fondés à déclarer prochain le jour où le Parti Communiste se verra puissant par le nombre aussi, dans la mesure, tout au moins, de la maturité politique du prolétariat allemand.

Il ne nous appartient pas de fixer le jour et l'heure de l'émancipation du prolétariat allemand; mais nous pouvons affirmer au prolétariat russe que la situation intérieure et extérieure de l'Allemagne est intolérable, que de grands combats, des combats décisifs sont inévitables et que la classe ouvrière allemande enthousiasmée par la révolution combattra avec une entière foi dans la victoire définitive.

La bourgeoisie allemande gémit actuellement sous le joug du traité de Versailles. Sous le rapport de la politique extérieure, sa force est égale à zéro. L'unique chose qu'elle peut encore briguer, c'est de devenir l'intermédiaire des capitalistes américains. Le chaos capitaliste à l'intérieur du pays a atteint son maximum. Les fabriques, dont l'approvisionnement en matières premières défraie toutes les conversations et qui manquent, dit-on, de main-d'œuvre, ferment leurs portes, leurs produits ne se vendant pas, tandis que les ouvriers meurent de faim.

Telle est à l'heure actuelle la situation en Allemagne. Le prolétariat allemand comprend qu'il n'y a qu'un moyen de salut, qu'une issue: la révolution mondiale. Avec vous, avec votre vaillante Armée Rouge, il rapprochera l'Allemagne de la Russie, ce qui suffira à faire échouer piteusement les desseins des bandits internationaux. La base des opérations révolutionnaires, qui s'étendra du Rhin à l'Oural, sera assez solide pour permettre au prolétariat d'anéantir le capitalisme dans le monde entier, c'est-à-dire de faire, enfin, le pas décisif que Frédéric Engels a dit devoir nous conduire du règne de la nécessité au règne de la liberté.

I. WALCHER.

(1) Le congrès de Halle a réalisé cette prévision.



## LE MOUVEMENT COMMUNISTE A TURIN

Un des délégués italiens récemment revenus de la Russie des Soviets a conté aux ouvriers turinois qu'on pouvait voir à Cronstadt, au-dessus de la tribune préparée pour la réception des délégués, une inscription portant: «Vive la grève générale de Turin en avril 1920!». Les travailleurs de Turin en ont accueilli la nouvelle avec grande joie. La majorité des délégués italiens envoyés en Russie avaient été des adversaires de la grève générale d'avril que certains combattirent en plaignant les ouvriers turinois de «s'illusionner» et en leur reprochant de surestimer la signification de la grève.

C'est pourquoi les ouvriers de Turin ont reçu avec joie la communication de ce qui se passe à Cronstadt. Ils se sont dit: «Nos camarades communistes russes ont compris et apprécié la portée du mouvement d'avril mieux que les opportunistes italiens; les camarades communistes russes ont ainsi donné aux opportunistes italiens une leçon historique bien méritée».

Le mouvement d'avril à Turin fut en effet un événement grandiose non seulement dans l'histoire de la classe ouvrière italienne, mais dans celle du prolétariat européen et même, oserai-je dire, international.

Pour la première fois, le prolétariat engageait la lutte pour le contrôle de la production, sans y être directement forcé par la faim ou par le chômage; l'action, en outre, n'était pas engagée par une minorité, par une avant-garde de la classe ouvrière locale; toute la masse ouvrière de Turin y participait et la soutint jusqu'au bout, avec fermeté, sans hésitation, en dépit de dures privations et de grands sacrifices imposés. Les métallurgistes restèrent en grève pendant un mois, les autres industries pendant 10 jours. Pendant dix jours, tout le Piémont fut en grève; un demi-million à peu près d'ouvriers et de paysans entraînaient ainsi dans la sphère de leur action directe près de 4 millions d'habitants. Les capitalistes italiens employèrent toutes leurs forces à l'écrasement du mouvement ouvrier de Turin; ils disposaient de tous les moyens du régime bourgeois. Les ouvriers, par contre, étaient seuls dans la lutte, privés de l'aide du centre socialiste et du congrès des syndicaux; bien plus, les chefs socialistes et syndicalistes se moquaient d'eux et faisaient tout leur possible pour étouffer le mouvement spontané des masses ouvrières et paysannes d'Italie prêtes à manifester leur solidarité avec les travailleurs de Turin. Ces derniers, malgré tout ne se décourageaient pas.

Ils supportèrent tout le poids de la réaction capitaliste sans que fléchît leur discipline, et en restant, même après la défaite, fidèles au communisme et à la révolution mondiale.

La propagande des anarchistes et des syndicalistes contre la discipline du parti au sein de la classe ouvrière et contre la dictature du prolétariat n'eut pas de succès, même après que la trahison des leaders eut amené la défaite de la grève.

Les ouvriers de Turin se sont seulement juré d'intensifier la lutte révolutionnaire et de la mener à présent sur deux fronts: contre la bourgeoisie victorieuse et contre les leaders qui les ont trahis.

Cette manifestation de la conscience et de la discipline révolutionnaires des masses ouvrières de Turin a une base historique; nous voulons parler des conditions économiques et politiques, dans lesquelles se développe la lutte de classes à Turin.

Turin est une ville exclusivement industrielle. Du demi-million de sa population, les trois quarts à peu près sont formés d'ouvriers en face desquels se situe une insignifiante poignée des petits bourgeois. Il y a en outre à Turin une masse compacte d'employés et de techniciens occupés dans les usines et les fabriques, organisés en syndicats et par conséquent admis à la Bourse du Travail. Avec les ouvriers ces éléments prennent part aux grandes grèves; depuis longtemps ils se sont ainsi assimilés—ou tout au moins une grande partie d'entre eux,—la psychologie du prolétaire véritable, en lutte contre le capital, pour la révolution et le communisme. L'industrie de Turin est en apparence très centralisée et très uniforme. La métallurgie qui occupe jusqu'à 50.000 ouvriers et 10.000 employés et techniciens détient la place principale dans l'industrie de Turin. La seule maison Fiat occupe 35.000 travailleurs, ouvriers, employés et techniciens. Son usine principale emploie 16.000 ouvriers exclusivement à la construction des automobiles d'après la technique la plus récente. Toute la métallurgie de Turin est occupée à la construction des automobiles. La majorité des ouvriers sont des ouvriers qualifiés ou bien des spécialistes auxquels, néanmoins, la psychologie petite-bourgeoise des ouvriers qualifiés des autres pays, et par exemple des Anglais, demeure étrangère. La construction des automobiles qui prédomine dans la métal-

lurgie rejette à l'arrière-plan les autres branches de l'industrie, notamment celles du bois et du caoutchouc. Les métallurgistes forment l'avant-garde du prolétariat de Turin. Les particularités, propres à cette branche de l'industrie font que tout mouvement des métallurgistes devient automatiquement celui des masses et, parlant même d'un point de départ purement corporatif devient ensuite politique et révolutionnaire. Il n'y a à Turin qu'une grande organisation syndicale groupant 90.000 membres: la Bourse du travail. Mentionnons aussi des groupes insignifiants d'anarchistes et de syndicalistes qui n'exercent aucune influence sur les masses. Ces dernières ne suivent que la section du Parti Socialiste qui, dans son écrasante majorité, dispose des organisations de combat suivantes:

La section du parti avec 1.500 membres; 28 organisations régionales avec 10.000 membres et 28 Jeunesses socialistes avec 2.000 membres.

Il y a dans chaque fabrique un groupe communiste possédant son propre centre directeur. Ces groupes, selon la topographie de fabriques, s'organisent en sections de quartier, de rayons et enfin de parti, avec le Comité Exécutif qui tient dans ses mains tout le mouvement communiste organisé de la ville et dirige la masse ouvrière.

Jusqu'à la révolution bourgeoise qui a créé en Italie le régime bourgeois actuel, Turin fut la capitale d'un petit Etat formé du Piémont, de la Ligurie et de la Sardaigne; la petite industrie et le petit commerce y prédominaient à cette époque. Lors de l'unification du Royaume d'Italie, la capitale fut transférée à Rome et Turin parut menacée de perdre son ancienne importance; mais la capitale piémontaise surmonta rapidement la crise économique, le chiffre de sa population doubla et elle devint la première des villes industrielles italiennes. On peut dire que l'Italie a trois capitales: Rome—centre administratif de l'Etat bourgeois; Milan, le centre de la vie commerciale et financière (c'est à Milan que sont concentrés tous les comptoirs, toutes les banques et toutes les institutions financières); Turin où le développement des usines et des fabriques a atteint son plus haut degré. Par suite du transfert de la capitale à Rome, toute la bourgeoisie petite, moyenne et intellectuelle qui a mis son empreinte particulière sur le nouvel Etat bourgeois, a quitté Turin; d'autre part, la croissance et le développement de la grande industrie y ont attiré la fleur de la classe ouvrière italienne. Le développement de Turin est extrêmement intéressant au point de vue de l'histoire du prolétariat révolutionnaire italien.

Le prolétariat turinois est ainsi devenu le guide de conscience des masses ouvrières italiennes (attachées à Turin par des milliers de liens locaux, familiaux, traditionnels, historiques et enfin par le lien du cœur: tout ouvrier italien souhaite de toute son âme aller travailler à Turin). Ce qui précède explique pourquoi les masses ouvrières d'Italie, même à l'encontre du désir de leurs chefs, voulaient manifester leur solidarité avec la grève de Turin: elles voyaient en cette ville le centre, la capitale de la révolu-

tion communiste, le Pétrograd de la révolution prolétarienne d'Italie.

Au cours de la guerre impérialiste de 1914—1918, Turin a vécu deux insurrections armées: la première a eu lieu au mois de mai 1915, elle avait pour but d'empêcher l'Italie de se lancer dans la guerre contre l'Allemagne; la maison du Peuple Casa del Popolo fut, à ce moment, complètement détruite par la police. La deuxième insurrection s'est produite au mois d'août 1917 et a pris le caractère d'une âpre lutte révolutionnaire.

La nouvelle de la révolution russe de mars a été reçue à Turin avec la plus grande joie. Des ouvriers pleurèrent d'émotion en apprenant que le gouvernement tsariste était renversé par leurs frères de Pétrograd. Par la suite, les ouvriers de Turin ne se laissèrent pas tromper par la phraséologie démagogique de Kérénsky et des menchéviks. Lorsqu'au mois de mai 1917, la mission de guerre envoyée par le Soviet de Pétrograd en Europe Occidentale arriva à Turin, ses délégués Smirnow et Goldenberg, qui parlèrent devant une foule de 50.000 ouvriers, furent reçus par les cris mille fois répétés de «Vive le camarade Lénine! Vive les bolchéviks!»

Goldenberg ne fut pas très satisfait d'une semblable réception et ne put guère comprendre comment le camarade Lénine s'était acquis cette popularité parmi les ouvriers turinois. Cela se passait d'ailleurs après l'écrasement des émeutes de juin à Pétrograd, alors que les journaux bourgeois italiens abondaient en attaques furieuses contre Lénine et les bolchéviks qu'on appelait volontiers des bandits, des intrigants, des espions de l'impérialisme germanique. Dès le début de l'entrée de l'Italie en guerre (24 mai 1915) jusqu'au jour dont nous allons parler, le prolétariat de Turin n'avait pas fait une seule manifestation. Le meeting grandiose en l'honneur du soviét de Pétrograd ouvrit une nouvelle phase des mouvements des masses.

Un mois après, les ouvriers de Turin se soulevaient les armes à la main contre l'impérialisme italien et contre le militarisme. L'émeute éclata le 23 août 1917. Pendant cinq jours, les ouvriers se battirent dans les rues. Les insurgés armés de grenades, de mitrailleuses et de fusils s'emparèrent même de quelques quartiers. Trois ou quatre fois les masses ouvrières tentèrent l'attaque du centre de la ville où se trouvaient les institutions et le commandement militaire, mais deux années de guerre ou de réaction avaient divisé l'organisation prolétarienne naissante en deux camps. Possédant dix fois moins d'armes que leurs adversaires, les ouvriers furent vaincus. Les espoirs que l'on avait fondés sur les soldats ne se réalisèrent pas; la troupe crut aux insinuations des réacteurs qui disaient l'insurrection provoquée par les agents allemands. Les masses ouvrières avaient dressé de magnifiques barricades, creusé des tranchées, entouré leurs quartiers de fils de fer barbelés, pourvus d'un courant électrique et tinrent cinq jours contre l'armée et la police. Plus de 500 ouvriers tombèrent en combattant; plus de 2.000 furent blessés. La



défaite consommée, les meilleurs éléments ouvriers furent arrêtés et expulsés de Turin. Après l'insurrection, le mouvement baissa quelque peu au point de vue de l'intensité révolutionnaire, mais l'état d'esprit des masses resta, comme avant, communiste. L'exemple que voici le prouve. Sitôt après l'insurrection du mois d'août 1917, eurent lieu les élections au Conseil de l'Union des Coopératives—vaste organisation purement ouvrière qui englobe le quart de toute la population de Turin. L'Union des Coopératives des chemins de fer et l'Association générale des Ouvriers (forte organisation ouvrière) y sont affiliées. Pendant de longues années, la section socialiste a eu la majorité au Conseil d'Administration, mais elle n'a pas su à présent faire une propagande assez large et atteindre les profondeurs des masses ouvrières. Le capital de l'Union se composait principalement des actions des chemins de fer qui appartenaient, en majorité, aux cheminots et à leurs familles. La prospérité de l'Union a fait monter la valeur réelle des actions de 50 à 700 livres: et le parti avait cependant réussi à persuader les actionnaires que la coopérative ouvrière a pour but non pas de procurer des avantages aux individus, mais d'accroître les moyens de lutte révolutionnaires. Les coopérateurs se contentaient donc de toucher les 3 1/2% de la valeur nominale des actions à 50 livres au lieu du pourcentage de la valeur réelle, qui était de 700. Après l'insurrection d'août, un comité de cheminots se fonda avec l'aide de la police et de la presse bourgeoise réformiste, spécialement afin de disputer au Parti Socialiste son rôle prédominant au Conseil d'Administration.

On promit aux actionnaires de leur rembourser immédiatement les 650 livres de différence entre la valeur nominale et réelle; on promit aux cheminots divers privilèges dans la distribution des marchandises. Tous les moyens de propagande et d'agitation furent employés par les traités réformistes et par la presse bourgeoise pour transformer les coopératives,—organisations ouvrières, en institutions commerciales petites-bourgeoises. Des persécutions commencèrent contre la classe ouvrière. La censure étouffait la voix de la section socialiste. Les militants supportèrent bien des avanies. Mais la majorité dans les coopératives resta aux socialistes, qui ne changèrent rien à leur programme de la coopération ouvrière considérée comme un moyen de lutte de classe. Dans la coopérative des cheminots le Parti Socialiste obtint 700 voix sur 800 votants, bien que la majorité des votants fussent des employés des chemins de fer chez lesquels on aurait pu s'attendre à certaines hésitations et même à une réaction provoquée par l'insuccès de l'insurrection.

La guerre impérialiste finie, le mouvement prolétarien fit de rapides progrès. La masse ouvrière de Turin a bien compris que la nouvelle époque historique ouverte par la guerre impérialiste diffère complètement de l'avant-guerre,—que la III<sup>e</sup> Internationale est une organisation du prolétariat mondial pour la guerre sociale,

pour la conquête du pouvoir politique, pour l'institution de nouvelles relations économiques et sociales. Les problèmes révolutionnaires économiques et politiques ont été ardemment débattus dans ses réunions ouvrières. Les meilleurs forces d'avant-garde se sont unies et se sont organisées pour l'édition d'un hebdomadaire communiste: *L'Ordine Nuovo* (*L'ordre Nouveau*). Les questions continuellement débattues dans ses colonnes ont été les suivantes: création des organisations révolutionnaires des masses pour amener les syndicaux au communisme et transporter la lutte économique du domaine des améliorations des conditions d'existence, des réformes, en un mot dans celui de la lutte révolutionnaire pour le contrôle de la production et pour la dictature du prolétariat. La question des conseils de fabriques fut à l'ordre du jour. Il est vrai que dès auparavant, il y avait dans les usines de Turin de petits conseils ouvriers reconnus par les capitalistes et dont quelques-uns avaient déjà commencé la lutte contre le bureaucratisme, l'esprit réformiste et la tendance au respect de la légalité des syndicaux. Mais la plupart de ces conseils étaient le produit des mêmes syndicaux: ainsi la liste des membres des Comités était proposée aux réunions des fabriques par les syndicaux mêmes et l'on élisait souvent les ouvriers qualifiés les plus opportunistes, ceux qui «n'embêtaient» jamais les patrons et étouffaient dans l'œuf tout mouvement des masses. La propagande et l'agitation menée par les ouvriers groupés autour de *L'Ordine Nuovo* demandaient avant tout la transformation des conseils de fabriques; leurs membres devaient être pris dans la masse et non pas dans la haute bureaucratie syndicale; ils devaient lutter pour le contrôle de la production, pour l'armement et l'instruction militaire des masses, pour leur éducation économique et politique et non remplir le vieux rôle de chiens de garde des intérêts des classes gouvernantes et étouffer les mouvements des masses contre le régime capitaliste. La propagande des conseils de fabriques fut accueillie par les masses avec le plus grand enthousiasme. Pendant six mois, toutes les fabriques et usines métallurgistes élurent des conseils; les communistes obtinrent la majorité absolue dans ceux du syndicat des métallurgistes; la majorité du congrès et des syndicaux affiliés à la Bourse du Travail fut conquise à l'idée des conseils de fabriques et d'usines et à la lutte pour le contrôle de la production. L'organisation des conseils a lieu sur les bases suivantes: chaque fabrique, chaque atelier élit d'après les principes de la représentation directe (et non pas selon l'ancien système bureaucratique) l'organe qui représente le pouvoir du prolétariat en lutte contre le régime capitaliste, qui contrôle la production et entraîne toute la masse ouvrière dans la lutte révolutionnaire pour la création d'un Etat ouvrier.—Le conseil de fabrique doit être basé sur les principes de l'industrialisme, il est l'image de la société communiste vers laquelle nous allons par la dictature du prolétariat; dans cette société il n'y aura pas de classes, toutes les relations humaines ne seront déterminées que par

les besoins techniques de la production et de l'organisation y correspondant et n'aurait plus besoin de l'appareil de contrainte de l'Etat.

La masse ouvrière doit comprendre la grandeur et la beauté de l'idéal pour lequel elle lutte et se sacrifie; elle doit comprendre la nécessité d'étapes précises sur le chemin de sa réalisation; elle doit enfin reconnaître que la discipline révolutionnaire et la dictature sont inévitables.— Chaque fabrique se subdivise en métiers. Chaque métier exécute une part déterminée du travail; les ouvriers de chaque métier élisent un délégué avec mandat impératif et conditionnel.

La réunion des délégués de toute la fabrique forme le conseil qui élit parmi ses membres le Comité Exécutif. La réunion des secrétaires politiques des comités exécutifs forme le Conseil Central des fabriques et des usines qui élit parmi ses membres un Comité Général de la ville dans les fonctions duquel rentrent: l'élaboration du plan de travail, l'examen des plans et des propositions des fabriques et même des ouvriers isolés et la direction générale du mouvement. Quelques fonctions des délégués des fabriques ont un caractère étroitement technique et même industriel: c'est par exemple, le contrôle des techniciens, l'exclusion des fabriques des ouvriers qui se sont révélés les ennemis de la classe ouvrière, la lutte avec l'administration pour la conquête des droits et de la liberté, l'étude du degré de productivité d'une fabrique donnée, de son capital actif, etc... Outre toutes ces tâches, il en est encore une: la préparation militaire de la classe ouvrière, l'inventaire exact de tous les éléments utiles au point de vue de la lutte armée, l'organisation des groupes et des sections pour l'insurrection armée des masses. Le pouvoir des comités de fabriques s'est rapidement affermi. Cette forme de l'organisation socialiste a été tout de suite accueillie avec joie par les masses qui se sont groupées autour des comités exécutifs et qui résolument les ont soutenus dans leur lutte contre l'autocratie capitaliste. Les comités et les conseils quoique n'étant reconnus ni par les industriels ni par les bureaucrates des syndicats, ont néanmoins obtenu des succès considérables: ils ont chassé des fabriques les agents secrets et les mouchards des capitalistes, ils ont noué des relations avec les employés et le personnel technique qui leur fournissent des renseignements financiers et industriels sur les affaires; ils ont réellement concentré entre leurs mains le pouvoir disciplinaire dans les fabriques et fait sentir aux masses ouvrières inorganisées et divisées ce que veut dire le self-government ouvrier dans la production. L'activité des comités et des conseils s'est manifestée surtout pendant la grève de certaines fabriques isolées; ces grèves ont perdu grâce à eux leur caractère hasardeux et impulsif et sont devenues des manifestations de l'activité consciente des masses révolutionnaires. L'organisation technique des comités et des conseils s'est tellement perfectionnée qu'il a été possible d'arrêter en cinq minutes le travail de 16.000 ouvriers dispersés dans les 42 entreprises de l'usine centrale Fiat. Le 3 décembre 1919, les conseils ont donné une preuve manifeste de leur aptitude à

diriger les mouvements des grandes masses: au premier ordre de la section socialiste qui tenait dans ses mains tout le mécanisme du mouvement des masses ouvrières, des fabriques qui n'y avaient pas été préparées auparavant, ont mobilisé en l'espace d'une heure 120.000 ouvriers et organisé des bataillons prolétariens. Une heure plus tard, l'armée prolétarienne se répandait comme une lave par toute la ville, chassant des rues et des places la canaille impérialiste et militariste.

A la tête de l'action des masses ouvrières pour la création des comités de fabriques, se trouvaient les communistes, membres de la section socialiste et des syndicats ouvriers; prenaient aussi part à ce mouvement les anarchistes qui tentaient d'opposer au langage clair des communistes marxistes leur phraséologie pompeuse. Le mouvement rencontrait une résistance acharnée de la part des militants du centre et des syndicats locaux, des comités du Parti Socialiste et de l'Avanti. L'argumentation de ces éléments se basait sur les différentes conceptions du «Conseil de fabrique» et du «Soviet». Toutes leurs dissertations sur cette question avaient un caractère purement livresque, bureaucratique, théorique. A travers de grandes phrases perceait le désir manifeste d'éviter toute action directe des masses dans la lutte révolutionnaire; le désir de continuer à tenir les foules ouvrières en tutelle par les organisations, syndicales. Les camarades du comité du parti se refusaient à toute initiative d'action locale, avant qu'un plan unique d'action pour le pays ne fût réalisé; mais ce plan ils se gardaient de l'élaborer. Le projet d'élection des délégués de fabriques, le projet de programme furent élaborés par les ouvriers eux-mêmes dans les réunions de fabriques, avec l'aide des communistes; et le Comité Central n'eut autre chose à faire que de donner aux matériaux ainsi fournis une forme définitive, en acceptant un ordre du jour et une très longue résolution. C'est pourquoi le mouvement peut être très justement considéré comme purement ouvrier et servir de preuve du très haut développement industriel du prolétariat de Turin. Mais le mouvement n'a pas pu sortir du cadre local, tout l'appareil bureaucratique des syndicats ayant été mis en action pour empêcher les masses ouvrières d'Italie de suivre l'exemple de la grande cité industrielle. Le mouvement de Turin fut ridiculisé, dénigré et vivement discuté.— Les vives attaques des organes centraux des syndicats et du Parti Socialiste donnèrent quelque audace aux capitalistes qui cessèrent dès lors de se gêner dans le choix des moyens à employer contre le prolétariat de Turin et les conseils de fabriques. La Conférence des Industriels qui avait eu lieu à Milan au mois de mars avait élaboré un plan d'attaque, sans que les «défenseurs de la classe ouvrière», ses organisations politiques et économiques y consacraient aucune attention. Le prolétariat de Turin abandonné de tous fut mis dans la nécessité de lutter seul, par ses propres moyens contre le capitalisme national et le pouvoir de l'Etat. Turin fut envahi par une nuée de policiers (jusqu'à 20.000); la ville fut entourée

de fortifications; l'artillerie lourde et légère, et des sections de mitrailleuses furent placées sur tous les points stratégiques. Quand tout cet appareil guerrier fut prêt, les capitalistes commencèrent la série des provocations. Le prolétariat ne voulut pas, dans les conditions exceptionnellement difficiles de cette lutte, relever le gant, et ce n'est que lorsqu'il devint évident qu'une collision était inévitable qu'il décida la lutte à outrance.

Les métallurgistes firent grève pendant un mois; les autres travailleurs, pendant 10 jours; la vie industrielle fut suspendue dans toute la province; les transports ne fonctionnaient plus. Mais le prolétariat de Turin était isolé du reste d'Italie; les organes ouvriers centraux ne faisaient rien pour lui venir en aide. Ils ne tentèrent même pas d'expliquer à la population la lutte des ouvriers de Turin; *l'Avanti* ne consentit pas à publier le manifeste de la section turinoise du parti. Bien plus, sitôt que les camarades de Turin sortaient de la ville, ils étaient traités d'anarchistes, d'aventuriers, etc. A ce moment précis, devait avoir lieu à Turin la séance du Conseil National du parti. On la transféra à Milan, «une ville en proie à une grève générale» n'étant pas un endroit propice aux débats et aux discussions socialistes.

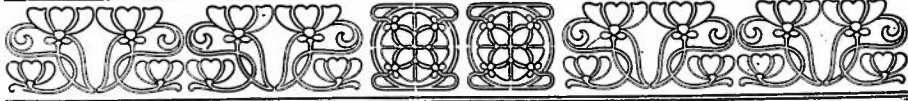
La complète impuissance des gens appelés à diriger le parti s'est ainsi avérée; les masses ouvrières ont courageusement lutté à Turin pour

la défense des conseils de fabriques, c'est-à-dire de la première institution du pouvoir prolétarien, — tandis qu'à Milan l'on élaborait les plans théoriques des conseils et des moyens à réaliser les soviets—forme du pouvoir politique prolétarien,— tout en abandonnant à ce moment même le prolétariat de Turin à son sort, tout en fournissant à la bourgeoisie exaspérée la possibilité de détruire le pouvoir ouvrier déjà conquis.

Les masses prolétariennes de l'Italie manifestèrent leur solidarité avec les camarades de Turin; les cheminots de Pise, de Livourne, de Florence refusèrent de transporter les troupes envoyées à Turin; les dockers et les marins de Livourne et de Gênes en arrêtèrent le transport par mer; dans beaucoup de villes, le prolétariat se mit en grève malgré les syndicats. La grève générale de Turin et du Piémont s'est donc heurtée au sabotage et à la résistance de la bureaucratie et du parti et des syndicats. Mais elle a eu une grande influence éducatrice sur tout le prolétariat italien. Elle a prouvé la possibilité pratique de l'union des ouvriers et des paysans, elle a fait appel à ces derniers aussi bien qu'aux ouvriers; elle a démontré l'urgente nécessité de combattre la bureaucratie syndicale, appui de l'opportunisme parlementaire et des réformistes, dans leur œuvre d'étouffement et de destruction de tout mouvement des masses.

GRAMSCI.





## LA FRANCE ET LA RÉVOLUTION COMMUNISTE

En France, la situation, comme partout, plus même qu'en beaucoup de pays, est révolutionnaire. Pourquoi donc la Révolution n'y éclate-t-elle pas? Pourquoi le prolétariat permet-il à ses propres organisations de collaborer avec la bourgeoisie la plus réactionnaire du monde? Pourquoi a-t-il la lâcheté d'assumer sa part de responsabilité dans la politique de contre-révolution européenne?

Le sens de la lutte de classes est actuellement beaucoup mieux au point du côté capitaliste que du côté prolétarien.

Du côté capitaliste, la lutte est menée par une fraction née de la guerre et fortifiée par la victoire: fraction douée de toutes les qualités de la jeunesse et de la puissance fraîchement acquise. La petite bourgeoisie, qui constituait le pilier central de la République conservatrice s'est effondrée. Sa fameuse épargne ne vaut plus rien. C'est bien simple: elle n'a en portefeuille que des titres russes et de l'Emprunt français. D'autre part, le petit commerce est de plus en plus difficile. Les petits traitements n'augmentent plus. En un mot, la vie chère a submergé, prolétarisé cette classe. Elle ne compte plus que comme survivante. Car, bien entendu, elle n'a pas encore compris ce qui lui est arrivé. Elle conserve son état d'esprit d'avant la guerre, alors même que sa situation a changé. Elle conserve sa fidélité hargneuse à un régime qui lui offre la misère. Politiquement, elle est liquidée. La paysannerie a dénoncé le vieux contrat passé avec elle vers 1880 et dont avait vécu le parti radical (La paysannerie, le 16 novembre, a voté avec la grosse bourgeoisie). Le procès Caillaux a eu cette signification importante de symboliser l'exécution de la petite bourgeoisie. Le procès Caillaux ne fut pas seulement le procès d'un homme. Ce fut le procès d'une politique. La petite bourgeoisie radicale conservatrice y fut condamnée en la personne de son leader. A la méthode conciliatrice, molle, prudente, "bonhomme", que le capitalisme français d'avant 1914 avait adopté sous l'influence dominante de la petite bourgeoisie, succède la méthode violente d'un extrémisme grand-bourgeois. Finis, les flirts avec le socialisme, finie, la politique du bloc, et l'ère de "la République laïque, démocratique et sociale". La réaction qu'idées 1913—s'était qualifiée par l'élection Poincaré fut affermie et précisée grâce à l'effondrement économique de la petite bourgeoisie.

Le pouvoir appartient aujourd'hui au gros capitalisme, à la classe désignée sous le nom de *Profiteurs*

*de la Mort*, parce qu'elle a cueilli sa première vendange de richesses dans le sang des soldats. La nouvelle Chambre des Députés contient 130 millionnaires, parmi lesquels il y a près de 30 personnages ayant chacun plus de cent millions. A une Chambre d'avocats et de médecins de campagne, a succédé une Chambre de spéculateurs et d'industriels. Cette caste a un double motif de pencher vers l'extrémisme de droite, vers la lutte de classes et la dictature. D'abord elle a l'orgueil de sa récente splendeur, la confiance que lui inspire le brillant bilan de ses affaires personnelles. Et d'autre part, elle a l'inquiétude que lui inspire, le lugubre bilan de l'Etat. Elle est riche, mais le pays dont elle vit est ruiné. La situation financière de la France est telle que rien, aucune mesure partielle ne peut la rétablir. L'échéance révolutionnaire hante donc jusque dans leur triomphe les "Profiteurs", dont la politique se résume à ceci: vivre, durer et en désespoir de cause saboter le pays, puisque la révolution nationale ne saurait être entreprise qu'au prix de sacrifices démesurés; enfin se maintenir au pouvoir par la force; à l'extérieur, agir comme à l'intérieur, traiter l'Europe comme la France, faire face résolument au communisme, lui disputer la victoire le plus chèrement possible, tâcher de l'épuiser. Ce point de vue de forban résolu, jamais la nouvelle bourgeoisie française ne s'en est départie. Avec une grande logique elle l'a appliqué en toute circonstance. Politiquement et économiquement, son action n'est gênée par aucune opposition, par aucune querelle de tendance. Le nom des hommes politiques qui occupent le pouvoir n'importe nullement. Il n'y a même pas de nuance entre eux. Le personnel politique petit-bourgeois d'avant-guerre s'est très bien soumis aux exigences de la nouvelle caste. Quelques individus seuls n'ont pas compris en temps utile. Ils ont été broyés. L'influence grandissante de *L'Action Française* et de ses théoriciens de la violence se fait fortement sentir chez les républicains, qui ont trouvé en des hommes sérieux comme M. Emile Buré, directeur de *L'Eclair*, M. André Lefèvre, l'actuel ministre de la guerre, des chefs autorisés et clairvoyants. Grâce à eux, le prolétariat français revit chaque jour d'utiles et cruelles leçons de lutte de classes sans compromissions.

La force du capitalisme français ne repose plus actuellement comme avant la guerre, sur la petite bourgeoisie et la moyenne paysannerie. Elle repose sur l'alliance de la moyenne paysannerie avec le gros capitalisme. Mais cette alliance est fragile. On peut déjà entrevoir les causes d'une rupture. En effet, la question de la Dette publique va être

demain un sujet de litige. Qui paiera ces quelques quatre cents milliards? Au 16 novembre, on a dit: l'Allemagne. Ce qui mettait d'accord tout ce monde. Aujourd'hui on sait que l'Allemagne ne paiera pas. D'autre part, la petite bourgeoisie et le prolétariat ensemble ne peuvent pas, avec la meilleure volonté, y arriver. Restent donc les cultivateurs petits propriétaires et les gros capitalistes. Mais les capitalistes ne paieront pas: ils sont au pouvoir, et ils y sont surtout pour ne pas payer. Le jour où, pourtant, l'étranger exigera d'être remboursé, le jour où le paiement des rentes aux porteurs devra être acquitté autrement que par de nouveaux emprunts à taux usuraires, ce jour-là sera un jour néfaste pour la petite paysannerie... Déjà sur la question du blé, une première escarmouche s'est livrée. Les paysans ont perdu la partie. Sur la question des impôts, ils ont encore perdu la partie. Le budget nouveau est cousu de telle sorte que le collecteur d'impôts sera demain le plus éloquent propagandiste révolutionnaire qu'on puisse rêver. Et sur le paiement des dettes de guerre aussi ils perdront la partie. La réquisition de leurs profits sera aisée: on ne triche pas avec la terre.

Il semble que ces réflexions soient venues déjà à l'esprit d'une fraction de la masse paysanne, qui, le 16 novembre, a voté pour la Révolution. Car, si la majorité a voté blanc, on a vu pour la première fois une minorité campagnarde de plusieurs centaines de milliers de voix s'affirmer sur le programme socialiste. Certains départements de l'Ouest jusqu'alors hermétiquement fermés à notre propagande, nous ont donné un gros appoint. Enfin, il y a dans chaque village un groupe d'anciens soldats de la guerre impérialiste. Ces hommes-là ont contracté la haine de la guerre, de l'armée, des chefs, et sont très sensibles à la propagande anti-militariste. L'anti-militarisme est le fournisseur du communisme au village. Voilà ce que jusqu'ici naturellement le Parti socialiste n'a pas compris. On est en droit de compter plus de sérieux résultats d'une propagande dès qu'elle sera fortement menée dans ce sens. Enfin on est également en droit d'escompter que, dans une société en décomposition où les prospérités croissent et se flétrissent avec une rapidité d'éphémère, l'actuelle prospérité campagnarde subira une crise qui achèvera de brouiller l'alliance des cultivateurs moyens avec le capitalisme.

Quant à la classe ouvrière, sa situation est assez analogue à celle des autres pays de l'Europe Occidentale. Ses salaires ont augmenté, mais moins que le prix de la vie. D'autre part, elle souffre de chômage. Car l'anarchie capitaliste sait combiner le manque de main-d'œuvre avec le chômage. Enfin elle se débat dans une éternelle crise des loyers qui va en augmentant. Depuis 1914, on ne bâtit plus rien. Les propriétaires n'y ont pas intérêt. Le prix de la construction a décuplé. Le prix des loyers n'a que triplé. Résultat: 600.000 prolétaires parisiens sont entassés dans 26.000 chambres meublées déjà marquées pour la destruction en 1914. Dans des villes comme St. Nazaire, Nantes, St. Etienne, le Havre, etc. la situation est encore plus fâcheuse.

L'hygiène publique empire chaque jour. La bourgeoisie ne s'en occupe même pas. Elle ne prend aucune mesure pour combattre la tuberculose, le cancer, la syphilis, qui ont pris des proportions

d'épidémie et qui font avalanche. Les crédits pour l'entretien des chevaux de course sont plus élevés que ceux consacrés aux tuberculeux. Les mutilés et les malades de la guerre ont des pensions de famine. Ils disparaissent rapidement à la satisfaction du ministre des finances qui dans ses prévisions budgétaires escompte une grosse diminution du budget des pensions. L'alcoolique est protégé. J'ai entendu moi-même des industriels normands se féliciter entre eux de l'alcoolisme de „leurs ouvriers“ qui s'assagissent au travail. Et c'est un fait que la race normande est à peu près perdue.

La bourgeoisie n'organise pas plus la production que ses finances ou que l'hygiène publique. Produisant pour gagner et non pour faire face à des besoins sérieux, elle se spécialise dans le luxe. On fabrique des milliers de limousines, mais fort peu de machines agricoles.

D'autre part, la bourgeoisie et son gouvernement ont adopté une politique d'accaparement. Les stocks américains ont été détruits ou dilapidés pour ne pas laisser baisser le prix de la vie: il y avait là pour des milliards de marchandises. La marine de commerce est pitoyable. Les amateurs gagnent davantage à manquer de bateaux qu'à en construire. Les prix de la tonne d'acier montent sans cesse, mais pas un haut-fourneau ne travaille à feu intense: tous les hauts fourneaux travaillent à feu lent.

En somme, sans crédit, sans production et ne préparant pas de remise en train, la France bourgeoise vit de la charité de l'étranger.

Les régions qui furent envahies pendant la guerre impérialiste sont dans une situation particulièrement pénible, et le mécontentement des masses y est vif. Quand le communisme y aura extirpé l'influence des chefs traîtres du guesdisme et du syndicalisme jaune, on a des raisons d'espérer que la Révolution trouvera là un point d'appui précieux qui aura d'ailleurs une valeur stratégique de tout premier ordre. Les maisons ne sont pas reconstruites. Le chômage, organisé par les patrons qui veulent arracher aux ouvriers leur conquête des 8 heures et remettre en honneur les 10 heures, est intense. Clémenceau a employé à la guerre contre la Russie Soviétiste les milliards affectés aux régions envahies. Cette nouvelle récemment publiée sera tombée sur des masses de gens mécontents et n'aura pas manqué son effet.

\* \* \*

L'augmentation des effectifs syndicaux et socialistes indique une inclination des masses vers un mouvement révolutionnaire. C'est d'ailleurs un fait connu qu'en général les nouveaux adhérents aux organisations militent à la gauche du mouvement. Nombreux sont les prolétaires que l'attitude piètre du Parti Socialiste a dégoûtés et qui entrèrent aussitôt dans un Parti Communiste, prêts à collaborer à l'organisation d'une action révolutionnaire. Mes nombreux voyages de propagande en province m'ont permis d'apprécier la valeur de cette nouvelle génération de militants („nés de la guerre“, comme dit M. Jouhaux avec mépris), des hommes encore inconnus, encore épars, encore incultes, des hommes n'ayant qu'un instinct communiste, mais dont la force collective, dès qu'elle sera constituée, sera décisive.

Actuellement le mouvement révolutionnaire en France se traine. Son histoire n'est qu'une série

d'échecs. Il ne peut en être autrement. Et l'avenir est encore plus sombre que le présent si l'ordre et la discipline ne viennent pas grouper tant de richesses, tant de générosités qui se gaspillent.

D'abord, pas d'atmosphère communiste. Pas de doctrine. Il n'y a pas six marxistes en France. Aucune documentation. Aucun centre d'études. Aucun centre d'action. Aucune préparation aux actions de masse. Quand un mouvement est mûr, il éclate et on le laisse livré à lui-même. Personne ne sait où aller, ni que faire. Quelques militants responsables emprisonnés et une fédération est perdue. — « Le complot » : la bourgeoisie a emprisonné nos meilleurs camarades pour « complot contre la sûreté de l'Etat » ! Noire vraie culpabilité est qu'aucun complot n'a été même entrevu. On improvise une grève. On la laisse rouler jusqu'à la débâcle : si la demi-douzaine d'hommes capables de la mener se trouve immobilisée en prison, tout est perdu.

Crise de « chefs ». Une génération entière s'est engloutie dans la trahison du 4 août 1914. Les quelques survivants du désastre (Merrheim, Dumoulin, Bourderon) ont presque tous rejoint le gros de la troupe par petits paquets.

Parmi les syndicalistes de gauche, l'unité de programme n'est pas encore faite : c'est bien grâce à cela que les agents de la bourgeoisie sont encore les maîtres de la Confédération Générale du Travail.

Les communistes, eux, ont une discipline, une assez solide unité de programme. Mais leur croissance, très rapide aujourd'hui, fut très lente au début. Leur mouvement commence à peine à démarrer. Le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale autour duquel se groupent les forces révolutionnaires, n'a pas encore eu le loisir de s'organiser bien dans toute la province. Dans un gros département ouvrier comme le Nord, il n'a constitué de groupements qu'il y a quelques semaines. Au Comité de la III<sup>e</sup> Internationale se trouvent les hommes tenaces et fermes, sur la doctrine desquels on peut compter—Loriot, Monatte, Souvarine. Ces trois secrétaires sont malheureusement en prison. Mais du fond même de la Santé leur action se fait sentir. C'est à la Santé qu'est né le Parti Communiste qui sera sans doute baptisé au prochain congrès du Parti Socialiste. L'œuvre de ce parti sera donc à la fois *d'action de masse* et *d'action de cadres*, d'agitation et de doctrine. Ce sera son œuvre de créer l'Université Communiste, indispensable pépinière de propagandistes, et cette bibliothèque marxiste, cette presse de combat et de doctrine dont *Le Bulletin Communiste* (rédacteur en chef Souvarine) et *La Revue Communiste* (rédacteur en chef Rappoport) sont déjà les deux premières unités.

Au Parlement, il n'y a que trois ou quatre députés révolutionnaires. Paul Vaillant Couturier, élu le 16 novembre 1919 par les ouvriers du 1<sup>er</sup> secteur de Paris, a inauguré les méthodes révolutionnaires au Parlement français. Non pas qu'il agisse beaucoup à l'intérieur du Parlement. C'est à même les masses qu'il travaille. Il est avant tout un permanent à la propagande au service des organisations ouvrières. Récemment le gouvernement a voulu arrêter cette activité retentissante et gênante par un procès. Devant la perspective d'un discours révolutionnaire à la tribune (discours que la Chambre aurait dû subir : un discours de levée d'immunité), et aussi devant

la perspective d'un procès trop sonore, le gouvernement a laissé tomber l'affaire. Souhaitons que converti au communisme par la Révolution russe et par le Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, Cachin vienne se ranger aux côtés de Vaillant Couturier.

En marge du mouvement communiste, agit avec efficacité et force une association d'anciens soldats de la guerre capitaliste, l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC). Son président est Henri Barbusse. Elle sert à la fois d'agent de défrichage révolutionnaire dans les campagnes, et dans certaines provinces, de centre de ralliement aux éléments jeunes d'opposition de gauche qui inaugurent la lutte contre les vieux chefs locaux du socialisme et du syndicalisme de trahison. C'est ainsi que l'ARAC m'a permis, il y a quelques semaines, de faire dans le Nord, où les militants révolutionnaires ne pouvaient jamais pénétrer, une tournée de meetings, au cours desquels, pour la première fois depuis 1914, la trahison des tout-puissants pontifes régionaux a été dénoncée.

Cette lutte contre le socialisme et le syndicalisme contre-révolutionnaire est incontestablement difficile. Non pas que les masses n'applaudissent avec une joie de délivrance à cette besogne urgente. Mais il faut rendre aux leaders du socialisme et du syndicalisme jaune un hommage mérité : ils sont de splendides manœuvriers, très supérieurs en habileté de couloir à leurs adversaires. Et puis ils écoulent encore un vieux stock de popularité fabriquée avant la guerre, et qui a encore sa clientèle de vieux militants. Enfin, ils font voter les absents, les « machines à cotiser », ces prolétaires à demi-conscients qui achètent une carte bleue ou rouge, mais ne vont pas jusqu'à vivre la vie des organisations où ils s'inscrivent.

Actuellement, toutes les places fortes ouvrières sont encore aux mains des agents de la bourgeoisie.

Le groupe socialiste au Parlement est dans sa presque totalité petit-bourgeois conservateur. Son premier acte politique important fut de voter pour M. Deschanel. Cet acte ne fut jamais démenti par le moindre geste socialiste. Il est d'usage et de règle que les députés socialistes se montrent en public avec les ministres bourgeois, leur offrent des banquets, leur proposent des toasts, signent des appels aux emprunts, président des fêtes patriotiques et bornent leur opposition au régime à de prudentes, courtoises interventions de tribune. Non qu'ils n'aient pas de haine de classes. Mais cette haine a pour objet la classe ouvrière. Dans leurs circonscriptions, ils pourchassent les militants révolutionnaires, sollicitent des autorités policières l'interdiction de nos meetings et, s'ils sont maires, leurs communes refusent les salles aux grévistes. Si j'en avais le loisir, je pourrais citer bien des anecdotes amusantes en illustration de la vie socialiste du groupe parlementaire.

Ce groupe ne sera jamais révolutionnaire, jamais communiste. Ni ses centristes, ni ses droitiers. D'ailleurs, entre le centrisme et la droite en France, il n'y a qu'une différence historique : les uns ont été pacifistes pendant la guerre ; les autres ont été chauvins. Mais les uns et les autres sont contre-révolutionnaires (observation qui vaut non seulement pour le groupe parlementaire, mais pour l'ensemble du Parti. Si je

la fais à propos du groupe parlementaire, c'est que là est la seule force du centrisme et de la droite).

Incapables de faire le métier de révolutionnaires, les députés socialistes peuvent pourtant rendre à la révolution un important service: celui de collaborer officiellement au bloc bourgeois de gauche. Le jour où ils auront libéré de leur présence le mouvement prolétarien, ils constitueront tout naturellement la gauche du radicalisme bourgeois, où on les accueillera à bras ouverts. Or, il sera très commode pour notre action que la politique bourgeoise cesse d'avoir ce puissant esprit de suite qu'on doit lui reconnaître aujourd'hui. La constitution d'un bloc bourgeois de gauche, impossible en ce moment, deviendrait une chose réalisable au lendemain de la scission dans le parti. Et ce bloc, même s'il échouait à s'emparer du pouvoir, serait pourtant assez redoutable pour gêner le gouvernement bourgeois de droite, dans sa politique extérieure en particulier. On voit donc voir un double avantage à l'élimination des traités du groupe parlementaire: assainissement du parti, et par surcroît amélioration des données révolutionnaires de la politique française.

Le nettoyage des municipalités socialistes devra être aussi rigoureux que celui du groupe parlementaire. Il y a environ quinze cents municipalités socialistes; les plus grosses villes de France sont „rouges“. Mais les élus sont moins rouges que leurs électeurs. Je ne crois pas qu'il y ait un conseiller municipal sur cent qui soit communiste ou même socialiste. La corruption en a gangrené un très grand nombre. Les plus honnêtes se bornent à agir en petits bourgeois conservateurs. Mais qu'elle soit gratuite ou rétribuée, c'est la collaboration la plus dévouée qu'ils offrent à la bourgeoisie. Parmi les centaines de faits qu'il me serait possible de conter, je me borne à deux petits exemples tout récents: l'avant-veille de mon départ pour la Russie, la Conférence des municipalités socialistes décidait d'augmenter les taxes locales pour couvrir les frais des compagnies concessionnaires de tramways, d'électricité, de gaz... Le point de vue de la Conférence fut que mieux valait accabler la classe ouvrière d'impôts et de taxes, plutôt que de faire basculer dans la faille les Compagnies capitalistes.

Un socialiste centriste, M. Henri Sellier (qui faillit être nommé, grâce à des voix bourgeoises, rapporteur du budget de la ville de Paris; il s'en fallut d'une voix) proposa lui-même l'augmentation du nombre des policiers de la banlieue parisienne. Ces policiers viennent de manifester leur utilité en assommant à Gentilly des ouvriers.

Dans les provinces se passent des choses encore plus divertissantes. La bourgeoisie française peut compter sur la fidélité des municipalités socialistes autant que sur celle de ses propres municipalités. Rares sont les exceptions, que pourtant on doit mentionner, car elles ont une importance d'indication. Par l'exemple de la gestion de Bouthonnier et Delagrangé à Périgueux, par l'exemple de la gestion de Clamanieu à Bobigny, de Cordon à St. Ouen, de Duchanel à Bourget, par l'exemple de la gestion des cinquante municipalités socialistes de l'arrondissement de Valenciennes (le bassin minier d'Angin), on se rend compte de l'aide énorme que pourrait apporter à la Révolution un téléphone de mairie bien manié, et des fonds communaux bien employés.

Les syndicats et les coopératives sont entièrement aux mains des contre-révolutionnaires. Les traitements des fonctionnaires syndicaux ont augmenté plus vite que les salaires des syndiqués. On me citait récemment des chiffres fort bourgeois de 1.200, de 1.500 francs par mois (en comptant les côtés). Là aussi, il y a des profiteurs au petit pied. Les „militants“ sont satisfaits, prudents, boutiquiers, et refusent de se servir de leurs armes, de peur disent-ils, de les abimer. Ils vivent d'ordinaire avec les patrons dans les mêmes rapports que les conseillers municipaux socialistes avec les préfets et les députés socialistes avec les ministres. Ils sont plus ou moins ouvertement (selon qu'ils craignent plus ou moins leurs cotisants) pour la collaboration des classes. Certains d'entre eux, pendant la grève de mai, ont crûment trahi: Guillet et Challeix, du Réseau Nord, Jacquot de l'Éclairage, Passerieu, de l'Électricité, ont signé purement et simplement des ordres de reprise du travail en pleine grève au mois de mai dernier, ils ont été couverts par le bureau confédéral. Jusqu'ici la lutte contre ces personnages a été dure. La majorité syndiquée lit la presse bourgeoise, ne va guère aux meetings et ne „milite“ jamais; elle ne vote pas au syndicat. La grosse minorité lit *L'Humanité*, qui ne souffle jamais mot des trahisons syndicalistes. Seule, une petite minorité connaît la *Vie Ouvrière*. Cette petite minorité, ardente, active, avait réussi à assommer Bidegaray et s'emparer de la Fédération du Rail. L'échec de la grève de mai, qui fut perdue par défaut de doctrine chez les uns, par défaut de confiance chez d'autres, par la trahison de quelques-uns et par impréparation révolutionnaire, a fait perdre à nos camarades la Fédération du Rail, grave défaite. Si les révolutionnaires veulent s'emparer de la C. G. T., il leur faut une organisation méthodique. Ce sera l'une des tâches du Parti Communiste, de créer au sein de chaque syndicat, un groupe, un noyau communiste, qui fasse une guerre acharnée aux fonctionnaires jaunes, et se prépare à les supplanter dès l'éclatement d'une crise.

Dans les coopératives, nous n'avons encore aucun groupement. Les droitiers y sont maîtres absolus. Et la chose est d'importance, car les coopératives (signe que l'esprit petit-bourgeois est en légère décroissance) marchent très bien en France depuis trois ou quatre ans.

En un mot, si la France, bien qu'elle soit en état de réceptivité révolutionnaire, n'est pas encore en Révolution communiste, c'est faute d'organisation. Masses, cadres, il y a le matériel d'enthousiasme et de dévouement qu'il faut. Manquent la doctrine, la documentation et la discipline.

Au futur Parti Communiste de créer cela. Mais il ne pourra accomplir cette mission que s'il ne contient pas une once d'éléments politiques bourgeois et s'il attire à lui tous les éléments révolutionnaires du prolétariat épars dans le syndicalisme, dans le socialisme, dans l'anarchisme.

Raymond LEFÈVRE.



## LA BULGARIE APRÈS LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Il est difficile de se représenter d'une façon complète, définitive, toute l'étendue de la ruine économique et financière que nous a léguée la guerre. Le gouvernement bulgare ne publie aucune statistique sur les victimes, les dépenses et les dévastations causées par la guerre. La bourgeoisie a tout simplement peur de regarder la vérité en face, tant cette vérité est effroyable, désespérante. Mais elle ne peut toutefois la dissimuler complètement; quant à nous, nous tâcherons de la mettre en lumière dans ces pages.

Le directeur de l'Institut de statistique de Bulgarie, Cyrille Popoff, a calculé que le chiffre des victimes des guerres balkaniques de 1912 et 1913 était, pour le peuple bulgare, de 58.000 morts et de 105.000 invalides. Quant aux pertes subies pendant la guerre impérialiste qui dura trois fois plus que celle des Balkans, un ministre bulgare, le docteur Daneff, a fait, le 15 mars 1919, la déclaration suivante:

«D'après les calculs de l'année passée, nous avons perdu, au cours de la dernière guerre, environ 110.000 hommes tués, morts et disparus. Si l'on y ajoute les pertes subies pendant la première guerre, on arrive à un chiffre qui, proportionnellement à la population, n'a son équivalent chez aucune autre puissance belligérante. Le coup est d'autant plus terrible pour nous, que notre économie nationale est des plus primitives: dans notre travail, nous n'employons pas de machines, nous n'avons que nos bras et notre bétail. Mais le cheptel a également beaucoup souffert. Et ainsi la guerre, par les ruines, par les destructions qu'elle a causées, a été pour notre économie une véritable catastrophe.

Mais les chiffres de Daneff se rapportent à la fin de l'année 1917; les victimes de l'année 1918 n'y sont point comprises. Or, si l'on rassemble toutes les données sur les pertes subies pendant toutes les guerres de 1912 à 1919, on arrive à un total de 200.000 tués et 200.000 invalides. Pour mettre en lumière l'étendue de ces pertes, il suffira de rappeler que, d'après les données de 1905 (les plus récentes dont nous disposions), le nombre des hommes âgés de 20 à 50 ans, était de 713.419. Il est évident que les soldats tués et blessés appartiennent à cette catégorie, car ce sont les hommes entre 20 et 50 ans qui fournissent le matériel de guerre. Le total des tués et des blessés se monte donc à la moitié de la population mâle apte au travail.

Mais les tués, blessés et disparus ne constituent pas les seules victimes de la guerre, qui a

été pour les masses populaires une cause de dégénérescence, de famine et d'épidémies. Les épidémies, comme le typhus exanthématique, la grippe espagnole et autres, ont emporté des centaines de milliers de victimes. De 21,8 sur 1000, en 1905, la mortalité est montée à 23,8 en 1915 et à 36,5 en 1918.

Mais, outre la main-d'œuvre perdue à jamais, la production, pendant la guerre, a été encore privée de la main-d'œuvre de tous les travailleurs, paysans et artisans appelés au front. Le chiffre des mobilisés s'est élevé à 857.063 hommes, ce qui représente 19,52% de la population totale et 38,83% de la population masculine. L'industrie et l'agriculture ont donc été privées, pendant la guerre, de la presque totalité de la main-d'œuvre de la population apte au travail.

Durant la guerre, la superficie des terres cultivées a diminué de plus de 30%, et la production agricole, de 40 à 50%. Dans les conditions actuelles, le relèvement de la productivité du travail agricole est impossible, parce que les paysans ont perdu près de la moitié de leurs bêtes de trait et que leur outillage usé ne peut être renouvelé. La production des artisans a été également paralysée, et ne peut être restaurée, faute de matières premières et de crédits. L'industrie bulgare, sauf l'industrie textile et meunière qui a fonctionné sans interruption pour les besoins de guerre, a été suspendue, et maintenant elle ne peut être rétablie, faute de matières premières et autres, et aussi par suite du manque de pièces de rechange pour les machines, ainsi que de capitaux, car la bourgeoisie préfère employer son argent à la spéculation.

La ruine financière complète la ruine économique. La dette publique de la Bulgarie est montée, de 670 millions de leva en 1911, à 27 milliards en 1919. Au sujet de cette dette, le 15 mars 1919, le ministre des finances, Daneff, a fait au Parlement la déclaration suivante: «Cette augmentation de notre dette publique représente un bond prodigieux qui n'a son équivalent dans aucun autre pays, même dans ceux qui ont été le plus éprouvés par la guerre. Nous avons sacrifié à la guerre toute notre prospérité nationale.»

En réalité, la dette publique dépasse de beaucoup toute la richesse nationale, laquelle, en 1911, était évalué à 10 milliards et demi, d'après le cours d'alors. Mais la guerre l'a considérablement amoindrie. Les données suivantes mettront en lumière le tableau de la ruine financière du



pays; en 1919, le budget se montait à 150 millions de leva; en 1920, il atteignait le chiffre approximatif de 5 milliards. Les recettes qui devraient servir à couvrir ce budget fabuleux ne s'élevaient qu'à un milliard, quoique les impôts indirects aient été triplés et même quintuplés, de sorte que le budget de la Bulgarie se clora avec un déficit de quatre milliards de leva.

Les ministres bourgeois des finances bulgares ont acculé le pays à la banqueroute complète et sont actuellement totalement incapables de trouver une issue à la situation.

Mais la guerre qui a apporté au peuple la ruine financière et économique, qui a causé d'innombrables victimes, qui a entraîné la misère, la disette et des épidémies de toutes sortes, a servi à enrichir rapidement une poignée de «patriotes», de capitalistes et de banquiers. D'une part, elle a accéléré la prolétarianisation de la masse des petits-propriétaires, et, de l'autre, le processus de la concentration des capitaux. Jamais encore, la bourgeoisie bulgare n'avait réalisé de tels bénéfices, fait d'aussi bonnes affaires, écumé aussi impunément le marché, ni amassé d'aussi grosses fortunes que pendant la guerre.

L'accumulation des capitaux entre les mains de la bourgeoisie a amené l'augmentation rapide du nombre des banques et des sociétés anonymes. Ainsi, avant la guerre des Balkans de 1912, il y avait en Bulgarie 157 banques et sociétés anonymes avec un capital total de 100 millions de leva; d'après une statistique officielle se rapportant au recensement du 1<sup>er</sup> mai 1919, il y avait déjà à cette époque, 381 banques et sociétés anonymes dont le capital total s'élevait à 867,6 millions de leva. La plus grande partie de ces capitaux est affectée aux opérations de banque (335 millions), aux opérations commerciales (311 millions); seule, une partie insignifiante (96 millions) est employée à subventionner la production. A l'heure actuelle, le capital des banques et sociétés anonymes dépasse un milliard de leva.

Mais la totalité des capitaux n'est pas déposée dans les banques ou engagée dans les sociétés anonymes. Les dépôts de la Banque Nationale se sont élevés, de 214 millions en 1913, à 646 millions en 1918; en outre, une somme égale pour le moins, à celle qui a été placée dans les banques et sociétés anonymes, se trouve engagée dans les emprunts d'Etat bulgares ou étrangers ou en dépôt dans des banques étrangères. Une autre partie des capitaux, la plus considérable sans contredit, forme le fonds de roulement du commerce et des entreprises privés, est engagée dans les immeubles, ou bien encore, reste inemployée entre les mains des particuliers.

Les richesses accumulées au cours de la guerre, sont concentrées entre les mains de quelques centaines, ou, tout au plus, de quelques milliers de gros capitalistes, banquiers, spéculateurs, entrepreneurs et fabricants. Le contingent des millionnaires est formé par les représentants les plus en vue de la bourgeoisie et par les leaders de tous les partis de droite et de «gauche» qui sont

actionnaires et membres des conseils d'administration des banques. De petits groupes de banquiers et de capitalistes se sont rendus les maîtres absolus de tout le commerce et de toute l'industrie. Ils accaparent tous les produits alimentaires, vêtements et matières brutes; ils règnent sans conteste sur le marché intérieur où leur arbitraire, seul, règle les prix. La puissance financière que ces gros capitalistes ont acquise pendant la durée de la guerre, leur confère également une immense force économique; bien plus: en fait, ce sont eux qui disposent du pouvoir politique dans l'Etat.

La guerre impérialiste qui a démesurément accru les capitaux et les richesses de la bourgeoisie a, par contre, achevé la ruine des masses laborieuses qu'elle a plongées dans une misère encore plus noire. Elle a creusé encore plus profondément l'abîme social qui sépare la classe bourgeoise de la classe des ouvriers et des petits propriétaires. L'antagonisme de classes s'est accentué et la vague de la lutte révolutionnaire du prolétariat continue à enfler, entraînant avec elle une partie de plus en plus considérable de la masse du peuple bulgare.

Le traité de paix de Paris brise sans retour les illusions de la bourgeoisie nationaliste sur la «grande Bulgarie». Tous les territoires occupés par la Bulgarie au courant de la guerre, lui sont repris; la Macédoine est donnée à la Serbie, la Dobroudja à la Roumanie et la Thrace à la Grèce; ce traité lui arrache même quelques-uns de ses anciens territoires (plusieurs villes et de nombreux villages sont attribués à la Serbie). La paix de Paris a frappé la Bulgarie d'une contribution de 2.250.000.000 francs en or, ce qui fait plus de 10 milliards de leva. Elle lui impose, en outre, une série d'obligations: ainsi la Bulgarie doit, chaque année, pendant une période de 5 ans, livrer à ses voisins 40.000 têtes de gros bétail, 33.000 têtes de petit bétail, 50.000 tonnes de houille, etc... Pour assurer l'exécution du traité, on a pris comme garantie le revenu des houillères, des eaux et forêts, des monopoles de l'Etat, des chemins de fer, des ports, de la douane, en un mot, toutes les recettes et impôts d'Etat. Le traité assure aux capitalistes de l'Entente les privilèges les plus larges en matière commerciale, économique et autres. Il détruit tout le mécanisme législatif, exécutif et judiciaire de l'Etat bulgare et transforme la Bulgarie en une colonie de l'impérialisme de l'Entente.

Tout en faisant du peuple bulgare une tribu esclave, qui sera pendant plusieurs générations contrainte de travailler pour ses vainqueurs, les gouvernements de l'Entente désarment la Bulgarie, afin qu'elle ne puisse rompre ses chaînes. La bourgeoisie bulgare est autorisée à avoir juste la quantité de troupes nécessaire pour maintenir sa domination de classe. Malgré ses vaines protestations contre le traité de paix, la bourgeoisie bulgare est prête à s'y soumettre. Son désir réel est actuellement de s'adapter le plus possible au joug des capitalistes et banquiers européens et, sous l'égide de l'impérialisme européen, de maintenir sa domination de classe et de jouir dans «la paix et la tranquillité» des richesses pillées

durant la guerre. La bourgeoisie bulgare cherche à rejeter le fardeau et les conséquences néfastes du traité de paix sur les ouvriers et les classes peu fortunées, mais se laisser faire signifierait pour les travailleurs, se vouer à un esclavage et à une misère éternelles. Non, les masses laborieuses, organisées sous la direction du parti communiste, luttent et se préparent à renverser la domination capitaliste et à s'affranchir de la double exploitation dont ils sont l'objet: celle de leur bourgeoisie «patriote» et celle de l'impérialisme européen.

La politique nationaliste de la bourgeoisie bulgare s'est terminée par un désastre inouï. La bourgeoisie a perdu son «idéal national» et elle n'en a pas d'autres. La faillite du nationalisme est aussi celle du régime monarchique bourgeois et de toute sa politique. La bourgeoisie a amené le pays au krach financier; elle a ruiné les assises de l'économie nationale et ébranlé jusque dans ses fondements, la société capitaliste tout entière.

La désorganisation économique et financière du pays a pour conséquences la cherté de la vie, le chômage et la dépréciation du papier-monnaie. La cherté existait bien avant la guerre, mais maintenant elle a atteint des proportions monstrueuses. Tous les articles de première nécessité ont augmenté en moyenne de 20 à 25 fois, comparativement à leur coût d'avant-guerre. En contribuant à la concentration des capitaux, la guerre a développé, dans des proportions colossales, la puissance des trusts capitalistes.

Le chômage, cet accessoire indispensable de la production capitaliste, qui, à chaque crise économique, prenait une extension considérable, a maintenant, par suite de la ruine de la production, résultat de la guerre et de la désorganisation générale des transports, atteint des proportions inouïes. La bourgeoisie qui, pendant les crises économiques ordinaires, ne pouvait venir à bout du chômage partiel est, à l'heure actuelle, devant le chômage général, tout à fait impuissante.

Durant la guerre qui fut une grande destructrice des forces économiques et qui abaissa incroyablement la production des objets de première nécessité, les Etats capitalistes eurent recours à des émissions colossales de papier-monnaie.

Comme on le sait, la monnaie fiduciaire, pour se maintenir au cours normal, doit être garantie par une certaine réserve d'or dans les caisses de l'Etat. En temps normal, le crédit de l'Etat donnait à ce dernier la possibilité de réduire cette réserve à la moitié ou même au tiers du total du papier mis en circulation. Mais, au cours de la guerre, presque toutes les puissances émirent du papier-monnaie en quantité infiniment supérieure à celle de leur réserve d'or. Pourtant, il est peu de pays qui soient allés, dans cette voie, aussi loin que la Bulgarie. En effet, comme monnaie fiduciaire, au lieu de 110 millions en 1919, il y a maintenant 3 milliards et demi de leva en circulation, la réserve d'or étant de 40 millions seulement.

D'autre part, la Bulgarie n'exporte de produits agricoles et de matières premières que pour une valeur à peine égale au tiers de celle des produits industriels qu'elle importe: autrement dit, la balance du commerce est nettement défavorable à la Bulgarie et il n'y a aucune chance qu'elle s'améliore. Dans ces conditions, il est facile de comprendre que le leva bulgare n'a, en somme aucune garantie et que tous les efforts du gouvernement pour en améliorer le cours sont voués à un insuccès complet. Mais, d'autre part, la dépréciation de la monnaie bulgare, dépréciation qui rend impossible l'importation des machines et de différents produits est un obstacle insurmontable à la reprise des échanges commerciaux avec l'étranger, ainsi qu'à la réorganisation de l'industrie.

La ruine de la production et la crise économique profonde qui sévit sur le pays ont acculé le régime capitaliste à une situation sans issue. Toutes les mesures prises par les différents gouvernements pour fermer les plaies hideuses qui défigurent le corps de la société bourgeoise ne sont que des palliatifs. Seul, le renversement de la domination de l'oligarchie des banquiers et des capitalistes, seul le renversement de la bourgeoisie tout entière et la prise du pouvoir politique par les ouvriers et les classes pauvres, permettront au nouveau pouvoir révolutionnaire de nationaliser les banques et les grandes entreprises industrielles et agricoles, de restaurer la production et d'organiser, sur une base équitable, la répartition normale des produits.

La guerre impérialiste n'a pas seulement détruit la vie économique des peuples; elle a anéanti aussi toutes les libertés politiques péniblement acquises au cours d'un siècle de lutte. La domination de la grande finance qui a donné naissance à l'impérialisme capitaliste a ouvert, en même temps, l'ère de la réaction grandissante. Pour réaliser leurs buts impérialistes de conquêtes extérieures, les classes dirigeantes ont poussé le militarisme à l'extrême et, pour imposer aux masses populaires, leur politique impérialiste, elles ont substitué au régime parlementaire constitutionnel la dictature de la police et du sabre. La guerre a effacé les derniers vestiges de démocratie. Les Parlements se sont transformés en instruments serviles de la réaction militariste: ç'a été l'instauration de l'état de guerre et de la censure dans toute sa férocité et la suppression de tous les droits et libertés de la classe ouvrière.

Ni l'armistice, ni la paix, n'ont restitué aux peuples leurs libertés et leurs droits. Au contraire, pour conserver sa domination ébranlée par la catastrophe finale de la guerre, la bourgeoisie, épouvantée par l'imminence de la révolution, renforce sa dictature et tente d'éteindre dans le sang, la flamme révolutionnaire chez les ouvriers et les classes pauvres.

Une fraction des partis bourgeois, la fraction russophile comme on l'appelle, est complètement discréditée depuis la guerre balkanique entreprise sous la protection du gouvernement tsariste russe. Une autre fraction, la fraction germanophile, a subi un échec retentissant dans la guerre européenne à laquelle la Bulgarie avait été en-

trainée aux côtés des puissances centrales. Ayant entièrement perdu la confiance des masses populaires, la bourgeoisie, après la guerre, se mit à amadouer les partis de «gauche». Durant les deux années qui se sont écoulées depuis la fin de la guerre, on a vu se succéder au pouvoir tous les soi-disant radicaux de gauche, socialistes larges et «agraires». Ces partis avaient et ont encore pour but de sauver la domination fortement ébranlée de la bourgeoisie. Aussi eurent-ils bien vite fait de renier toutes leurs promesses de réformes démocratiques et sociales et de fouler aux pieds les derniers débris des libertés constitutionnelles et des traditions démocratiques. Comme tous les renégats, ils devinrent les instruments serviles de la bourgeoisie et du monarchisme, et les ennemis les plus vils et les plus acharnés des ouvriers et des classes pauvres. Les «républicains», A. Stambolisky et R. Daskaloff devinrent les fidèles sujets du tsar Boris; les socialistes «larges», J. Sakyzoff et C. Pastoukhoff, transformèrent leur programme démocratique en terreur qui se manifesta par une dictature militaire et policière et par des répressions sanglantes contre les militants des classes laborieuses; quant aux radicaux, ils réalisèrent leur système contenu dans la formule: «Au pouvoir par en bas» en se faisant porter au pouvoir par le palais du tsar et renverser par les électeurs.

Dans ces conditions, il est facile de comprendre la raison de l'indignation grandissante des couches laborieuses. Le chômage, la vie chère et la dépréciation du papier-monnaie rendent la situation de ces dernières de plus en plus pénible, et même intolérable. Les gouvernements bourgeois ne veulent pas venir en aide à la détresse du peuple. Les masses n'ont aucune confiance en la bourgeoisie et les partis bourgeois. Lorsque les «socialistes larges» qui, en qualité de ministres, s'étaient souillé les mains du sang ouvrier, eurent honteusement échoué aux dernières élections parlementaires de mars 1920, où le nombre de leurs suffrages tomba de 80.000 à 40.000 et celui de leurs mandats au Parlement de 39 à 9, la bourgeoisie confia le pouvoir à l'Union Populaire Agraire. Celle-ci représente actuellement les gros bonnets ruraux enrichis au cours de la guerre par la spéculation sur les produits agricoles: elle a aussi derrière elle la partie inconsciente des petits paysans. Voyant les villes, où les communistes sont devenus le parti dominant lui échapper, la bourgeoisie a reporté toutes ses espérances sur les campagnes où elle trouve les dernières réserves qui lui permettent encore de maintenir sa domination ébranlée.

Mais le Parti Communiste pénètre dans les campagnes, déjouant ainsi les plans de la bourgeoisie. Le gouvernement de la bourgeoisie rurale, soutenu par tous les partis bourgeois, suscite le mécontentement des masses laborieuses de la campagne, aussi bien que de la ville.

Le Parti Communiste est le seul qui jouisse dans le pays de la confiance grandissante des masses ouvrières et dont le nombre des membres augmente avec rapidité. Il organise et dirige la

lutte révolutionnaire des ouvriers et des petits paysans qui constituent l'immense majorité de la nation. Le Parti Communiste prépare les travailleurs à l'accomplissement de leur tâche historique qui est la mainmise sur le pouvoir, l'instauration de la dictature des soviets ouvriers et paysans et l'organisation de la production sur des bases communistes. Quand le moment de la révolution arrivera-t-il, nous ne pouvons le prédire; cela dépend de nos succès dans les campagnes, mais aussi de l'aggravation de la crise économique dans le pays, de la situation dans les Balkans et de la situation internationale générale; mais, ce que nous savons positivement, c'est que la crise ne fait que s'accroître de jour en jour et que la bourgeoisie donne des preuves de plus en plus manifestes de son impuissance, de son incapacité totale à remédier à la situation. Le Parti Communiste est le seul dont les forces augmentent; c'est le seul qui soit capable, au moment décisif de la lutte révolutionnaire, de mener les masses, de leur donner des mots d'ordre clairs et précis, d'organiser toutes les forces de la révolution et de conduire le prolétariat à la vic-

La situation des pays balkaniques qui eux, sont dans le camp des vainqueurs, n'est pas meilleure que celle de la Bulgarie. Le peuple serbe a fait d'immenses sacrifices à la guerre; il est entièrement ruiné et est devenu la proie des banquiers français et la colonie de l'Entente impérialiste. Seule, une poignée de capitalistes et de spéculateurs, a profité, en Serbie, de la victoire de l'Entente, mais la majorité écrasante du peuple serbe est plongée dans une profonde misère. Les efforts faits par la clique détentrice du pouvoir en Serbie pour réunir par la force des baïonnettes les Slaves méridionaux sous le sceptre des Karagorgievitch échouèrent contre la résistance des Monténégrins, des Bosniaques, des Khorvates et des Serbes eux-mêmes qui luttent pour leur indépendance. La bourgeoisie serbe est également impuissante à tirer la nation de la ruine financière et économique dans laquelle elle l'a plongée; elle ne cesse de mobiliser des hommes pour les envoyer réprimer les révoltes en territoires occupés, poussant ainsi les peuples à de nouvelles guerres, à de nouvelles catastrophes.

La Roumanie, elle aussi, a été pillée et dévastée. Actuellement, ce sont des compagnies anglaises qui détiennent dans le pays les sources pétrolifères et les mines de sel gemme. A la guerre, le peuple roumain n'a gagné qu'une seule chose: esclave auparavant des «tchokoï», il est maintenant devenu encore esclave de l'impérialisme de l'Entente. La clique possédante des boyards et des capitalistes ne se maintient au pouvoir qu'à l'aide de la force armée, des gendarmes et de la plus cruelle tyrannie. La Grèce est également la proie des banquiers anglais et français. Pour réaliser ses buts de conquête, la Grèce est en train de faire la guerre à la Turquie. Les gouvernements de l'Entente traitent les nouveaux grands royaumes des Balkans: Serbie,

Roumanie et Grèce comme des colonies à eux; pour les asservir financièrement et économiquement, ils sèment la discorde entre ces pays dont ils utilisent les peuples comme chair à canon pour la réalisation de leurs plans impérialistes et l'écrasement de la révolution; hier en Hongrie, aujourd'hui en Russie. Tel est le sort des «vainqueurs» balkaniques.

Le prolétariat des Balkans est demeuré le seul gardien fidèle des intérêts et de l'indépendance des peuples balkaniques. Les longues guerres fratricides n'ont point rompu les liens de la solidarité internationale qui unifie le prolétariat des Balkans dans sa lutte pour le renversement du régime bourgeois et des dynasties balkaniques. La bourgeoisie achève, en qualité de bourreau aux gages des conquérants étrangers, le rôle réactionnaire, perfide, sanguinaire qu'elle a toujours joué dans l'histoire: avec l'aide de l'impérialisme de l'Entente, elle opprime ses peuples et, en retour, se met à l'entière disposition des Alliés pour les expéditions contre-révolution-

naires en Europe orientale et méridionale. Le bourgeoisie balkanique, en se ralliant ouvertement à la contre-révolution internationale, nous indique par là même la voie conduisant à l'émancipation des travailleurs et des classes pauvres des Balkans; cette voie, c'est l'union générale, sous l'étendard de la révolution sociale, du prolétariat international. La victoire de la révolution prolétarienne internationale libérera et réunira dans une union fraternelle les peuples asservis: c'est là une vérité dont, aujourd'hui plus que jamais, nous voyons la confirmation. La réalisation de la république socialiste-soviétiste en Bulgarie et dans les autres pays balkaniques; l'union de tous ces pays en une république fédérative socialiste des soviets des Balkans qui, elle-même, se fondra dans la république socialiste soviétiste universelle, en un mot, le triomphe complet du socialisme et du communisme: voilà l'idéal sublime qui doit guider le prolétariat balkanique dans sa lutte pour son émancipation économique, politique et nationale.

G. KABAKTCHIEFF.





## LE CONGRÈS DE MOSCOU ET LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE SUISSE

La caractéristique des congrès de la II-e Internationale était de ne jouer aucun rôle pratique dans la vie internationale. Les délégués venaient à ces congrès non pour décider telle ou telle action d'ordre international, mais uniquement pour affirmer que chaque parti national entendait poursuivre sa propre politique. Et comme chaque parti représenté au congrès, ne souffrait pas qu'on mit le nez dans ses affaires, il était tout naturel qu'il ne se mêlât point, de son côté, des affaires des autres. Chaque parti prenait le clocher de son pays, quelque petit que fût ce dernier, pour l'astre éclairant toute la politique mondiale. Dès lors on comprendra sans peine que ces partis, éduqués dans cet esprit, se soient comportés de la sorte en août 1914, quand, appelés par l'histoire universelle à entreprendre une action combinée, ils s'attaquèrent les uns les autres.

Combien différents sont les congrès de la III-e Internationale! Leurs délégués ne se perdent pas en discussions inutiles; ils décident. Et leurs résolutions ne sont pas prises dans le but de satisfaire au goût inconstant d'un parti de tel ou tel pays, mais en rapport avec les nécessités de la situation mondiale. Dans la II-e Internationale, c'étaient les groupes qui prédominaient sur toute l'organisation, lui rendant toute activité impossible, tandis que dans la Troisième, c'est l'intérêt général qui prime tout, et chacun doit s'y soumettre.

Il est évident que le deuxième Congrès de Moscou apportera des modifications radicales dans la politique intérieure de tous les pays qui y furent représentés. Et il est sûr qu'en l'occurrence, la Suisse n'occupera pas la dernière place.

La révolution mondiale, dans la phase actuelle de son développement, veut que dans chaque pays il y ait un parti révolutionnaire actif groupant tous les révolutionnaires sincères et conséquents. Il va de soi qu'un parti de ce genre se met dans l'impossibilité d'agir dès qu'il s'encombre d'éléments centristes et opportunistes chancelants, à plus forte raison quand il tolère dans son sein des social-patriotes impénitents. Voilà pourquoi le parti social-démocrate suisse n'est pas un parti révolutionnaire. Dans toutes les périodes révolutionnaires traversées par la politique suisse, en novembre 1917, et pendant les grèves générales de 1918 et 1919, toute l'action de ce parti fut celle d'une organisation contre-révolutionnaire. Dans toutes les questions touchant à la propagande révolutionnaire et à l'agitation dans l'armée, parmi les paysans et au sein de la jeunesse, sa position fut nettement contre-révolutionnaire.

Il faut déclarer la guerre à ce parti et le démembrer: telle est l'impérieuse nécessité de la conjoncture actuelle. Il faut en chasser Grimm et Greilich, le centre et la droite, et les rejeter là où est leur véritable place: dans la vieille Internationale jaune. Quant aux ouvriers révolutionnaires, encore affiliés à ce parti, ils doivent passer immédiatement et franchement du côté de la III-e Internationale que seul, le Parti Communiste, faible au point de vue numérique, mais robuste au point de vue politique, a représentée jusqu'ici en Suisse. La gauche du Parti Social-démocrate et le Parti Communiste doivent fusionner en un seul groupe, qui aux points de vue politique et organisation ne sera, en fait, que le Parti Communiste actuel élargi.

Le Bureau du Comité Exécutif de la III-e Internationale, ayant entendu à ce sujet les rapports des représentants de l'aile gauche du parti social-démocrate et du Parti Communiste, a pris la résolution suivante:

«Dans un délai maximum de quatre mois après le Congrès mondial, un Parti Communiste suisse devra être formé en Suisse.»

«Un comité d'action général, composé de deux représentants de la gauche, de deux représentants du Parti Communiste actuel et, si possible, d'un représentant du Comité Exécutif de la III-e Internationale, devra être créé à cet effet. Ce Comité d'action sera chargé de mettre en vigueur, à la date fixée, les décisions du II-e Congrès mondial.—Moscou, le 11 août 1920.»

Dans sa même séance, le Bureau de l'Internationale Communiste a ratifié l'admission du Parti Communiste suisse dans la III-e Internationale. Les représentants de la gauche ont protesté contre les deux décisions précitées et demandé que la question fût soumise à l'examen du Comité Exécutif. Dans sa séance du 17 août 1920, ce dernier a ratifié les décisions du Bureau les rendant ainsi obligatoires pour chaque membre de la III-e Internationale.

Bien des membres de la gauche du parti social-démocrate auront probablement de la peine à se ranger sous l'égide du Parti Communiste. Mais l'Internationale Communiste exige de ses membres des sacrifices beaucoup plus grands que le renoncement à une idée politique. Celui qui n'en est pas capable, qui ne sait pas mettre les intérêts de la révolution mondiale au-dessus de son amour-propre, prouve qu'il n'a rien de commun avec la III-e Internationale. Il faut choisir entre Grimm et Greilich ou il ne sert de rien d'opter entre la II-e et la III-e internationale.

Quiconque ne le comprend pas n'existe pas pour nous. Avec lui nous ne perdons rien et ce qui peut lui servir de consolation il ne perd rien avec nous.

Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de discuter comment la scission se produira dans le parti social-démocrate. Mais il va de soi que les communistes qui restent encore dans ce parti, ne se retireront pas de ce milieu qu'ils ne peuvent plus supporter claquer la porte. La campagne en faveur de la scission devra se faire sur une vaste échelle, dans le but de gagner des partisans au communisme révolutionnaire. L'aile gauche du parti doit poser carrément la question du principe révolutionnaire et le défendre au prochain congrès extraordinaire du parti. Elle doit saisir le congrès de son projet de programme, élaboré en commun avec le Parti Communiste et dont tous les articles doivent être conçus dans l'esprit des décisions du Congrès de Moscou. Ce programme doit comprendre toutes les clauses dont l'exécution est indispensable pour l'admission dans la III-e Internationale et toutes les règles concernant la ligne de conduite des communistes, parlementaires et autres; il doit exiger en outre en termes nets ne permettant pas l'équivoque, l'expulsion du parti de tous ceux qui auront voté contre ces clauses. Ce serait une erreur fondamentale que d'attribuer une importance capitale au nombre des membres à expulser. Il faut agir de façon que le parti ne se divise pas, par suite de divergences de vues, entre le centre et la droite, mais, comme l'exige la logique des faits, par suite d'incompatibilité d'action, entre le centre et la gauche. Tous les leaders du centre — les Grimm, les «forgerons» d'Oltén et d'Aarau et consorts, ainsi que le groupe de Nebs, doivent être rejetés à la droite. Il faut les mettre publiquement dans la même balance que Greilich et Gustave Müller, pour que le poids mort de ces social-patriotes — tout au moins honnêtes — pèse comme du

plomb sur leurs ailes, lors de toutes leurs malhonnêtes tentatives de faire en paroles une envolée révolutionnaire. Si dans le parti quelques ouvriers restent provisoirement attachés au culte des personnalités, il ne faudra voir en cela qu'un phénomène passager. A l'heure actuelle, la Suisse a besoin d'un Parti Communiste inspiré de principes nets et précis et fidèle à la révolution. Ce qu'il faut présentement, c'est un bon grain communiste. Pour commencer, le nombre importe peu; ce qu'il nous faut, c'est la qualité. Le développement ultérieur des événements transformera la qualité en quantité.

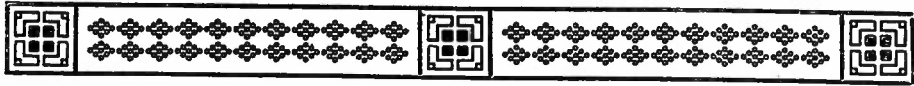
Nous ne nous faisons pas d'illusion quant à la possibilité d'obtenir, avec un tel programme, la majorité au Congrès du parti social-démocrate; nos amis de l'aile gauche du parti ne se leurrent pas, non plus, de cette espérance. Mais si par miracle, nous obtenons cette majorité, le Parti Communiste ne se refusera pas à admettre dans son sein le parti social-démocrate épuré des éléments indignes. Mais on ne doit pas s'attendre à des miracles sur le sol stérilisé par les Grimm et les Gräber. Notre programme communiste ne réunira sans doute que la minorité. Dans ce cas, tout partisan sincère de la III-e Internationale n'aura plus qu'une chose à faire: quitter les social-démocrates et adhérer au Parti Communiste Unifié!

Ainsi les ouvriers suisses auront bientôt leur parti révolutionnaire actif et indissoluble: L'activité révolutionnaire du prolétariat suisse va entrer dans une phase nouvelle et lorsque la révolution mondiale l'appellera à l'action, il sera à même de faire son devoir.

I. N.

*N. D. L. R.* — La rédaction espère malgré tout que le groupe Nobs et les autres camarades de la gauche, le moment venu, rompront définitivement avec les éléments de droite et nous aideront à former en Suisse un puissant Parti Communiste Unifié.





## LA LUTTE SYNDICALE EN ESTHONIE

En Esthonie, le mouvement syndical est si étroitement lié à toute la lutte de classe des ouvriers de ce pays, qu'il serait erroné de parler, en l'occurrence, de lutte syndicale dans l'acception ordinaire de ce mot. Seul, le syndicat des imprimeurs de Réval et certains syndicats de Dorpat ont suivi une ligne purement professionnelle.

Réveillée en novembre 1918, pendant la débâcle des troupes d'occupation allemandes et alors que la guerre de classe s'annonçait imminente, l'activité des syndicats fut de nouveau interrompue par la terreur blanche qui sévit avec une rage particulière sur l'Esthonie en janvier et en février 1919, peu après la retraite des rouges. En mars, la féroce dictature de la bourgeoisie esthonienne portait le dernier coup à la démocratie et, en avril, sur les ossements des prolétaires, elle élevait l'Assemblée Constituante. Les menchéviks et les travaillistes, qui disposaient dans cet établissement de 71 sièges sur 120, s'emparèrent du pouvoir et lancèrent, en mai, leurs troupes contre Pétrograd rouge, Pskov et la Lettonie soviétiste. En même temps, ces « socialistes » se mirent à amadouer le prolétariat de « leur » république. Une sorte d'amnistie, comme l'appellèrent eux-mêmes ses auteurs, fut accordée au pays. Mais dès que la classe ouvrière sentit l'adoucissement de la terreur, elle en profita pour transformer les libertés démocratiques restreintes qu'on lui avait accordées, en une arme de lutte contre la bourgeoisie.

Le premier acte du gouvernement menchéviste et travailliste fut d'arrêter le bureau central des syndicats de Réval et de publier—ce qui était noisivement faux—que ce bureau s'était vendu pour 4 millions de roubles à « l'ennemi extérieur ». Cette arrestation et cette manœuvre provocatrice déterminèrent une grève politique. Les usines et les fabriques de Réval se mirent en grève et réclamèrent la mise en liberté des camarades arrêtés. Le 15 mai, contre deux voix et trois abstentions, le boycottage de l'organe des menchéviks, *Le Social-Démocrate*, fut voté par 126 délégués des syndicats de Réval. Ce boycottage devint la forme d'agitation légale contre les social-traitres. Il fut approuvé dans la suite par tous les syndicats de Réval et par les conseils centraux de Pernof et d'Arensborg et eut pour résultat de réduire de 60% le tirage du journal.

Les arrestations de mai montrèrent clairement aux ouvriers qu'il était impossible à un centre d'organisation légale de diriger une grève économique. L'expérience fut mise à profit, et la

grève vigoureuse qui éclata en novembre, se déroula, dès le début, sous la direction d'un comité de grève clandestin.

L'assemblée sus-mentionnée des délégués des syndicats établit également les bases de la tactique ultérieure des syndicats. Il fut arrêté que les syndicats n'entreraient en aucuns pourparlers avec le ministère du travail, tant que les membres du conseil central ne seraient pas relâchés; on décida aussi que les syndicats lutteraient par tous les moyens en leur pouvoir contre les tentatives de transformer le conseil central en une commission docile aux ordres du ministère du travail. Les membres du conseil central furent bientôt remis en liberté, mais en raison de la continuité des arrestations et des représailles de tout genre, les syndicats de Réval se refusèrent, jusqu'au printemps de 1920, à toutes négociations avec le ministère social-démocrate du travail, auquel ils se bornèrent à communiquer sous forme d'ultimatum les nouveaux barèmes des salaires. La justesse de cette tactique se trouva confirmée en juin courant; des pourparlers prolongés aboutirent alors à des résultats qu'on aurait pu obtenir sans avoir recours à des négociations; le gouvernement et le syndicat des patrons accordèrent une augmentation de salaire qui s'élevait à 25—40% de ce que réclamait le conseil central des syndicats. Les salaires minima, établis actuellement par les patrons, sont de 34 à 60 marks, alors que le tarif minimum des syndicats est de 153 marks. Ainsi le rapport entre le salaire effectif et le salaire réclamé par les syndicats est exactement le même que l'année passée. Toutefois, il ne faudrait point en conclure que le refus d'entrer en pourparlers ait été érigé par nous en principe tactique.

En juin et juillet 1919, les événements économiques et politiques tournèrent dans un cercle sans issue: toute grève économique provoquait des arrestations qui elles-mêmes, donnaient lieu à de nouvelles grèves de protestation. Aussi l'organe du conseil central des syndicats esthoniens, le *Töö Hääl* (La Voix du Travail) n'eut-il pas à faire de la polémique avec les menchéviks sur les tâches des syndicats; il se borna à diriger moralement la lutte politique des syndicats contre le gouvernement des social-traitres. Le conseil central était devenu la bête noire de tous les démocrates blancs. Ceux-ci le haïssaient, le considérant comme un centre de lutte de classe révolutionnaire, et flairaient en lui un ennemi de l'Assemblée Constituante. Quant aux menchéviks, ils le combattaient

encore pour des raisons de parti, parce que la bourgeoisie n'apprécie les menchéviks qu'autant qu'ils réussissent à duper les masses ouvrières. Même l'union des cheminots, que les menchéviks ont créée en juillet dernier pour faire pièce au conseil central, échappe aux mains de ces agents de la bourgeoisie. C'est en juillet également que les organisations menchévistes, qui fonctionnaient dans les fabriques et usines de Réval depuis les terribles journées de la terreur blanche, se désagrègent définitivement. Vers le mois d'août, la classe ouvrière des villes tourne résolument le dos au parti des agents de la bourgeoisie.

Le congrès général des Syndicats d'Esthonie, tenu les 30 et 31 août 1919, en est une preuve manifeste. Sur les 412 délégués, présents au congrès, les menchéviks ne comptaient qu'une infime minorité de 30 hommes. Les ministres menchéviks mirent en branle tout l'appareil administratif pour s'emparer du congrès. Deux mois avant le congrès, le gouvernement avait suspendu l'organe des syndicats, le *Töö Hääl*. Toutes les tentatives de faire paraître ce journal sous un autre nom se brisèrent contre la défense secrète faite par le social-démocrate ministre de l'intérieur à toutes les typographies d'imprimer l'organe des syndicats. Le journal des socialistes révolutionnaires avait été suspendu quelques jours avant le congrès.

Dès son ouverture, le congrès revêtit le caractère d'une manifestation contre les social-démocrates. Quand l'assemblée se leva pour commémorer la mémoire des victimes de la terreur blanche, les menchéviks se levèrent également avec les autres délégués. Immédiatement ce fut, par toute la salle, un ouragan de cris. «Les bourreaux rendent hommage à leurs victimes! A bas les bourreaux du prolétariat! A la porte les social-traitres!» — cria la presque totalité des délégués. La première journée de ce congrès historique se termina dignement par une résolution, dont la conclusion invitait les menchéviks à plier bagage.

En voici le texte:

«Le Congrès condamne et voue à l'exécration en face de la classe ouvrière esthonienne tout entier et du prolétariat mondial, les socialistes renégats, les social-démocrates esthoniens qui ont trahi le prolétariat, en sacrifiant le noble idéal des travailleurs à des portefeuilles ministériels et sont devenus ainsi des laquais de la bourgeoisie. Les social-démocrates esthoniens ont aidé, par tous les moyens, le gouvernement dans ses violences contre le conseil central des syndicats et l'organe de ce dernier, et ils n'ont jamais fait entendre la moindre protestation contre le joug sous lequel le prolétariat esthonien gémissait tout comme aux temps des tsars. Bien plus, ils ont réclamé eux-mêmes du gouvernement l'application de mesures plus rigoureuses, de représailles plus dures. Aussi, sont-ils exclus de la ligne du front prolétarien. Présentement le congrès leur adresse sa dernière parole pour leur dire que dans cette assemblée, ils sont des intrus».

№ 14.

Après avoir entendu ce verdict, les menchéviks quittèrent le congrès auquel, peu après, ils adressèrent, eux aussi, leur dernière parole à Izborsk.

La résolution du Congrès relative aux tâches des syndicats a une importance capitale pour toute la lutte ultérieure de la classe ouvrière esthonienne, en vue de renverser la dictature de la bourgeoisie.

«Les syndicats doivent être des organisations ouvrières révolutionnaires, ayant pour but d'élever la classe ouvrière dans la conviction inébranlable de la nécessité de la révolution sociale. Aux syndicats il appartient de diriger les ouvriers dans leur lutte économique, aussi bien que politique».

— «Les syndicats reconnaissent et acceptent, comme plate-forme de toute leur action politique ultérieure, les décisions de la III<sup>e</sup> Internationale».

— «Les syndicats s'assignent comme tâche de lutter par tous les moyens contre les faux socialistes dont ils doivent faire comprendre aux ouvriers le rôle maléfaisant».

Ces quelques citations suffisent amplement pour donner une idée de la position des syndicats. Le social-bourreau, Ghellaf, ministre de l'Intérieur, affirma faussement plus tard que c'était précisément cette résolution qui avait été la cause de la dissolution du congrès. Mais cette résolution fut votée le matin, tandis que la dissolution du congrès eut lieu à minuit, après le vote par l'assemblée d'une autre résolution, dévoilant la nature de la guerre menée par la bourgeoisie esthonienne contre la Russie Soviétique et exigeant la conclusion immédiate de la paix.

Cédant à la violence, alors que les soldats blancs envahissaient la salle des séances, les délégués sortirent en chantant l'Internationale et en criant: «A bas les bourreaux social-démocrates!» C'est alors qu'on arrêta le bureau du congrès, ainsi que tous les membres du conseil central des syndicats qui venait d'être élu par le congrès. En même temps, on opérât par toute la ville des arrestations et, au matin, 102 prolétaires se trouvaient déjà en route pour la direction d'Izborsk.

Dans l'année qui vit l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg et les atrocités inouïes de l'amiral Horty, l'exploit du social-démocrate, Ghellaf, ministre de l'Intérieur, se détache avec un relief saisissant sur le fond sanglant de la terreur blanche. Sur les 102 prolétaires déportés, 75 furent envoyés vers le front russe où tout avait été spécialement arrangé pour les faire tomber sous les balles des rouges. Après les avoir dévalisés, les soldats les firent descendre du train blindé où ils se trouvaient, et leur ordonnèrent de courir vers la lisière d'un bois que ce même train blindé criblait de coups de feu. Ce n'est que par le plus grand des hasards que cette «descente» ne fut pas exterminée par les soldats rouges. Par contre, 26 délégués spécialement triés, furent fusillés à Izborsk. Les bourreaux se partagèrent leurs habits et leur argent. Parmi les victimes, se trouvaient des vétérans du bolchévisme,



comme le camarade Tippe, et des leaders éminents du mouvement syndicaliste esthonien, tels que les camarades Kohlmeister, Annus et Allick. Edouard Hammer, un jeune camarade, talentueux et ardent, qui avait proposé au Congrès d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale, fut également mis à mort par ordre du gouvernement esthonien. Parmi les victimes se trouvait aussi Masik, social-démocrate de gauche, arrêté à son domicile; c'était un camarade de parti de Ghellat, contre lequel ce dernier nourrissait, outre une animosité politique, un sentiment de haine personnelle. Tous ces héros prolétaires tombèrent, léguant au prolétariat le mot d'ordre: lutter et vaincre!

Quant à Ghellat, très avisé, il fit à l'Assemblée Constituante la déclaration suivante: Les 102 délégués arrêtés ont été remis contre reçu aux troupes soviétistes, naturellement nous ne répondons pas de ce qu'il peut leur arriver en Russie Communiste.

Un ou deux jours plus tard, le bruit commença à circuler à Réval de l'horrible massacre des délégués déportés à Izborsk. En dépit de ma raison, je l'avoue, je me refusais encore à y croire. Mais bientôt arriva un camarade qui nous raconta que les «héros» du train blindé venaient au marché de la ville de Walk des vêtements dans les poches desquels se trouvaient des pièces d'identité appartenant à des membres du congrès. Peu à peu, l'horrible vérité se fit jour.

À l'heure actuelle, les principaux assassins sont depuis longtemps décorés de la «Croix de la Liberté».

## II.

Ce sauvage «pogrom» porta un coup terrible aux syndicats et particulièrement à ceux de Réval, car la plupart des camarades déportés ou assassinés étaient de Réval. Ce n'est qu'en avril 1920, que le conseil central des syndicats de Réval fut reconstruit et qu'il put dans sa première séance, donner les résultats du travail opiniâtre mené pendant sept mois pour arriver à réorganiser les syndicats. Le syndicat des métallurgistes, qui comptait au moment du congrès 3.400 membres, n'en avait plus que 1.700 au mois d'avril; il avait perdu 36% de ses membres déportés ou tués. Le syndicat des tailleurs, sur ses 1.200 membres, en avait perdu 700; il ne lui en restait, en avril, plus que 500. Les ébénistes syndiqués étaient en avril, 460, contre 1.700 l'année précédente; les ouvriers de l'industrie chimique et de la papeterie, 626; contre 1.400, et ainsi de suite. En somme, les syndicats de Réval comptaient, en avril 1920, 16.000 membres, alors qu'en août 1919, ils en avaient plus de 30.000. Tels sont les résultats des sanglantes représailles des menchéviks qui ont l'impudence d'accuser les bolchéviks d'avoir désorganisé les syndicats, en y introduisant la politique.

Après la dissolution du congrès et la suppression du conseil central des syndicats esthoniens, les menchéviks eurent le cynisme de déclarer à l'Assemblée Constituante, par la bouche

de Ghellat, qu'un nouveau congrès serait convoqué qui mettrait le mouvement syndical dans la bonne voie. Le «Social-démocrate» conviait les ouvriers à organiser un centre, «qui aurait à cœur leurs intérêts» et qui ne les entraînerait pas dans la voie «des aventures et des ténébreuses intrigues». Mais il était écrit que ces prophéties des social-bourreaux ne se réaliseraient pas.

Les décisions du premier congrès sont devenues le drapeau et l'étoile directrice de la lutte du prolétariat syndiqué. «Vengeance contre les bourreaux!» — tel est maintenant le mot d'ordre de tous les ouvriers honnêtes. Malgré les menaces ouvertes ou dissimulées, malgré les arrestations et les perquisitions, malgré même les basses avances des social-traitres, ceux-ci n'ont pas réussi à s'emparer des syndicats; bien plus, ils ont été délogés des dernières positions qu'ils y occupaient encore.

C'est ainsi que le Conseil central de Réval, dans sa première séance du 22 avril 1920, ne craint pas de défier la bourgeoisie, par la résolution suivante (adoptée par 55 voix contre 2):

1) Le Conseil reconnaît, approuve et confirme toutes les décisions et résolutions du premier congrès syndical.

2) Le Conseil proteste contre la résolution de l'Assemblée Constituante relative à l'entrée de la République Esthonienne dans la Ligue des Nations et déclare qu'à cette ligue le prolétariat oppose la III<sup>e</sup> Internationale.

3) Le Conseil exige la levée de l'état de siège, le rétablissement de toutes les libertés civiles, l'amnistie générale et le droit pour tous les partisans de la III<sup>e</sup> Internationale de rentrer librement en Esthonie.

4) Le Conseil décide de se joindre au prolétariat mondial et d'arborer le drapeau de la classe ouvrière dont la devise est: «Vive la III<sup>e</sup> Internationale!»

Les procès-verbaux des séances communes des commissions d'administration des syndicats de Réval, des conseils de prud'hommes des fabriques et usines ainsi que du conseil central, font passer sous nos yeux, comme en un kaléidoscope, tout le tableau véritable de notre «démocratie». Les autorités social-démocrates ordonnent d'enlever de l'édifice des syndicats le drapeau rouge portant la devise: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous»; l'assemblée proteste et exige que le drapeau soit remis à sa place. L'assemblée proteste contre la visite par les agents de la police social-démocrate des locaux des syndicats et contre les citations à se présenter au bureau de la police adressées aux membres du conseil central et vote à ce sujet la résolution suivante: «Le conseil central des syndicats porte à la connaissance du gouvernement de la République que les représentants des ouvriers ont été élus pour défendre les intérêts de ces derniers et non pas pour accourir au premier appel des agents de la police; il exige que les représentants des ouvriers soient laissés, en paix». On pourrait multiplier les épisodes de cette guerre de partisans, qui se poursuit interminable, tenace; voici un exemple d'une manifestation de masses. Par

l'action combinée des syndicats et de l'organisation communiste clandestine de Réval, le parti social-démocrate se voit forcé de donner à son public, à l'occasion du 1-er mai, le mot d'ordre suivant: «Restez chez vous!» Et les ouvriers, défilant le 1-er mai, par les rues de Réval, se disaient avec une satisfaction profonde: «Enfin, ces Cains ont eu honte!»

Dans la deuxième quinzaine de mai, alors que l'imminence d'une grève économique devenait de plus en plus évidente, le ministre Ghellal prit peur et fit dissoudre le conseil central, sous prétexte que les statuts de ce dernier n'étaient pas approuvés.

Le 8 juillet, dans une séance commune, les conseils des Syndicats de Réval et des prud'hommes de fabriques et d'usines adoptèrent la résolution d'envoyer des délégués au deuxième congrès de la III-e Internationale, et décidèrent, au cas où le gouvernement refuserait leurs passeports aux délégués, d'envoyer un mandat à un communiste esthonien résidant à l'étranger et qui serait le camarade Peghelman, publiciste connu. Par le sang de leurs meilleurs représentants, les syndicats de Réval ont indiscutablement conquis le droit de faire partie de la III-e Internationale.

### III

Les étapes du mouvement syndical parmi les ouvriers agricoles sont à signaler particulièrement. Les premiers syndicats ruraux surgissent dans les villages au commencement de 1919, sur l'initiative des menchéviks qui, profitant de la terreur blanche, firent une tentative de créer des

syndicats dociles à leurs ordres. Mais au premier congrès syndical, dix délégués seulement des ouvriers agricoles quittèrent la salle des séances avec les menchéviks, lors de l'expulsion de ces derniers. D'après mes calculs, le nombre de ceux qui restèrent fut quatre fois plus grand. Les membres du bureau ayant été assassinés, tous les documents du congrès sont tombés aux mains de Ghellal, de sorte que nous ne pouvons donner un chiffre exact.

Du 8 au 10 mai, les syndicats d'ouvriers agricoles ont tenu à Réval leur congrès, qui réunit 141 délégués représentant 88 syndicats. Le nombre des syndicats s'élève à 119. Un détail assez curieux: sur tous ces syndicats, 12 seulement étaient abonnés au journal *Le social-démocrate*.

Le congrès n'a pas voté une seule résolution menchéviste. Il a adopté les résolutions des socialistes indépendants (anciens socialistes révolutionnaires), qui avaient décidé la veille du congrès d'adhérer à la III-e Internationale. Ce Congrès a montré l'état d'esprit révolutionnaire du prolétariat agricole, dont la conscience évolue de plus en plus vers l'idéal révolutionnaire; témoin, la croissance excessivement rapide dans les villages des organisations communistes, en dépit des représailles féroces dont elles sont l'objet. Ce fait a une importance capitale dans la lutte que la classe ouvrière esthonienne soutient pour son émancipation, parce que les ouvriers des villes, par suite de la désorganisation de l'industrie, sont numériquement trop faibles pour porter le coup mortel à leur bourgeoisie.

Réval, juillet 1920

*Un Communiste Esthonien.*





## LA SITUATION AU JAPON

D'après le recensement de 1909, la population de l'Empire Japonais était de 66.256.000 habitants d'où une densité de 333,4 par mille carré. On a calculé que, pour ces dernières années, l'augmentation annuelle se montait de 650.000 à 770.000 personnes (ce qui donne de 13,4 à 15,7 pour 1.000). A cette allure — en admettant que la progression se maintienne — la population aura doublé dans 70 ans. D'après les statistiques de 1913, la superficie des terres cultivées au Japon est de 13.150.000 acres, dont 7.150.000 sont couvertes par des plantations de riz irrigables et 6.000.000 par la culture ordinaire.

Année normale, chaque Japonais consomme en moyenne 5 boisseaux de riz. Ces quelques dernières années la récolte moyenne du riz au Japon (y compris la Corée et l'île de Formose) a atteint 325.000.000 boisseaux. Toutefois, en 1907, il a fallu importer 10.000.000 de boisseaux. Le nombre total des propriétaires ruraux est de 6.000.000; la part moyenne des terres pour chaque famille est de 2,2 acres. Les plantations de riz occupent 57% des terres cultivées et le froment 33%.

Le nombre des propriétaires ruraux est le suivant:

possesseurs de moins d'une acre.	2.339.550
» » plus » »	1.245.377
» » » de 2 acres.	882.124
» » » » 6 »	267.609
» » » » 10 »	125.794
» » » » 20 »	41.378
» » » » 100 »	2.967
Total . . .	4.904.799

Nombre de petits propriétaires cultivant leurs propres terres. . . . .	1.764.181
Nombre de petits propriétaires cultivant leurs propres terres et les terres affermées . . . . .	2.173.867
Nombre de fermiers. . . . .	1.500.000
Nombre de journaliers et d'ouvriers forestiers . . . . .	2.500.003

L'accroissement continu de la population et la diminution des denrées alimentaires rendent nécessaires pour le Japon l'agrandissement de la superficie de ses terres arables. Pour diminuer la densité de la population, le gouvernement a voulu favoriser l'émigration en Amérique, aux

îles Hawaï, en Australie et dans l'Amérique du Sud. Mais la plupart de ces pays, excepté l'Amérique du Sud, eurent recours à des mesures restrictives pour empêcher l'émigration des Japonais. C'est alors que le gouvernement jeta son dévolu sur la Chine et la Sibérie et encouragea l'émigration en Occident. Par ce moyen, le gouvernement se faisait une arme de ses sujets pour réaliser ses aspirations impérialistes et subjuger le nord-est de l'Asie. Le peuple japonais, pénétré par le virus de la propagande impérialiste, est tout disposé à soutenir les idées de conquête de son gouvernement en Chine et en Sibérie. C'est pourquoi les Japonais peuvent être placés au premier rang des nations capitalistes et impérialistes.

L'empereur exerce le pouvoir exécutif suprême en profitant des conseils et du concours des ministres. Il exerce le pouvoir législatif de concert avec le Parlement (dont les membres sont nommés uniquement par les propriétaires) et le pouvoir judiciaire en s'appuyant sur une magistrature dont les membres sont nommés par lui.

Il faut encore signaler l'existence d'un « conseil privé » des représentants de la haute aristocratie que l'Empereur consulte pour toutes les questions d'Etat. L'Empereur est le chef suprême de l'armée et de la flotte; il dépend de lui de déclarer la guerre, de conclure la paix et les traités internationaux.

Telle est la monarchie « constitutionnelle » du Japon!

La personne de l'empereur est sacrée et les Japonais sont très fiers que la dynastie impériale règne sans interruption depuis l'an 660 avant Jésus Christ. L'empereur est l'objet d'un culte religieux et ses sujets sont prêts à mourir sur son ordre. L'idée que la personne impériale est sacrée est inculquée aux Japonais dès l'enfance. Ces derniers ne se rendent pas compte que c'est le capitalisme et rien d'autre qui est vraiment la force dirigeant le pouvoir et la cause de leur misère grandissante. L'étranger qui visiterait le Japon verrait s'étaler dans toutes les villes principales les produits les plus nouveaux de la technique et de l'industrie. La science, les arts et la littérature sont en pleine prospérité. 98,2% de la population savent lire et écrire. Mais en même temps les ouvriers sont obligés de travailler comme des serfs, de 10 à 15 heures par jour. En fait l'esclavage subsiste encore au Japon. C'est non seulement dans l'idée que la personne de l'empereur

est sacrée, — idée inculquée aux Japonais dès leur basage dans les écoles et par les journaux — qu'il faut trouver une explication de l'état de sujétion dans lequel se trouvent les ouvriers et les paysans, braves et indépendants de nature, mais surtout dans les procédés actuels du capitalisme si largement développé, exerçant un rigoureux contrôle sur toute la presse, menant avec son concours une habile propagande contre les trade-unions et même contre l'agitation « démocratique » et exploitant dans ses intérêts les nombreuses institutions de bienfaisance et de philanthropie. Il est douteux qu'il y ait au monde un pays où l'espionnage policier soit mieux organisé qu'au Japon. La police secrète a recours à toutes les violences pour étouffer les mouvements les plus insignifiants poursuivant l'organisation économique des ouvriers ou une révolution politique.

En résulte-t-il que toute propagande communiste au Japon soit vouée à l'insuccès? Assurément, non! Cette propagande pourrait avoir du succès parmi les mineurs, qui vivent dans des conditions lamentables sous la menace de périls constants. Toujours mécontents, ils ne comprennent pas néanmoins d'où vient le mal dont ils souffrent et ne savent ce qu'ils doivent faire.

C'est en vain qu'on leur prêcherait la religion; les arts ne leur apporteraient pas plus de consolation. Mais ils prêteraient volontiers l'oreille aux paroles de celui qui, indiquerait le moyen d'obtenir plus de riz et de viande. Il y a environ 500.000 mineurs, tous animés d'un état d'esprit révolutionnaire, et prêts à affronter tous les dangers.

Les mineurs de Foukouoka, province du sud-est du Japon, ont jeté des bombes sous les trains transportant des troupes chargées de liquider la grève qui avait éclaté dans les mines de la région. Il s'ensuivit une véritable bataille entre soldats et mineurs. De grandes révoltes ont eu lieu au Japon, en 1918. Elles commencèrent à se produire dans une petite ville maritime. Plus de 200 femmes s'en furent chercher les exportateurs de riz, exigèrent qu'ils cessassent toute exportation, et fixèrent elles-mêmes le prix du riz. Le bruit de cette émeute se répandit dans tout le pays. Le lendemain, 18 provinces suivaient cet exemple et le peuple obtenait la taxation du riz.

Bien que remarquablement organisée, la police n'en fut pas moins débordée. S'il se fût trouvé quelqu'un à ce moment pour diriger les masses et les mettre sur la bonne voie, la révolution serait déjà un fait accompli au Japon. Tous les bassins miniers sont des centres d'agitation ouvrière. Bien organisée, une propagande parmi les mineurs donnerait sur-le-champ de brillants résultats.

Il ne faut pas oublier qu'au Japon il se fait une forte agitation en faveur du suffrage universel et que ouvriers et paysans réclament la liberté de parole, de réunion et de presse. Nous devons tirer profit de cette conjoncture. Le mouvement ouvrier japonais est sous le contrôle du gouvernement et des capitalistes. Soudoyés par

les capitalistes, les leaders ouvriers trahissent à tous moments la classe ouvrière. Il est certain que dans les trade-unions il y a beaucoup d'éléments révolutionnaires, mais la plupart des ouvriers sont induits en erreur par leurs leaders et ignorent tout des changements fondamentaux survenus dans le mouvement ouvrier européen; quant aux radicaux au courant de ces faits, ils sont littéralement baillonnés.

Voici quelques données concernant la classe ouvrière:

Ouvriers industriels ayant eu recours à l'assistance médicale . . . . .	1.425.256
Ouvriers industriels n'ayant pas eu recours à l'assistance médicale . . . . .	316.193
Mineurs . . . . .	500.000
Journaliers et ouvriers forestiers . . . . .	2.500.000
Travailleurs de la mer . . . . .	500.000
Cheminots . . . . .	200.000
Ouvriers du textile et artisans . . . . .	1.000.000
Menuisiers et maçons . . . . .	500.000
Divers . . . . .	500.000
<b>Total . . . . .</b>	<b>8.000.000</b>

#### Grèves

Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes
1914	50	7.904
1915	64	7.852
1916	103	8.413
1917	396	57.309
1918	427	66.457
1919 jusqu'au mois de mars	48	5.660

En dépit des efforts des leaders qui, avec la complicité du gouvernement, dirigent le mouvement ouvrier sur une fausse voie, le nombre des grèves ne cesse d'augmenter. J'ai déjà indiqué plus haut qu'il est impossible de préconiser au Japon des idées révolutionnaires. Il importe donc de créer dans ce pays une presse purement communiste. En attendant, il faut profiter de certaines éditions ouvrières pour la propagande révolutionnaire. Aussi longtemps que nous ne serons pas suffisamment forts, il nous faudra éditer notre littérature hors du pays. Il va sans dire qu'en l'occurrence il nous faudra agir avec la plus grande prudence. En même temps on devra entreprendre une propagande clandestine tout d'abord parmi les mineurs et les marins. Ces derniers peuvent être de la plus grande utilité pour transporter et propager en tout lieu, notre littérature de propagande. Nous devons trouver les moyens pour entretenir des relations étroites et suivies avec la III<sup>e</sup> Internationale, pour recevoir les directives et autres secours nécessaires et pour mener à bonne fin notre propagande. En retour, nous la tiendrons régulièrement au courant de toutes les manifestations de la vie politique et ouvrière du Japon et des autres pays d'Extrême-Orient.

Y. K.



## ROSA LUXEMBOURG ET L. TICHKO DEVANT LA JUSTICE DU TSAR

C'est de la main des mercenaires de la social-démocratie blanche d'Allemagne qu'ont péri les meilleurs militants du communisme allemand, les leaders de la révolution internationale—Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht et Léon Tichko. Les héros du communisme ne sont pas sortis vivants des mains des social-démocrates, ces défenseurs des intérêts du capital contre la révolution prolétarienne.

Il arriva à ces leaders du prolétariat allemand de tomber dans les griffes de l'autocratie tsarienne en Russie ou des autorités du kaiser en Allemagne,—mais ils sortirent vivants des mains des agents de la monarchie. C'est aux satellites de Scheidemann qu'était réservé le rôle infâme d'être les bourreaux des chefs de la classe ouvrière.

Les documents fournis par le Comité du Parti Communiste Russe de Mochansk au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sur «l'affaire» des camarades Luxembourg et logichés-Tichko, documents extraits des archives du tribunal de la circonscription militaire de Varsovie, nous dévoilent une page intéressante de la vie de ces grands martyrs de la révolution communiste.

### *L'Arrestation.*

Nous avons devant nous l'enquête de la gendarmerie de Varsovie sur l'affaire des accusés (art. 102, 129 et 132 du code pénal), Rosalie Luxembourg, dénommée Anna Matchke, fille d'Edouard Luxembourg, et Léon loguichés, dénommé Otto Engelman, fils de Samuel loguichés. Le procès fut entamé le 18 mars 1906, et prit fin le 12 octobre de la même année; le dossier est formé de 202 feuilles. La note secrète du chef de la Sûreté générale de Varsovie, du 5 mars 1906, nous jette en plein sujet. En voici la teneur: «D'après les renseignements des agents de la police, deux représentants du comité étranger du parti social-démocrate de Pologne sont arrivés de Berlin et sont descendus à la pension de la comtesse Valewska (Vasnaia, 1) sous les noms d'Anne Matchke et d'Otto Karlovitch Engelman; le but de leur arrivée est l'organisation de troubles agraires dans la région de la Vistule. Sous le nom de Matchke, se cache une personnalité bien connue, Rosa Luxembourg, figurant au n° 331 de la liste des recherchés du département de la police et, sur l'initiative de la-

quelle avait été montée, le 14 février 1904, dans la rue Dvorskaia, quartier de Volz, la typographie secrète du parti social-démocrate du royaume de Pologne et de Lithuanie. Une perquisition a donc été faite chez lesdites personnes qui ont été arrêtées le 19 février de cette année». Puis vient la liste des journaux, brochures et manuscrits enlevés aux arrêtés.

«En outre, il a été trouvé sur lesdites personnes des passeports étrangers dont les visés indiquent que Matchke s'est fait enregistrer à Varsovie, le 18 décembre, et Engelman le 21 du même mois; les différents cachets apposés sur le passeport de ce dernier montrent qu'il faisait de fréquentes apparitions à Varsovie. A l'interrogatoire préliminaire, Matchke affirma catégoriquement que son vrai nom était Matchke, mais après la saisie, chez Anna Luxembourg, demeurant à Varsovie au N° 9 de la rue Zelnaia, d'une photographie sur laquelle celle-ci avait écrit de sa propre main que c'était là le portrait de sa soeur Rosa Luxembourg et quand Anna Luxembourg, mandée au service de la Sûreté, eut reconnu, devant témoins, Matchke comme sa soeur, cette dernière se vit forcée d'avouer son vrai nom, ce dont il est fait mention au procès-verbal».

La révolution qui avait débuté, le 9 janvier 1905, par une manifestation du prolétariat à Pétersbourg, continuait à bouillonner en 1906. Le prolétariat polonais qui, dès les premiers jours, avait soutenu les ouvriers pétersbourgeois par des grèves en masse, était resté depuis à l'avant-garde de la révolution russe. La lutte révolutionnaire du prolétariat polonais se développait sous l'égide de la social-démocratie de Pologne et de Lithuanie qui combattait avec succès les idées pernicieuses du nationalisme, propagées par le parti socialiste polonais. C'est alors que les camarades Luxembourg et Tichko, militants éprouvés du parti social-démocrate polonais, se rendirent sur le théâtre de la lutte révolutionnaire où, deux mois plus tard, ils tombèrent entre les mains de la police secrète du tsar.

Le 19 février, sur l'ordre du chef de service de la Sûreté de Varsovie, le lieutenant-colonel Chéviakov, Matchko et Engelman, comme personnages dangereux pour l'ordre public, furent arrêtés et internés au commissariat pour y être gardés à vue jusqu'à ce que leur affaire fût éclaircie (application de l'art. 21 du règlement de la Sûreté générale et du maintien de l'ordre public).

### L'Instruction.

Le premier procès-verbal de l'interrogatoire de Matchke est daté du 25 février 1906. Celle-ci lit alors la déposition suivante: «Membre de plusieurs sociétés d'éditions étrangères, je suis arrivée comme telle en Russie, vers le milieu de décembre de l'année passée, dans le but d'étudier le mouvement social dans le royaume de Pologne». Sur le même procès-verbal, Luxembourg a écrit de sa propre main: «Je me nomme Rosa Luxembourg et non Anna Matchke». C'est donc à l'interrogatoire, du 25 février que Anna l'avait reconnue comme sa sœur.

Le procès-verbal de l'interrogatoire de Rosa Luxembourg par le capitaine Souchkov est daté du 29 mars. D'après ses déclarations, Rosa Luxembourg avait 33 ans, était née à Zamostie, gouvernement de Lublin, et «ne professait aucune religion»; elle était fille de marchand, juive d'origine, sujette prussienne, docteur en droit, domiciliée à Berlin, et de passage à Varsovie; elle était collaboratrice permanente de la section politique à la rédaction du *Vorwärts* à Berlin gagnait sa vie par son travail personnel; mariée à un sieur Lübek, elle était divorcée depuis 1906; ses parents étaient morts, l'un de ses frères, Nicolas, 46 ans, était marchand à Londres, un autre, Maximilien, 40 ans, habitait Varsovie, où il était propriétaire du comptoir «Luxembourg et Cie»; un troisième, Joseph, 38 ans, était médecin à Varsovie; quant à sa sœur aînée, 42 ans, elle était employée au comptoir de son frère, Maximilien. Rosa était née en 1869, avait fait, jusqu'en 1887, ses études au lycée de filles à Varsovie; plus tard elle avait passé, à l'Université de Zurich, l'examen de docteur en droit; partie, en 1889, pour Zurich pour y faire ses études, elle avait, depuis lors, constamment vécu à l'étranger, surtout en Suisse; les derniers temps elle habitait Berlin. En 1903, elle avait été déferée devant les tribunaux, en Prusse ou en Saxe—dans quelle ville, elle ne s'en souvient plus—pour agitation au cours d'une campagne électorale et condamnée à deux mois de prison. Elle avait payé sa peine à Zwickau.

Rosa ne se reconnut point coupable du délit prévu par l'art. 102 (participation à une société ayant pour but avoué de transformer par la violence la forme de gouvernement, établie par les lois fondamentales en Russie ou dans toute autre partie de l'empire russe et tentative de détacher de la Russie une de ses parties intégrantes) non plus que du délit prévu par l'art. 139 (conservation dans le but de les propager, d'écrits contenant des appels à la sédition et au renversement de l'ordre établi dans l'Etat). J'appartiens—déclara Rosa—au parti social-démocrate allemand dont le but est la réalisation du régime socialiste en Allemagne; ce parti, par son idée fondamentale, ne diffère pas des partis analogues organisés dans d'autres Etats, mais en fait, il n'est pas en relations directes avec ces partis. Je suis arrivée, munie du passeport d'une amie, Anna Matchke, habitant Berlin et appartenant, elle aussi, au parti social-démocrate allemand; j'ai été obligée de prendre un autre passeport pour éviter à mes

parents de Varsovie d'être inquiétés par la police qui était au courant de mon activité à l'étranger comme social-démocrate. Je demeurais, rue Vassnaïa, dans la même maison qu'une de mes connaissances, Otto Engelman, arrivé avant moi d'Allemagne. Je sais qu'Engelman est correspondant de la *Leipziger Volkszeitung* et qu'il est arrivé dans le but de recueillir les matériaux nécessaires pour ses correspondances.

Le 29 mars, un arrêt fut rendu par lequel Rosa devait être internée dans la prison préventive de Varsovie.

Engelman ne se reconnut pas non plus coupable d'infraction aux art. 101 et 132 et déclara, comme l'avait déjà dit Rosa Luxembourg, être arrivé à Varsovie dans le but de recueillir des matériaux pour ses correspondances dans les journaux allemands et avoir rencontré là, une de ses connaissances, Rosa Luxembourg.

La presse bourgeoise allemande vint au secours du service de la Sûreté russe: aussitôt après l'arrestation de Rosa Luxembourg, elle entama une violente campagne contre cette dernière qu'elle dénonça aux autorités russes. Le 17 mars (nouveau style), le journal berlinois, *Die Post*, dans son édition du soir publia un entrefilet sur Rosa Luxembourg contre laquelle il mena, dès lors, une campagne ininterrompue de dénonciation. Cette petite feuille bourgeoise profita de quelques phrases maladroites de l'organe des social-démocrates, le *Vorwärts*. Ce journal avait écrit: «Quand, au mois de décembre, une réaction violente éclata dans l'empire du tsar, elle (Rosa) ne put supporter de sang-froid ces horreurs, se rendit sur les lieux et se sacrifia à son idéal». La feuille bourgeoise avait vraiment raison de dire que le *Vorwärts*, par ces quelques lignes, avait rendu un fier service aux autorités russes qui, en toute justice, devraient bien lui en exprimer leur reconnaissance publique par voie de presse. La *Post* se réjouit de ce que les Allemands aient été si heureusement débarrassés de cette «mégère».

Le 31 mars, le chef de la sûreté de Varsovie écrit au chef de la gendarmerie que «Rosalie Luxembourg est arrivée en Russie pour organiser des troubles agraires et pour remonter le niveau moral des révolutionnaires fortement déprimés par les événements de décembre de l'année passée». La domestique des garnis de la Valevsky, où Matchke et Engelman avaient été arrêtés, déclara que ceux-ci devaient bien se connaître, car ils se voyaient souvent; elle n'avait pas remarqué que d'autres locataires de la maison, non plus que des habitants de la ville, leur rendissent visite. Matchke et Engelman passaient toujours la nuit dans leurs chambres respectives; ils sortaient chaque jour, d'ordinaire vers midi, et rentraient le soir.

Le 27 mai, plusieurs médecins examinèrent Rosa Luxembourg, internée au pavillon X. Les docteurs Baranovsky, Sommer, ainsi que le docteur de la prison, Toumma, constatèrent chez Luxembourg «de l'anémie, ainsi que des troubles nerveux accompagnés d'hystérie; de plus, elle souffrait d'un catarrhe intestinal avec dilatation de la rate, qui nécessitait une cure d'eaux minérales et des bains, la diète et une hygiène convenable».

Le 29 mai, le procureur près la Cour de justice réclama pour la captive une punition qui n'entraînât pas pour elle la privation de la liberté. Le 2 juin, le frère de Rosa, exerçant la profession de docteur, déposait une requête, dans laquelle il demandait sa mise en liberté sous caution.

Entre temps la *Post* continuait sa basse campagne contre Rosa et son «secrétaire», loguichès.

Ainsi nous lisons dans le numéro du 14 juin: «Quand Rosa Luxembourg, il y a environ 4 ans, épousa l'ouvrier anarchiste bien connu, Lübek, elle le fit uniquement dans le but de devenir sujette prussienne; le jour même de son mariage la noble femme se sépara de son mari pour s'unir avec son fidèle ami loguichès. Pendant quatre ans la noble Rosa vécut à Berlin avec le dit loguichès».

Ces informations continuelles tenaient au courant le service tsariste de la Sûreté qui en profitait contre les accusés.

Le 3 juin, Rosa déclara qu'elle avait épousé à Bâle, en 1897, le sujet prussien Gustave Lübek. «Mon mariage s'est fait en présence d'un employé de l'administration civile, sans cérémonie religieuse. En 1902, je crois, mais je ne m'en souviens pas exactement, je me suis séparée de mon mari. Le divorce a été prononcé par les autorités civiles de Berlin».

Le 5 juin, le capitaine Souchkoff «prenant en considération que Luxembourg est atteinte de maladies exigeant un traitement spécial qui ne peut être appliqué en prison et que le régime auquel elle est soumise, internement, peut être remplacé par un autre moins rigoureux, en accord avec le substitut du procureur du tribunal de Varsovie, Tchékowsky, arrête: «mettre ladite Luxembourg en liberté sous caution de 3.000 roubles».

Le 15 juin, le même Souchkoff signe un ordre d'accepter la somme de 3.000 roubles versée en caution par le marchand de la 2<sup>e</sup> «guilde», Maximilien Luxembourg, habitant Varsovie, et de mettre en liberté Rosa, à condition que l'inculpée ne quitte pas Varsovie.

Entre temps, les gendarmes de Varsovie, profitant des indications de la *Post*, avaient pu établir l'identité d'Engelman.

Le 15 juin, le chef de la gendarmerie de la province de Varsovie adresse à son collègue de Vilna la note suivante: «De l'examen des photographies ci-inclues, représentant, l'une Engelman, l'autre Léon Samoulovitch loguichès, bourgeois de la ville de Vilna, dont il est fait mention dans la circulaire du département de la police du 16 avril 1891, il appert que loguichès et Engelman ne sont qu'une seule et même personne; je vous prie donc de faire subir, conformément à l'article 1035 du code d'instruction criminelle, un interrogatoire aux parents dudit loguichès, domiciliés à Vilna, de leur présenter la photographie d'Engelman en vue d'identifier ce dernier avec Léon loguichès, et si l'identité de ces deux individus est confirmée, de me faire savoir la date exacte du départ de loguichès de Vilna pour l'étranger, le lieu de son domicile et le genre de ses occupations».

Le 2 juillet, le bourgeois de la ville de Vilna, Paul loguichès, à l'interrogatoire de la gendar-

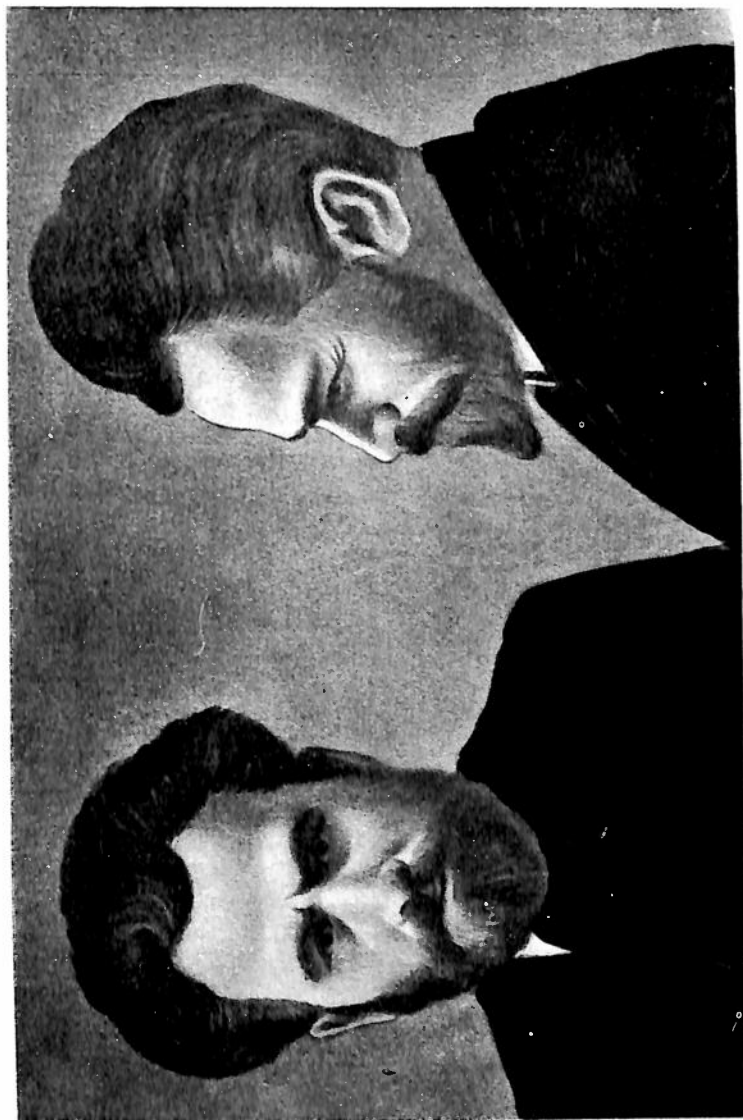
merie, ne reconnut pas la photographie qu'on lui présentait comme étant celle de son frère Léon. «De toute notre famille, dit-il, il n'y a actuellement de vivants que moi et mon frère Léon qui, par suite de son état de santé, réside à l'étranger; tous les membres de notre famille—ma mère Sofia Pavlovna, ma sœur Emilie et mon frère Ossipe—sont morts».

Le 4 juillet, sur un certificat de maladie délivré par le médecin en chef de l'hôpital st.-Stanislas à Varsovie, le docteur Sommer, certifiant attestant la nécessité pour Rosa Luxembourg d'une cure à Carlsbad, celle-ci sollicita l'autorisation de partir à l'étranger, s'engageant à revenir à Varsovie, à la première citation de la gendarmerie ou des autorités judiciaires. Souchkoff déclara que la commission d'instruction ne s'opposait pas au départ de Luxembourg.

Mais, le 15 juillet, Souchkoff signa l'ordre suivant: «Après un nouvel examen de l'instruction, prenant en considération que, premièrement—ainsi que le montre le § 33 du protocole de la perquisition—il a été trouvé chez Rosa Luxembourg, entre autres publications criminelles, les N<sup>os</sup> 44 et 48 du journal *Die Rothe Fahne*, organe des social-démocrates du royaume de Pologne et de Lithuanie, numéros contenant un article de ladite Luxembourg, intitulé «La lettre de Monsieur Dachinsky ou le P. S. P. à un tournant» dans lequel l'auteur, critiquant la lettre de Dachinsky, excite à la sédition et au renversement de l'ordre établi; et que, secondement, les numéros en question du journal *Die Rothe Fahne* ont été livrés à la publicité, j'ordonne: sur la base de la présente instruction, faire comparaître la nommée Rosalie Luxembourg en qualité d'inculpée pour infraction à l'article 129 du Code pénal, indépendamment des poursuites qui pourront être exercées contre elles en vertu des art. 102 et 132 du même Code pénal».

A un nouvel interrogatoire qu'on lui fit subir, le 18 juillet, Luxembourg qui n'avait pas encore eu le temps de partir, déclara: «Je ne ferai aucune déposition sur l'accusation portée contre moi pour infraction à l'art 129, je refuse également de déclarer si je me reconnais ou non coupable».

La requête suivante de Paul, le frère de Léon loguichès, adressée au commandant de la gendarmerie de Varsovie et datée du 27 juillet, est fort curieuse. «Comme votre Excellence m'a adressé, par l'intermédiaire de la gendarmerie de Vilna, une citation à venir comparaître le 31 juillet à Varsovie, en qualité de témoin dans le procès d'une personne qui m'est tout à fait inconnue et au sujet de laquelle la gendarmerie de Vilna m'a déjà fait subir un interrogatoire en règle, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit: 1) La citation susmentionnée de votre Excellence ne m'a été notifiée que le 29 juillet, de sorte que le délai qui m'est assigné pour me présenter à Varsovie n'est que d'un jour: vu l'état de ma santé et l'urgence pour moi de régler certaines affaires personnelles, ce délai est notablement insuffisant. 2) Je crois devoir déclarer que je connais le lieu de résidence à l'étranger de mon frère Léon avec lequel je suis en corres-



LÉO IOGOUKHÉS (TYSCHKO)

Portraits trouvés aux archives de la police secrète de Kalisch (1907)





YOUKKA RAKHIA  
1887—1920

Le 11 septembre, loguichès adresse au commandant de la circonscription militaire de Vilna la pétition suivante: «Je suis en prison, inculpé de crime politique; mon affaire passera bientôt devant le conseil de guerre de la circonscription de Varsovie. Comme je suis accusé en outre de m'être évadé, au mois de juin 1890 (j'ai oublié la date précise) du point de ralliement de Vilna, pour éviter le service militaire, je vous prie d'expédier le plus vite possible le dossier de cette affaire au capitaine Souchkoff (gendarmérie de Varsovie) qui est chargé de l'instruction de mon procès politique, afin que ces deux affaires puissent être examinées simultanément par le tribunal, comme l'exige la loi».

Le 19 septembre, loguichès fit la déposition suivante: né en 1857 à Vilna, je fus appelé au service militaire en 1890—je ne sais plus quel mois—par le conseil de révision de Vilna. Après m'être rendu au point de ralliement, au mois de juin de la même année, je me suis évadé le jour même. J'ai habité ensuite différentes villes en Russie et plusieurs années à l'étranger. Je n'ai pas eu connaissance de l'unité à laquelle j'étais affecté. Je n'ai pas prêté serment. Le 19 février de l'année courante, j'ai été arrêté pour crime politique et interné au pavillon X de la forteresse de Varsovie.

Dans le dossier nous avons encore le duplicata du formulaire de Léon loguichès, dressé par le conseil de révision de Vilna; loguichès est né le 17 juin 1867; taille: 2 archines et 5/8 verchoks, tour de poitrine. 18 7/8 verchoks; reconnu apte au service militaire: «sans profession».

Le 13 septembre, la gendarmerie, par l'intermédiaire du commissaire de police, fit savoir à Maximilien Luxembourg, qui avait versé un cautionnement pour sa sœur, que Rosa devait se rendre le 23 septembre au plus tard, aux bureaux de la gendarmerie pour y subir un interrogatoire.

Le 4 octobre, Rosa Luxembourg adresse de Berlin à la gendarmerie de Varsovie une lettre ainsi conçue: J'ai reçu, par l'intermédiaire de mon frère Maximilien, votre citation à comparaître le 5 mai devant le tribunal pour un nouvel interrogatoire. Je ne puis me rendre à Varsovie, vu l'état de ma santé (ci-joint le certificat de mon médecin); de plus je considère comme inutile de me rendre à Varsovie uniquement pour y être interrogée, car j'ai déjà déclaré que je ne ferai plus aucune déposition. Enfin, si cet interrogatoire est si urgent il peut être fait chez moi par un employé de l'ambassade ou du consulat. Mon frère peut, en tout temps, communiquer mon adresse.

Le 26 septembre, le capitaine Souchkoff déclara au le certificat du médecin joint à la déclaration de Rosa Luxembourg, comme n'ayant pas été légalisé par les autorités compétentes et fit savoir au déposant, Maximilien Luxembourg que ce certificat devait être remplacé par un autre, légalisé par le consulat.

A l'interrogatoire du 3 octobre, où on lui présente une série de manuscrits, saisis lors de la perquisition, loguichès déclara: les manuscrits en polonais et, d'après le juge d'instruction, ont été trouvés chez moi, et portent les titres: «Le Peuple

contre les curés» et «Notre cause» ne m'appartiennent pas et ne sont pas de moi. Je les ai reçus à Varsovie d'un monsieur que je ne peux nommer; je n'ai pas encore pu prendre connaissance du contenu de ces manuscrits. L'inscription sur les feuilles imprimées: «Dès aujourd'hui. Què va-t-il y avoir? N° 3» n'est pas de moi; je ne sais quel en est l'auteur. Le 4 octobre, loguichès ajouta que ces feuilles imprimées n'avaient pas été saisies chez lui lors de la perquisition et que les traductions des lettres N° 93, 99, 108 qu'on lui avait présentées, différaient en plusieurs endroits de l'original polonais.

L'ex-commissaire de police, Kovalsky, déclara que, lors de la perquisition, il avait fait des paquets respectifs; il ne sut dire exactement à qui appartenaient les épreuves typographiques qu'on lui montra et qui n'étaient pas mentionnées dans le protocole de la perquisition mais, à en juger par leur aspect, ces épreuves avaient dû être saisies au cours d'une perquisition dans les chambres meublées de la Valevsky.

Le 9 octobre, loguichès écrit à Souchkoff: «A l'interrogatoire du 4 mai vous m'avez dit que les cartes photographiques qui m'avaient été enlevées me seraient rendues le jour même. Je ne les ai pas encore reçues. Je vous prie donc de me restituer le plus vite possible les deux cartes que j'ai vues lors du dernier interrogatoire, ainsi qu'une troisième, saisie chez moi au cours de la perquisition, et qui représente deux dames. Je crois nécessaire de préciser le fait suivant: au cours du dernier interrogatoire je vous ai déclaré oralement (j'ai oublié ensuite de le faire consigner dans le procès-verbal) que toutes les éditions qui avaient été confisquées chez moi lors de la perquisition n'étaient qu'à un exemplaire; il est donc absolument faux qu'on ait trouvé chez moi en double un des numéros du *Czerwony Szlandar*. Ensuite il faut remplacer dans le procès-verbal les mots «d'un monsieur» (mots que j'ai machinalement écrits sous votre dictée) par les mots «d'une personne», etc... Vu son importance, je vous prie de joindre cette déclaration au dossier de mon affaire». Souchkoff, nonobstant, trouva que «ladite déclaration était sans importance» et décida de ne faire aucune recherche supplémentaire.

L'enquête ainsi terminée fut présentée au commandant de la gendarmerie de Varsovie. La gendarmerie transmit l'affaire au conseil de guerre. Le 1er novembre 1906, le commandant des troupes de la circonscription militaire de Varsovie,—le célèbre général Scalon, aide de camp de l'empereur, adressa au procureur du tribunal de la circonscription militaire de Varsovie la note suivante: «D'après l'enquête faite par la gendarmerie, le bourgeois, Léon loguichès, (Otto Engelmann) et la femme Rosalie Luxembourg, fille de marchand (Anna Matchke) sont inculpés d'avoir adhéré en 1906 à une organisation militante du parti des social-démocrates du royaume de Pologne et de Lithuanie, organisation ayant pour but de renverser, par l'insurrection armée, le régime monarchique établi par les lois fondamentales en Russie, et d'arriver ainsi à

obtenir l'autonomie de la Pologne; les deux accusés se sont ainsi rendus coupables d'un délit prévu par l'article 102 du code pénal. Par conséquent, le bourgeois, Léon loguichès (Otto Engelmann) et la femme Rosalie Luxembourg (Anna Matchke) fille de marchand, conformément aux conclusions du service de sûreté que vous dirigez et en vertu du point 1 de l'article 17 des règlements pour les localités en état de guerre et des articles 260 et 262 du livre XXIV du Code militaire (1869, 3-e édition) seront déferés au tribunal militaire de la circonscription de Varsovie.

Le 4 novembre, fut dressé et signé par le substitut du procureur du conseil de guerre de Varsovie, le lieutenant colonel Zabello, «l'acte d'accusation pour le procès des sujets allemands Rosa Luxembourg et Léon loguichès». Nous en citerons quelques passages particulièrement intéressants:

«Pendant l'instruction de l'affaire, des traductions des articles du journal allemand *Die Rost* furent mises à la disposition de la gendarmerie; de ces articles, il appert que Rosa Luxembourg s'est rendue en Russie afin d'y soutenir le mouvement révolutionnaire; voilà trois mois qu'elle y fait une propagande active dans ce sens. Le journal appelle l'accusée une héroïne sanguinaire et exprime la joie que l'Allemagne éprouve à se voir débarrassée d'elle. Dans un autre passage il est dit que Rosa Luxembourg est arrivée en Russie pour réclamer le renversement du régime actuel et déchaîner la révolution.

Les extraits du journal *Die Rost*, joints au dossier nous font connaître que Luxembourg a été accompagnée en Russie par un certain loguichès; les deux compagnons ont fait route avec de faux passeports; le but de leur voyage était le même.

«Sur les accusés on a trouvé et saisi une correspondance établissant leur appartenance au parti des social-démocrates de Pologne et de Lithuanie ainsi que le but de leur arrivée en Russie: fomentation de troubles dans les intérêts de ce parti. Après examen de l'écriture de ces lettres, notes et manuscrits, l'expert en est arrivé à la conclusion que plusieurs avaient été écrits par les accusés Rosa Luxembourg et loguichès eux-mêmes. Les paysans, Yanouchko Chimansky et Naoumuk, demeurant à Varsovie, ont déclaré que, assistant en qualité de témoins requis, à la perquisition faite chez les accusés dans les chambres meublées de la Valevsky, ils avaient vu, saisir un paquet de journaux et de feuilles diverses. Cette déposition a été confirmée par les chefs de brigade de la police de Varsovie, Martchenko et Kouliiski qui ont pris part à la perquisition. Martchenko a ajouté que, lors de l'arrestation d'Engelman (loguichès), ce dernier offrit une gratification de 75 roubles au commissaire de police et une autre de 50 roubles au témoin pour sa mise en liberté et la destruction des papiers trouvés chez lui. La perquisition a été faite par l'adjoind du commissaire, Kovalsky.

Le 9 novembre, loguichès adresse une pétition au conseil de guerre de Varsovie pour demander à ce que l'on convoque «à l'audition de son procès: 1) un expert, au choix du tribunal, qui

puisse certifier que les notes incriminées n'ont pas été écrites par lui, mais par sa co-accusée, dont l'écriture est semblable à la sienne; 2) un traducteur, connaissant à fond les langues littéraires russe et polonaise, pour rectifier les fautes qui se sont glissées dans la traduction de quelques documents du dossier».

Le 11 novembre, dans une séance préparatoire, le tribunal arrêta: «ne pas donner suite à la demande de convocation d'un expert faite par l'accusé loguichès, vu que l'expertise des écritures n'a pas d'importance pour le fond de l'accusation; quant au traducteur, faire savoir que le tribunal en a un à sa disposition».

Le 13 novembre, le juge militaire, Kozelkine, donne l'ordre d'envoyer à Maximilien Luxembourg l'avis que, si dans le délai de 10 jours après réception dudit avis, Rosa Luxembourg ne se présente point devant le tribunal pour y recevoir une copie de l'acte d'accusation, elle sera considérée comme contumace.

Le 1 (14) décembre, le conseil de guerre reçoit de Rosa Luxembourg la déclaration suivante: «J'ai l'honneur de vous adresser, ci-inclus, un certificat de maladie signé par un médecin; j'ajoute que je ne puis quitter le sanatorium avant le 12 décembre (nouveau style), après quoi je devrai, sur la prescription du docteur, observer un repos absolu de sept jours; aussi ne pourrai-je arriver à Varsovie avant le 25 décembre. Je prie donc le conseil de guerre de prolonger jusqu'à cette date le délai fixé pour la remise de l'acte d'accusation.

Le dossier contient un document curieux: le général-major Kozelkine communique au procureur près la cour de justice que le tribunal ne s'oppose pas à ce que Léon loguichès fasse des transactions sur ses biens, si, de leur côté, les autorités, sous la surveillance desquelles se trouve ledit loguichès, n'y font point obstacle.

Le 15 décembre, l'acte d'accusation de la fuite de loguichès dans le but d'échapper au service militaire est dressé; le coupable est déferé au conseil de guerre.

Le 18 décembre, le conseil de guerre, après examen de la déclaration précitée de Rosa Luxembourg, arrêta: vu le refus de comparaître de l'accusée Luxembourg «le jugement de son affaire sera remis à une date ultérieure; publication sera faite dans les journaux dans le but de la rechercher et le cautionnement versé pour elle sera confisqué au profit du Comité Alexandrowski pour les blessés, ce dont il sera donné avis au sieur Maximilien qui s'est porté caution».

### *loguichès devant le Conseil de Guerre.*

Enfin le 28 décembre, eut lieu le jugement par le Conseil de guerre de Léon loguichès. La composition du tribunal était la suivante: président: général-major Kozelkine, juge militaire; membres temporaires: colonel Goldobine, du régiment de la garde de Keksholm et lieutenant-colonel Frotiéeff du 6-e bataillon de sapeurs; substitut

du procureur: colonel Zabello; défenseurs: Sokoloff et Papesko, avocats assermentés.

Comme le président le futoyait, l'accusé refusa de répondre aux questions. Les avocats, se fondant sur le fait que loguichès, dans un acte d'accusation figurait comme sujet allemand et dans l'autre comme bourgeois, demandèrent au président de bien vouloir ne pas le futoyer. A ce sujet, le tribunal arrêta: considérant que l'accusé, appelé au service militaire s'est évadé, il y a quinze ans, du point de ralliement de Vilna; que, dans le procès, il figure comme sujet russe et qu'il n'y a aucune raison de le traiter comme sujet allemand, il ne sera pas fait droit à la demande des avocats qui seront privés du droit de défense s'ils soulèvent à nouveau des questions d'ordre disciplinaire.

La défense demanda alors d'insérer au procès-verbal, que le président avait privé l'accusé de la possibilité de terminer sa déclaration. Le tribunal décida d'insérer au procès-verbal que l'accusé avait refusé de répondre et de donner des explications parce que le président le futoyait et que ce dernier avait franché la discussion qui s'était élevée à ce sujet, mais n'avait pas défendu à l'accusé de présenter par la suite des explications et de faire des déclarations, s'il le désirait.

Après avoir fait le résumé de l'accusation, le président demanda à l'accusé s'il se reconnaissait coupable. Celui-ci ne fit aucune réponse. Le substitut du procureur militaire prononça son réquisitoire et les avocats firent leur plaidoirie. La parole fut ensuite accordée à l'accusé, qui ne voulut pas en profiter. Les débats furent clos et les portes de la salle d'audience ouvertes.

Le verdict définitif ne devait être rendu que le 30 décembre, à 10 heures du matin. L'accusé donna procuration aux avocats jurés Papesko et Sokoloff pour demander son pourvoi en cassation.

Voici le texte du verdict définitif, qui entra en vigueur le 1-er janvier 1907, à 9 heures du soir.

1) L'accusé Léon loguichès—pour fuite à l'étranger en vue d'échapper au service militaire et désertion de quinze années, pour affiliation à une société ayant pour but de renverser par la violence la forme du gouvernement légalement établie en Russie et de détacher de la Russie une de ses parties constituantes—crimes prévus par les art. 128, 131 (1-e p.), 133 du XII livre du Code militaire (1869, 3-e éd.) et par l'art. 102 du Code pénal de 1903, est condamné à la dégradation militaire, à la perte des droits civils et à huit ans de travaux forcés sans préjudice des conséquences prévues par les articles 25, 28, 29, 30, 31, 34, et 35 (édition 1903) du Code pénal; 2) toutes les pièces de l'enquête qui seront nécessaires en cas de découverte de Rosa Luxembourg, accusée du même crime que loguichès seront conservées dans le dossier de l'affaire. Signé: le Président, juge militaire, général-major Koselkine. L'arrêt fut confirmé par le général aide-de-camp, Scalon, le 2 janvier 1907. Le 1 janvier, Sokoloff adressa au Conseil supérieur de guerre le pourvoi en cassation de loguichès.

Mais la demande ne parvint pas à destination. Elle porte une annotation significative: «En vertu de l'article 1401 du XXIV livre du Code militaire

(1869, 3-e édition), je ne trouve pas nécessaire de porter l'affaire en cassation. Général Scalon.»

### Après le jugement.

Après avoir terminé l'affaire du camarade Tichko, les valets du tsar se mirent à la recherche de Luxembourg.

Le 23 janvier 1907, le préfet de police de Varsovie donna au Conseil de guerre le signalement suivant de Luxembourg, se rapportant au mois de juillet 1906: taille moyenne, yeux bruns, nez et bouche ordinaires, visage ovale, sur la joue droite, près de la bouche, un grain de beauté. Dans une autre note, le préfet de police, donne au procureur du conseil de guerre de la circonscription militaire de Varsovie un signalement supplémentaire: petite de taille, brune, 30 ans, léger embonpoint, démarche lente.

Le 23 mars 1907, le substitut informe le procureur que Léon loguichès, condamné à 9 ans de travaux forcés, s'est évadé de la maison d'arrêt de Varsovie. Le 12 mai, le préfet de police donne à la justice le signalement de loguichès (année 1899): taille, 2 arch. 5 1/4 verchoks, tour de poitrine 18 1/4 verchoks, longueur des jambes 17 1/4 verchoks, cheveux roux, frisés, barbe rousse, visage ovale, maigre, pâle, yeux gris, d'apparence débile.

Ensuite la justice militaire de la circonscription de Varsovie entreprend de rechercher les biens de Luxembourg et de loguichès.

C'est uniquement à la mise en liberté sous cautionnement que Luxembourg dut d'échapper à la justice draconienne du tsar. Elle n'aurait point évité le sort de Tichko: elle aurait été condamnée aux travaux forcés: la chose ne fait pas de doute.

Une évasion heureuse sauva Tichko des prisons tsaristes, mais les héros du communisme qui avaient échappé aux griffes des bourreaux de l'autocratie, pendant la révolution de 1905-1906, périrent de la main des agents social-démocrates blancs d'Allemagne au cours d'une insurrection des prolétaires contre le capitalisme allemand.

Les valets du tsar jugeaient leurs prisonniers; il ne les lynchaient pas; ils observaient tout au moins envers eux certaines formes extérieures de justice.

Les preux de la démocratie, les héros de la II-e Internationale ont même trouvé inutile de se couvrir du masque hypocrite d'une justice bourgeoise quand les leaders du communisme allemand sont tombés entre leurs mains. Des officiers à la solde de Scheidemann et de Noske ont assassiné les leaders du prolétariat allemand, les lutteurs d'avant-garde du communisme international; ils les ont fratricidement abattus à coups de feu par derrière.

Il était du sort des militants de la révolution russe de 1905 et 1906 de trouver la mort au début de la révolution prolétarienne mondiale. Les générations futures de l'humanité future conserveront pieusement leur mémoire.

V. BYSTRIANSKY.



## L'AMBASSADE RUSSE A LONDRES <sup>(1)</sup>

(UN DOCUMENT)

Examiné le 21 mai en présence du gouverneur suprême. Transmettre en secret une copie, au Chargé d'Affaires provisoire du Ministère des Affaires Étrangères et le prier de faire savoir à l'Ambassadeur Nabokov que j'ai reçu cette lettre et que je l'en remercie. Le 22/V—19. (Signé): *Volodarsky*

Très estimé Pierre Vassiliévitch,

Je profite d'une occasion sûre pour vous écrire bien que me rendant compte que cette lettre, en voyageant quelques semaines perdra une grande partie de son intérêt. Il va sans dire que l'évaluation de la situation politique du moment ne saurait être ni complète ni convaincante si elle n'est accompagnée de la description des événements qui ont précédé ce moment et qui influent sur les conditions présentes. Mais l'histoire «écrite» dans ce sens, ne serait-ce que celle des événements des 18 derniers mois serait si vaste qu'il y faudrait non une lettre mais tout un volume. Mon exposé sera donc schématique. Et je dois tout d'abord vous expliquer que je dirige l'ambassade à Londres depuis le mois de janvier 1917. Ayant débuté sous le régime du tsar j'ai survécu aux deux gouvernements provisoires (celui de Lvov et celui de Kérénsky) et, je représente, depuis novembre, 1917 la Russie à Londres... d'abord sans gouvernement, puis sous un gouvernement non reconnu par les Anglais. Voilà une expérience vraiment exceptionnelle dans les annales de la diplomatie. Je nourris le plus complet espoir qu'au moment où sera reçue cette lettre je serai de nouveau un chef d'ambassade «régulièrement accrédité» et représentant un gouvernement reconnu. Je vous ai envoyé dernièrement un télégramme dans lequel je me suis efforcé de vous mettre brièvement au courant des dessous de l'opportunisme anglais à l'égard de la Russie. C'est cette dépêche que j'essaierai de compléter aujourd'hui.

La première révolution russe a presque coïncidé (elle ne lui est postérieure que de deux mois) avec l'avènement de Lloyd George au poste de premier ministre. Il accueillit avec une joie le changement de régime en Russie et envoya sur mon conseil personnel et même avec ma collaboration un télégramme de félicitation à Lvov. Mais sa joie ne fut pas de longue durée. Après la courte période des triomphes sans effu-

sion de sang et des réalisations pacifiques des principes de l'égalité et de la liberté survint en Russie l'époque troublée de Kérénsky. L'Angleterre, obligée à ce moment de soutenir contre l'Allemagne une lutte toujours plus opiniâtre et plus pénible suivait avec une inquiétude croissante la désagrégation du front russe, évidente aux yeux des observateurs étrangers, la propagande des bolchéviks et l'impuissance bavarde de Kérénsky. La conférence de Stockholm fixée pour le mois d'août 1917 et qui n'eut pas lieu, en partie grâce à mon entêtement risqué, donna lieu à un refroidissement plus grand, encore. Après la Conférence Nationale de Moscou, demeurée historique (octobre 1917) personne ne douta plus que les jours du gouvernement de Kérénsky ne fussent comptés et que la Russie ne dût inévitablement entrer dans une période de trouble, d'anarchie—et de terreur, car la terreur accompagne toujours le trouble et l'anarchie.

C'est ici que commence en réalité la période des malentendus entre la Russie et les alliés, malentendus qui s'aggravent de plus en plus pendant la période des bolchéviks. Dès avant nous voyions clairement que la Russie qui avait combattu pendant deux ans et demi dans des conditions auxquelles pas une nation n'aurait résisté même pendant quelques mois, était à bout de forces, gravement atteinte et incapable de nouveaux sacrifices. Mais, fidèles jusqu'au bout à la parole donnée, nous avons persévéré dans la lutte avec une abnégation dont seul le peuple russe est capable, nous n'avons pas voulu avouer notre impuissance physique. Et cependant, les alliés, inconscients de l'énormité de nos sacrifices nous ont pris en haine pour la charge supplémentaire qui retombait sur leurs épaules par suite de notre paralysie. Lorsque le coup d'état bolchévik eut lieu, il n'y eut à l'égard de la Russie aucune unité dans l'attitude des alliés qui ne se rendirent pas compte que nous aider dans notre lutte contre l'anarchie et la terreur était une nécessité vitale tout aussi urgente que la lutte contre la coalition allemande.

Un désaccord complet se produisit chez les alliés à ce sujet. Il est vrai que ce fut en partie de notre faute. Bon nombre de Russes «compétents» proclamèrent que le régime de Lénine et de Trotsky ne durerait pas plus de cinq jours, de deux semaines, d'un mois. Or les mois se passaient et l'Europe ne voyait aucun indice de résistance active à ce régime. Le gouvernement

(<sup>1</sup>) Note de la rédaction. Nous publions à titre documentaire cette lettre qui jette une lumière assez vive sur la politique internationale de la contre-révolution.

anglais s'engagea dès le début dans une fausse voie et se laissa prendre au chantage effronté des bolchéviks. Craignant les violences de leur parti contre l'ambassadeur anglais et sa suite—violences qui auraient inévitablement provoqué à ce moment une explosion de haine en tout lieu contre la Russie, l'Angleterre fut obligée, dans le seul but de tirer d'affaire un vieil ambassadeur, de consentir à admettre en Angleterre un ambassadeur «bolchévik» (cet ambassadeur—l'inkelstein-Litvinov se trouvait déjà, soit dit à propos, sur la liste des Russes «indésirables» destinés sur demande de la police à être expulsés d'Angleterre). Encouragés par ce succès, les bolchéviks continuèrent leur chantage, arrivant par cette voie à obtenir pour leur «ambassadeur» le droit d'envoyer des courriers et des télégrammes chiffrés—droit dont je fus à la même époque privé.

C'est toujours au moyen de ce chantage qu'ils obtinrent la confiscation de tous les fonds d'état russes et des droits polonais comparativement insignifiants qui se trouvaient sur notre compte courant dans les banques anglaises. Nous souffrons jusqu'à présent de cette «séquestration accompagnée de force incommodités humiliantes». Les journées (et peut-être même les mois) les plus pénibles furent celles qui suivirent la paix de Brest, quand l'impossibilité où la Russie se trouva de prendre part à toute lutte active contre l'Allemagne donna une si grande liberté d'action à cette dernière que l'épée de Damoclès se trouva suspendue sur Paris et par conséquent sur la France entière. La Russie fut anathématisée. On ne pouvait pas demander aux hommes d'état qui attendaient deux fois par jour, en proie à la plus vive angoisse les communications officielles du front, de suivre avec attention, intérêt et sympathie le processus de la renaissance de la Russie qui commence à ce moment déjà—ce processus auquel votre nom est si étroitement lié. Dès le mois de décembre 1917, je m'efforçai de convaincre le gouvernement anglais de l'urgence d'accorder un secours armé à la Russie. Vous connaissez sans nul doute les causes compliquées qui ont provoqué les lenteurs et l'insuffisance des mesures entreprises dans ce sens par les alliés. L'impossibilité d'affaiblir le front occidental, la nécessité de sauver l'Italie, la difficulté d'accorder les programmes diamétralement opposés du Japon et de l'Amérique,—tout cela fut cause que vers le mois de juin seulement des forces insignifiantes furent envoyées au Nord de la Russie et à Vladivostok.

Il faudrait vous dire que je n'ai pas cessé d'insister sur l'envoi des armées en Russie jusqu'au 11 novembre, c'est à dire jusqu'au moment où toutes les armées alliées y compris l'armée russe n'avaient qu'un but unique—la guerre avec l'Allemagne. A partir du moment où ce but commun cessa d'exister je me tins très nettement au point de vue que je ne pouvais et ne devais chercher à obtenir que le secours que nous pourrions «payer». Or le sang des soldats alliés versé en Russie sur notre instigation nous aurait coûté des années et des dizaines d'années d'humiliations.

Nous nous serions transformés en une autre Perse ou en un second Mexique. Je vous ai d'ailleurs exposé ce point de vue par télégramme avec une clarté suffisante. Je crois fermement et inébranlablement que la renaissance de la Russie doit arriver et viendra de l'intérieur.

Nous avons besoin d'un secours mécanique et non de la conquête de notre liberté par la force des baionnettes étrangères.

En novembre de l'année dernière se produisit la faillite subite et dramatique de l'Allemagne et de ses Alliés. Elle prit au dépourvu l'Europe Occidentale. Il apparaissait, il est vrai clairement, depuis déjà plusieurs mois que les satellites vermoulus de l'Allemagne—l'Autriche et la Turquie—étaient à demi-morts et que seule une victoire définitive de leur satrape était capable de les arrêter au bord du gouffre. Une vague de joie souleva toute l'Angleterre. Mais cet état d'esprit ne dura pas longtemps.

L'hiver commença et tous les sacrifices, tous les inconvénients, toutes les privations de la vie quotidienne que la population avait supporté sans protester grâce à une recrudescence de patriotisme furent ressentis beaucoup plus douloureusement. Il m'est extrêmement difficile de vous faire dans cette lettre un tableau précis des relations sociales compliquées qu'une guerre de 4 ans a modifié de fond en comble et des difficultés que le gouvernement aura à surmonter dans la voie de ce qu'on appelle la reconstruction. Mais le fait est qu'il y a peu de satisfaits.

Le citoyen pacifique se demande: «Qu'avons-nous gagné à cette guerre?» Et pour le moment il n'y a point de réponse à cette question. Aussi belles que soient les résolutions de la Conférence de la Société des Nations à Paris—elles sont trop vagues pour le citoyen pacifique et il n'y voit aucun bénéfice direct et réel. Il se peut que ce soit une idole de Belvédère, mais la foule l'estime tout de même «au poids». Voilà, Pierre Vassiliévitch, l'état d'esprit en raison duquel nous ne pouvons pas nous attendre à un redoublement de sentiments amicaux à l'égard de la Russie, ni à quelque sacrifice que se soit. Voilà les motifs qui ont poussé Lloyd Georges à former avec Wilson le projet inepte et révoltant (et de plus, humiliant précisément par sa banalité) de la conférence de Prinkipio. Je dois vous dire que j'arrivais à Paris où je devais avoir une entrevue avec Sazonov précisément le jour où fut publié le fameux radio-télégramme. A la consultation qui eut lieu à l'ambassade je me prononçai très nettement sur la nécessité d'un refus immédiat et indigné. Je ne voulais, ni ne pouvais rester à Paris plus longtemps. En mon absence l'ambassade de Londres est un corps sans âme. J'ai établi ici un contact très étroit avec les milieux russes (excepté l'extrême droite presque inexistante, les s.-r. de gauche aux tendances bolchévistes, et excepté Kérensky qui s'était fortement compromis ici par son manque de tact; il s'est d'ailleurs calmé à l'heure qu'il est et n'est plus aucunement dangereux). Je considérais qu'il m'était impossible de livrer à eux-mêmes ces milieux sociaux sans information, sans directives, ni conseils amicaux. Mon séjour à Paris dura trois jours

en tout et pendant cette courte période une forte pression fut opérée sur moi par les cercles officiels anglais qui s'y trouvaient pour me convaincre que le plan indigne de la réconciliation avec les bolchéviks était acceptable. Je répondis qu'il était inutile d'insister pour la simple raison que dans le cas même où je me laisserais convaincre je serais immédiatement désavoué par tout ce que la Russie compte encore d'honnête et de bien pensant. Je comprends bien l'étonnement qu'a provoqué chez vous l'invention de Lloyd Georges-Wilson. Vous conclurez de tout ce qui vient d'être dit que Lloyd Georges n'osait pas s'aventurer dans une politique active par trop hostile à l'égard des bolchéviks craignant d'être entraîné plus loin qu'il ne l'eût voulu. Les motifs de Wilson sont moins excusables. Il n'a aucune idée de la Russie, de son histoire, ni de sa psychologie et considère en toute sincérité que la révolution doit aller jusqu'au bout et que tout secours accordé à ceux qui luttent contre les bolchéviks est un «soutien de la réaction», dans le sens d'un retour en arrière. Il m'est impossible de le convaincre du contraire. Une question s'impose à ce propos: pourquoi toutes les puissances européennes montrent-elles une soumission si absolue aux volontés de Wilson? Simplement parce qu'elles dépendent financièrement de l'Amérique. Mais l'étoile de Wilson pâlit déjà. Les gouvernements, la presse, et même la rue, sont allés si loin dans leur plate soumission, qu'ils commencent à s'en vouloir à eux-mêmes. En Amérique même l'opposition contre Wilson augmente et prend des proportions menaçantes. La difficulté de notre position, à nous qui tenons à l'étranger le drapeau de la grande Russie, consiste dans le fait même qu'il nous faut accorder la dignité de la Russie en sa qualité de grande puissance avec nos besoins du moment. Sachant que nous avons besoin d'un secours matériel, nos anciens alliés ont tendance à ne pas respecter suffisamment notre dignité. Une certaine divergence d'opinion existe à ce sujet entre la Conférence de Paris et moi: car cette dernière est portée à faire preuve à l'heure qu'il est d'une humilité que je considère comme exagérée.

Il est clair que sans la Russie aucune Société des Nations ne saurait être réalisée. Il est non moins évident que d'une façon ou d'une autre la France et l'Angleterre tâcheront de nous faire payer ce que nous leur devons. Or elles ne pourront y arriver que lorsque le bon-sens politique triomphera en Russie.

«N'espérez pas, — ai-je dit dernièrement à quel qu'un de l'entourage de Wilson, — qu'une Russie aveuglée et juchée sur des béquilles entrera dans le palais de la Ligue des Nations que vous édifiez. La Russie n'y viendra que lorsque vous aurez cessé de former des Fédérations Baltiques, des Ukraines, des Géorgies, des Lithuanies indépendantes ainsi qu'une Grande Pologne — autrement dit lorsque vous aurez cessé de faillir à vif dans sa chair». Certes, à l'heure présente, il nous est douloureux, à nous autres Russes de voir des sages ignorants disposer des destinées du monde, — de voir les Wilsons et les Lloyd Georges, — prophétiser sur les Esthoniens les Courlandes et les

Lithuanies indépendantes ou donner généreusement la Bessarabie à la Roumanie. Mais en réalité il n'y a pas lieu de s'en effrayer. Tout cela n'a rien de terrible, car ces puissances fraîches (et déféctueusement) — émouluées, houveront partie, classe lorsqu'elles s'adresseront à l'Angleterre même pour les attributs indispensables de tout Etat — pour leur budget. Les deux cent milliards de faux assignats imprimées par les bolchéviks ne sont qu'à moitié dangereux pour nous car, en somme c'est tout de même à nous que s'adressera l'Europe épuisée pour les matières premières qui lui sont indispensables.

C'est là, Pierre Vassiliévitch, que nous nous trouverons devant le problème le plus compliqué de notre gouvernement: payer notre tribut sans tomber dans le servage. Ceci sera possible, à ce qu'il me semble non seulement par l'union de tous les partis politiques, mais aussi grâce à une extrême tension de forces de l'élite intellectuelle.

Les problèmes de la diplomatie russe se sont modifiés du tout au tout. D'une caste formée de gens connaissant superficiellement la Russie et l'aimant superficiellement nous devons nous transformer en défenseurs véritables de ses intérêts politiques, et économiques et de sa culture.

Actuellement, comme je vous l'ai télégraphié, le moment est excellent en Angleterre. Le nouveau parlement vient de s'ouvrir et on ne peut pas encore prédire en combien de partis et de groupes il se divisera. Les élections se sont faites au moment de l'enthousiasme de la victoire et ont donné une énorme majorité à Lloyd Georges comme au gagnant de cette guerre. Mais pour garder cette majorité, il devra de son côté tenir ses promesses, dont la principale est l'amélioration du sort des masses ouvrières et le recouvrement de toutes les dettes contractées par l'Allemagne. Un certain succès a été remporté ici sur la base de la désorganisation économique par la propagande bolchéviste que le gouvernement a non seulement tolérée, mais qu'il a même encouragée en réalité, par ses coquetteries avec les bolchéviks russes. Maintenant, après toute une série de grèves inattendues et d'un caractère purement anarchiste, le gouvernement a compris le danger et entrepris une forte propagande contre le bolchévisme. Au cas d'un succès même partiel du bolchévisme, même non accompagné des actes de sauvagerie et de barbarie qui ont lieu chez nous, l'Angleterre risquerait réellement son existence: car elle serait dans l'impossibilité absolue de se nourrir. Dans le nouveau parlement il n'y a presque pas de partisans du bolchévisme russe mais par contre il y a une proportion assez sérieuse d'amis de la Russie — d'amis guidés par des motifs plus utilitaires qu'abstraites et moraux il va sans dire. Ce sont des gens qui comprennent que tôt ou tard la Russie se relèvera et sera en état de choisir elle-même ses amis et que malheur à l'Angleterre si nous nous tournons alors du côté de l'Allemagne! En ce moment les polonais développent une grande activité à Paris, s'efforçant selon l'ordonnance de Dmovsky de faire de la Pologne un «Etat tampon» pour repousser la Russie. Dessein naïf et peu dange-

reux encore une fois, car toutes les forces intellectuels de la Russie seront dirigées vers la mer noire. Mais ne prophétisons point... dans un mois bien des choses s'éclairciront.

Veillez m'informer par télégramme de la réception de cette lettre et pour conclure permettez-moi d'exprimer le désir personnel que vos opinions sur des questions politiques générales, nous parviennent le plus souvent possible. Les Anglais prêtent une oreille bien plus attentive aux voix venant de Russie; aux opinions de ceux qui travaillent vraiment à la régénération de la Russie qu'à celles de n'importe quel groupe de Russes à l'étranger. Plus tôt, les représentants russes à l'étranger exprimeront réellement les vues du gouvernement russe et plus tôt notre problème sera heureusement résolu. Nous avons à surmonter un obstacle matériel—le manque de fonds qui

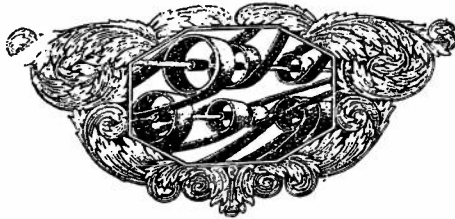
gêne excessivement notre activité, à Londres tout particulièrement, où l'influence sur les cercles sociaux et parlementaires est d'une si grande importance.

Je vous souhaite du plus profond de mon âme, Pierre Vassiliévitch, de continuer avec le même succès, la même force et la même foi en vous même. Par bonheur je n'ai pas douté un seul instant malgré toutes les souffrances morales de la rapide renaissance de la Russie et je voudrais sentir que cet état d'esprit nous est commun à tous deux. Je vous prie de croire à mon très sincère respect et à ma chaude sympathie.

Votre

*NABOKOFF.*

16 février 1919.





# L'INTERNATIONALE DES SYNDICATS ROUGES

## NOS DEUX PREMIERS MOIS D'ACTIVITÉ

La révolution sociale a exercé sur les syndicats de tous les pays une influence non moins profonde que sur les partis politiques. Exprimant fidèlement le mouvement essentiel des masses et se mettant en harmonie avec sa marche, les syndicats reflètent tout effort qui se produit dans la lutte économique de la classe ouvrière. Des millions d'ouvriers entrent à présent dans les syndicats qu'ils considèrent comme leur refuge naturel. De nos jours, les syndicats participent plus activement aux grandes grèves et agissent plus énergiquement que naguère. Leur entrée décisive dans l'arène économique les a mis en présence de la réalité politique et les a forcés à se charger de fonctions nouvelles, à modifier leurs buts et à devenir, enfin, une arme entre les mains du prolétariat révolutionnaire. Les grèves partielles dégénèrent en grèves générales et leur nombre croît si rapidement qu'elles jettent déjà un véritable défi au pouvoir gouvernemental.

D'autre part les flots des événements, déterminés par la guerre intestine que se livrent les impérialistes, atteignent les syndicats, à la fois champ de bataille et point d'appui pour les divers partis. Devant ces faits, les masses entrées dans les syndicats, se voient dans la nécessité de choisir, entre les réformistes et les révolutionnaires et d'inaugurer ainsi une lutte sans merci pour la nouvelle orientation des syndicats.

Ce problème est aussi bien international que national. Nous savons que le Bureau Syndical d'Amsterdam, qui sert, en ce moment, de centre de ralliement aux réformistes, est en réalité, un puissant instrument entre les mains des capitalistes internationaux. Les leaders de ces syndicats ont trompé les ouvriers pendant toute la guerre et continué leur politique de trahison après la signature de la paix impérialiste. La guerre a fait tomber la II-e Internationale et donné naissance à la III-e Internationale Communiste. Ce que la II-e Internationale était pour le mouvement politique de la classe ouvrière, l'Internationale d'Amsterdam l'est devenue pour les syndicats. Se voyant impuissants à ressusciter la II-e Internationale et à en

faire une force réelle contre les travailleurs, les leaders de la bourgeoisie et leurs agents subalternes ont concentré toute leur attention sur les syndicats, espérant s'en faire un levier pour jeter le mouvement ouvrier dans la voie du réformisme et se défaire des militants révolutionnaires. C'est pourquoi l'Internationale Syndicale que représente la Centrale d'Amsterdam est devenue complètement inutile, en tant qu'arme du prolétariat, car elle s'est transformée, en un rempart de la bourgeoisie contre les masses révolutionnaires.

Dès lors les syndiqués révolutionnaires se trouvent en présence d'une situation, semblable à celle dans laquelle se trouvèrent les partis révolutionnaires socialistes de la II-e Internationale au moment où, s'étant libérés de l'influence réformiste, ils décidèrent finalement de créer l'Internationale Communiste. Divers syndicats révolutionnaires avaient d'ailleurs quitté l'Internationale d'Amsterdam avant que l'histoire contemporaine nous eût conduits à ce moment critique. Il s'agit, bien entendu des syndicats les plus révolutionnaires. La lutte devenant de plus en plus vive, ils se sentent affermis dans leur résolution de se tenir en dehors de l'Internationale d'Amsterdam et se voient poussés de plus en plus fortement à l'organisation d'une nouvelle Internationale Syndicale. En présence de cette tendance nettement prononcée et de l'évidente nécessité de l'union de tous ces syndicats, la question de l'orientation à choisir se pose carrément et devient urgente: c'est sur-le-champ qu'il faut décider de rester dans l'Internationale d'Amsterdam ou de la quitter. Amener les syndicats révolutionnaires à y adhérer (si même elle était prête à les recevoir) serait impossible; d'autre part, nous voyons que la bureaucratie réactionnaire qui se fait du réformisme un double rempart, est très forte au sein du mouvement syndical, tant dans ses organisations nationales que dans ses organisations internationales et qu'elle pourrait retarder pour un temps plus ou moins long la concentration des forces révolutionnaires. Il faudrait donc employer, avant tout, ces dernières à chasser de ses positions la bureaucratie syndicale internationale. La rapidité avec laquelle l'action économique de la classe ouvrière se révolutionne, nous incite à

appeler, sans plus tarder les travailleurs sous les drapeaux de la révolution. Les syndicats sont des organisations de masses. Aussi, la victoire au sein même d'une organisation nationale, la sortie de cette organisation nationale du Bureau d'Amsterdam et son rattachement à un nouveau centre dirigeant, réduisent-elles immédiatement la force du réformisme et marquent-elles un accroissement de la puissance révolutionnaire. La voie que les partis révolutionnaires ont choisie, lors de la création de l'Internationale Communiste, doit être reconnue la seule que puissent suivre les masses organisées pour la révolution.

Nous sommes ainsi en présence de tâches bien nettes. Il s'agit d'unir les forces syndicales révolutionnaires, qui se trouvent en dehors du Bureau d'Amsterdam, à celles qui pourront être détachées de ce dernier dès que leurs buts et tendances auront revêtu un caractère révolutionnaire. L'union de toutes les forces « de la gauche » syndicale contre « la droite » devient le mot d'ordre de l'heure actuelle. Les formes d'organisation sont, en fait, de moindre importance que les buts et les tâches, et quant aux préjugés conservateurs, on peut les négliger quand on est devant une activité révolutionnaire véritable.

Tout ceci avait été prévu par le premier congrès de l'Internationale Communiste; mais il appartenait au deuxième (1920) d'inaugurer la période de l'action directe.

## II.

Les délégués désignés pour le deuxième congrès affluèrent en Russie en juin 1920. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste saisit l'occasion du séjour en Russie des délégations syndicales et les invita à une conférence spéciale. Celle-ci réunit les délégués de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie. Ils eurent à décider de l'application de leurs idées concernant le mouvement syndical international.

Assistèrent à cette conférence: les camarades Zinoviev, président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, A. Lozovsky, M. Tomsky, G. Tshipérovitch, V. Schmidt (membres du Bureau du Conseil Central des Syndicats de Russie), G. Melnitchansky, membre du conseil provisoire des Syndicats de Moscou, d'Aragona et Giuseppe Bianchi—de la Confédération Générale du Travail d'Italie; Dugoni, membre de la Fédération des ouvriers agricoles d'Italie; Emilio Colombino—membre du syndicat des métallurgistes italiens; Robert Williams, membre de l'Union des Transports de Grande-Bretagne et A. A. Parcell, représentant du congrès des trade-unions anglaises.

Le camarade Zinoviev exposa le point de vue du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il mit en relief le danger que présentait pour le mouvement prolétarien révolutionnaire, dans tous les pays, le travail destructeur de l'Internationale d'Amsterdam qui groupe encore autour d'elle des millions d'ouvriers. Le camarade Zinoviev émit l'opinion que l'Internationale jaune

d'Amsterdam n'est pas seulement une organisation technique dans le mouvement syndical international. Avec le concours des conciliateurs, tels que Jouhaux, Legien, Appleton et C<sup>ie</sup>, elle se trouve liée à la Société des Nations par l'intermédiaire du Bureau du Travail de Washington. L'Internationale d'Amsterdam est une arme politique redoutable entre les mains de l'Entente, qui continue à la faire servir à ses buts. Cette arme, le prolétariat révolutionnaire doit l'arracher à l'Entente et la briser.—Le camarade Zinoviev fit ressortir la nécessité de la création d'une Internationale Syndicale Rouge, devant agir de concert avec l'Internationale Communiste et militer sous le drapeau du communisme. Il exhorta les camarades à réunir toutes leurs forces contre l'Internationale d'Amsterdam. Le camarade Zinoviev déclara que l'heure de cette lutte avait déjà sonné et qu'il était d'avis de créer, d'ores et déjà, une section syndicale, appelée, tout en travaillant en accord avec l'Internationale Communiste, à régler et diriger le mouvement syndical international. Il ajouta qu'il importait que ce fût un fait accompli avant la convocation du deuxième congrès de l'Internationale Communiste. Nombre de syndicats, d'ailleurs, restent en dehors de la Centrale d'Amsterdam. Le troisième congrès panrusse des syndicats a déjà adhéré à la III<sup>e</sup> Internationale; divers syndicats, de différents pays, nous ont également donné leur adhésion. La création de sections, aux fins d'une opposition à l'Internationale Syndicale jaune, rendrait non seulement plus nette l'attitude des syndicats à l'égard de la dictature du prolétariat, mais accroîtrait considérablement l'exode des masses ouvrières de l'Internationale jaune dont toutes les forces sont employées exclusivement à soutenir l'Entente contre-révolutionnaire.

La conférence reconnut la nécessité d'une pareille organisation et décida la création d'un comité provisoire et la convocation d'un Congrès international des Syndicats rouges. Cette conférence fut suivie, peu après, d'autres délibérations auxquelles, outre les participants de la première conférence, prirent part de nombreux délégués de syndicats d'Espagne, de Yougoslavie, de Bulgarie, de France et de Géorgie. Tous les délégués, sauf les camarades Williams et Parcell auxquels leurs mandats ne permettaient pas de participer à la fondation de la nouvelle Internationale, consentirent à faire partie du Conseil Provisoire de l'Internationale Syndicale Rouge. Les débats qui se déroulèrent ensuite, révélèrent aussitôt des divergences de vues considérables entre les assistants. Ces divergences s'accroissent encore quand les syndicalistes se trouvent appuyés par les délégués des Shop Stewards Committees anglais et par ceux des I. W. W. Ils étaient tous d'avis que les premières propositions relatives à la constitution d'un Conseil Provisoire et aux conditions d'admission dans l'Internationale renfermaient des concessions aux réformistes et qu'elles empêchaient par contre l'union avec les organisations syndicalistes de la gauche, conseils et comités d'usines et de fabriques, I. W. W., etc.

Ce désaccord s'aplanit pourtant et, le congrès de l'Internationale Communiste ayant été clos, le Conseil Provisoire de l'Internationale Syndicale Rouge fut constitué par les représentants des Syndicats qui avaient participé au Congrès. En voici la liste: Tomsky (Russie), Chabline (Bulgarie), le camarade Pestana (Espagne), Milkitch (Yougoslavie), A. Madsen (Norvège), Varokochikharo (I. W. W.), les camarades Colombino, Bianchi et d'Aragona (Confédération Générale du Travail d'Italie), Murphy (Comités de fabriciens et d'usines Anglois), Mikadzé (Géorgie), Maring (Fédération des ouvriers des transports de Hollande), S. Sturm (Syndicalistes allemands), Maring (Ouvriers des transports de l'Inde orientale hollandaise) et A. Rosmer (Syndicalistes français). Le Comité Exécutif provisoire fut constitué par les camarades Tomsky, Rosmer et Murphy. La résolution fut ensuite prise d'adresser, par radio, un appel aux syndicats de tous les pays. L'assemblée vota ensuite le statut provisoire qui suit:

*Statut du Soviet (Conseil) International des Syndicats rouges.*

### Dénomination.

L'organisation internationale provisoire, constituée par la décision des représentants de syndicats de divers pays, sera dénommée «Le Soviet (Conseil) International Provisoire de l'Internationale des Syndicats Rouges».

### Buts.

Le Conseil International Provisoire de l'Internationale des Syndicats Rouges se donne les tâches suivantes:

1) Il fera, sur la plus large échelle, une propagande énergique des idées de lutte de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat et d'action des masses révolutionnaires en vue de la destruction du système capitaliste et du régime gouvernemental bourgeois.

2) Il combattra la politique de compromis avec la bourgeoisie et l'idée d'un passage pacifique du capitalisme au socialisme, idée dont l'Internationale Syndicale est contaminée.

3) Il cherchera à réunir tous les éléments de la classe révolutionnaire dans un mouvement syndical international et mènera une action énergique contre le Bureau International du Travail de la Société des Nations, qui applique le programme et la tactique de la Centrale Syndicale d'Amsterdam.

4) Il prendra, aux moments les plus graves de la lutte de classe internationale, l'initiative de l'action; il recueillera des fonds pour soutenir les grévistes en cas de graves conflits sociaux.

5) Il réunira les matières, les documents, les renseignements sur le mouvement syndical international et informera toutes les organisations adhérentes sur la situation dans les divers pays.

6) Il fera paraître des livres et des brochures traitant des questions du mouvement ouvrier international.

### Structure.

Auront au Conseil un représentant permanent les pays suivants: Russie, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Yougo-Slavie, Bulgarie, France, Géorgie et Allemagne. Tous ces représentants doivent être membres d'organisations adhérentes au Conseil Syndical International. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste envoie également un délégué au Conseil. Le Conseil élit un Comité Exécutif de trois membres, dont un secrétaire général et un représentant au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

### Bulletins.

Le Conseil publiera des bulletins en quatre langues. Ils seront intitulés: «Bulletin du Conseil International Provisoire de l'Internationale des Syndicats Rouges».

### Conférence.

Le Conseil n'invitera à la participation au congrès international que les syndicats et les organisations qui se placent, dans leurs pays, sur le terrain de la lutte de classe et approuvent la dictature du prolétariat (1).

Le système de représentation à la conférence internationale sera organisé comme suit: chaque syndicat, fédération ou tout autre organisation, comptant au moins 500.000 membres, enverra à la conférence deux délégués, et les organisations dont les effectifs dépassent le chiffre ci-dessus, enverront un délégué supplémentaire pour chaque demi-million de membres organisés. Les bureaux internationaux des divers syndicats de métiers ou d'industries enverront chacun un délégué, avec voix consultative.

### Siège central.

Avant la convocation de la conférence internationale, qui devra se réunir en 1921, au plus tard, le Conseil de l'Internationale siégera à Moscou. Le lieu du congrès sera désigné dans la suite par le Conseil Provisoire.

Après le vote des statuts, le Conseil a tenu encore plusieurs séances supplémentaires et adopté quelques règlements et instructions relatifs à l'expédition des affaires. Entre temps, plusieurs délégations syndicales sont arrivées de l'étranger pour négocier avec le Conseil au sujet de leur adhésion. Sont arrivés: des représentants des syndicalistes italiens, de la commission centrale des syndicats allemands et une délégation des syndicats d'Amérique. Les syndicalistes italiens n'ont adhéré au Conseil qu'après une longue discussion sur la position de la Confédération Italienne du Travail et après s'être rendu compte

(1) Quant aux syndicats révolutionnaires qui n'ont pas encore défini assez clairement leur attitude à l'égard de la dictature du prolétariat, tels que les I. W. W. et quelques autres organisations syndicales, le Conseil charge le bureau de leur proposer de discuter cette question dans toutes leurs sections et de participer à la conférence internationale.

de la nécessité pour celle-ci de rompre immédiatement avec le Bureau Syndical d'Amsterdam et de reconnaître ouvertement la politique du Conseil.

Les syndicats allemands n'ont pas encore, sur cette question, pris de résolution définitive, mais, eux aussi, ils comprendront bien vite qu'on ne peut rester fidèle à la révolution qu'en s'engageant dans la voie indiquée par nous. En attendant, le Conseil enverra ses représentants au congrès des conseils industriels (Betriebsräte) qui se réunira dans le courant des semaines prochaines; le Conseil a décidé d'adresser un appel direct aux délégués de ce congrès.

Des tentatives sont faites en vue d'établir un contact direct avec les autres organisations d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse. En outre, nous espérons également entrer, dans le courant des mois prochains, en rapports directs avec l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud et l'Amérique, inaugurant ainsi l'organisation de toute une série de points de propagande active.

En Grande-Bretagne, on poursuit déjà avec succès une campagne en faveur de l'Internationale Syndicale Rouge. Un comité a été convoqué, des appels ont été publiés qui invitent les syndicats britanniques à abandonner la voie réformiste, et à adhérer à l'action révolutionnaire des ouvriers de tous les pays.

Les syndicats russes, fidèles à la cause de la révolution, ont adhéré au Conseil International avec tout l'enthousiasme dont ils ont fait preuve dès le début de leur activité. Ils ont fourni des secours matériels et pécuniaires aux grévistes des autres pays, et chaque syndicat industriel russe a fait des appels spéciaux aux ouvriers qu'il réunit sous son drapeau, pour les inviter à faire des collectes au profit de la révolution prolétarienne.

### III.

L'organisation de la propagande en faveur du Conseil bat déjà son plein. Des appels ont été adressés aux ouvriers organisés de Grande-Bretagne, d'Amérique, d'Allemagne, d'Inde et de France. Il a été procédé à la publication des brochures suivantes: «Les syndicats d'industrie et les syndicats de métiers»; «Histoire des syndicats russes au cours des quinze dernières années»; «L'activité des syndicats russes»; «Les organisations non syndicales»; «La politique des tarifs dans l'industrie (salaires en argent et en nature)»; «Pourquoi le salaire aux pièces est-il appliqué en Russie?»; «Les syndicats et le parti communiste»; «Les syndicats et les soviets»; «Les syndicats, l'armée rouge et la milice populaire»; «Le travail d'éducation des syndicats»; «Les Jaunes et les Rouges» (tendances historiques au sein de l'Internationale Syndicale); «La législation ouvrière et les syndicats»; «Les rapports mutuels de l'Internationale Syndicale et de l'Internationale Communiste»; «Les syndicats et les intellectuels»; «Le contrôle ouvrier dans l'industrie»; «Qu'est-ce que l'Internationale d'Amsterdam a fait pour la classe ouvrière?»; «La paix civile et les syndicats». Sous presse: les «Bulletins du Conseil

International» qui paraîtront tous les quinze jours en quatre langues.

Pour assurer la répartition de la littérature et le service de propagande, différentes mesures, appropriées au caractère du mouvement dans les divers pays, ont été mises à l'étude. Pour les pays où il existe un antagonisme très vif entre les syndicats, le système de l'organisation de la propagande sera différent de celui qui sera appliqué dans les pays où le mouvement est uniforme et l'antagonisme moins prononcé. Le Conseil prend des mesures en vue de créer dans chaque pays un comité central de propagande, composé de membres de syndicats révolutionnaires, et là, où c'est possible, de membres de partis communistes. Là où le besoin s'en fera sentir, ces comités seront constitués en plus grand nombre. Ils devront faire une propagande active parmi tous les syndicats, au moyen d'appels, de publication de journaux ouvriers, d'articles de polémique et de convocations de congrès syndicaux; ils devront affirmer des orateurs, répandre parmi les syndicats notre littérature et faire de la propagande dans les milieux touchés par le mouvement syndical. Les différentes organisations syndicales ont reçu des circulaires où il leur était demandé d'adopter les résolutions suivantes:

1) Le Comité (la section) ci-dessous... à son assemblée..., a décidé d'inviter le Comité Exécutif à cesser toutes relations entre l'organisation..... et le Bureau Syndical d'Amsterdam.

2) Le Comité (la section) ci-dessous.... à son assemblée.... a décidé d'inviter le Comité Exécutif de l'organisation..... à adhérer immédiatement à l'Internationale des Syndicats Rouges et à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'élection des délégués qui seront envoyés au congrès syndical universel, convoqué en 1921, par cette Internationale. Ces délégués recevront, au congrès, des instructions auxquelles l'organisation en question se soumettra sans réserve, réalisant la politique révolutionnaire de l'Internationale des Syndicats Rouges et répondant à l'appel à l'action directe qui pourra être lancé par le Comité Exécutif.

Le Comité, dans son activité, a effectué une série d'autres démarches en divers sens. L'attitude des différents pays envers notre Internationale, dès son avènement montre, mieux que tout, combien l'organisation de cette Internationale était nécessaire. La fédération syndicale de Bâle et de Genève nous a adressé une déclaration, dans laquelle elle salue la création de l'Internationale des Syndicats Rouges et annonce son adhésion. Les syndicats de Marseille se sont également prononcés en notre faveur et ont proposé de rompre sur-le-champ avec la Confédération Générale du Travail de France. Les cheminots français ont également débattu la question: Amsterdam ou Moscou, et ne se sont prononcés, pour le moment, en faveur d'Amsterdam que par une majorité de 155.000 voix contre 116.000. Si nous prenons en considération le fait qu'aucune propagande n'a été faite jusqu'ici par nous parmi les syndicats, le résultat de ce vote est vraiment étonnant. Le premier congrès des syndicats du Levant, tenu, il y a peu de temps, en

Azerbeïdjan a décidé de constituer un comité spécial et de le charger, en accord avec ses représentants, de la convocation d'une conférence de tous les syndicats de Turquie, d'Anatolie, d'Arménie, de Perse et de Géorgie.

Le Conseil a fait aussi des démarches pour avoir ses représentants au congrès des syndicats de Bulgarie, dans le but d'y exposer ses idées sur la conférence générale des syndicats balkanique, qui se tiendra prochainement en Bulgarie. Quant à l'Extrême-Orient, le Conseil ne l'a point négligé; il a pris des mesures pour unifier tous les syndicats de Sibérie et les organiser uniformément. Des écoles y ont été ouvertes pour élever les ouvriers dans l'esprit syndical et pour être en Orient des foyers de propagande.

Pour faciliter le travail du Conseil International en Russie, des filiales ont été créées à Pétrograd, à Arkhangel et à Odessa. Le Conseil a organisé également son propre Bureau d'informations et d'enquêtes du Travail, tâche extrêmement difficile, étant donné le fort chômage; néanmoins l'œuvre entreprise se poursuit activement. Pendant les deux premiers mois de notre existence, nous n'avons pas seulement élaboré un programme et créé un appareil techni-

que pour nous mettre immédiatement à la propagande; nous avons réussi à trouver des échos sympathiques chez les travailleurs syndiqués de tous les pays avec lesquels nous avons lié des relations permanentes. Là même où ces échos ne retentissaient pas encore, la nouvelle de la création de notre Internationale a provoqué des sentiments de joie. L'esprit révolutionnaire pénétré, à l'heure actuelle, le mouvement syndical international. Les mots d'ordre de la révolution sociale ont été approuvés et les syndicats adoptent de plus en plus la tactique de l'action directe. Aussi, les partis communistes de tous les pays sont-ils tenus, à l'heure qu'il est, d'appliquer avec ardeur les décisions du II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste, de pénétrer les couches les plus profondes du mouvement syndical, de s'emparer de sa direction et de mobiliser les syndicats de tous les pays sous le drapeau de l'Internationale des Syndicats Rouges.

*J. J. MURPHY*

*Membre du Comité Exécutif  
Provisoire de l'Internationale des  
Syndicats Rouges.*



# CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

## LETTRE DE YUGO SLAVIE

Pour avoir une idée des conditions dans lesquelles s'est développé le mouvement communiste en Yougoslavie et des progrès qu'il a effectués au cours de ces temps derniers, il est nécessaire de connaître l'histoire récente des partis socialistes Yougoslaves.

Dès la fondation de la Yougoslavie, le parti social-démocrate serbe—le plus puissant du pays—chercha à unifier tous les partis social-démocrates de Bosnie, Croatie, Slavonie, Voëvodie, Dalmatie, etc... Le Congrès de Belgrade qui s'est tenu, du 20 au 25 avril 1919, a fait l'unité des partis socialistes yougoslaves sur la plate-forme de la III-e Internationale et sur la condamnation sans réserve de toute participation ministérielle. Toutefois, l'unité ne put être réalisée au cours de cette année, par suite de la politique séparatiste menée par les fonctionnaires bureaucrates des syndicats et du parti en Croatie et en Slavonie, provinces nouvellement rattachées à la Yougoslavie. Au deuxième Congrès, tenu à Bukovar, du 20 au 25 juin 1920, le Comité Central de notre parti (Parti Communiste) proposa d'adopter de nouveaux statuts, basés sur le principe d'une rigoureuse centralisation. Cette proposition recueillit l'énorme majorité du Congrès. C'est aussi à ce Congrès qu'il fut décidé que le parti socialiste ouvrier yougoslave prendrait désormais le nom de Parti Communiste.

Le Congrès de Bukovar se termina par une éclatante victoire des communistes, par l'adoption des résolutions et des thèses communistes proposées par les camarades Philippovitch et Jivko Yovannovitch et par la totale défaite de Topalovitch et du groupe centriste qu'il présidait et qui, après le congrès, s'intitula groupe «d'opposition». A l'heure actuelle, Zagreb est le camp retranché des centristes. Tandis que tous les comités de parti régionaux ont, en vertu de la décision du Congrès de Bukovar, cessé toute activité, le comité régional de Zagreb poursuit son action, publie le journal, *Verité Nouvelle*, à titre d'organe du parti ouvrier social-communiste, (parti qui, d'ailleurs, n'existe plus) et continue son infâme campagne contre le Parti Communiste de Yougoslavie. Parmi les renégats de Zagreb, l'avocat Radochévitch joue un rôle marquant. Ce contre-révolutionnaire bien connu en Russie est soutenu par une poignée de bureaucrates syndicaux typiques. Sans cacher son hostilité pour le bolchévisme, Radochévitch cherche néanmoins à faire les yeux doux à la III-e Internationale pour ne pas perdre son influence sur les masses.

Mais il n'est que Zagreb où le groupe Radochévitch jouisse de quelque influence. En Croatie l'état d'esprit du prolétariat est nettement communiste.

En dehors des centristes, un petit groupe de 15 à 20 bureaucrates de syndicats et de partis, dirigé par Lepchévitch s'est fait remarquer par son opposition au Congrès de Bukovar. Ce groupe se trouve encore sous l'empire de la II-e Internationale agonisante.

Somme toute, en Yougoslavie, la victoire des communistes peut être considérée comme totale et définitive. Les masses se sont presque entièrement séparées des social-patriotes qui cherchent éperdument leur salut dans la création d'un «parti socialiste indépendant» sur la plate-forme d'une Internationale imaginaire intermédiaire entre la II-e et la III-e Internationale. Il est certain que, dans ce sens comme dans tout autre, leurs efforts resteront vains. Le mouvement communiste ne cessera de croître et gagnera les régions les plus retardataires. C'est ainsi que la Slovénie qui, sous le rapport politique, se trouvait jusqu'ici isolée des autres contrées et qui ne s'est fait représenter pour la première fois qu'au Congrès de Bukovar, vient grossir les rangs du Parti Communiste Yougoslave de 12.000 ouvriers organisés.

Le succès du Parti Communiste s'est manifesté par un accroissement constant du nombre de ses membres. D'après les dernières statistiques, le parti compte 65.000 membres environ, dont 20.500 en Serbie et en Macédoine, 7.424 en Bosnie, 3.335 en Voëvodie, 2.092 en Dalmatie, 15.500 en Croatie et 11.790 en Slavonie.

Le parti possède 18 quotidiens. On se propose en outre de reprendre tout prochainement la publication de la revue théorique *La Lutte*. L'activité de notre Librairie se développe peu à peu. A l'heure actuelle le *Programme Communiste* de Boukharine est sous presse. Dorénavant nous comptons faire paraître deux ouvrages par mois.

Le principal obstacle au développement de la propagande communiste en Yougoslavie sur une large échelle réside en la pénurie excessive de militants énergiques et expérimentés. La jeune génération n'a pas encore produit de communistes marquants capables d'occuper des postes dans la direction du mouvement syndical et du mouvement du parti, ce qui nous oblige à nous dépenser sans compter.

Nous apportons une attention particulière à la question du perfectionnement et de l'extension de nos organisations clandestines. Après

notre brillante victoire du Congrès de Bukovar, la bourgeoisie a résolu de promulguer contre nous une loi d'exception dont la discussion doit avoir lieu ces jours-ci au Parlement. Dans deux provinces—en Voévodie et en Dalmatie—l'activité clandestine de notre parti a été rendue totalement impossible.

Quant au mouvement syndical, la conférence des syndicats de Yougoslavie qui s'est tenue récemment a décidé qu'au préalable chaque syndicat devait convoquer son congrès et qu'ensuite aurait lieu le congrès général des syndicats de Yougoslavie. Ce Congrès a été projeté pour le mois de décembre de l'année courante. Les syndicats yougoslaves groupent, à l'heure actuelle, 150.000 travailleurs.

L'état d'esprit des masses populaires de Yougoslavie est des plus favorable à la propagande communiste. La situation économique devient de plus en plus difficile. La cherté de la vie atteint des proportions incroyables. A titre d'exemple, nous prendrons le pain et la viande dont les prix ont augmenté 30 fois, par rapport aux prix de 1914, le sucre dont le prix a centuplé etc... Et tandis qu'une livre de pain coûte de 14 à 15 dinars (le dinar vaut un franc), les salaires moyens des ouvriers ne dépassent pas 30 dinars par jour. L'état misérable des masses laborieuses de Yougoslavie est encore aggravé par le chômage et les lock-outs.

Le pays est en proie à la réaction la plus noire. La bourgeoisie, pénétrée d'idées militaristes, féodales et cléricales a relevé la tête. Soutenue par l'Entente, elle persécute impitoyablement les communistes, au moyen des éléments, les plus retardataires du pays (musulmans bosniaques et arnautes albanais).

Mais plus la bourgeoisie concentre ses forces contre le prolétariat yougoslave, et plus étroitement se groupent les exploités sous le drapeau communiste pour la lutte finale contre les oppresseurs. Nous reconnaissons que notre parti ne s'est pas encore suffisamment affermi, qu'il devra encore travailler passablement à son organisation et à sa structure intérieure et qu'il doit au plus tôt, éliminer de son sein les centristes et, en général, tous les éléments non communistes et pseudo-communistes. Nous constatons aussi la pénurie de militants expérimentés ainsi que le manque de ressources matérielles et techniques. Mais nous croyons profondément en nos forces, et au succès de notre puissant mouvement émancipateur. Et nous avons la conviction inébranlable, maintenant que nous voyons poindre l'aurore nouvelle et que l'Internationale de Moscou, comme un aigre, montre la voie à tous les peuples opprimés et asservis, que le communisme doit inévitablement triompher dans notre pays.

J. K.

## LETTRE DE ROUMANIE

Le congrès du Parti Socialiste Roumain, qui devait se réunir le 1-er août, a été ajourné. La date de sa convocation sera fixée après qu'auront eu lieu les congrès de Bukovine, de l'Ardial et du Banat.

Le congrès a été ajourné par le Comité Central du parti pour les motifs suivants:

1) Les secrétaires régionaux de Bukovine, de l'Ardial et du Banat, pris par les travaux parlementaires, n'ont pu préparer les matériaux et rapports nécessaires pour le congrès.

2) Maintes organisations dans les régions annexées ont été dans l'impossibilité, par suite de l'état de siège, de faire connaître à leurs membres par voie de presse ou de réunions, les questions à l'ordre du jour du prochain congrès.

3) L'état de siège ne permet pas de procéder à des élections régulières.

4) Le temps a manqué pour préparer la traduction des matériaux du congrès, sans lesquels nombre de délégués ne connaissant pas la langue roumaine, ne pourront prendre part au congrès.

5) La levée de l'état de siège, de la censure, etc. ayant été annoncée dans le journal officiel, on pourra désormais, dans des réunions locales, soumettre à un examen préalable les questions qui viendront à discussion devant le futur congrès.

Telles sont les raisons officielles de l'ajournement, mais elles sont loin de répondre à la vérité. Depuis la fin de la guerre, les partis socialistes du monde entier ont trouvé moyen d'organiser plusieurs congrès. Le parti socialiste grec, bien que travaillant sous un régime de dictature militaire, a même convoqué deux congrès. Seul, le Comité Central du Parti Socialiste Roumain, qui ne se trouve que provisoirement à la tête du parti, attendu qu'il n'a pas reçu son mandat du congrès, est responsable de l'ajournement prolongé de ce dernier.

C'est déjà la seconde fois que le Comité Central retarde le congrès. Celui-ci avait été fixé tout d'abord aux journées de Pâques, bien que la situation fût alors la même qu'aujourd'hui: état de siège, censure et ainsi de suite; les organisations n'étaient pas non plus préparées et nombreux étaient les membres du parti ne sachant pas davantage la langue roumaine. Mais ce n'était pas là l'empêchement. Le congrès a été différé pour un autre motif: le Comité Central prétendait que le congrès allait absorber trop de forces actives et de ressources financières dont le parti avait besoin pour la campagne électorale qui devait avoir lieu par suite de la dissolution du Parlement. Mais, de l'avis des communistes qui traduisaient les vœux des grandes

masses prolétariennes, le congrès bien au contraire tombait à pic. En prévision des élections tous les partis convoquaient leurs congrès, apportaient des changements à leurs programmes et les adaptaient aux besoins du moment; seul, le Parti Socialiste a différé son congrès et entrepris sa campagne électorale sans revendications précises.

Le Comité Central avait promis de convoquer le congrès aussitôt après les élections. Mais ces élections ont changé la situation des opportunistes et des centristes qui prédominaient au sein du parti et qui ont subi une défaite. La position des communistes s'est renforcée au détriment de ces éléments. Le congrès était attendu par les masses avec une impatience croissante. Le Comité Central s'était vu obligé d'en fixer la date au 1-er août. Mais, convoqué à un moment où, de tous côtés montaient des cris de: «Vive la III-e Internationale, vive la révolution!» beaucoup de chefs du parti ne le voyaient pas d'un bon œil. Heureusement pour eux que sur ces entréfaites, les poursuites contre les communistes ont commencé. Les social-patriotes y ont-ils été pour quelque chose? Nous l'ignorons. Toutefois, ces arrestations et persécutions des communistes contribuent au maintien de l'intolérable état de choses en vigueur dans le parti et permettent en même temps un nouvel ajournement du congrès. Bref, c'est à ces causes que les traitres à la révolution sociale internationale doivent leur salut.

Le congrès sera convoqué, la chose est hors de doute; les congrès du Banat, de l'Ardeal et de la Bukovine le seront également. Mais ce ne sera là qu'une manœuvre. Les congrès régionaux seront préparés et ouverts par les soins des dirigeants du parti sous la direction des Grigoriévitch, des Jumanka, des Floucrach. Une fois la majorité acquise dans les congrès régionaux, ces messieurs peuvent espérer, grâce à de ténébreuses machinations, obtenir la victoire au congrès général du parti.

Notons en passant un autre fait qui caractérise bien le Comité Central. Le manifeste de la Fédération Communiste Balkano-Danubienne,

adressé aux peuples de Bulgarie, de Grèce, de Roumanie et de Yougoslavie, ne porte point la signature du Comité Central du Parti Socialiste Roumain. Ainsi le prolétariat roumain reste à l'écart du front révolutionnaire commun des pays balkano-danubiens. La responsabilité en incombe entièrement au Parti Socialiste Roumain et surtout à son Comité Central, qui n'a rien fait jusqu'ici pour associer le prolétariat roumain au mouvement révolutionnaire des pays voisins. Labourgeoisie, qui s'était sentie un moment ébranlée et découragée, jubile en ce moment. Et ce n'est pas sans raison. Malgré la longue lutte engagée par les communistes contre les «socialistes» de tous poils, c'est à ces derniers qu'est revenue la victoire. Et cela, à un moment où on a besoin, plus que jamais, d'un parti communiste actif, discipliné et organisé. Les communistes sont dispersés et affaiblis. Les meilleurs militants languissent dans les prisons. La liaison entre les diverses organisations communistes est rompue, les organisations elles-mêmes sont surveillées par la police et terrorisées.

Pourtant, les camarades de l'aile gauche communiste ne doivent pas rester passifs en face de la dernière perfidie du Comité Central du Parti. Il faut à tout prix:

1) Etablir la liaison entre toutes les forces communistes et procéder immédiatement à l'organisation d'une gauche communiste dans le parti.

2) Cette gauche doit procéder immédiatement à la préparation et à l'organisation d'un congrès.

3) Elle doit créer un organe périodique et un bureau d'édition.

Le seul moyen de mettre un terme aux représailles policières serait de transformer le mouvement communiste en un mouvement de masses qui s'appuierait, non pas sur tel ou tel groupe clandestin, mais sur l'organisation publique des masses. Le mouvement communiste acquerrait une grande force de résistance contre la terreur blanche, si le parti socialiste se déclarait ouvertement parti communiste.

## LETTRE DE CHINE

Vers la fin de l'année 1918, la Chine se trouvait en pleine guerre civile. Dans le sud, un gouvernement provisoire révolutionnaire s'était formé qui se donnait pour but de faire une guerre impitoyable au gouvernement de Pékin. Tout d'abord, il eut à sa tête Sun-Yat-Sen, le leader bien connu de la première révolution. Par suite de la présence au gouvernement des représentants de la vieille bureaucratie, des conflits surgirent et Sun-Yat-Sen ne tarda pas à démissionner.

Depuis, le gouvernement du Sud poursuit toujours sa lutte contre Pékin, sous les mots d'ordre, lancés par le groupe Sun-Yat-Sen et dont les

principaux sont: reconnaissance des droits de l'ancien Parlement et de son président et démission du gouvernement de Pékin.

La lutte se poursuit avec des alternatives de succès. Toutefois, le gouvernement du Sud a de bonnes raisons de compter sur la victoire, bien qu'au point de vue financier toutes les chances se trouvent du côté du gouvernement du Nord. Dernièrement, un communiqué annonçait l'occupation de l'Ouan, une des provinces centrales, par les troupes du Sud et la marche de ces dernières sur Pékin.

Lorsqu'en 1915, l'ancien gouvernement réactionnaire de Pékin entra dans la coalition des



pays alliés contre l'Allemagne, il promit à la Chine comme prix de son intervention des avantages considérables. C'est en vain que les partis révolutionnaires protestèrent; la guerre fut déclarée. Le peuple chinois croyait en la sincérité de ces promesses et fonda de grandes espérances sur la conférence de Versailles. Aussi, grande fut sa déception, le jour, où la conférence de Versailles, non seulement n'accorda rien à la Chine, mais ratifia même l'annexion par le Japon des territoires chinois dont il s'était emparé au cours des hostilités. Au retour de la délégation chinoise de la conférence de Versailles, un puissant mouvement se dessina contre le gouvernement et le Japon, mouvement qui avait à sa tête les étudiants syndiqués et dont le centre se trouvait à Shanghai. Ceux-ci entreprirent une vaste campagne d'agitation, sous forme de manifestations, de grèves, de pétitions, etc... exigeant, entre autres, le boycottage des marchandises japonaises. Les résultats furent insignifiants. Le mouvement fut réprimé par la violence et nombre de manifestants furent fusillés. Néanmoins, ce mouvement n'a pas été inutile; car il a puissamment contribué à réveiller l'esprit révolutionnaire des masses. Les étudiants ont fini par comprendre qu'avec leurs propres forces ils ne pouvaient rien faire et se sont mis à attirer les travailleurs de leur côté. A son tour, le jeune prolétariat industriel a commencé à manifester sa puissance. L'an dernier, toute une série de grèves, d'ordre économique il est vrai, ont eu lieu à Shanghai. Le parti socialiste, dont le centre se trouve à Shanghai, devient de plus en plus populaire parmi les ouvriers. Son journal *l'Hebdomadaire* est la meilleure preuve de l'importance du mouvement. Ce journal ne cesse pas d'opposer les idées socialistes au nationalisme. Il réclame également une étroite alliance avec la Russie Soviétiste et s'élève contre le traité de paix sino-japonais conclu l'année dernière, ayant pour but l'occupation de la Sibérie. Dans tous ses articles, *l'Hebdomadaire* souligne que le prolétariat doit renverser la bourgeoisie et que le nationalisme et la démocratie bourgeoise doivent faire place au socialisme. Ce journal est très populaire.

En Chine, nous assistons à la naissance de l'organisation non seulement du prolétariat industriel, mais aussi des artisans. La crise actuelle de l'industrie européenne a eu ses répercussions en Chine. Le pays est envahi par une quantité prodigieuse de marchandise étrangères provoquant le chômage de l'industrie indigène qui met le prolétariat chinois dans une situation déplorable. Bien qu'en Chine la grosse propriété foncière n'existe pas, on remarque que les paysans aisés commencent à accaparer les petites lopins de terre, créant ainsi une classe paysanne de miséreux. Il n'est pas douteux que cette partie de la

population suive volontiers le prolétariat industriel. Actuellement, la Chine représente une série de provinces quasi-autonomes, administrées par des gouverneurs généraux dont chacun est tout-puissant dans sa région. Tous les gouverneurs provinciaux, de même que les principaux membres du gouvernement, appartiennent au parti militaire «Anfou», c'est-à-dire au parti des anciens bureaucrates militaires, dont la plupart occupaient des postes importants sous le règne de la dynastie. Ils ne se sentent que très peu liés au gouvernement de Pékin et, s'ils le soutiennent dans sa lutte contre le gouvernement du Sud, c'est par pur intérêt personnel. Les finances se trouvent entièrement entre les mains des gouverneurs qui versent les recettes au gouvernement central. Dans ces conditions, il est tout naturel que les ressources gouvernementales soient insignifiantes et que le gouvernement soit obligé de contracter des emprunts, la plupart du temps au Japon. Et comme ces emprunts ne se font pas sans compensation, le Japon obtient de la Chine toujours plus de concessions et d'avantages matériels. Dans maintes provinces chinoises, le Japon commande comme en pays conquis. D'autre part, le pouvoir autocratique des gouverneurs et l'existence d'une armée indisciplinée de deux millions d'hommes n'obéissant qu'à celui qui a de l'argent, plongent le pays dans une complète anarchie. D'où un état d'esprit révolutionnaire et une opposition des masses bien naturelles. A l'heure présente, toute l'opposition contre les deux gouvernements actuels de la Chine est concentrée à Shanghai, où se trouvent les principaux chefs de l'opposition, ainsi que Sun-Yei-Sen avec son groupe de partisans de la première révolution.

C'est là que sont aussi la Fédération centrale des étudiants, les syndicats ouvriers et le parti socialiste. Dans la lutte contre le gouvernement de Pékin et contre le Japon, ces trois groupements ne forment qu'un bloc et se distinguent par la vigueur de leur esprit révolutionnaire.

Pour résumer, il faut souligner qu'à l'heure actuelle, la Chine offre un terrain propice à la propagande révolutionnaire et c'est là un fait que l'Internationale Communiste ne doit pas négliger. Le soutien de la révolution chinoise n'est pas qu'important pour la Chine seule, mais pour tout le mouvement révolutionnaire international. Car la seule chose que l'on puisse opposer à l'impérialisme japonais si fortement établi en Asie et dont les visées impérialistes s'étendent sur la Sibérie, sur les îles de l'Océan Pacifique et même sur l'Amérique du Sud, c'est un vaste et profond mouvement révolutionnaire des masses laborieuses de la Chine.

K. K.

# DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



## LE PREMIER CONGRÈS DES COMMUNISTES PERSANS DU PARTI „ADALIAT“

Au cours de cet été, les communistes persans du parti «Adaliat» ont tenu leur premier Congrès à Enzeli, sous la présidence du camarade Agazadé.

### Première séance.

Le camarade Victor salue le Congrès au nom du Comité Central du Parti Communiste Russe de l'Azerbeïdjan: «Le Congrès d'aujourd'hui, dit-il, a une importance immense pour la Perse renaissante et pour la restauration dans le pays du pouvoir des travailleurs. Pour atteindre ce but, il vous faudra travailler sans relâche et faire preuve de beaucoup plus d'énergie qu'il n'eût été nécessaire dans un pays capitaliste. En Perse, plus que partout ailleurs, vous devez employer une tactique souple et prudente, parfaitement adaptée aux conditions de vie du pays. Et à ce point de vue, vous n'en trouverez pas de meilleure que la tactique communiste».

Le camarade Aboukoff salue le Congrès au nom de l'armée rouge persane.

L'orateur déclare que l'émancipation des travailleurs persans ne pourra être obtenue que par la violence. «La Perse qui a un long passé de grandeur et de liberté, se trouve aujourd'hui dans l'état de l'impérialisme anglais; elle aspire ardemment à secouer ce joug et elle ne pourra y parvenir qu'en prenant les armes. La Perse tout entière est embrasée par l'incendie révolutionnaire. Maintenant que la lutte a déferlé sur le territoire même de la Perse, vous, militants actifs, avez le devoir de grouper toutes les forces révolutionnaires dispersées en une seule unité de combat».

Le camarade Aga-Zadé propose à l'assemblée de se lever pour honorer la mémoire des camarades persans, morts pour la cause communiste. Il fait l'historique de la lutte héroïque de ces militants pour l'émancipation du travail et désigne le camarade Kafar-Zadé, comme le fondateur du parti «Adaliat» (L'assistance se lève).

Le camarade Sultan-Zadé (délégué du Turkestan) lui succède à la tribune. Ce n'est qu'au début de février que le parti «Adaliat» a commencé son travail d'organisation au Turkestan. De concert avec les camarades Alikhanof et Tatalof, nous avons cherché à porter tout notre effort sur la population persane. C'est ainsi que nous avons appris qu'il existait dans le Turkestan un nombre considérable d'indigents persans, environ 100.000 ouvriers, qu'il s'agissait de grouper autour du parti communiste «Adaliat».

Pour y parvenir la section du Turkestan a créé dans 52 localités des comités du parti à titre d'organes auxiliaires. En avril dernier, la première conférence du parti s'est réunie à Tachkent; sept mille communistes persans organisés y étaient représentés.

Déjà, bien avant la Conférence, le parti avait entrepris d'organiser une armée rouge persane.

C'est notamment, grâce à cette armée rouge, que nous avons pu nous emparer de Meched, foyer de la contre-révolution.

### Deuxième séance.

Le camarade Alikhanof préside.

Lecture est donnée du rapport de la commission des mandats dont 48 ont été validés par la commission. Le Congrès confirme la décision de la commission.

On entend ensuite les rapports sur la situation en province. Il existe au Daghestan une section du parti communiste de l'Iran, comprenant 500 membres et dont le travail d'agitation se développe avec succès.

Le camarade Seïd-Kanli-Khonland-Zadé fait un tableau de l'activité du parti dans le Zeïdian.

Ici, tout le pouvoir est entre les mains des démocrates, qui persécutent les communistes. Aussi le parti «Adaliat» travaille-t-il clandestinement en tâchant, autant que possible, de maintenir le contact avec la campagne. Nombre de camarades ont été envoyés en province pour le travail d'organisation et d'agitation.

Le camarade Diabar met le Congrès au courant de l'activité du parti «Adaliat» à Rechi. Avant l'arrivée de l'armée rouge à Rechi, il y avait deux groupes clandestins de 25 et 12 personnes. Après l'arrivée de cette armée, la section de Rechi a étendu son champ d'action. La sympathie de l'armée et des masses ouvrières nous est acquise. Actuellement nous comptons une dizaine d'organisations englobant 2.000 membres et sympathisants.

Le camarade Nouman Gousseïn parle de l'action du parti à Ardabil, action rendue très difficile par le fait que le pouvoir se trouvait entre les mains des démocrates. Après l'occupation d'Ardabil par l'armée rouge, un grand nombre de paysans et d'ouvriers, ayant séjourné à Bakou, se présentèrent nous pour nous demander des armes. C'est alors que nos camarades emprisonnés furent remis en liberté. L'état d'esprit des paysans est révolutionnaire. La section d'Ardabil comprend 150 membres.

Le camarade Akhoun-Zadé donne des renseignements sur le travail du parti à Astar. Au début, ce travail était clandestin, mais depuis l'arrivée de l'armée rouge, l'activité du parti se poursuit légalement; nous avons repris une campagne d'agitation parmi les paysans. Ils nous témoignent beaucoup de sympathie et nous avons établi avec eux un contact très étroit. Le chiffre de nos membres est de 95.

Le camarade Tchilingarian parle de l'activité de l'union de la jeunesse ouvrière-paysanne d'Enzeli. Avant l'occupation de cette ville par l'armée rouge, il existait une petite section de huit personnes. Depuis l'arrivée de l'armée rouge, Enzeli est devenu le centre de notre activité. Ce qui entrave notre travail, c'est le manque de militants pour la campagne

Les camarades nouvellement arrivés sont des Russes peu au courant des affaires persanes et dont l'action se heurte à des difficultés sans nombre. Nous avons établi la liaison avec le comité régional et organisé une section théâtrale. Pour le travail parmi les paysans il nous faut des indigènes mais ils nous font encore défaut. Nous allons mettre en campagne 10 camarades qui seront envoyés à Bakou pour y suivre les cours d'instructeurs. L'Union de la Jeunesse groupe une centaine de membres.

Le camarade Sultan-sadé fait ensuite un rapport sur la situation générale.

Le rapporteur expose l'état financier du pays. Le budget de la Perse, évalué à 36 millions de roubles (au cours nominal antérieur), c'est-à-dire à l'ensemble des revenus de l'Etat pressurés de la classe paysanne laborieuse, est dilapidé par les favoris du schah.

D'autre part, la Perse est mise à sec par les capitalistes étrangers qui luent dans leur propre intérêt tout esprit d'initiative dans le pays. Cet état de choses crée dans la population un état d'esprit révolutionnaire.

La population de la Perse est d'environ 15 millions. Sur ce chiffre, on compte 1 million de seids et de membres du clergé, près de 3 millions de nomades, 3 millions de commerçants qui, eux non plus, ne produisent rien, et 8 millions de paysans et d'artisans qui en fait nourrissent toute la population du pays. Ainsi, en Perse, il n'y a que 8 millions de producteurs effectifs qu'on pressure à plaisir et sur lesquels nous devons nous appuyer. D'une part, l'état misérable des paysans et, d'autre part, le contact permanent avec le prolétariat de Bakou, créent un terrain où on ne peut plus favorable pour la propagande révolutionnaire.

Pour le moment, il ne peut pas être question de révolution en Perse, car les masses sont encore étrangères au mouvement révolutionnaire. En attendant, on peut adopter les mois d'ordre suivants:

- Lutte contre l'impérialisme anglais.
- Lutte contre le gouvernement du schah.
- Lutte contre les khans et les gros propriétaires fonciers.

#### Troisième séance.

Elle est ouverte sous la présidence du camarade Mir-bakhi-Kassimof.

Le camarade Neinachenli prend la parole sur le moment actuel.

L'orateur parle de la politique coloniale de l'Angleterre, de la France et d'autres pays capitalistes. L'asservissement des peuples d'Orient, déclare-t-il, n'a jamais atteint des proportions aussi vastes. Mais maintenant l'Angleterre et la France ont trouvé un adversaire sérieux: la Russie Soviétique. C'est pourquoi les forces révolutionnaires du monde entier doivent se grouper autour de la Russie des Soviets.

Abordant ensuite la question de notre action en Perse, l'orateur fait observer, chiffres en mains, que les paysans, sur lesquels nous devons nous appuyer, constituent moins de la moitié de la population totale, tandis qu'en Russie ils forment plus de 90%.

Le prolétariat de Bakou représente une grande force pour l'Orient, mais la population des campagnes doit elle-même faire preuve de la plus grande activité dans la lutte révolutionnaire.

La bourgeoisie plus consciente et plus organisée peut entraîner les grandes masses populaires dans la lutte contre les Anglais. Nous devons donc mettre cette force à profit pour combattre la domination anglaise. Nous n'avons jamais été contre les mouvements d'affranchissement nationaux; bien au contraire, nous les soutenons. Nous ne les combattons que lorsqu'ils visent à l'asservissement des autres peuples.

Toutes les forces révolutionnaires doivent être lancées contre les Anglais. Il ne peut y avoir pour nous d'autres tactique. La Perse n'est pas mûre pour la révolution communiste. En 1905, Lénine ne parlait pas de révolution sociale, mais de la république démocratique.

Tout d'abord, il vous faudra utiliser le mouvement national qui ouvrira la voie à la différenciation de classe, et

c'est à ce moment que vous devrez formuler vos revendications révolutionnaires. En attendant, il vous appartient de vous organiser et de vous tenir prêts à diriger la révolution persane.

Le camarade Oboukhouf monte à la tribune.

L'Angleterre, bourgeoise et impérialiste: voilà le grand ennemi du mouvement communiste. En portant un coup à la bourgeoisie anglaise en l'Orient, les communistes travaillent pour la cause de la révolution mondiale. Il faut frapper l'impérialisme anglais en faisant flèche de tout bois. Si les khans nous sont de quelque utilité, notre appui leur est acquis. Si les bourgeois se soulèvent, notre concours leur est assuré. Dans la lutte contre l'impérialisme anglais, tous les moyens sont bons.

Or, la bourgeoisie persane au nord comme au sud est également intéressée à ce que les Anglais soient chassés de la Perse. On peut en dire autant des artisans et des petits commerçants. L'Angleterre tue les petits artisans par sa grosse industrie et en fait des prolétaires. La paysannerie semble ignorer la présence des Anglais et ne connaît que ses khans. Les paysans, masse ignorante et incerte, peuvent être utilisés aussi bien contre l'Angleterre que contre la Russie; tout dépend du sens dans lequel ils seront travaillés. Mais par une agitation habilement menée, on soulèvera contre l'impérialisme anglais en même temps que les grands seigneurs terriens (du nord, la bourgeoisie et les paysans. La seule chose qui doive sérieusement attirer notre attention, c'est l'arrivée du révolutionnaire Koutchouk-Khan et l'institution du pouvoir soviétique en territoire persan. Si la bourgeoisie ne se soulève pas actuellement contre l'Angleterre et ne soutient pas Koutchouk-Khan, la cause en est dans la faute qu'on a commise en établissant en Perse le pouvoir soviétique (je veux parler du comité révolutionnaire d'Aslara). Pour mettre fin à cette regrettable attitude, il faut que nous fassions comprendre aux hésitants qu'en réalité le pouvoir soviétique ne menace ni les propriétaires, ni la bourgeoisie; ils se joindront alors au mouvement d'affranchissement national. Aussi aucune manifestation contre les propriétaires et la bourgeoisie ne doit être tolérée. Aujourd'hui, il ne peut y avoir qu'un seul mot d'ordre: «A bas les Anglais! A bas le gouvernement du schah!».

Après quoi le Congrès a adopté la résolution suivante:

- 1) La guerre mondiale a ruiné les forces productrices du capitalisme et abouti à une catastrophe universelle;
- 2) Le monde bourgeois est impuissant à relever, par les anciens procédés capitalistes l'industrie mondiale;
- 3) La lutte qui se développe dans une ampleur internationale entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ne fait qu'aggraver la désorganisation de l'industrie capitaliste;
- 4) Les appétits rapaces de la bourgeoisie européenne et en particulier de la bourgeoisie polonaise grossissent démesurément;
- 5) Ainsi s'explique l'asservissement par le capital européen des pays comme la Turquie, la Perse, l'Afghanistan et les Indes;
- 6) Le devoir du parti communiste de l'Iran, c'est de combattre le capitalisme mondial côté à côté avec la Russie Soviétique, de soutenir en Perse tous les éléments qui se lèveront contre les Anglais et le gouvernement du schah, de donner un caractère plus acharné à cette lutte et d'y attirer les masses ouvrières et paysannes, de paralyser les éléments qui, tout en craignant la lutte révolutionnaire, sont intéressés à ce que les Anglais soient chassés de la Perse.
- 7) En même temps, il convient de ne pas nous écarter de notre but qui est de développer nos organisations en les fortifiant, d'acquiescer de l'influence parmi les masses pour nous placer au moment des batailles de classe, à la tête des masses ouvrières et paysannes dans leur lutte pour le pouvoir et pour la terre;
- 8) Notre mot d'ordre à cette heure ne peut être que la lutte à outrance contre l'impérialisme anglais, contre le gouvernement du schah et contre tous ceux qui les soutiennent.

## M A N I F E S T E

DE LA

## FÉDÉRATION COMMUNISTE BALKANO-DANUBIENNE

(AUX CLASSES LABORIEUSES DES PAYS BALKANO-DANUBIENS)

## Ouvriers et paysans!

Les partis communistes bulgare, grec, roumain, yougoslave, séparés par la guerre mondiale, se tendent de nouveau fraternellement la main pour mener la lutte commune. A l'heure solennelle, où nous renversons violemment les barrières élevées entre nous, nous tenons à déclarer qu'aujourd'hui, plus que jamais, nous nous sentons étroitement unis.

Pendant toute la durée de la guerre sanginaire et de l'affreuse fourme de chauvinisme et de nationalisme, nous sommes restés fidèles au socialisme révolutionnaire international et à l'union fraternelle des peuples balkano-danubiens. Aujourd'hui nous nous déclarons partie indivisible de l'Internationale Communiste et entièrement d'accord avec son programme et sa tactique. Comme tous les travailleurs groupés sous le même drapeau rouge, nous saluons avec joie la révolution russe et son œuvre immense: la République Socialiste Fédérative des Soviets. Nous nous proclamons pleinement solidaires des masses en lutte pour leur libération du joug capitaliste et nous voyons dans la triomphe de la révolution mondiale ouvrière et paysanne, la libération des peuples balkano-danubiens de toute exploitation et de toute oppression.

## Ouvriers et paysans!

Les impérialistes et les capitalistes de tous les pays et leurs laquais couronnés ont allumé avec une criminelle légèreté l'incendie mondiale et à l'heure actuelle, c'est-à-dire deux ans après la conclusion de la «paix», ils ne sont toujours pas capables de l'éteindre. Les pays balkano-danubiens sont, depuis 1912 l'objet d'une affreuse saignée et le théâtre de dévastations sauvages. Aujourd'hui de nouvelles calamités menacent nos peuples. Les impérialistes de l'Entente, poursuivant en Orient le couronnement de leur œuvre criminelle: l'établissement dans le monde entier de la domination du capital, — continuent la guerre contre les peuples de l'ancien empire turc et contre la République Soviétique. Les travailleurs français, anglais, italiens ne veulent plus verser leur sang au nom du capital, leurs gouvernements ont maintenant recours au sang des peuples balkaniques que la bourgeoisie de ces pays est toujours prête à leur vendre à vil prix. Les premières victimes de l'impérialisme de l'Entente et du panhellénisme sont les ouvriers et les paysans grecs. Il y a de cela un an et demi, ils ont versé abondamment leur sang dans la Russie du sud pour la contre-révolution, contre le bolchévisme. Maintenant, ils sont des instruments inertes de la bourgeoisie anglaise, française et grecque qui les fait massacrer dans les plaines de la Thrace et dans les montagnes de l'Asie Mineure. Depuis la défaite des armées polonaises, les impérialistes français et anglais mettent tout en œuvre pour lancer les paysans et les ouvriers roumains contre l'Armée Rouge victorieuse. Les propriétaires fonciers et les capitalistes de Roumanie participent à la préparation de ce plan infernal; ils voient dans ces aventures sanglantes l'unique issue à la terrible crise intérieure qui traverse leur pays et le seul moyen d'étouffer l'énergie révolutionnaire des masses. — Les peuples de Yougoslavie, épuisés par la guerre, voient aussi se dresser devant eux le spectre de nouvelles effusions de sang. Ils subissent, eux aussi, la pression des «alliés», des grands États d'Occident, qui veulent les utiliser au même titre que les Roumains contre la révolution russe. D'autre part, les impérialistes italiens et yougoslaves sont en lutte permanente pour l'hégémonie dans la mer Adriatique et en Albanie et menacent à tout moment de provoquer une nouvelle guerre entre leurs peuples. Le peuple vaincu de Bulgarie n'est pas lui-même à l'abri de tout danger. Son sang a encore du

prix et les impérialistes européens, sous prétexte de révision du traité de paix, agitent de nouveau, devant les yeux de la bourgeoisie bulgare, les lambeaux du drapeau de l'«idéal national» bulgare. Et les classes dirigeantes, après s'être couvertes de honte, sont prêtes à vendre, une fois de plus, le sang des ouvriers et des paysans bulgares. Mais les peuples balkano-danubiens ne sont plus ce qu'ils étaient avant la guerre. La douloureuse expérience de la grande saignée et des ruines qu'elle a engendrées leur a dessillé les yeux et l'exemple des ouvriers et des paysans russes leur montre le chemin du salut. Groupés sous le drapeau Communiste balkano-danubienne, ils déclarent qu'ils ne se laisseront plus transformer en chair à canon pour le plus grand bien des rapaces capitalistes balkano-danubiens et du monde entier. Ils résisteront par tous les moyens à toute nouvelle tentative de guerre et lutteront de toutes leurs forces pour mettre fin au carnage. Que les classes dominantes sachent bien que toute aventure sanglante de leur part rapprochera l'heure de la révolution ouvrière qui leur arrachera le pouvoir pour le transmettre aux soviets ouvriers, paysans et soldats.

Les impérialistes de l'Entente ont transformé les pays balkano-danubiens en une base militaire d'où ils dirigent leur action contre la révolution prolétarienne internationale. C'est là que l'année dernière ils ont organisé le blocus de la République soviétique hongroise et son écrasement impitoyable par l'oligarchie roumaine. Le prolétariat balkano-danubien qui solus avec joie la libération du prolétariat hongrois du joug de ses capitalistes et propriétaires fonciers lui exprime aujourd'hui, au moment de la plus féroce terreur et des plus rudes épreuves, sa profonde sympathie et son désir de lui venir en aide par tous les moyens. C'est encore ici que l'année dernière les pillards de l'Entente ont organisé, avec l'aide de leurs laquais balkaniques, leur inqualifiable campagne contre la Russie Soviétique, campagne qui a échoué grâce à la puissante révolutionnaire de l'Armée Rouge. Depuis, la péninsule balkanique a servi de base aux contre-révolutionnaires russes. C'est de là que partaient les armées et les munitions destinées à Dénikine et à Wrangel; c'est là que se recrutaient les volontaires pour les armées blanches. Les gouvernements balkaniques, quoique n'étant pas officiellement en guerre avec la République Soviétique Russe, viennent politiquement, matériellement et militairement en aide aux contre-révolutionnaires russes. Les ouvriers et les paysans des pays balkano-danubiens — nourrissant un profond sentiment de sympathie et de gratitude pour les ouvriers et les paysans russes en raison de leur magnifique exemple et de leur précieux concours — déclarent que leurs pays ne pourront plus servir désormais de point de départ aux agressions dirigées contre la République Soviétique et le rétablissement au plus vite des relations normales avec celle dernière. Ils exigent l'expulsion de leurs pays de tous les contre-révolutionnaires russes et la cessation immédiate de tout soutien direct ou indirect à l'armée du baron Wrangel. Pas un seul obus destiné à être employé contre la glorieuse Armée Rouge ne doit sortir des pays balkano-danubiens.

## Proletaires balkano-danubiens!

Nombreux sont ceux qui nourrissent l'espoir que la guerre mondiale ferait l'union des peuples opprimés et divisés. C'est au nom de l'union nationale que les peuples balkaniques ont été entraînés dans la guerre. Aujourd'hui il est clair pour tout le monde que la guerre non seulement n'a pas solutionné ces questions, mais a au contraire bien plus divisé les peuples et les a courbés sous un joug encore plus écrasant. Le peuple bulgare a été démembrement imployable-ment. Des milliers et des milliers de Bulgares de Macédoine,

de Thrace et de Dobroudja se trouvent sous la domination étrangère. Les Bulgares et les Turcs de la Dobroudja, les Russes de la Bessarabie, les Allemands de la Transylvanie, les Slaves du Banat, gémissent sous le joug de l'oligarchie roumaine. La monarchie et l'impérialisme yougoslaves ont brutalement étendu leur domination sur la Macédoine et sur une partie de l'Albanie, sur les Magyars et les Allemands en Voévodie et sur les populations italiennes de la Dalmatie. L'oligarchie grecque—cnivrée, jusqu'à en perdre toute conscience, par le rêve d'un nouvel Empire Byzantin—allongé ses tentacules sur les populations turques, bulgares et albanaises et continue le pillage de l'Asie Mineure. Les impérialistes italiens étreignent dans leurs serres le peuple albanais et cherchent à le subjuger définitivement. Mais la guerre impérialiste s'est montrée impuissante à assurer, même aux vainqueurs, l'intégrité de l'union nationale. Le Yougoslavie voit lui échapper des populations importantes de slaves, qui restent sous le joug italien. Il en est de même pour la Grèce qui n'a pu se rattacher les Grecs de Constantinople et de plusieurs autres villes de Turquie. Comme on le voit, la guerre impérialiste a engendré un nouvel asservissement, un nouveau démembrement des peuples, elle a compromis l'idée de l'union et de la collaboration des peuples, créé de nouveaux motifs d'hostilité internationale et semé des germes de discordes et de guerres futures. Les partis communistes des pays balkano-danubiens, aujourd'hui comme avant la guerre, se déclarent ennemis de toute oppression nationale et de tout asservissement d'un peuple étranger en bloc ou en partie par un autre peuple. Nous proclamons la liberté nationale pleine et entière de tous les peuples balkaniques, leur égalité, ainsi que le droit pour chacun de disposer de lui-même. Mais en même temps nous déclarons, qu'étant donné la diversité et la confusion des nationalités de ces pays, l'union de ces peuples n'est possible que sous forme d'une République Fédérative Socialiste Balkano-Danubienne qui, seule, pourra assurer à ces peuples les mêmes droits et les mêmes possibilités de développement. Le parti communiste a fait le premier pas vers cette union en créant la Fédération Communiste Balkano-Danubienne. Il est hors de doute que le jour où le prolétariat des villes et des campagnes—groupé dans les organisations communistes et dans la Fédération Communiste pour mener la lutte révolutionnaire commune—, aura conquis le pouvoir et créé des soviets ouvriers et paysans il se mettra immédiatement à l'œuvre pour organiser la République Socialiste Balkano-Danubienne dans laquelle tous les peuples seront libres, égaux entre eux et autonomes.

#### Ouvriers et paysans!

Nulle part les conséquences désastreuses de la guerre mondiale n'ont été si grandes et si douloureuses que dans les Balkans. La Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Serbie, comptant au total 22 millions d'habitants, ont perdu dans la guerre 2.700.000 hommes environ, c'est-à-dire 12,5% de leur population. Toutes les régions balkaniques qui ont été le théâtre des hostilités sont littéralement dévastées, ruinées. Le matériel agricole est détruit, le bétail emmené ou abattu. Aujourd'hui la population des Balkans n'est plus en état de labourer les deux tiers de ce qu'elle labourait avant la guerre. Les autres branches de l'économie nationale n'ont pas moins souffert. Les forêts sont rasées, les chemins de fer et, de façon générale, tous les moyens de transport sont dans un état lamentable. Les sources pétrolières et les mines sont détériorées ou détruites, les machines de l'industrie privée enlevées ou brisées. Toute la vie économique de ces pays a été ébranlée. Les guerres ont anéanti la civilisation des peuples balkaniques dont elles ont détruit le bien-être relatif et qu'elles ont plongés dans une profonde misère.

La faillite financière des Etats balkaniques n'est pas moins lamentable. La Bulgarie est imposée d'une formidable contribution de guerre et les autres Etats balkaniques victorieux, d'une partie des dettes des Etats vaincus dont ils se sont annexés certains territoires. Les dettes des Etats balkaniques atteignent à présent plusieurs milliards. En même temps, les budgets se sont accrues dans des proportions incroyables. Ces budgets, fardeau impossible pour l'économie nationale ruinée, sont bouclés avec d'énormes déficits et, pour les combler, les gouvernements balkaniques n'ont d'autre moyen que l'émission illimitée de papier-monnaie. Mais cela ne fait qu'envenimer la crise économique et financière. Ainsi les Etats balkaniques s'acheminent irrésistiblement vers la faillite.

Mais la ruine économique et la faillite financière des

petits Etats sont une condition de leur asservissement économique et les rapaces capitalistes de l'Entente se sont déjà mis en campagne. Ils accaparent sans vergogne toutes les ressources économiques des peuples balkaniques épuisés. Ils ont accaparé l'importante artère du Danube et toute sa flotte commerciale, y compris celle de haute mer; ils cherchent à s'emparer des sources pétrolières de Roumanie dont le partage a été l'objet d'un accord spécial entre l'Angleterre et la France; ils achètent les actions des grosses entreprises commerciales et industrielles; ils ont acquis de vastes terrains et étendent leurs tentacules sur toute la population agricole des pays balkano-danubiens. En dépit de l'effroyable ruine de l'économie nationale, la bourgeoisie balkanique a édifié pendant la guerre des fortunes colossales. Une multitude de banques, de sociétés anonymes aux capitaux énormes ont jailli, de toutes parts. Elles se sont lancées dans une spéculation effrénée, faisant monter le coût de la vie, de jour en jour, et soustrayant ainsi les dernières ressources des masses laborieuses.

Les conséquences sociales de cet état de choses sont déjà visibles. Les peuples balkano-danubiens sont désormais divisés en deux classes ennemies. D'un côté, une poignée de banquiers, de spéculateurs, de marchands, d'usiniers et de propriétaires terriens, possédant de grandes richesses et d'immenses domaines, vivant dans l'opulence et les festins continuels; de l'autre côté, la masse des ouvriers industriels et agricoles, des employés, des indigents des villes et des campagnes, épuisés par un labeur au-dessus de leurs forces et par le chômage, perpétuellement en butte à la misère et à la famine, proie facile des épidémies et des vices sociaux, et qui par suite vivront, dégénèrent et périssent comme des mouches. La classe tanpon qui se trouve entre ces deux classes se décompose rapidement et passe dans l'une ou l'autre classe. Tandis que devant la bourgeoisie s'ouvrent les rideaux perspectives d'un enrichissement illimité, d'une existence somptueuse, joyeuse et oisive, un gouffre noir de misères, de maladies, de souffrances et de mort s'ouvre devant les masses laborieuses. La crise sociale qui sévit actuellement chez tous les peuples des pays balkano-danubiens revêt un caractère des plus aigus.

Citoyens, travailleurs! Comment les classes gouvernantes balkaniques peuvent-elles remédier à cette lamentable ruine économique? comment peuvent-elles prévenir la faillite financière, comment vont-elles sauver leurs peuples de la menace d'un asservissement économique, comment vont-elles remédier aux funestes conséquences sociales de la guerre? Pour lutter contre la ruine économique, elle ne connaissent qu'un moyen: liberté absolue et pouvoir illimité du capital. Déjà elles proclament la nécessité du «commerce libre», ce qui signifie le pillage sans contrôle et sans limite des masses populaires. Elles violent les lois de protection du travail et attentent aux organisations ouvrières afin de permettre aux capitalistes d'exploiter sans mesure la classe ouvrière. Mais celle-ci en a assez. Chaque jour surgissent des conflits, tels qu'on n'en a jamais vus, qui désorganisent toute la production. Il est évident que, tant que le capitalisme sera au pouvoir, il ne peut être question ni de production, ni de reconstruction. Le capitalisme ne viendra pas à bout de la ruine économique; il frappera de plus en plus les masses laborieuses d'impôts directs et indirects. L'impôt sur le revenu n'est qu'un moyen de jeter de la poudre aux yeux des masses populaires. Mais l'augmentation des impôts indirects fait monter toujours plus le coût de la vie et imprime à la crise sociale un caractère de plus en plus aigu. De jour en jour, les conflits sociaux deviennent plus nombreux. Il est désormais évident qu'aucun impôt indirect ne sauvera l'Etat de la faillite. *La faillite des Etats balkaniques est inévitable et les classes capitalistes ne sont plus en mesure de gouverner l'Etat.*

La bourgeoisie balkanique n'est pas plus en état de s'opposer à l'asservissement économique des capitalistes étrangers. Au contraire, elle le facilite. Elle place ses propres richesses sous le drapeau étranger. Son seul souci est de se garantir une part des produits du travail des peuples balkaniques. Cette bourgeoisie est en train de couronner son œuvre de trahison. Elle étale devant le monde entier son incapacité à diriger le développement économique des peuples balkaniques. Soutenue par les social-patriotes, dont les trahisons à la cause du prolétariat et du socialisme ne se comptent plus, la bourgeoisie a essayé, par des promesses de réformes, d'apaiser le mécontentement populaire. Mais toutes les tentatives réformistes des social-patriotes ont bien vite échoué et la politique sociale de la bourgeoisie est apparue comme un nouveau mensonge.

L'exploitation éternelle des masses laborieuses redouble tandis que l'arbitraire des capitalistes, prend des proportions toujours plus grandes; les paysans pauvres restent sans terre; la cherté ne fait que croître, les masses laborieuses s'enfoncent dans la misère. Avec le mécontentement, des masses croît leur indignation. Elles menacent, protestent, manifestent... C'est alors que les gouvernements balkaniques, laquais fidèles des capitalistes et des propriétaires terriens démasquent leur nature vraie; ils étouffent le mécontentement populaire par la violence de la dictature militaire. *La réaction la plus noire sévit en ce moment dans les Balkans.* A la faveur de cette réaction, les impérialistes ont commencé leur œuvre sanglante en Thrace et en Asie-Mineure. L'oligarchie impérialiste et monarchiste de Yougoslavie, n'ayant pas le courage de procéder aux élections, noie dans le sang, le puissant mouvement ouvrier. En Bulgarie, le prolétariat des villes et des campagnes gémit sous le joug implacable de la bourgeoisie paysanne, cynique et orgueilleuse, qui exploite sans scrupule le pouvoir pour la satisfaction de sa rapacité. Les capitalistes et les hobereaux roumains, qui se posent en bienfaiteurs des peuples, tentent, par la corruption et la terreur, de fortifier leur puissance en territoire conquis et répriment impitoyablement le mécontentement grandissant des masses ouvrières. L'état de siège, la censure, les cours martiales, l'arbitraire: voilà le régime auquel sont soumis les paysans balkano-danubiens. Mais les foudres de la réaction militaire capitaliste sont exclusivement dirigées contre le mouvement communiste. Ce n'est pas sans motif que les partis communistes, composés de la fraction la plus éclairée et la plus dévouée du prolétariat des villes et des campagnes, se sont attiré la haine des classes dirigeantes. Leur critique impitoyable de la politique et du régime bourgeois, de tous les partis bourgeois, petits-bourgeois et socialistes, a réveillé la conscience révolutionnaire des masses laborieuses; ce sont eux qui organisent et groupent tous les exploités et opprimés en organisations de combat et qui prennent toujours la tête des mouvements ouvriers. Ecraser les partis communistes signifie écraser pour longtemps le mouvement révolutionnaire des masses laborieuses. C'est pourquoi les communistes de tous les pays balkaniques sont persécutés et mis hors la loi. Partout les prisons regorgent de communistes, les cours martiales prononcent contre eux des verdicts draconiens. Tous les moyens sont bons pour détruire le communisme. Malgré tout, le mouvement communiste des pays balkano-danubiens marche à pas de géant, les partis communistes croissent et s'affirment constamment. Les masses ouvrières opprimées, méprisant les social-patriotes; traitres au socialisme et au mouvement ouvrier, rompent tout contact avec les partis bourgeois, et se groupent ouvertement sous le drapeau communiste.

Dans les pays balkaniques aucun mouvement populaire ouvrier n'est plus possible en dehors du mouvement communiste et des cadres des partis communistes.

#### Ouvriers et paysans!

Le domination des capitalistes et des propriétaires fonciers touche à sa fin. L'avenir économique, la faillite financière, la dégénérescence sociale, l'asservissement politique et économique des masses laborieuses: voilà les maux qu'elle a engendrés. Il en est résulté une profonde crise sociale et politique. Incapables d'en venir à bout, les classes dirigeantes ne se précipitent plus que de «sauvegarder leur pouvoir. Elles ont ouvert une ère d'implacable dictature capitaliste et militaire.

Le seul moyen de sortir de cette situation c'est, comme l'a prouvé la grande révolution russe, *la révolution ouvrière et paysanne.* Les classes capitalistes dirigeantes doivent être chassées, le pouvoir doit leur être arraché des mains et remis aux soviets ouvriers et paysans. A la place de la dictature du capitalisme et des propriétaires terriens oppressant les masses laborieuses, il faut établir la dictature du prolétariat, la dictature ouvrière et paysanne, qui expropriera et mettra au peuple laborieux les grands domaines agricoles, toutes les entreprises capitalistes, les fabriques, les

banques, les capitaux et qui annulera toutes les dettes d'Etat. Les classes laborieuses, avec le concours d'une armée ouvrière et paysanne, puissante et bien disciplinée, pourront, au moyen de la dictature, libérer définitivement le Travail du Capital et procéder à l'organisation de la nouvelle société communiste où le producteur sera le seul à bénéficier des fruits de son travail et à gouverner. La révolution ouvrière et paysanne des pays balkano-danubiens est inévitable. Elle sera bientôt un fait accompli. Les grèves, les manifestations et les conflits sanglants démontrent que le mécontentement des masses laborieuses contre le régime capitaliste va grandissant. La quantité énorme de suffrages obtenus aux élections par les partis communistes indique clairement de quel côté va la sympathie des masses laborieuses. Les partis communistes balkaniques organisent rapidement leurs forces et l'union de tous ces partis en une Fédération Communiste Balkano-Danubienne prouve qu'ils ont une idée claire des conditions de développement de la révolution ouvrière et paysanne dans leurs pays. A leur bourgeoisie qui, dans chaque pays, agit le spectre de l'invasion étrangère, au cas où une révolution inférieure se produirait, ils opposent l'unité communiste des masses laborieuses de tous les pays balkano-danubiens. A la coalition contre-révolutionnaire de la bourgeoisie balkanique qui se formera inévitablement au moment où celle-ci se sentira menacée par la révolution, les partis communistes balkaniques opposeront un front révolutionnaire unique des paysans et des ouvriers balkaniques et leur solidarité-fraternelle avec les révolutionnaires du monde entier.

#### Ouvriers et paysans des Balkans et du Danube!

La révolution prolétarienne est inévitable; elle est la tâche immédiate de notre époque. Elle a éclaté tout d'abord au sein de l'immense peuple laborieux de Russie, et son triomphe a été complet dans le vieux pays des tzars. Aujourd'hui ses flammes lèchent déjà la carcasse vermoulue des pays capitalistes d'Europe et d'Amérique et leurs vastes domaines coloniaux.

Toutes les masses laborieuses exploitées et opprimées d'Orient et du monde entier s'éveillent et se lèvent pour la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme internationaux. Les bases des citadelles les plus puissantes du capital sont ébranlées. A la tête de cette lutte titanique se trouve la Grande République Soviétique Russe et l'Internationale Communiste groupant sous son drapeau les partis communistes de tous les pays.

Le devoir des masses laborieuses et des peuples opprimés des Balkans et du Danube est de prendre place dans les rangs des partis communistes et dans la Fédération Communiste Balkano-Danubienne afin d'entreprendre la grande lutte pour le triomphe du communisme.

A bas la bourgeoisie capitaliste et terrienne des pays balkano-danubiens! A bas la contre-révolution internationale!

Vive la République Soviétique Fédérative et Socialiste de Russie!

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Fédération Communiste balkano-danubienne!

Vive la Révolution Internationale!

10 août 1920.

La Fédération Communiste balkano-danubienne.

Le Comité Central du Parti Communiste Bulgare: D. Blagoev, V. Kolarov, Chr. Kebakchiev, G. Dimitrov, T. Loukanov, N. Penef, T. Kirkova.

Le Comité Exécutif du Parti Communiste Yougoslave: V. Miritch, V. Topilich, D. Marianovitch, D. Tzekisch, S. Milokovitch, L. Stéfanovitch, P. Pavlovitch, C. Markovitch, F. Filippovitch.

Pour le Comité Central du Parti Socialiste (Communiste)

(Grec): N. Dimitratov.

## AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

**Le 23 août, l'assemblée mixte des syndicats et des Comités de fabrique de Réval, a adopté l'ordre du jour suivant:**

Frères—Le 3 août dernier, dans toutes les fabriques, usines et ateliers de Réval la grève générale a été déclarée. A l'unanimité elle avait été décidée, le 29 juillet, à l'assemblée mixte des dirigeants de syndicats et de comités d'usine, à la suite du refus des capitalistes et de leur gouvernement d'examiner les revendications économiques des travailleurs.

Dès la nuit du 4 août, les arrestations commencèrent. Le général gouverneur fit publier un arrêté où il était dit qu'au cas où les employés des postes et télégraphes se joindraient à la grève, ils encourraient une peine disciplinaire allant jusqu'à trois mois. Mais, comme le mouvement gréviste ne cessait de croître, le 6 août, le gouvernement déclara toute participation à la grève passible de la cour martiale et porta les peines prévues à cet effet par le code pénal hérité des tsars, jusqu'à la peine de mort. En même temps qu'on faisait venir des trains blindés pour la répression de la grève, les persécutions contre les ouvriers commençaient. Les mécaniciens furent l'objet de poursuites féroces: ils furent menés à leur travail à coup de crosses ils furent gardés militairement pendant les heures de repos dans un hangar comme des esclaves.

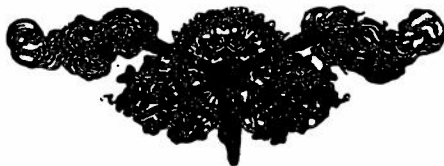
Dans la nuit du 9 août, la cour martiale condamna le président du syndicat des cheminots et plusieurs membres du bureau de ce syndicat de 2<sup>1/2</sup> à 4 ans de réclusion. 23 ouvriers furent condamnés à une peine disciplinaire (au total de 56 mois d'emprisonnement). 61 travailleurs—dont les membres du bureau du syndicat des employés

des postes et télégraphes—furent envoyés à la frontière dans des wagons de marchandises fermés, pour être dirigés ensuite sur la Russie.

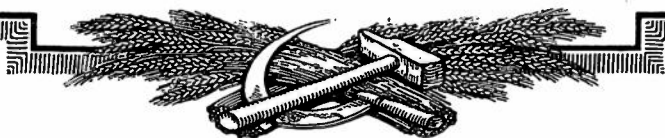
Tous les membres du bureau du syndicat des cheminots et des employés des postes, télégraphes et téléphones, sauf les jaunes et certains chefs syndicaux, ont été exilés et les deux syndicats fermés pour toute la durée de l'état de siège qui, semble-t-il, sera maintenu jusqu'au dernier jour de l'existence du gouvernement capitaliste esthonien.

Par ces inqualifiables procédés de violence, le gouvernement vint à bout de la grève qui avait duré deux semaines et qui se termina par la défaite totale des ouvriers. Comme par le passé, les capitalistes ne leur payent qu'une moyenne de 50 marks par jour, alors que nous en réclamions 206. Il est donc aisé d'en conclure combien les oppresseurs de la classe ouvrière sont satisfaits du soi-disant gouvernement «démocratique» qui gouverne en s'inspirant du Code hérité des tsars et remis en vigueur par la contre-révolution.

Travailleurs de tous les pays!—C'est sur l'Entente et, en premier lieu, sur le gouvernement capitaliste britannique que s'appuie la clique des oppresseurs esthoniens. Votre lutte pour le renversement de «votre» gouvernement nous permettra d'en finir une fois pour toutes avec la dictature de la bourgeoisie esthonienne. Levez-vous donc pour la lutte, sous le drapeau de la Troisième Internationale.



# ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



## LETTRE OUVERTE À TOUS LES MEMBRES DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE INDÉPENDANT D'ALLEMAGNE ET AUX DÉLÉGUÉS DU CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE HALLE

Camarades!

Votre Congrès de Halle doit prendre une décision d'une importance historique. Depuis quelques semaines, toute votre presse examine les conditions d'admission dans l'Internationale Communiste, fixées par le deuxième Congrès de Moscou. La plupart de vos journaux, détenus par des fonctionnaires et des opportunistes (tout comme au bon vieux temps, dans le parti social-démocrate unifié de Scheidemann), dénaturent ces conditions et tentent de vous détacher de la grande famille prolétarienne internationale afin de vous abandonner comme autrefois à vos dirigeants.

A la veille de votre Congrès, dont l'importance sera pour vous si grande; le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste estime qu'il est de son devoir de vous adresser le présent message où sont résumés nos pourparlers avec votre Comité Central et les débats qui ont occupé et occupent encore votre presse.

*La situation avant l'arrivée des délégués du Comité Central du parti des Indépendants à Moscou.*

Vous vous rappelez où en étaient les choses avant l'arrivée à Moscou des délégués de votre Comité Central. Après la décision de votre Congrès de Leipzig où, sous la pression des travailleurs et en dépit de l'opposition des chefs oppor-

tunistes, l'adhésion en principe à l'Internationale Communiste avait été votée, le Comité Exécutif de celle-ci avait adressé une lettre ouverte à votre parti. Nous y exposions, avec précision et d'une façon détaillée en quoi les leaders de droite de votre parti font abandon des principes du socialisme. Nous y posions carrément les questions suivantes: 1) Qu'est-ce que la dictature du prolétariat, que vos leaders de droite reconnaissent en paroles, mais qu'ils sabotent en fait à toute heure du jour? 2) Peut-on combiner l'idée du pouvoir soviétiste avec l'idée de «démocratie pure», autrement dit: la République Soviétiste avec l'Assemblée Constituante? Et nous démontrions que cette combinaison, préconisée par Hilferding et consorts, n'est qu'une tentative d'unir la classe ouvrière avec la bourgeoisie, — l'eau avec le feu. 3) Un parti prolétarien conséquent, préparant la révolution socialiste, dans une société où la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents, où les gardes blancs assassinent les meilleurs de nos leaders, où l'état de siège sévit, où l'on peut à tout instant jeter la corde au cou du parti, peut-il se passer d'organisations illégales?

Pendant plusieurs mois, les leaders de droite de votre parti n'ont pas soufflé mot de notre lettre, vous la celant en pleine connaissance de cause. A nos questions pressantes, le Comité Central de votre parti alléguait — sans rire! — la crise de papier en Allemagne. C'est alors que, par-dessus la tête de vos leaders de droite, nous nous sommes adressés aux organisations locales en les invitant à mettre fin au sabotage des Hilfer-



ding et des Crispien et à envoyer à notre Congrès des délégués d'organisations locales.

Sur ces entrefaites, Dittman et Crispien, ayant terminé leur campagne électorale au Reichstag, sortirent de leur silence et publièrent,—bien que sous une forme fortement abrégée et tendancieuse—notre lettre à laquelle le Comité Central de votre parti nous adressa une réponse, conçue dans un esprit digne du renégat Kautsky.

Pour contrecarrer le départ des représentants des fortes organisations locales du parti des Indépendants, les leaders de droite de votre Comité Central se décidèrent à un compromis et se virent eux-mêmes dans l'obligation de se rendre à Moscou. Ils veulent néanmoins empêcher, aujourd'hui, l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale et pour cela, ils ne se bornent pas à dénaturer le sens des questions litigieuses et à interpréter de façon arbitraire nos conditions d'admission; ils font encore usage de la calomnie et de la délation à l'égard de la Russie Soviétiste.

#### *Les Pourparlers de Moscou.*

Ainsi que vous le savez, la délégation de votre Comité Central comprenait quatre personnes: Crispien et Dittman—leaders des Indépendants de droite—et Däumig et Stocker—représentant des Indépendants de gauche. Pour des raisons que nous ne connaissons pas, seuls, les deux premiers—tout au moins au début—parlaient au nom du parti. Ce n'est qu'à la fin du Congrès, à la dernière séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, lorsque nous leur avons posé carrément la question, que Däumig et Stocker se sont finalement séparés de Crispien et de Dittman.

Les pourparlers de Moscou avec les délégués du parti des Indépendants ont été prolongés. Sur notre proposition, ces délégués ont participé aux travaux du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste avec voix consultative. De même, ils ont participé aux travaux de la plus importante des commissions, celle qui a fixé les conditions d'admission dans l'Internationale Communiste. Et enfin, dans plusieurs séances du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, nous avons échangé avec eux des explications détaillées. Une partie des congressistes trouvait inadmissible la présence de Crispien et de Dittman à un congrès communiste. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste n'a pas jugé bon de donner suite à leurs protestations. Nous avons admis au congrès votre délégation tout entière, y compris vos leaders de droite, d'abord par pure estime pour les travailleurs allemands, membres du Parti des Indépendants. Nous savions et nous savons que des centaines de milliers de travailleurs appartenant au Parti des Indépendants, sont de tout cœur avec nous et partagent entièrement le point de vue communiste. Nous savons que des milliers et des milliers d'entre vous gémissent encore à cette heure dans les prisons «républicaines» pour avoir défendu sincèrement la cause de la révolution. Mais aussi longtemps que vous n'avez pas chassé vous-mêmes vos leaders de droite, nous

ne voulions pas faire un pas de nature à créer des malentendus entre nous. En second lieu, nous ne vous cacherons pas, camarades, que nous avons encore un autre but: mettre Crispien et Dittman en présence des représentants du prolétariat international. Nous désirions les montrer en chair et en os, tels qu'ils sont, aux représentants des travailleurs communistes de tous les pays. Nous voulions les mettre en demeure de vider leur sac, leur ôter toute possibilité de se dissimuler diplomatiquement derrière des formules grandiloquentes. Et nous y avons réussi.

Le plus grand interprète idéologique des points de vue contre-révolutionnaires des leaders de droite du parti Indépendant, est, au su de tout le monde, Karl Kautsky. Ce renégat du socialisme est devenu, au cours de ces dernières années, le prophète des éléments chancelants du «centre» dans tous les pays. Ses écrits sont cités avec une satisfaction non dissimulée par toute la bourgeoisie contre-révolutionnaire du monde entier. Lorsque le bureau de la Deuxième Internationale jaune a demandé récemment au parti de Scheidemann quel était son point de vue sur la démocratie, Scheidemann et consorts ont envoyé pour toute réponse la dernière brochure de Kautsky, sur la couverture de laquelle ils avaient écrit que la social-démocratie allemande partageait entièrement les opinions exposées dans ces pages. Les articles de Kautsky remplissent les colonnes des journaux contre-révolutionnaires des généraux tsaristes, publiés en Crimée par le baron Wrangel et édités jadis par Dénikine dans le sud de la Russie, etc...

Quand nous avons demandé à Crispien et à Dittman ce qu'ils pensaient des écrits de Kautsky, ils ont répondu publiquement et à maintes reprises n'avoir rien de commun avec Kautsky qui, d'après eux, ne jouirait d'aucune autorité dans le parti des Indépendants. Cependant, tous les délégués présents au Congrès, durent constater ici-même que, dans toutes les questions les plus importantes du socialisme international, Crispien et Dittman—sans qu'ils s'en rendissent compte le moins du monde—répétaient mot à mot les idées essentielles de Kautsky, de ce même Kautsky qui, prétendent-ils, n'exerce aucune influence sur les Indépendants.

Il va de soi que Kautsky ne nous importe pas en tant que littéraire. Nous savons que, parmi vous, travailleurs allemands, ses idées n'ont aucun succès, et que vous le traitez avec tout le mépris qu'il mérite. Mais la politique des pontifes de votre parti—celle de la fraction de droite du Comité Central—s'inspire précisément des idées de Kautsky, idées dont Hillerding est le vulgarisateur. Kautsky nous importe en tant que représentant de toute une tendance, d'essence profondément contre-révolutionnaire et catégoriquement hostile à la révolution prolétarienne.

À la fin des travaux du Congrès, lorsque les conditions d'admission dans l'Internationale Communiste eurent été définitivement fixées, nous demandâmes officiellement aux quatre délégués quelle serait leur attitude en présence de ces conditions. Les camarades Däumig et Stocker répondirent

qu'ils étaient pleinement d'accord avec nous et allaient engager la lutte au sein du parti pour le déterminer à adhérer immédiatement à l'Internationale Communiste en acceptant les conditions fixées. Crispin et Dittman ne se décidèrent pas à répondre franchement par un refus. Ils déclarèrent accepter les conditions en principe et se bornèrent à exprimer le regret d'y voir figurer les deux derniers articles qui, à leur avis, ne faisaient qu'augmenter nos exigences.

De retour en Allemagne, ils se sont prononcés de la façon la plus brutale contre ces conditions. Dittman et Crispin ont appelé blanc ce que la veille ils avaient appelé noir, et se sont lancés dans une campagne inqualifiable de cynisme et de démagogie contre l'Internationale Communiste et la Russie soviétiste.

*Pourquoi les leaders de droite des Indépendants sont-ils si pressés de convoquer le Congrès extraordinaire?*

Les décisions prises par le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste embrassent les questions les plus importantes qui se posent devant la classe ouvrière de tous les pays. Le Congrès a examiné les questions suivantes: 1) tâches essentielles du communisme; 2) conditions d'admission dans l'Internationale Communiste; 3) rôle historique du parti communiste avant et après la révolution prolétarienne; 4) question agraire; 5) questions nationale et coloniale; 6) syndicats et comités de fabrique et d'usine; 7) conditions de création des soviets de députés ouvriers; 8) le parlementarisme et son rôle dans la révolution prolétarienne; 9) statuts de l'Internationale Communiste, etc... Il va de soi qu'un certain temps est nécessaire aux travailleurs adhérant à nos partis frères pour se prononcer sur toutes ces questions importantes. Le Congrès l'a si bien compris qu'il n'a pas accordé à chaque parti moins de quatre mois pour soumettre ces questions à un examen approfondi afin qu'il puisse ensuite prendre une décision, exprimant vraiment l'opinion des *travailleurs*. Votre parti compte près d'un million de membres; et, dès lors, on conçoit aisément que, pour examiner toutes ces questions, il faille un certain temps.

Qu'ont fait en l'occurrence les Hilferding et les Dittman? Ils ont hâté intentionnellement la convocation du congrès extraordinaire, après avoir repoussé la proposition des représentants des Indépendants de gauche, de ne convoquer ce congrès que deux mois après que les travailleurs, membres du parti, auraient eu la possibilité d'examiner les questions précitées. Le Congrès du parti qui avait été fixé tout d'abord pour le 26 octobre, a été remis ensuite au 12 octobre. En tout, 3 ou 4 semaines vous ont été laissées pour l'examen de ces questions et on a même fait en sorte qu'elles ne soient discutées qu'entre les dirigeants du parti. Filouterie consciente, destinée à faire passer l'opinion des dirigeants fonctionnaires du parti pour l'opinion des masses ouvrières—c'est là d'ailleurs la tactique qu'emploient, depuis nombre d'années, avec autant de

succès que d'adresse, Scheidemann et ses amis au sein de la social-démocratie allemande.

Crispin et Dittman crient aujourd'hui à tous les coins de rue à la «dictature» du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Ils se posent en apôtres de la démocratie et justifient toute leur campagne contre-révolutionnaire contre l'Internationale Communiste par la défense grandiloquente «des intérêts des masses». C'est là ce qu'ils appellent défendre les intérêts des travailleurs contre «les dictateurs»! A la vérité, vous êtes en présence de tentatives déguisées de dictateurs *petits-bourgeois*, tenant entre leurs mains la presse et la machine du parti, d'enlever toute possibilité aux travailleurs de discuter eux-mêmes les questions les plus importantes mises à l'ordre du jour par le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Crispin et Dittman savent pertinemment que les travailleurs sont pour nous et non pour eux. Ils savent que ce n'est que de vive force et au prix de toutes les ruses imaginables qu'ils pourront falsifier la composition du prochain congrès de façon à grouper sur la plate-forme de Kautsky et de Hilferding une minorité importante.

C'est à vous, travailleurs, membres du parti des Indépendants, de savoir déjouer ces machinations.

*Les problèmes politiques fondamentaux et les questions d'organisation particulières.*

Ainsi que vous le savez, le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a pris des décisions concernant toutes les questions politiques les plus importantes. Il a posé dans toute leur ampleur les problèmes politiques fondamentaux que le prolétariat international doit résoudre. Il a donné une réponse claire et précise aux questions: Qu'est-ce que la dictature du prolétariat? Comment lutter pour le pouvoir soviétiste? Comment édifier l'Internationale Communiste? Quelle politique agraire doivent suivre les ouvriers? Quelle doit être leur attitude dans les questions nationale et coloniale? Quel prix nous attachons au parlementarisme révolutionnaire à l'époque actuelle? Quelle doit être notre position à l'égard des syndicats et des comités de fabrique et d'usines? Bref, il a posé carrément toutes les brûlantes questions politiques fondamentales et théoriques du mouvement ouvrier international actuel.

Et c'est là ce qu'aujourd'hui, les Dittman, les Crispin et les Hilferding passent sous silence. «Parlons d'autre chose, nous disent vos leaders de droite,—parlons par exemple de la pluie et du beau temps, et des petites questions d'organisation».

Ce procédé est bien naturel. L'idéologie des leaders de droite a fait fiasco de la plus honteuse façon. Hilferding et Kautsky n'arrivent déjà plus à joindre les deux bouts. Ils ne peuvent pas dire aux travailleurs avec clarté et précision, quel est exactement leur point de vue sur les problèmes théoriques et politiques fondamentaux d'aujourd'hui. Ils savent que si ces questions

politiques fondamentales étaient posées avec netteté devant les masses ouvrières, 99% des travailleurs seraient pour nous. Ils redoutent un débat honnête et public sur ces questions essentielles. Ils fuient la discussion; ils se dérobent à toute polémique franche. De même que le voleur évite les lieux qu'il a cambriolés, ces vieux «théoriciens» éprouvés éludent les questions théoriques les plus importantes où leur reculade et leur renégatisme crévent les yeux des travailleurs.

C'est pourquoi les Dittman et les Crispian ont ramené tout le débat à des questions particulières d'organisation. Un débat sur les questions d'organisation convient, on ne peut mieux, aux fonctionnaires dirigeants du parti. Où il s'agit de chicanes de règlement, de petites discussions sur des questions d'organisation, les ronds de cuir se sentent comme poissons dans l'eau. Ramener tout le débat à de mesquines questions d'organisation, c'est là pour les fonctionnaires dirigeants du parti, l'unique issue d'une situation difficile; ces questions sont pour eux un plat délicat dont ils se montrent très friands.

Voire tâche—la tâche des prolétaires conscients—consiste à déloger les leaders de droite de la position où ils se sont retranchés, à les empêcher de substituer la misérable scolastique de l'organisation aux questions d'une importance vitale, à les mettre en demeure de dire en termes clairs et précis, quelle est leur attitude à l'égard des décisions de l'Internationale Communiste.

### De l'organisation.

Pourtant, il faudra bien que nous agitions avec vous les questions d'organisation. Nous devons reprendre les vraies décisions de l'Internationale Communiste sur ces questions, et démontrer la déformation flagrante dont elles ont été l'objet de la part des Dittman et des Crispian.

Nous avons élaboré 21 conditions d'admission dans l'Internationale Communiste. On se demande parfois pourquoi, en somme, ces conditions sont nécessaires? N'est-il pas possible d'admettre tout bonnement dans l'Internationale Communiste tous les partis désireux d'y entrer?

Non, camarades, c'est chose impossible et voici pourquoi:

Nous avons vaincu sans retour la II-e Internationale jaune. Elle n'est plus qu'un cadavre. C'est ce que les social-démocrates mêmes qui, récemment encore y étaient affiliés, ont dû reconnaître après son Congrès de Genève. Il ne reste plus dans l'Internationale jaune que les Scheidemann et les Noske de quelques pays. Les travailleurs honnêtes la fuient comme la peste.

Depuis nombre d'années, trois tendances s'enchevêtrent dans le mouvement ouvrier. La première—la tendance jaune des social-patriotes avérés—est représentée par la II-e Internationale. La deuxième—le puissant mouvement révolutionnaire des prolétaires de tous les pays,—est représentée aujourd'hui par la III-e Internationale. La troisième tendance dite «centriste» est in-

termédiaire. Tout récemment encore elle appartenait à la II-e Internationale, mais aujourd'hui, sous l'influence du krach lamentable de l'Internationale jaune, elle tend à s'en éloigner et à se rattacher à la III-e Internationale, qui est l'organisation prolétarienne la plus puissante du monde entier.

Dans les partis centristes, dans votre parti des Indépendants d'Allemagne, dans le Parti Socialiste Français, dans le Parti Socialiste Américain, etc... une différenciation rapide se produit. Les éléments prolétariens de ces partis s'affranchissent de plus en plus des idées funestes et corruptrices du «centre». Mais, en même temps, les organes dirigeants de ces partis demeurent encore, par une sorte d'inertie, entre les mains des leaders de droite qui, par tous les moyens,—légaux et illégaux—se cramponnent au pouvoir.

La tâche de l'Internationale Communiste consiste à coup sûr à hâter et à renforcer cette différenciation, c'est-à-dire à aider les éléments prolétariens de ces partis à se soustraire à l'influence délétère du réformisme.

C'est pour ces raisons justement que nous ne pouvons accepter dans l'Internationale Communiste tous ceux qui expriment le désir d'y entrer. L'Internationale Communiste est devenue, dans une certaine mesure, à la mode. Nous ne voulons pas qu'elle ressemble en quoi que ce soit à la Deuxième Internationale faillie. Nous ouvrons à deux battants les portes de l'Internationale Communiste à toute organisation révolutionnaire prolétarienne, mais nous y regardons à deux fois avant d'en faire autant pour les émigrants du camp petit-bourgeois, pour les bureaucrates et les opportunistes, type Hilferding et Crispian. Car, si nous laissons entrer dans l'Internationale Communiste les éléments opportunistes, elle cesserait d'être ce qu'elle est: l'organisation de combat de la révolution prolétarienne internationale.

C'est pourquoi nous devons formuler des conditions précises, dont l'acceptation pure et simple rendra possible l'admission de tel ou tel parti dans l'Internationale Communiste. Ces conditions sont également obligatoires pour toutes les organisations, pour tous les partis, désireux d'appartenir à notre association internationale.

Certains de vos diplomates endurcis de la droite ont calculé leur plan sur deux éventualités: si nous ne les acceptons pas dans l'Internationale Communiste et si nous leur posons des conditions précises, ils s'en reviendront en Allemagne, entreprendront contre la République Soviétiste une campagne de calomnie; avec force clameurs contre notre «dictature» et notre «intolérance». Si nous les admettons sans conditions, ils y pénétreront uniquement pour tenter de l'intérieur de saper notre organisation de combat internationale. La première hypothèse s'est vérifiée. Nous leur avons posé des conditions nettes et précises. La réaction chimique à laquelle il fallait s'attendre s'en est suivie. Vous percevez aujourd'hui les émanations qui accompagnent toujours ces sortes de réactions chimiques et qui vous obligent à vous boucher si fortement le nez.

Les leaders de droite des Indépendants, autant que nous en pouvons juger par les journaux de votre parti qui nous sont parvenus, ont, de façon systématique et impudente, dénaturé et travesti les conditions posées par le II-e Congrès de l'Internationale Communiste. En voici quelques exemples: dans une des conditions, il est dit: «Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doivent remettre la rédaction de leurs journaux entre les mains de partisans fidèles du communisme». Rien de plus naturel. Les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent éditer des journaux communistes et non des journaux social-patriotes. Et les journaux communistes ne peuvent être rédigés que par des communistes convaincus. Qu'est-ce que les Crispin et les Hilferding ont fait de cette condition? Ils vous présentent les choses de façon à vous faire croire que nous exigeons la remise de vos journaux aux spartakistes, membres du parti communiste *actuel*. Il va de soi que c'est là une déformation flagrante des faits. *Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est unanime sur ce point: vos journaux doivent être rédigés par des partisans convaincus du communisme qui, jusqu'ici, n'ont pas été membres du parti spartakiste, mais qui ont été et qui sont encore membres du parti des Indépendants.* Si votre parti accepte les décisions du II-e Congrès et s'il adhère honnêtement et sincèrement à l'Internationale Communiste, cela voudra dire que vous êtes devenus en fait un parti communiste. Et il est bien entendu que tout membre de votre parti qui aura donné des preuves de son attachement aux idées communistes, pourra être rédacteur de n'importe lequel de vos journaux. Ce que nous ne voulons pas, c'est que vos journaux continuent à être rédigés par des hommes comme Hilferding ou d'autres auxiliaires de Kautsky, qui sont les ennemis conscients de la révolution prolétarienne et dont la tâche consiste à saboter le pouvoir soviétique. Ce sont ces hommes qui transforment vos journaux en misérables feuilles bourgeoises. Tout ouvrier berlinois conscient admettra avec nous que votre *Freiheit*, rédigée par Hilferding, n'est pas un organe de combat appelant les masses à l'assaut du capitalisme, mais une feuille bourgeoise jetant le discrédit sur le pouvoir soviétique, engendrant dans les masses ouvrières le découragement et l'ennui, sapant la foi à la lutte révolutionnaire. Que la *Freiheit* et les autres journaux de votre parti soient rédigés par le premier membre venu de votre parti, pourvu que ce camarade soit vraiment révolutionnaire et sincèrement partisan du pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat. Mais arrachez les journaux créés à la sueur de votre front aux saboteurs de la révolution prolétarienne! Voilà ce que le II-e Congrès de l'Internationale Communiste a voulu vous dire.

Autre exemple: en politique, une tendance est d'ordinaire représentée par tels ou tels hommes. La tendance social-patriote est représentée en Allemagne par Scheidemann, et Noske, en France par Renaudel et Albert Thomas, en Belgique par Vandervelde et Huysmans, etc... L'indécise tendance «centriste» des social-pacifistes est représentée en Allemagne avec le plus d'éclat par

Kautsky et Hilferding, en France par Longuet, en Italie par Turati et Modigliani, etc... Dans sa résolution, le II-e Congrès a appelé par leurs noms ces représentants, car il est bien entendu que nous n'avons que mépris pour la diplomatie, que nous disons toujours la vérité en face et que nous voulons que les masses ouvrières sachent quels sont les chefs en qui elles peuvent avoir confiance, et quels sont ceux à tendances contre-révolutionnaires. Dans cette même résolution, le Congrès a déclaré tout aussi ouvertement qu'il ne s'agit pas pour lui de question de personnes, que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste peut très bien faire des exceptions pour certaines personnes ayant appartenu jusqu'à présent à la tendance «centriste», mais aujourd'hui décidées à reconnaître leur erreur et à accepter loyalement les décisions de la III-e Internationale. Vous le voyez donc, une fois de plus: pour l'Internationale Communiste il ne s'agit nullement d'une question de personnes, mais précisément d'une question de tendances. La tendance réformiste, la tendance Kautsky, la tendance «centriste» est une tendance contre-révolutionnaire qui ne peut être affiliée à l'Internationale Communiste. Voilà ce que nous avons voulu dire. C'est ce que les travailleurs de tous les pays doivent savoir et sur ce point, les travailleurs conscients du monde entier seront pleinement d'accord avec nous.

Voyons l'usage que les manitous de la droite de votre parti ont fait de cette clause? Dittman, Crispin, Hilferding et Cie se sont mis à colporter à travers toute l'Allemagne que, nous avons composé on ne sait quelle liste de proscription. Tous les jours, dans la *Freiheit* et dans tous vos autres journaux du même type, paraissent des articles «habiles» dus à la plume de ces littérateurs de la droite et de ces «chefs» qui se considèrent eux-mêmes comme candidats à la liste de proscription. Un de vos leaders de droite a compté que soixante députés de votre fraction parlementaire devraient être exclus. Certes, il ne peut rien y avoir de pire pour ces personnages que de sentir eux-mêmes que l'application honnête des décisions révolutionnaires des prolétaires de tous les pays, ne leur laisse pas de place dans un parti prolétarien! Mais nous devons déclarer ici de la façon la plus nette et la plus catégorique que l'Internationale Communiste n'a préparé et ne prépare aucune liste d'exclusions. Pour la mille et unième fois nous le répétons: *Il ne s'agit pas pour nous d'une question de personnes, mais d'une question de tendances bien déterminée.* Notre clause exigeant l'exclusion du parti de tous ceux qui voteront contre les conditions de l'Internationale Communiste, soulève l'indignation de vos leaders de droite. N'est-il pourtant pas naturel que l'on n'admette dans une organisation communiste que des communistes?

On peut ne pas être d'accord avec nous sur telles ou telles questions particulières d'organisation, et rester néanmoins membre de l'Internationale Communiste. Mais celui qui rejette en bloc nos conditions, celui qui se prononce en principe contre l'adhésion à l'Internationale Communiste, et telle est l'attitude de nombreux leaders de

voire droite, — ne peut naturellement pas appartenir à la Troisième Internationale. L'Internationale Communiste ne recherche pas la quantité; elle veut être une organisation de vrais communistes, de révolutionnaires, une organisation coulée d'un seul et même bloc.

### Du Centralisme.

Dans toutes vos discussions de ces derniers temps, la question de la centralisation a tenu une grande place. Les leaders de droite des Indépendants s'efforcent de vous présenter les choses de façon à vous faire croire que l'Internationale Communiste enlève à votre parti et aux autres, toute autonomie et que toute la direction du mouvement ouvrier international passe à quelques personnes. Là encore, les leaders de la droite commettent sciemment la plus grossière des falsifications.

Expliquons-nous.

Le Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a décidé que les partis communistes de tous les pays doivent être fondés sur le principe de la centralisation *démocratique*. Et le Deuxième Congrès n'a pas manqué de s'expliquer sur ce qu'il entend par centralisation démocratique. Dans l'article 14 des résolutions sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne, il est dit:

14) Le Parti Communiste doit être basé sur une centralisation démocratique. La constitution par voie d'élection des comités secondaires, la soumission obligatoire de tous les comités au comité qui leur est supérieur et l'existence d'un centre muni de pleins pouvoirs, dont l'autorité ne peut, dans l'intervalle entre les congrès du parti, être contestée par personne: tels sont les principes essentiels de la centralisation démocratique.

La chose est on ne peut plus claire. L'Internationale Communiste réclame l'élection des organes supérieurs par les organes inférieurs, mais insiste sur la nécessité de centraliser le parti.

Celui pour qui les mots «dictature du prolétariat» ne sont pas une formule vaine; celui qui comprend que la lutte pour cette dictature doit se transformer inévitablement en guerre civile, qui est prêt à recourir à la guerre civile pour donner la possibilité à la classe ouvrière de s'emparer du pouvoir, qui comprend que l'existence du pouvoir soviétique est lié à une lutte longue et acharnée contre un monde d'ennemis, comprend aussi que pour sortir victorieux de cette lutte, il faut que nos forces soient rigoureusement organisées et centralisées. Dans la guerre civile, sans parti fortement centralisé, la classe ouvrière est impuissante.

Souvenez-vous de l'expérience de la révolution allemande. Que de fois la classe ouvrière d'Allemagne a payé de la vie de centaines et de milliers de ses meilleurs militants le tort de n'avoir pas eu, au moment décisif, un parti solidement organisé et une direction centrale unique. L'expérience de la grande révolution russe a démontré que, sans parti communiste puissant et

centralisé, la classe ouvrière ne peut pas sortir victorieuse de la guerre civile. Si, même en temps de paix, lorsque le but suprême de l'activité des partis ouvriers était la campagne électorale, une certaine centralisation était nécessaire, à plus forte raison l'est-elle aujourd'hui que nous sommes en pleine époque de guerre civile. Ou celui qui ne le comprend pas, n'a pas la moindre idée de ce qu'est la guerre civile et la lutte pour la dictature du prolétariat, ou il trahit sciemment les intérêts de la classe ouvrière.

Lorsqu'il s'est agi au Congrès de la nécessité de la centralisation, Dittman s'est déclaré de la façon la plus officielle, dans plusieurs discours, partisan enthousiaste de la centralisation. Dittman a même eu soin de souligner que, pendant plus de dix ans, il a lutté systématiquement pour la centralisation au sein de l'ancien parti social-démocrate. Dittman et Crispian ont donné leur approbation sans réserve au passage de notre résolution qui concerne précisément la centralisation. Comme on le voit, les leaders de droite des Indépendants se sont bien gardés de faire au Congrès la moindre opposition sur cette question. Dittman s'est borné à dire: «Du fait que le Comité Central de l'ancien parti social-démocrate et ses leaders — les Scheidemann — se sont irrémédiablement compromis aux yeux des travailleurs allemands, il arrive parfois qu'on remarque dans la classe ouvrière une certaine défiance à l'égard de tout organe central de parti: les membres du parti préfèrent voir leur organisation locale plus autonome à l'égard du centre». Et Dittman de citer à l'appui le cas du *Vorwärts* et le Comité Central du parti de Scheidemann a enlevé illégalement aux travailleurs berlinois en usant des prérogatives du Comité Central. Mais Dittman et Crispian se sont empressés d'ajouter qu'ils considéraient comme étant de leur devoir de lutter en Allemagne pour dissiper ces préjugés à l'égard du principe de la centralisation. Nous comprenons parfaitement qu'à la suite d'une longue série d'échouements trahisons de la part des leaders droitiers allemands, une certaine défiance à l'endroit du principe même de toute centralisation se soit manifestée dans les grandes masses ouvrières allemandes. Mais cette défiance ne nous paraît, au point de vue historique, que passagère. La nouvelle époque enfante de nouveaux chefs et fera surgir un nouveau centre directeur de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Nous comprenons bien l'attitude des ouvriers allemands à l'égard des organes centraux qui se sont illustrés par leur trahison. Nous savons qu'elle est le fruit des désillusions semées par les anciens chefs politiques qui ont trahi la cause de la classe ouvrière au moment le plus grave de l'histoire. Nous disons aux travailleurs allemands: Vous êtes à la veille des grandes batailles de classe; l'heure est proche où il vous faudra engager la mêlée finale avec le monde capitaliste. Si vous ne vous organisez pas, si vous ne créez pas un parti cimenté par une discipline de fer, dirigé d'un centre unique par des hommes méritant la confiance de la classe ouvrière, vous ne vaincrez pas.

Nous comprenons le refus des travailleurs allemands de se soumettre à un centre à la tête duquel se trouvent Scheidemann et Noske ou Crispien et Dittman. A coup sûr, s'y soumettre leur est impossible. Les centres de ce genre doivent être détruits. Mais il est en même temps nécessaire aux travailleurs de créer leur parti communiste ouvrier; et dans ce parti, le principe directeur doit être une centralisation prolétarienne de fer.

Nous avons encore dit à Dittman et à Crispien: Aussi longtemps qu'à la tête du parti des Indépendants demeureront des renégats ou des incédis, nous ne conseillerons pas aux travailleurs allemands de se soumettre à leur autorité. Au contraire, nous leur conseillerons de les chasser de leur parti et de créer un véritable centre prolétarien qui jouira de la confiance pleine et entière des travailleurs et qui devra être investi de tous les droits pour la conduite systématique de tous vos combats de classe.

Le principe de la centralisation, valable pour chaque parti en particulier, reste valable également à l'échelle internationale. L'Internationale Communiste sera une organisation unifiée et centralisée, ou elle ne sera pas. L'Internationale Communiste forme un seul et unique parti ouvrier mondial ayant ses sections dans les différents pays. Le sort des ouvriers de tous les pays est de se lier aujourd'hui de la façon la plus étroite les uns aux autres. La guerre impérialiste a créé une situation dans laquelle la classe ouvrière de n'importe quel pays ne peut rien entreprendre de sérieux, sans que cela se répercute sur le mouvement et l'action tout entière de la classe ouvrière de tous les autres pays. Toutes les questions vitales de notre existence se décident aujourd'hui à l'échelle internationale. Il nous faut donc une Internationale qui soit le Quartier Général mondial des prolétaires de tous les pays. Nous ne pouvons pas faire de l'Internationale Communiste une simple boîte aux lettres, comme le fut la II-e Internationale qui a fini de si misérable façon. La lutte du pouvoir soviétiste russe avec la bourgeoisie polonaise en Lithuanie et en Russie Blanche provoque la création à Londres d'un Comité d'Action. Par ce seul récent exemple, on peut voir combien le mouvement ouvrier d'un pays est aujourd'hui lié intimement avec la lutte ouvrière du monde entier. Si l'on renonce à l'idée de la lutte ouvrière organisée, systématique, internationale, il n'y a plus dès lors aucune utilité de créer la III-e Internationale, et l'on peut très bien se contenter d'un simple bureau d'information. Point n'est même besoin de sortir de la II-e Internationale.

### La „Dictature“ des Russes.

Aux dires de Dittman, Hillferding et autres, l'Internationale Communiste n'est en fait rien de plus que la «dictature des Russes», et ces déclarations sont colportées dans tous les sens par les littérateurs du parti de Noske qui noircissent maintenant les colonnes du triste *Vorwärts*. Elles sont reprises en chœur par toute la presse bourgeoise. Les divers représentants des Indépendants

de droite, comme par exemple Breitscheid et consorts, vont jusqu'à interpréter l'article 14 de nos conditions (où il est dit que «tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste est obligé de prêter le concours le plus dévoué à toute république soviétiste dans sa lutte contre les forces contre-révolutionnaires), comme une tentative de contraindre l'Allemagne à déclarer la guerre à la France. C'est un record. Comme on le voit, les Indépendants de droite sont dans l'incapacité absolue de comprendre ce que signifie en fait l'idée de la solidarité prolétarienne internationale. A n'en plus douter, ils supposent que la République Soviétiste russe restera éternellement une oasis dans le désert bourgeois. Il ne leur vient même pas à l'idée que l'article précité envisage aussi le cas où l'Allemagne sera république soviétiste et où les partis communistes de tous les autres pays seront obligés de soutenir la république soviétiste allemande.

Conformément aux statuts, les représentants de douze partis, outre le parti communiste russe, composent le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. En fait, à l'heure actuelle, un nombre beaucoup plus grand de partis entrent dans le Comité Exécutif. En ce moment, il comprend, vingt-et-une personnes dont cinq russes et seize représentants des autres pays: Angleterre, France, Amérique, Bulgarie, Suède, Norvège, Allemagne, Autriche, Hongrie, Italie, etc... Au Deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, plusieurs représentants de grands partis (comme Serrati, représentant du parti italien) avaient proposé de remettre tout simplement tous les travaux du Comité Exécutif au Comité Central du Parti Communiste Russe. Cette proposition fut appuyée par les représentants des autres partis. C'est le Parti Communiste Russe lui-même qui refusa de prendre en mains la direction exclusive de l'Internationale Communiste. Dans la commission des mandats, certains camarades déclarèrent que, vu le poids et l'influence du Parti Communiste Russe, il devait recevoir un nombre de voix délibératives beaucoup plus grand que les autres partis. Le Parti Communiste Russe renonça lui-même à ce privilège et reçut exactement le même nombre de voix délibératives que les représentants de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre. Toutes les questions les plus importantes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste sont examinées avec la participation des représentants de tous les partis précités. Dans ces conditions, parler de la dictature russe, c'est déformer sciemment les faits.

Vous vous rappelez tous, camarades, que le bureau exécutif de la II-e Internationale ne comprenait que des Belges. Dans l'Internationale Communiste, la situation est tout autre. Elle a créé un organe exécutif où les représentants d'au moins quinze des plus grands partis travaillent de façon permanente.

Les représentants du Parti Communiste Russe ont, bien des fois, déclaré au congrès qu'ils seront les premiers à se réjouir lorsqu'on aura la possibilité de transférer le Comité Exécutif à Berlin, à Paris, ou dans tout autre grand centre européen.

Et, dès que la victoire de la classe ouvrière le permettra, il est certain que cette question sera mise à l'ordre du jour. Toutes les clameurs et les lamentations indignes sur la pseudo-dictature des communistes russes qui montent aujourd'hui des colonnes des journaux indépendants de droite, n'est que l'expression du nationalisme le plus vil, qu'un appel aux bas instincts chauvins des masses retardataires. Les cris à la «dictature des Russes», dissimulent l'horreur des petits-bourgeois de toute discipline prolétarienne et l'incapacité de se placer non seulement en paroles, mais aussi en faits, sur le vrai terrain de l'internationalisme prolétarien.

Dans les résolutions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste, il est clairement dit que le Comité Exécutif ne doit donner de directives obligatoires aux partis affiliés que *pour les questions où cela est vraiment possible*. Il reste naturellement pour chaque parti, un grand nombre de questions dans lesquelles l'immixtion de l'Internationale Communiste serait déplacée et dans lesquelles chaque parti doit rester autonome. Tout communiste véritable, qui veut sérieusement participer à l'action internationale du prolétariat révolutionnaire, à qui l'affiliation à la III-e Internationale n'est pas tout simplement nécessaire comme un camouflage, appréciera à leur juste valeur les clameurs des indépendants de droite contre la «dictature des Russes».

#### *De l'Organisation illégale.*

La question de l'organisation illégale joue un grand rôle dans les débats en cours dans le parti des Indépendants. Déjà, dans notre première lettre, adressée, il y de cela un an et demi, à votre parti, nous avons posé nettement la question de la nécessité, au moment où la bourgeoisie ne recule pas même devant l'assassinat des meilleurs leaders de la classe ouvrière, de créer une organisation illégale. La classe ouvrière ne doit pas se bercer de la moindre illusion quant à la longévité de la légalité bourgeoise. Elle doit savoir tirer parti des moindres possibilités légales; mais elle doit aussi avoir son organisation illégale, et la développer de façon systématique et régulière. Quand on pose carrément cette question à vos leaders de droite, Dittman nous dit reconnaître entièrement la nécessité d'une organisation illégale. Il exige seulement l'emploi de formules plus prudentes. Le paragraphe 4 des conditions d'admission dans l'Internationale Communiste a été formulé par Dittman lui-même. Il y est dit:

«4) Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante, parmi les troupes. Là, où la propagande ouverte est difficile à la suite de loi d'exception, elle doit être menée illégalement».

Cette formule, nous le répétons, est l'œuvre de Dittman lui-même.

Les leaders de droite ont depuis retourné subitement leur front. Hilferding, le plus en vue

d'entre eux, déclare l'organisation illégale inadmissible, parce que les masses ouvrières n'y peuvent, à l'en croire, connaître leurs chefs. Hilferding et Dittman vont jusqu'à répéter les phrases démagogiques de quelques brailleurs anarchisants contre ceux qu'on appelle les «bonzes». Hilferding et consorts poussent l'audace jusqu'à invoquer l'autorité de Karl Marx. Ceux qui réclament une organisation illégale centralisée, répètent, disent-ils, l'erreur des adeptes de Lassalle dans leur lutte contre le marxisme. A coup sûr, Marx bondirait dans son cercueil s'il pouvait entendre sa pensée interprétée de la sorte par le petit-bourgeois Hilferding. Dans une organisation illégale, les travailleurs pourront sans nul doute connaître et connaîtront leurs véritables chefs. Au début de la guerre, Karl Liebknecht a créé le groupe Spartacus, organisation purement illégale. Et néanmoins, les éléments les plus conscients de la classe ouvrière, savaient parfaitement bien qui inspirait cette organisation. La tentative des leaders de droite de vous détourner, travailleurs allemands, de la création régulière d'une organisation illégale équivaut à la trahison directe et à la livraison des drapeaux à l'ennemi. Après l'aventure de Kapp, proposer aux travailleurs allemands de s'en tenir exclusivement à la légalité bourgeoise, ne peut être que le fait d'un traître à la cause ouvrière, conscient ou inconscient.

#### *De la Scission.*

Les leaders de droite des indépendants démembreront la classe ouvrière par le fait même qu'ils l'empêchent de créer un parti unique centralisé appelé à faire partie de l'organisation internationale du prolétariat représentée par l'Internationale Communiste. Jadis Scheidemann et Noske ont démembré l'ancien parti social-démocrate dans les intérêts de la bourgeoisie; aujourd'hui, c'est au tour de Hilferding et de Dittman d'accomplir la même besogne. Ce faisant, Scheidemann et Noske ne se gênaient pas pour cela de crier sur les toits, de même que le font présentement Hilferding et Dittman, leur amour de l'unité de la classe ouvrière.

Au Congrès, de même qu'au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, nous avons dit textuellement aux délégués de votre Comité Central: La scission dans le Parti des Indépendants d'Allemagne dépendra uniquement des travailleurs eux-mêmes. Si ces derniers réussissent à épurer sans douleur le parti des renégats et opportunistes, aucune scission ne sera nécessaire et tout sera terminé par le seul fait que les leaders de droite auront été mis dans l'impossibilité de nuire. Si, par contre, une certaine partie de travailleurs, membres du parti des Indépendants, fait confiance aux leaders de droite, la scission est inévitable.

Il est des situations historiques dans lesquelles la scission devient le devoir sacré de tout révolutionnaire. Par exemple, lorsque les chefs trahissent leur parti et la classe ouvrière. Se séparer du parti social-démocrate de Scheidemann,

n'était-ce pas en 1914 le devoir sacré et impérieux de tout travailleur conscient? De même, n'était-ce pas pour les bolchéviks russes un devoir d'abandonner les menchéviks passés dans le camp de la bourgeoisie? Se séparer des « socialistes » français, qui vont à la remorque de Renaudel, Albert Thomas et autres Scheidemann ou Hilferding français, n'est-ce pas un devoir tout aussi impérieux et sacré pour tous les travailleurs français conscients?

Se séparer des leaders de droite, des Hilferding, des Kautsky, des Crispin, des Dittman, des Breitscheid, vous est nécessaire, non dans les intérêts d'on ne sait quelle « dictature russe », mais dans vos propres intérêts, dans les intérêts du mouvement ouvrier allemand.

Prenez l'exemple de l'Italie. Le parti italien a toléré trop longtemps dans son sein la présence de sa droite et des représentants du « centre », frères en esprit de Hilferding et de Crispin. Aujourd'hui que l'heure a sonné pour les travailleurs italiens de mettre la main sur les usines, que le moment des grandes batailles de classe est enfin venu, que font en Italie M.M. Turati, Modigliani, Drampolini, Daragona et autres adeptes du « centre »? A cette heure décisive, ils passent à la bourgeoisie, en gagent les travailleurs à renoncer à la lutte, leur mettent des bâtons dans les roues et leur tirent dans le dos.

Les « centristes » italiens jouent aujourd'hui en Italie le même rôle de trahison que Kautsky et ses amis ont joué dans les journées mémorables de 1919, quand ils se sont efforcés de se poser en médiateurs entre les travailleurs insurgés et le bourreau Noske. Il en sera de même en Allemagne, si vous ne purgez pas vos rangs des éléments irresolus. Ce n'est pas par intolérance ou par vengeance que nous exigeons la scission avec les leaders de droite. Cette scission est une nécessité impérieuse si nous voulons, au moment décisif, être fermes, unis et inébranlables. En gardant les réformistes et les centristes parmi nous, nous laissons l'ennemi dans notre propre demeure, nous préparons consciemment notre propre défaite. L'épuration du parti ou la scission dépendent encore de vous, travailleurs allemands, membres du parti des indépendants. Sachez contraindre hardiment et unanimement tous vos chefs à se soumettre à votre volonté; sachez écarter les incorrigibles, qui penchent plus vers le camp de la bourgeoisie que vers celui du prolétariat, et tout ira pour le mieux sans que s'impose une scission.

Mais s'il s'en trouve encore parmi vous d'assez aveugles pour, après toutes les douloureuses leçons du passé, suivre les « leaders » du type Hilferding et Crispin, séparez-vous d'eux résolument. Plus tôt et plus franchement vous le ferez, plus vite vous leur ouvrirez les yeux et plus tôt ils vous rejoindront. Plus nettement vous poserez la question, plus vite nos frères égarés s'apercevront de leur erreur. Rupture avec les éléments indécis de droite et union avec tout le prolétariat international révolutionnaire; ou bien union avec les éléments petits-bourgeois et indécis du « centre »; et rupture avec le prolétariat révolutionnaire international. Ainsi se pose la question. Travailleurs allemands, choisissez!

### De l'autonomie.

Les décisions prises par le Congrès portent-elles atteinte à l'autonomie des différents partis?

Tout dépend de ce qu'on entend par autonomie.

Lé débat sur l'autonomie ne date pas d'aujourd'hui. Chaque fois que les opportunistes ne veulent pas se soumettre à la majorité des travailleurs, ils commencent par crier à l'autonomie. Rappelez-vous les révisionnistes de Bade, qui voulaient au Ländtag voter le budget et les crédits de guerre en se déclarant « autonomes » et en soutenant que le parti ne pouvait leur interdire de collaborer avec la bourgeoisie. Souvenez-vous de feu Auguste Bebel, qualifiant les révisionnistes de Bâle de libéraux-nationalistes. Rappelez-vous ces rationalistes qui affirmaient que la fraction parlementaire doit être « autonome » et peut ne pas se soumettre au parti.

Telles sont aujourd'hui les mœurs que Hilferding et Crispin voudraient ressusciter dans l'Internationale Communiste.

Celle-ci ne peut pas tolérer et ne tolérera pas une autonomie qui donnerait aux opportunistes la possibilité de trahir la classe ouvrière.

L'Internationale Communiste reconnaît pleinement l'autonomie de chaque parti. Il ne lui est jamais venu à l'idée d'exiger de tel ou tel parti — comme nous l'attribuons d'ordinaire les Dittman et les Crispin — qu'il « fasse » la révolution tel jour et à telle heure.

Tout travailleur conscient, qui prendra connaissance des statuts de l'Internationale Communiste et des résolutions du II-e Congrès, devra reconnaître que les intérêts du mouvement ouvrier de chaque pays sont bien respectés.

### Perspectives.

Que vous proposent les leaders de la droite? Leur intention n'est-elle pas claire? D'aller dans la II-e Internationale jaune. Ils n'ont garde de vous le proposer ouvertement. Le fiasco de la II-e Internationale est par trop évident, et trop vite est sa trahison.

Créer une quatrième Internationale? Les Hilferding et les Crispin n'osent pas davantage vous le proposer. Dans le mouvement ouvrier international, il n'y a pas d'éléments avec lesquels on pourrait créer une nouvelle Internationale. Les socialistes français refusent de s'engager dans cette voie. Les socialistes des autres pays n'en ont pas plus envie. Mais si même les diplomates et artistes en la matière réussissent à mettre debout une quatrième Internationale, elle ne pourrait être qu'éphémère.

Sans plate-forme, sans programme net et précis, sans principes-logiques, une quatrième Internationale serait vouée à une fin rapide et honteuse.

Que peuvent bien encore vous proposer les leaders de droite? Dans certaines réunions tenues en Allemagne, ils ont développé le thème suivant: nécessité d'adhérer à la III-e Internationa-



le, mais d'exiger en même temps l'autonomie et de repousser les conditions posées. Cette plate-forme à double entente est hypocrite; elle ne dit rien qui vaille à l'esprit et au cœur du travailleur conscient. L'Internationale Communiste reconnaît l'autonomie partout où elle est nécessaire au développement naturel du mouvement dans chaque pays. Ce n'est pas de cette autonomie qu'ont besoin les leaders de droite. Il leur faut une autonomie qui leur laisse en fait toute latitude de continuer leur politique à la Scheidemann. Jamais l'Internationale Communiste ne voudra de ces conditions. Même les leaders de droite n'osent pas repousser les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste. Ils sont obligés de s'affubler d'un masque, de ruser hypocritement.

Les rigoureuses conditions d'admission dans l'Internationale Communiste nous sont nécessaires précisément pour écarter les éléments corrompus qui ne sont ni communistes, ni révolutionnaires. Elles ont pour but de faciliter une sélection bien naturelle et de donner la possibilité de créer véritablement une organisation prolétarienne révolutionnaire internationale.

Travailleurs allemands! Ne craignez pas la rupture avec vos leaders de droite. Que Hilferding et Kautsky aillent rejoindre Scheidemann et Noske; c'est là leur place. La droite des indépendants allemands penche irrésistiblement vers l'union avec le parti de Scheidemann. Par contre, le noyau ouvrier du parti, uni aux spartakistes, doit et peut constituer un puissant parti communiste unifié, citadelle de l'Internationale Communiste en Allemagne.

Ne tolérez pas qu'on transporte le débat sur de mesquins détails d'organisations, ne permettez pas qu'on étouffe les questions de principes fondamentales: réclamez de vos prétendus leaders des réponses nettes aux maudites questions suivantes:

- Dictature du prolétariat ou démocratie «pure» (en fait: démocratie bourgeoise)?
- Pouvoir soviétiste ou république démocratique (en fait: république bourgeoise)?
- Pouvoir des travailleurs ou de la bourgeoisie?
- Révolution prolétarienne ou évolution petite-bourgeoise?

— Révolution mondiale ou ravaudage réformiste petit-bourgeois?

— Préparation de la lutte à main armée contre la bourgeoisie et création à cet effet d'organisations clandestines, ou renoncement à toute lutte décisive avec la bourgeoisie et abaissement du parti au rôle de machine électorale?

— Préparation de la classe ouvrière en vue de l'écrasement de la résistance de la bourgeoisie et dans ce but, recours à la terreur du prolétariat en armes contre une petite minorité d'exploiteurs ou reddition du prolétariat et terreur inévitable d'une poignée d'exploiteurs massacrant la classe ouvrière et annihilant toute possibilité de régénération de l'humanité?

— L'Internationale Communiste, organisation internationale de combat des travailleurs de tous les pays, ou une pseudo Internationale rachitique, vacillante, bouffonne, incapable de préserver la classe ouvrière de nouvelles guerres et de nouvelles catastrophes?

Ainsi se pose la question.

Camarades, à vous de décider: êtes-vous désireux de faire partie de l'association des travailleurs révolutionnaires organisés de tous les pays, ou désirez-vous rester en captivité chez les opportunistes petits-bourgeois, agents de la bourgeoisie dans le camp ouvrier.

Choisissez!

Le Comité Exécutif de l'Internationale est profondément convaincu que les travailleurs conscients, affiliés au parti des indépendants, écarteront du pied tous ceux qui leur barrent l'entrée de l'Internationale Communiste. Travailleurs allemands, les communistes de tous les pays attendent votre réponse.

Vive l'épuration des partis ouvriers de tous les éléments indésirables!

Vive le Parti Communiste Allemand unifié!

Vive l'Internationale Communiste!

LE COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Moscou, le 28 septembre 1920.

## Aux Travailleurs révolutionnaires d'Allemagne

Ouvriers, prolétaires,

A cette heure grave, d'une importance si grande pour le développement de la révolution allemande et de la révolution universelle nous vous adressons cet appel. Le prolétariat allemand se trouve aujourd'hui à un tournant décisif de son histoire.

Dans des combats innombrables et acharnés le prolétariat allemand a versé son sang pour la cause communiste. Nous nous rappelons encore de cette fin

de 1918 où les prolétaires allemands, de retour du front, regagnaient leurs foyers: épuisés par la guerre, n'ayant encore qu'une idée confuse de la vie nouvelle, ils répondirent à l'appel de ceux qui leur répétaient les mots d'ordre désuets que l'ancienne social-démocratie avait, pendant la guerre, tant de fois dénaturés et si souvent trahis. A ce moment, les grandes masses croyaient encore en ceux qui les avaient dupés et qui devaient devenir, plus tard, leurs bourreaux.

Le parti social-démocrate des Indépendants n'était alors que faiblement organisé. Né de la lutte contre la guerre, il avait groupé dans son sein des pacifistes tels que Bernstein et Stroebel, des révolutionnaires bourgeois-démocrates, comme Ledebour et nombre de politiciens social-démocrates comme Haase, Dittman et Kautsky. Tous croyaient à la possibilité de solutionner les graves problèmes de la révolution sociale, à force de protestations au Reichstag ou au prix d'une collaboration avec la bourgeoisie. Ayant accepté de siéger au ministère avec Ebert, Scheidemann et Landsberg, ils se bornèrent à rétablir le pouvoir de la bourgeoisie en l'appuyant sur l'autorité du Reichstag restauré. C'est tout ce qui est resté de leur passage au pouvoir.

Camarades,

Au moment où les grandes masses du prolétariat allemand se trouvaient encore sous l'empire des illusions des social-démocrates ou des Hilferding, beaucoup estimaient qu'il était temps de sortir de ce chaos.

Camarades, membres du parti communiste d'Allemagne,

A cette époque, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourgeois venaient de lever vos drapeaux. Bien qu'une poignée d'hommes, vous vous étiez groupés autour d'eux. Vous avez été les premiers défenseurs des idées communistes. Dans tous les combats contre l'ennemi, vous avez été au premier rang. C'est sur vous que les coups de la contre-révolution se sont abattus le plus lourdement et le plus douloureusement. Vos leaders vous ont été arrachés. Un grand nombre de vos camarades ont été assassinés. Vous avez connu les rigueurs de la prison, traversé des épreuves douloureuses. Jusque dans votre propre milieu, vous avez dû défendre le marxisme. Mais dans cette lutte acharnée, vous vous êtes retremés et montrés dignes de l'héritage spirituel que vos morts vous ont légué.

Camarades, membres du parti social-démocrate des Indépendants d'Allemagne,

Votre apprentissage a été long et pénible. Au cours de ces deux années écoulées, vous avez pris part à plus d'un combat. Votre sang a coulé abondamment. Votre voie a été particulièrement douloureuse car il vous a fallu soutenir une lutte longue et acharnée contre les idées fausses et corruptrices des Hilferding, des Kautsky et de leurs proches et cela, dans votre propre milieu. Vous avez tendu toutes vos forces, mais par "l'action" parlementaire, on a mis un frein à votre lutte. Vous vous êtes dressés contre vos oppresseurs, mais l'on a refroidi votre fougue révolutionnaire par des phrases sur la "démocratie". Au cours de ces longs mois où Noske vous révélait le caractère implacable du pouvoir capitaliste, vous avez compris que l'on ne peut briser la dictature de la bourgeoisie que par le poing de fer et par la dictature du prolétariat. Noske a assassiné des milliers de vos frères, dont les cadavres vous crient: les portes derrière lesquelles se trouve le remède à tous vos maux ne peuvent être ouvertes que de vive force. Vous ne vaincrez la bourgeoisie et sa garde blanche qu'en leur rendant coup pour coup.

C'est ce à quoi une partie de vos leaders de "droite" se sont opposés. Ils ont toujours cherché à opposer aux enseignements que vous aviez tirés de

vos révolution et de la révolution russe les vieilles phrases rebattues du social-pacifisme et de l'opportunisme. C'est en vous traitant ainsi à la remorque de l'opportunisme que ces leaders ont paralysé vos forces.

Mais votre gauche a tenu brillamment le coup. A l'heure actuelle, vous avez trouvé en vous la force nécessaire pour briser le mur qu'on avait dressé entre vous et le communisme. Vous avez triomphé du dernier obstacle.

Camarades, vous avez atteint le point où, fatalement, vous deviez venir: vous voilà arrivés au communisme. Nous l'avions prévu depuis longtemps.

Camarades, membres du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, nous n'avons pas oublié ce beaucoup d'entre vous ont, lutté — et bien souvent, au premier rang — pour la révolution. Pour la plupart, vous avez été membres de l'Union „Spartacus“, en même temps que les autres communistes. Depuis, la vie vous a séparés; bien plus, elle vous a aigris contre vos plus proches amis. Vous n'avez pu admettre les conclusions qu'ils avaient tirées du développement de la lutte révolutionnaire allemande. Nous ne vous le reprochons pas: en agissant ainsi vous avez pensé servir consciencieusement la cause de la révolution. Mais aujourd'hui, camarades, nous vous demandons de réfléchir de nouveau, jetez un coup d'œil rétrospectif sur le passé. Bien des choses que vous considériez alors comme injustes, en réalité, ne l'étaient pas. Vous préniez pour révolutionnaires Wolfheim et Laufenberg, vos anciens leaders. Vous les avez vus gagner le camp de la contre-révolution. Il fut un temps où vous vous laissiez conduire en laisse par le sieur Otto Rühle, et voilà maintenant que ce fou apporte son concours à la ligue anti-bolchéviste. Vous avez considéré comme profondément erronée la position prise par le Parti Communiste dans les questions du parlementarisme et des syndicats. Et pourtant vous voyez que les communistes de tous les pays, au congrès de Moscou qui a duré plusieurs semaines, ont confirmé la justesse de cette position. Vous avez vu aussi vos délégués, que vous aviez envoyés au congrès de Moscou, ne pas oser défendre leur point de vue devant le congrès. Nous sommes convaincus que les pénibles leçons de l'expérience ne vous auront pas été inutiles. Nous espérons que notre appel vous fera réfléchir et que vous ne tarderez pas à participer à la grande tâche commune à laquelle nous vous convions. Dans le Parti Communiste unifié il y a toujours de la place pour vous.

Camarades, prolétaires allemands,

Vous avez marché par des routes diverses pour arriver au même but: au communisme. Vos scissions faisaient la joie de vos ennemis. Ils s'aperçoivent maintenant qu'elle était prématurée. Vous leur devez montrer désormais que, dans le feu de vos querelles intestines, vous avez forgé un marteau qui écrasera la bourgeoisie. Et ce marteau, c'est le grand Parti Communiste unifié.

Ouvriers, camarades,

Nous faisons appel à vous pour assumer cette grande tâche à une heure grosse de dangers: la situation économique de l'Allemagne est tragique, les fabriques et usines ferment leurs portes, le peuple enfoncé dans la misère, des centaines de mille de chô-

meurs sont sur le pavé. La bourgeoisie armée, jusqu'aux dents et cimentée par la conscience de classe, n'attend que le moment propice pour vous donner le coup de grâce. Elle a construit des forteresses en Prusse Orientale et en Bavière. L'heure où vous serez appelés à vous libérer, peut bientôt sonner. Sans hésitation, aidez-nous à former le Parti Communiste unifié allemand.

Ouvriers, camarades,

La tâche à laquelle nous vous convions est celle du salut de la révolution allemande. Mais elle est aussi celle du prolétariat universel. Dans tous les pays, vos frères souffrent, comme vous, des mêmes maux. Les social-traitres et les social-pacifistes les ont aussi enchaînés. Partout le prolétariat révolutionnaire mène une lutte difficile contre ses ennemis qui se sont glissés dans son propre camp. Les prolétaires du monde entier ont les yeux tournés vers vous. Montrez donc à vos camarades, comment le prolétariat forge le glaive avec lequel il abattra ses ennemis.

Prolétaires,

Pensez aussi à la Russie. Pensez au prolétaire russe qui souffre, en combattant POUR VOUS. Depuis plus de trois ans, il supporte la lutte et les souffrances avec la ferme certitude que les prolétaires de tous les pays, et tout particulièrement ceux d'Allemagne imiteront son exemple. Pensez qu'en Russie il s'est produit des événements tels que l'on n'en a jamais vus depuis qu'il existe au monde des opprimés. Il faut que vous aidiez à ces pionniers avancés de la révolution mondiale à forger le glaive émancipateur. Songez aux avalanches de mensonges et de calomnies par lesquelles on cherche à compromettre cette noble cause. Pensez à vos leaders d'hier, à tous ces Dittman, Ledebour, Wolfheim, Rule et consorts qui maintenant vous salissent à plaisir.

Aujourd'hui, plus que jamais, l'union de tous les prolétaires est nécessaire pour la réalisation des buts élevés de la classe ouvrière.

C'est à cela que l'Internationale Communiste vous convie.

Ouvriers, prolétaires,

Il est possible que l'Histoire, comme en juillet 1914, remette de nouveau entre les mains du prolétariat allemand les destinées de l'Internationale ouvrière. A ce moment, malheureusement, le prolétariat allemand n'a pas compris sa mission. Prouvez donc maintenant que vos souffrances vous ont appris à agir. Une grande tâche vous incombe: celle de bâtir la citadelle communiste en Europe occidentale.

Ouvriers, camarades,

Vous devez vous pénétrer de la grandeur de votre tâche. N'oubliez pas qu'il s'agit aujourd'hui de lier étroitement le sort du prolétariat révolutionnaire allemand à celui des prolétaires du monde entier.

Vive le Parti Communiste Unifié d'Allemagne!

Vive la Révolution allemande!

Vive la Révolution mondiale!

**LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI SOCIALISTE DES INDÉPENDANTS D'ALLEMAGNE:**

ERNST DÄUMIG, ADOLF HOFFMANN, WILHELM KENNEN, OTTO GOEBEL, RICHARD MÜLLER, KURT GEIER, MARTA ARENDSEE, EMILE EICHHORN, PAUL SCHINDLER.

**LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE:**

**LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.**

Le Président: ZINOVIEV.

## AU CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

Chers camarades,

Au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et du Comité Central du Parti Communiste russe, je salue le Congrès du Parti Communiste allemand. A mon regret extrême, je me vois dans l'empêchement d'assister à ce Congrès d'une si haute importance et obligé de me borner à vous adresser ces quelques lignes.

Le Parti Communiste Allemand a dû traverser une époque difficile. Toutefois, c'est avec orgueil qu'il peut jeter un regard sur le chemin parcouru. La scission du Parti Socialiste des Indépendants, les bouleversements profonds s'opérant dans la vie des partis révolutionnaires allemands doivent être attribués en fin de compte à l'activité du Parti Communiste Allemand qui sait apporter partout la clarté et la netteté. La force morale, la lucidité d'esprit d'un parti ouvrier se discernent et apparaissent, non aux jours de victoire, mais

dans les périodes de grandes crises et de défaites. Notre parti frère d'Allemagne a subi brillamment cette épreuve. Aujourd'hui nous pensons que le premier devoir du Parti Communiste Allemand est d'éviter désormais tout heurt inutile avec le Parti Socialiste des Indépendants.

Le Parti Communiste Allemand a obtenu des résultats d'une importance capitale. Les éléments réformistes et semi-réformistes du Parti Socialiste des Indépendants ont été rejetés et l'élite de ses membres est maintenant à nos côtés, dans le camp communiste. Il s'agit désormais de prendre la tête de ce grand parti communiste unifié en voie de formation, et d'y introduire la clarté et la netteté communistes. Tout le reste n'a qu'une importance secondaire. Les rancunes d'hier ne peuvent qu'en traverser la fusion nécessaire et la bonne harmonie.

Nous vous demandons aussi d'être plus tolérants que jadis envers le Parti Communiste Ouvrier Allemand. Ce parti s'est débarrassé des

Volfheim, Laufenberg et Rüle. Ce faisant, il a donné une preuve sérieuse de son désir de lutter contre le virus nationaliste. Il est vrai que certains chefs du Parti Communiste Ouvrier Allemand s'en tiennent toujours à un point de vue non marxiste et non communiste dans les questions syndicales et parlementaires et que d'autres ne font que réfréner le mouvement ouvrier. Cela n'empêche que, dans le Parti Communiste Ouvrier Allemand, nous ayons vu d'excellents et de très sérieux révolutionnaires. Ce sont ces révolutionnaires que nous devons à tout prix affirmer dans nos rangs où il est de notre devoir de les accueillir à bras ouverts.

Le Parti Communiste unifié ne doit pas être composé seulement des travailleurs membres du Parti Communiste Allemand et du Parti Socialiste des Indépendants, mais aussi des meilleurs et des plus honnêtes travailleurs affiliés au Parti Communiste Ouvrier Allemand.

Après le Congrès de Halle, les deux partis, c'est-à-dire le Parti Communiste allemand et la gauche du Parti Socialiste des Indépendants ont conféré avec nous et adopté des résolutions sur

nombre de questions d'ordre pratique. Nous demandons au Congrès du Parti Communiste Allemand de les approuver.

L'unification de tous les éléments communistes d'Allemagne en un grand Parti Communiste indissoluble sera un événement d'une portée historique universelle. Le groupe «Spartacus» a accompli sa tâche. Aujourd'hui, il a pour devoir de se joindre à ce nouveau grand parti unifié et d'être la force motrice de l'unité communiste.

De nouveaux sacrifices, une lutte et des souffrances nouvelles vous attendent. Le Parti Communiste Russe et toute l'Internationale Communiste sont persuadés que la classe ouvrière allemande est de taille à venir à bout de cette grande et lourde tâche.

Gloire éternelle aux vaillants soldats de votre parti et reconnaissance profonde pour les mérites historiques du groupe «Spartacus»! Vive le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, section unique de la III<sup>e</sup> Internationale!

G. ZINOVIEV.

---

## Aux Mineurs anglais

### AUX RÉVOLUTIONNAIRES ANGLAIS.

C'est avec un étonnement véritable que les travailleurs révolutionnaires du monde entier assistent à votre lutte contre la plus opiniâtre des forteresses capitalistes qui subsistent après la guerre, la plus opiniâtre, parce que c'est précisément en Angleterre que la bureaucratie syndicale s'est montrée le plus fidèlement attachée au service de la bourgeoisie qui fondait et fonde encore sur elle toutes ses espérances.

Mais la bourgeoisie anglaise s'est trompée dans ses calculs. Sans se laisser arrêter par la bureaucratie syndicale, soutenus par l'idée de la chute prochaine du capitalisme, les travailleurs se sont mis eux-mêmes à l'œuvre. La vaste et ardente lutte que soutiennent les ouvriers anglais est digne d'être située à côté de la grande lutte des ouvriers italiens et allemands.

Camarades! Nombreux sont ceux d'entre vous qui, nous le savons, ne se rendent pas encore exactement compte des fins poursuivies par le communisme; beaucoup d'entre vous, nous ne l'ignorons pas, nourrissent encore l'espoir d'obtenir en régime capitaliste des conditions d'existence compatibles avec leur dignité d'hommes. Nous savons également que beaucoup d'entre vous puiseront précisément dans la lutte que vous venez d'entreprendre, une idée nette de notre enseignement et de cette vérité: qu'il n'est de salut pour vous que dans le communisme.

Votre Premier, Lloyd-George, expulsait il y a quelques semaines de Grande-Bretagne le camarade

Kamenev, représentant du prolétariat russe. Il entendait ainsi chasser d'Angleterre le bolchévisme. Il se trompait. Le camarade Kamenev est parti, mais le bolchévisme est resté. Car le communisme est le fruit de votre propre besoin, de votre propre oppression.

Le communisme vous convie aujourd'hui à de grandes actions. Il vous exhorte à vous unir et à vous joindre aux travailleurs souffrants et opprimés du monde entier.

Nous saluons et votre lutte et votre prochaine victoire. Au nom de millions de prolétaires, nous crions:

Vive le Communisme!

Vive la Révolution mondiale!

POUR LE COMITÉ EXÉCUTIF  
DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE  
G. ZINOVIEV.

Le parti Communiste Italien:  
N. BOMBAGGI.

Le parti Social-Démocrate  
Indépendant d'Allemagne (U. S. P.)  
A. D. HOFFMAN.

Le Parti Communiste Allemand  
P. LÉVY.

---

## Appel aux Travailleurs Français

A l'occasion du Congrès de la C. G. T., le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a adressé aux travailleurs français l'appel suivant :

Camarades,

Le Congrès extraordinaire de la C. G. T. se réunit à un moment où la classe ouvrière d'Europe est de nouveau dans une période de grande agitation.

En Angleterre, les mineurs soumettent au gouvernement des revendications qu'ils appuient de la menace de la grève générale. Les ouvriers, dans leurs assemblées, se sont dressés contre la clique dirigeante, lorsqu'elle a manifesté des velléités d'engager le pays aux côtés de la Pologne impérialiste. Ce mouvement puissant n'a pu être, une fois de plus, canalisé par les leaders réformistes, maintenu dans les limites d'une action restreinte et empêché ainsi de donner son plein rendement.

En Italie, où la classe ouvrière a, si fréquemment déjà, manifesté sa volonté d'en finir avec le régime capitaliste, où prolétariat est impatient d'aborder l'édification d'un monde nouveau, les travailleurs ont engagé aujourd'hui une action qui est, pour la bourgeoisie, l'avertissement clair qu'elle ne peut pas trouver de sauveur.

Ainsi, tantôt sur un point, tantôt sur l'autre, l'incendie flambe. Mais il couve partout. Il est le fruit et le legs de la guerre impérialiste.

Votre congrès actuel est provoqué et dominé par l'échec de la grève générale des CHEMINOTS et la grève générale qui devait l'appuyer, comme le congrès de l'an dernier était dominé par l'échec, en France, de la grève générale fixée au 21 juillet. Echec sur échec. Pourquoi ?

L'an dernier, la honteuse reculade de la dernière heure livra la Hongrie soviétiste à la soldatesque de Roumanie et ramena au pouvoir ces hobereaux qui, enragés encore d'avoir pu être un jour dépossédés de leurs privilèges, se vengèrent par une abominable terreur blanche.

Cette année, ce sont les travailleurs français eux-mêmes qui ont été les victimes. Gouvernants et patrons continuant leur action, ont emprisonné ou révoqué les militants, espérant briser ainsi pour longtemps le mouvement révolutionnaire.

Echec dans le domaine international. Echec dans le domaine national. Le prolétariat français ne peut accepter plus longtemps d'être conduit régulièrement de défaite en défaite. Il doit déterminer la cause de ces échecs et agir en conséquence.

Les bons apôtres réformistes viennent nous prêcher quand la bourgeoisie, en guise de réformes, prépare ses mitrailluses; les partisans anciens et nouveaux de la paix sociale au moment où la paix sociale n'est plus possible,—accusent l'Internationale Communiste de chercher à provoquer volontairement la division des forces ouvrières. Ils déclarent hypocritement qu'ils sont pour la révolution russe—parce qu'ils savent bien que les tra-

vailleurs ne leur permettraient pas de l'attaquer ouvertement,—mais qu'en même temps ils sont contre l'Internationale Communiste. La bourgeoisie, qui connaît bien ses alliés, les fait aussitôt féliciter par sa presse.

L'Internationale Communiste ne veut pas diviser les forces ouvrières. Elle déconseille la création de syndicats révolutionnaires à côté des syndicats réformistes; elle a dit et répète aux communistes que c'est leur devoir de rester et de lutter au sein des syndicats réformistes et elle a blâmé les camarades allemands qui, en pleine sincérité, ont adopté une tactique contraire.

Mais en même temps, elle a dénoncé comme „jaune" l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, et en face de cette caricature d'Internationale qui n'est qu'une annexe de la Société des Nations, elle a dressé une véritable Internationale. Un groupement où Gompers est roi, où Gompers exerce un droit de veto, où se trouvent tous les traitres de la II<sup>e</sup> Internationale, où on voit Jouhaux et Legien enfin réconciliés, ne sera jamais une Internationale ouvrière. Elle ne pourrait, elle aussi, que conduire les travailleurs de tous les pays à la défaite et faire avorter tous les mouvements qu'elle se trouverait contrainte d'engager.

Nous exprimons si bien d'ailleurs, sur ce point, le sentiment de la classe ouvrière, que l'appel préparé en vue du congrès où l'Internationale Rouge recruta sa constitution définitive, porte déjà les signatures des représentants des organisations centrales de Russie, d'Italie (Confédération Générale du Travail et Union Syndicale Italienne), d'Espagne (Confédération Nationale du Travail), de Norvège, de Yougo-Slavie, de Bulgarie, de Géorgie, des syndicats de la Fédération des Transports de Hollande, des Shop Stewards et Workers Committees d'Angleterre et des I. W. W. d'Amérique et d'Australie.

Camarades,

L'impérialisme français n'est si arrogant et si agressif, il ne peut se permettre des défis tels que la reconnaissance de Wrangel—même contre son allié, l'impérialisme britannique—que parce qu'il sait que le mouvement ouvrier français est actuellement désarmé et dérouter par les reuvements de ceux qui sont à la tête de l'organisation syndicale.

La première parole de l'Internationale Communiste au travailleur est: „Soviens-toi de la guerre impérialiste". C'est parce que les ouvriers de France oublient trop la grande tuerie impérialiste, c'est parce qu'ils ne cherchent pas à en dégager les leçons, que leur mouvement se trouve sans défense contre les attaques d'une bourgeoisie—la plus stupide et la plus bornée qu'il y ait au monde—envivée par ses premiers succès.

L'Internationale Communiste adresse son salut fraternel aux ouvriers organisés de France et à toutes les victimes de la répression capitaliste.

Elle espère que les organisations ouvrières, comprenant qu'il faut désormais choisir entre Amsterdam et Moscou, adopteront la résolution du congrès minoritaire de Paris, disant «qu'il n'existe qu'une Internationale de la révolution, la Troisième, celle de Moscou».

Elle est sûre que la classe ouvrière de France, puisant des forces nouvelles dans sa tradition révolutionnaire retrouvée, aura bientôt sur la bourgeoisie impérialiste d'éclatantes revanches et qu'elle reprendra

ainsi la place qui n'a si longtemps été la sienne : à l'avant-garde du mouvement ouvrier international.

Vive l'union véritable des travailleurs de tous les pays!

Vive l'Internationale Communiste!

G. ZINOVIEV

A. ROSMER.

## LETTRE AUX CAMARADES FRANÇAIS

Je m'empresse de saisir l'occasion que m'offre mon séjour à l'étranger pour écrire aux camarades français.

Après la décision prise par le Congrès des Indépendants allemands, la Troisième Internationale attendra avec impatience celle que doit prendre le prochain congrès du parti socialiste français. A notre grand regret, nous sommes bien obligés de constater qu'il s'est trouvé en France des hommes qui ont tenu à substituer, dans la discussion aux grandes questions de principe, des questions ayant exclusivement trait à l'organisation et, souvent, assez secondaires. En Allemagne, les droitiers Indépendants ont agi de même, très consciemment, afin de brouiller aux yeux des ouvriers les grandes questions de principe dont dépend le sort de notre mouvement.

Pourquoi les éléments réformistes et à demi-réformistes du socialisme ont-ils recours en Allemagne, en France et dans bien d'autres pays, à ce procédé sempiternel qui consiste à ergoter sur l'une quelconque de nos 21 conditions et à discuter dans tous les sens les attitudes de militants isolés? Il y a à cela des causes sérieuses. Nous l'expliquons ainsi: L'idée communiste attire comme un centre magnétique les travailleurs révolutionnaires du monde. L'exemple de la Russie des Soviets apparaît aux prolétaires de tous les pays comme une étoile. Les fondements corrompus de la II<sup>e</sup> Internationale s'effondrent sous nos yeux. Les travailleurs avancés d'Europe et d'Amérique ont compris que leur ancre de salut n'est pas la fameuse «démocratie», mais la dictature du prolétariat. En un mot, les idées les plus importantes de la III<sup>e</sup> Internationale ont déjà vaincu dans leur esprit. Quant aux opportunistes, ils le sont précisément pour s'adapter à toutes les situations. Dans la situation actuelle, MM. les opportunistes doivent avoir l'air d'être avec la III<sup>e</sup> Internationale. Ils ne peuvent se présenter devant les ouvriers en déclarant rejeter la dictature du prolétariat et ne vouloir ni aider à la révolution mondiale, ni soutenir la Russie des Soviets. Ils ne peuvent plus se représenter devant les ouvriers avec les vieux clichés du suffrage universel, de la démocratie républicaine, des réformes progressives, en préconisant la méthode des pas lents

et des zigzags timides. MM. les opportunistes savent bien que s'ils entamaient avec nous une discussion ouverte, s'ils disaient aux ouvriers toute la vérité sur leurs idées bourgeoises ou à demi-bourgeoises, les ouvriers se détourneraient d'eux. Or, les opportunistes tiennent à rester à tout prix dans le mouvement ouvrier. Ils veulent, coûte que coûte, garder le contact avec les partis prolétaires afin d'exercer sur eux leur influence. J'ai eu l'occasion de citer à Moscou au II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste un article du chef des opportunistes italiens F. Turati, dans lequel ce leader du réformisme international déclare carrément: «Je ne veux pas sortir du parti socialiste italien parce que cela me serait désavantageux. Ma présence dans le parti me permet d'y préconiser mes idées parmi les masses ouvrières».

De cette situation—les travailleurs avancés de presque tous les pays étant déjà acquis à l'Internationale Communiste, tandis que les vieux partis conservent leurs anciennes formes d'organisation—de cette situation résulte un fait particulier que nous observons dans toute l'Europe: nous voyons des opportunistes avérés, des adversaires reconnus du communisme se frapper la poitrine en criant qu'ils sont en principe pour la Troisième Internationale, mais veulent un peu d'autonomie pour leur parti et repoussent quelques-unes des 21 conditions.

En Allemagne, des renégats avérés comme Hilferding et des réformistes petits-bourgeois tout aussi qualifiés, comme Crispian et Dittman, jurent à tous les coins de rues qu'ils sont «en principe» pour la Troisième Internationale et ne demandent que l'adoucissement de quelques-unes des vingt et une conditions. —En Amérique, l'opportuniste avéré Morris Hilquit, dévoué de corps et d'âme à la Deuxième Internationale, est contraint, lui aussi, de jurer ses grands dieux qu'il adhère en principe à la Troisième Internationale et ne demande qu'un peu d'autonomie pour son parti. Le spectacle est le même en Italie, et voici que nous le voyons se reproduire en France.

C'est, si je ne me trompe, à Bismark que revient la paternité de cette fameuse phrase: «Pour un bon diplomate, reconnaître une chose en prin-

cipe veut dire, rejeter cette même chose en fait. De nombreux diplomates socialistes appliquent maintenant cette recette. Ils reconnaissent la Troisième Internationale en principe pour mieux la nier en fait. On a pu voir, dans toute une série d'articles du *Populaire* de Paris, les résultats de l'application de cette méthode. Les fanfarons de l'opportunisme n'ont pas le courage de dire franchement aux ouvriers qu'ils sont contre la Troisième Internationale; ils se frappent la poitrine en jurant qu'ils sont au contraire avec la Troisième Internationale, pourvu qu'elle adoucisse à leur égard les conditions d'adhésion élaborées par son Deuxième Congrès.

Que de bruit n'a-t-on pas fait dans la presse française au sujet des neuf, des dix-huit ou des vingt et une conditions obligatoires pour les camarades français! Ce débat ne vaut pas, en réalité, une semelle de vieux soulier. La première des vingt et une conditions que j'avais proposées au Congrès de l'Internationale Communiste et que le Congrès adopta, s'énonce ainsi: toute l'agitation et la propagande écrite et parlée, de même que toute l'activité du parti doit avoir un caractère nettement communiste. A vrai dire, cette seule condition nous eût paru parfaitement suffisante si nous nous étions sentis assurés contre les finesses des diplomates du socialisme, si nous avions été convaincus de l'application de cette clause unique. Les vingt autres eussent pu alors être éliminées. Disons mieux: s'il n'y avait pas au monde de diplomates réformistes, nous n'aurions pas besoin de poser des conditions à ceux qui veulent adhérer à l'Internationale Communiste. Nous pourrions déclarer tout bonnement que tout parti qui se considère comme communiste et dont les chefs appartiennent à la grande camaraderie internationale des ouvriers est le bienvenu dans l'Internationale Communiste.

Pourquoi ne l'avons-nous pas dit? Nous ne pouvions pas le dire parce que, depuis la faillite de la II-e Internationale, depuis la terrible crise que le socialisme a traversée par suite de la guerre et des trahisons des chefs de la démocratie, nous devons nous efforcer de garantir l'Internationale Communiste du contact des éléments indignes de confiance. Nous avons besoin d'un phare, d'un mot de passe, d'un credo qui puisse nous servir à reconnaître les nôtres. C'est pourquoi nous avons élaboré nos vingt et une conditions d'admission.

Quiconque accepte honnêtement la première des conditions précitées, acceptera aussi les vingt autres. Quiconque hésite, ruse, embrouille, quiconque fait de la diplomatie, se heurtera, dans chacune de ces clauses, à une vingtaine d'obstacles et s'efforcera d'avoir un pied dans le parti et un pied en dehors.

Nous vous conseillons, nous vous demandons, camarades, de porter ce débat sur les questions de principe, d'obliger l'adversaire à parler de ce qui seul importe dans la discussion en cours: de la dictature du prolétariat, du système des soviets, de la révolution mondiale, des chefs jaunes de l'Internationale des syndicats, du rôle néfaste de l'aristocratie ouvrière, de l'épuration des partis, de la modification radicale du caractère de

l'action parlementaire, de la création de groupes communistes dans toutes les organisations ouvrières, du concours sincère, loyal, efficace et non verbal à la Russie des soviets, de la préparation à l'armement des ouvriers et au désarmement de la bourgeoisie, etc., etc...

Les vingt et une conditions ont pour but de séparer l'ivraie du bon grain et de contraindre réformistes et demi-réformistes à se démasquer. Les vingt et une conditions ont été élaborées afin de provoquer l'épuration de tous les partis ouvriers. Il y a, dit-on, des poudres insecticides qui détruisent à coup sûr les punaises et toute espèce d'insectes malfaisants. Nous nous flâtons de l'espérer que les vingt et une conditions élaborées par le II-e Congrès de l'Internationale Communiste nettoieront de même notre parti des punaises de l'opportunisme et des poux du réformisme.

Quelle est la valeur des reproches des droitières à la tyrannie moscovite, au knout moscovite, à la dictature russe? Quelle est la valeur de leurs jérémiades au sujet des immortels principes de la démocratie? Les droitières Indépendants d'Allemagne nous l'ont montré parfaitement. Il nous importe peu à nous, communistes, que les chefs en question s'appellent Crispin et Dittman ou Pressemane et Paul Faure; ce qui vient d'être fait par les Indépendants de droite en Allemagne, peut être demain répété en France par leurs pareils. Or, ce que les Indépendants de droite ont fait, vous est bien connu. Ils ont précipité la réunion du congrès, afin de ne pas donner aux ouvriers le temps de s'éclairer sur les divergences de principe. Lorsque les deux tiers du congrès se prononcèrent pour l'acceptation des vingt et une conditions, la droite de l'ancien Comité Central dissous par le Congrès eut le front de déclarer que la majorité du parti venait de s'en exclure. Les Indépendants de droite s'emparèrent de l'organe des ouvriers berlinois la *Freiheit*, avec le même cynisme que Scheidemann s'empara, en 1915, du *Vorwaerts*.

Il devient maintenant clair, même pour un enfant, qu'il ne s'agissait pas en Allemagne des limites de l'autonomie du parti (autonomie à laquelle l'Internationale Communiste n'a jamais affecté et n'affectera jamais). Il s'agissait de savoir si le parti allemand serait décidément communiste ou dégènerait en parti opportuniste, de conciliation sociale. La même question, et aucune autre, est maintenant à l'ordre du jour en France.

L'Internationale Communiste dit aux ouvriers français: jamais l'Internationale Communiste ne portera atteinte à l'autonomie du parti français, pas plus qu'à celle d'aucun autre parti. L'Internationale Communiste comprend parfaitement qu'il est de nombreuses questions que chaque parti doit trancher librement et indépendamment. L'Internationale Communiste a, maintes fois, déclaré que son Comité Exécutif ne prendrait de résolutions obligatoires que dans les questions qui ont vraiment un caractère international. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste est formé des représentants de quatorze partis, outre le parti russe. Toutes ses décisions sont prises après un débat auquel prennent part les partis intéressés

et pesées du point de vue des intérêts de la classe ouvrière internationale. Camarades français, l'Internationale Communiste vous affirme être toujours disposée à s'entendre avec vous sur telle ou telle question particulière d'organisation. La seule condition que nous considérons comme une condition *sine qua non*, c'est la rupture complète et définitive avec les éléments réformistes, l'exclusion inflexible du parti de tous ceux qui ne veulent ou ne peuvent se placer au point de vue de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et du communisme. Tout le reste est pour nous secondaire.

Certains réformistes de «gauche» tentent, en France, de représenter les choses comme si, tout en se séparant de l'Internationale Communiste sur certaines questions d'organisation, ils restaient néanmoins les amis fidèles de la Russie des Soviets. Les Indépendants de droite font, en Allemagne, les mêmes déclarations. Nous vous en avertissons, camarades français: le socialiste qui combat aujourd'hui la III<sup>e</sup> Internationale, devra demain combattre la Russie des Soviets. L'exemple des Indépendants allemands l'a prouvé. Ceux-là mêmes, dont nous parlons, ont déjà transformé leur organe en une odieuse feuille anti-bolchéviste; ils ont déjà conclu une alliance avec les menchéviks russes, c'est-à-dire avec la contre-révolution et prononcent déjà comme le misérable Dittman de violents discours anti-bolchévistes. Que ce triste exemple vous serve de leçon. Nos camarades français doivent maintenant poser nettement la question au groupe Longuet: Longuet et ses amis veulent-ils faire en France ce qu'ont

fait en Allemagne Hilferding, Crispien et Dittman? Veulent-ils, comme eux, refuser de se soumettre à la décision de la majorité du parti, former un parti de droite, substituer, aux questions les plus importantes du mouvement international, des discussions sur des points secondaires de l'organisation, obscurcir les idées du prolétariat français par des allusions chauvines à la dictature de Moscou et par toute une scolastique sur d'insignifiantes questions d'organisation? Mettez Longuet au pied du mur et exigez de lui et de ses amis une réponse nette. Selon ce que ce groupe vous répondra; selon qu'il acceptera entièrement et de bonne foi toutes les thèses et toutes les conditions de l'Internationale Communiste ou les rejettera; selon qu'il se mettra à les réaliser consciencieusement ou bien les sabotera, vous aurez à prendre votre décision définitive en conséquence.

L'Internationale Communiste compte avec assurance sur les ouvriers français. Elle est convaincue que le bon sens des prolétaires avancés de France rompra le blocus que certains leaders, tels que le citoyen Pressemane, veulent lui faire subir. Le temps est proche, où les prolétaires français fêteront le cinquantième de la Commune de Paris. Permettez-moi d'exprimer l'assurance qu'ils auront, à cette époque, un parti communiste fortement uni, section de l'Internationale Communiste; et que tous les «socialistes» ancienne manière, tous les social-traitres et les social-pacifistes auront pris le chemin de la Deuxième Internationale. Leur place n'est pas ailleurs.

G. ZINOVIEV.

## Lettre d'adieu aux camarades allemands

Pour la première fois, depuis le début de la révolution prolétarienne russe, il nous a été donné de croiser le fer, dans une discussion publique, avec les représentants européens de l'idéologie opportuniste. Quel était notre but en allant à Halle? Quels sont les résultats du congrès de Halle et quels enseignements avons-nous retirés de ce congrès?

La République Soviétiste Russe, les idées communistes, le drapeau de l'Internationale Communiste ont conquis les cœurs de la classe ouvrière tout entière d'Europe et d'Amérique. Dans le duel théorique sur les questions de principes, les Scheidemann, les Martoff, les Noske, les Crispien, les Renaudel, les Dittman, les Bernstein, les Kautsky et leurs semblables, ont, depuis longtemps, subi une défaite complète. Dans presque tous les pays du monde, nous voyons maintenant les représentants des partis social-patriotes et social-pacifistes se frapper la poitrine et déclarer solennellement qu'ils sont pour la Russie Soviétiste, qu'ils sont «en principe» pour la III<sup>e</sup> Internationale. C'est ce que les ouvriers allemands ont pu observer dans leur pays, ces derniers mois, au cours de leur grande lutte pour la III<sup>e</sup> Internationale. Les

Crispian et les Dittman, les Hilferding et les Breitscheid, les Dittman et les Ledebour n'ont pas osé se lever et déclarer ouvertement: «Nous sommes contre la III<sup>e</sup> Internationale, nous sommes contre la Russie Soviétiste.» Au Congrès du parti, à Halle, les chefs de la droite du Parti Socialiste Indépendant (U. S. P.) s'efforçaient de transporter le débat sur de mesquines questions d'organisation. Pourquoi?— Parce que, quand il s'agit de discuter sur des idées, sur des principes, ils ne sont pas de taille à nous tenir tête. Ils savent bien que les ouvriers allemands sont de cœur avec nous. Il leur suffirait de lancer franchement aux ouvriers allemands le mot d'ordre «Contre la Russie Soviétiste, contre l'Internationale Communiste!» que c'en serait fait d'eux à bref délai.

Aussi se sont-ils efforcés de retourner tout le débat et de mettre au premier plan une question d'un intérêt secondaire: combien de points peut-on accepter: 15 ou 21? Et dans tous les autres pays, c'est la même manœuvre.

Nous sommes venus à Halle pour dévoiler le jeu des réformistes, pour aider la classe ouvrière d'Allemagne à poser, comme il convient, la question: La



démocratie bourgeoise ou la dictature du prolétariat? Le système petit-bourgeois de réformes ou la révolution mondiale? L'union fraternelle, en paroles seulement, comme elle existait dans la II-e Internationale, ou bien la création d'une véritable organisation de combat de la classe ouvrière internationale, c'est-à-dire, la création de la III-e Internationale? Le soutien de l'organisation qui s'intitule Internationale Syndicale d'Amsterdam, ou bien la création d'une Internationale vraiment prolétarienne, d'une Internationale de combat, de l'Internationale Syndicale Rouge?

Et nous avons atteint notre but.

Pour forcer les chefs de la droite des Indépendants (U. S. P.) à se démasquer enfin, nous leur avons, conformément à la mission qui nous avait été confiée par le Comité Exécutif, offert de formuler les conditions auxquelles ils consentiraient à entrer dans la III-e Internationale. Mais ils ont décliné la proposition. Ils ne pouvaient agir autrement. Formuler leurs véritables conditions, ç'aurait été pour eux déclarer aux ouvriers d'Allemagne: «Nous ne voulons pas la révolution mondiale, nous ne sommes pas partisans de la dictature du prolétariat, nous ne voulons pas prêter à la Russie Soviétiste un appui réel, à proprement parler, nous sommes pour la II-e Internationale.» Telle est la raison pour laquelle la droite des Indépendants a rejeté notre proposition. Et, ce faisant, elle s'est démasquée.

Les leaders de la droite du Parti des Indépendants, à Halle, ont fraternisé publiquement avec le chef des «scheidemänner» russes, Martoff. Ils soutiennent les menchéviks, c'est-à-dire la contre-révolution russe. Car les menchéviks, ce sont les Scheidemann et les Noske russes. Ce sont les menchéviks russes qui, en 1917, pendant la première période de la révolution, fusillaient, par toute la Russie, les ouvriers et s'efforçaient de les désarmer; ce sont eux, qui ont prolongé la guerre impérialiste et qui se sont faits les instruments dociles de la sanguinaire Entente.

La droite des Indépendants déclare, dans sa résolution de Halle, qu'elle continuera à soutenir la République Soviétiste Russe. Mais c'est là un mensonge. Celui qui combat la III-e Internationale avec des armes aussi basses que celles de messieurs Hilferding, Crispin et Dittman, en viendra nécessairement à combattre le gouvernement soviétiste russe avec les mêmes armes. La FREIHEIT n'est déjà plus qu'une petite feuille basement anti-bolchéviste. Le camp anti-bolchéviste se fait déjà un plaisir de reproduire les discours incendiaires de Dittman contre la Russie Soviétiste. Et plus cela ira, pis ce sera. Bientôt la droite des Indépendants en arrivera à être l'ennemi juré de la révolution russe.

La scission a eu lieu. Et, quel bonheur, qu'elle se soit enfin produite! Quand nous considérons le tableau du congrès de Halle, il nous rappelait, d'une façon frappante, nos luttes d'il y a dix ans avec les menchéviks. La composition même de la droite et de la gauche, au congrès du parti, était, on ne peut plus, caractéristique. Aux bancs de gauche, siégeaient surtout des ouvriers, des prolétaires; à ceux de droite, il y avait, il est vrai, quelques ouvriers, mais la grande majorité était formée par des journalistes, des politi-

ciens et des avocats, en somme, absolument le même tableau que chez nous, en Russie, dix ans auparavant.

La classe ouvrière veut que tous les intellectuels, vraiment partisans des principes communistes, puissent participer au mouvement. Mais, par malheur, l'expérience nous a appris que quelques-uns des représentants de la classe intellectuelle n'arrivent jamais à rompre complètement avec leur atavisme bourgeois, et jusqu'à présent encore, sabotent la révolution prolétarienne.

L'écrasante majorité du congrès a adopté la plateforme de la III-e Internationale. Qu'en est-il résulté? Il en est résulté que Crispin et une demi-douzaine de ses collègues, membres de l'ancien Comité Central, ont alors lancé leur encyclique. Cette demi-douzaine de leaders de droite du Comité Central, dont les mandats étaient déjà périmés a tenté de dissoudre le congrès. La voilà bien la «démocratie»! Et ces gens-là osent parler de «pouvoir dictatorial»!

La FREIHEIT, organe des ouvriers berlinois, a tout simplement été escamotée aux ouvriers révolutionnaires par la droite du Parti des Indépendants. L'histoire se répète. Ce que les hommes de Scheidemann ont fait, en 1915, avec le VORWÄRTS, Hilferding, Crispin et Dittman le font maintenant avec la FREIHEIT. Il est à croire que, dans ces conditions, il se trouvera bien peu d'ouvriers pour ne pas comprendre le fond de la question: ce n'est pas dans l'autonomie, dans le plus ou moins d'indépendance des partis des différents pays, ou plus généralement dans l'adoption ou le rejet de certaines «conditions» de l'Internationale Communiste, qu'est l'essence du débat. Toute la question se résume dans cette alternative: réformisme ou communisme, révolution ou pacifisme semi-bourgeois?

Ce qui s'est produit après le congrès de Halle, a été le digne épilogue de toute la lutte. Le représentant de l'Internationale Communiste a été expulsé. Les débats au Reichstag au sujet de cette expulsion ont démontré la parfaite unité du front qui va, de la droite des Indépendants, jusqu'à la fraction parlementaire de l'organisation d'«Orgesch». Monsieur Bernstein, le père de l'opportunisme allemand, trouvait que le droit d'asile, en Allemagne, devait être pour les «opprimés» et non pour les «opresseurs». Et il est immédiatement tombé d'accord avec tous les députés blancs pour reconnaître que le représentant des communistes russes et de la III-e Internationale était un «opresseur» et le menchévik, Martoff, représentant des «scheidemänner» russes, un «opprimé». Si alors, il fallait encore une preuve évidente de ce que les chefs de la droite des Indépendants ne cessent de faire front avec les hommes de Scheidemann, la bourgeoisie et les partisans de Kapp contre le communisme, maintenant, après les débats au Reichstag, il n'en est plus besoin. Ledebour, après avoir hypocritement protesté contre l'expulsion, se prend aussitôt à nous calomnier, à parler de «la torture communiste» préparant ainsi la voie à une nouvelle et imposante sortie qu'entreprendra U. Noske, mais cette fois, avec les Indépendants de droite.

J'ai été expulsé par Severing, ministre prussien de l'Intérieur et Richter, préfet de police de Berlin. Tous deux sont «socialistes», tous deux sont de vieux leaders des syndicats «libres». J'ai une dette de reconnaissance envers ces messieurs. J'avais dit quelque part, dans mon discours de Halle, que certains d'entre les chefs jaunes des organisations ouvrières étaient

infiniment plus dangereux et, sous beaucoup de rapports, plus répugnants que les gens de l'organisation d'„Orgesch“. Ces paroles avaient fortement affligé les droitiers. Mais messieurs Severing et Richler ont fait leur possible pour donner une démonstration éclatante de la justesse de mes paroles: aussi leur en exprimé-je ma profonde reconnaissance.

Dix jours durant, on nous a agonis d'injures dans les journaux bourgeois et soi-disant socialistes d'Allemagne. Mais plus la presse bourgeoise et „socialiste“ se répandait contre nous en imprécations, plus les ouvriers allemands, je l'espère, comprenaient qui sont et où sont leurs ennemis. Les basses injures de la DEUTSCHE TAGESZEITUNG, de la FREIHEIT, du VORWÄRTS et autres organes d'exploiteurs, ne nous touchent certes pas.

On nous a privés de la possibilité de parler directement avec les ouvriers allemands. Il a même été interdit à l'auteur de ces lignes de visiter les tombeaux de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg et d'y déposer des couronnes.

A chaque instant, la police criminelle faisait irruption dans nos appartements. Pour me consoler, on me disait que presque tous les agents étaient des social-démocrates majoritaires. Néanmoins, nous espérons de tout notre cœur que les ouvriers allemands nous ont compris et que mon voyage en Allemagne n'a fait que resserrer les liens de l'amitié réciproque qui nous unit.

La bourgeoisie, dans sa sottise, s'imagine que toute scission au sein du parti ouvrier doit nécessairement

lui profiter. Pas du tout! Si, d'une quantité quelconque, on retranche une quantité négative, le résultat de l'opération ne sera pas inférieur, mais supérieur à la première quantité. De même, si d'un parti révolutionnaire, une fraction contre-révolutionnaire se détache, la fraction révolutionnaire n'en sera pas affaiblie, au contraire, elle n'en sera que consolidée. Si l'on chasse quelques douzaines ou même quelques centaines de poltrons d'un fort régiment, celui-ci, au lieu d'en être affaibli, n'en sera que plus apte au combat. Il en est de même pour ce qui concerne le Parti Socialiste Indépendant. L'élimination des éléments réformistes ou demi-réformistes n'affaiblira pas, mais fortifiera la classe ouvrière allemande. Messieurs les bourgeois n'auront pas longtemps à attendre pour s'en apercevoir.

La classe ouvrière d'Allemagne marche vers une nouvelle lutte, vers de nouveaux combats qui réclameront d'elle de nouveaux sacrifices. Anxieusement, et pourtant le cœur battant d'espoir, nous suivrons les phases du développement du mouvement ouvrier allemand qui nous a déjà tant appris et dont nous utiliserons encore une foule d'enseignements.

Au nom de la classe ouvrière russe et de l'Internationale Communiste, je vous adresse l'expression de ma sympathie la plus profonde et de mon amitié prolétarienne. Et les sentiments que, malgré la police, vous m'avez exprimés, je les emporte avec moi en Russie.

G. ZINOVIEV

## Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Proletariat italien

Les faits quotidiens placent le Parti Socialiste Italien devant les mêmes problèmes que lui a posés le Deuxième Congrès Universel de la III-e Internationale Communiste.

Grève sur grève, révolte sur révolte éclatent en Italie. Les travailleurs mettent la main sur les fabriques et usines et sur les maisons d'habitation. Le mouvement ouvrier italien est à la veille des batailles décisives.

Comme dans toute grande crise et par conséquent comme dans la crise révolutionnaire actuelle de l'Italie, l'issue met en pleine évidence les côtés forts et les côtés faibles de ce mouvement italien.

La bourgeoisie italienne recule et son homme d'affaires le plus véreux, le sieur Giolitti, filou avéré, affecte de vouloir faire des concessions. Son but est de gagner du temps et de localiser le mouvement. Il veut discréditer ce dernier et l'étendre sur le lit de Procuste. Et de ce lit de revendications strictement économiques, Giolitti cherche à faire tomber le mouvement dans un piège pour que la bourgeoisie puisse le maîtriser.

Camarades! Comme il fallait s'y attendre, les réformistes italiens vous trahissent. Le sieur Daragona,

chef des réformistes italiens, vous propose après Giolitti de vous borner à des revendications économiques et dans un message spécial, les sieurs Turati, Prampolini et Daragona vous engagent à renoncer à la saisie des fabriques et des usines.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste tient à vous faire la déclaration suivante:

„Par la seule prise de possession des fabriques et des usines, vous ne sauriez vaincre. La bourgeoisie vous laissera sans matières premières, sans argent, sans commandes et sans débouché. Elle s'efforcera de compromettre le mouvement et de provoquer la désillusion parmi les ouvriers.

De là nous ne tirons pas la conclusion qu'il faille renoncer à la saisie des fabriques et des usines. Nous en concluons qu'il convient d'amplifier cet accaparement, de le généraliser, de poser la question SUR UNE ECHELLE GOUVERNEMENTALE ou autrement dit, de développer le mouvement jusqu'au soulèvement général dans le but de renverser la bourgeoisie, au moyen de la prise du pouvoir par la classe laborieuse, et d'instituer la dictature du prolétariat.

Le salut est à ce prix. Sinon la désagrégation et la faillite de ce superbe mouvement sont certaines. Il

n'est pas jusqu'aux trade-unions anglaises qui ont su créer à Londres un „Comité d'Action". Proletaires italiens, il vous appartient de faire surgir promptement dans toute l'Italie des soviets de députés ouvriers, paysans, soldats et marins. Vous devez procéder immédiatement à votre armement et sans plus attendre, chasser les réformistes de vos organisations. Il vous faut grouper toutes les forces vraiment révolutionnaires du pays.

Le parti italien doit devenir un parti communiste dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire un parti menant les masses à l'insurrection et les dirigeant. Vous devez arriver à unifier et centraliser votre lutte. Sans cette cohésion indispensable le succès de votre mouvement n'en sera que plus difficile. Vous devez avoir votre état-major général et il ne pourra être que le parti communiste réorganisé et épuré des réformistes. A la tête des Soviets de Députés ouvriers vous devez

placer des communistes. Et plus vaste sera l'envergure de votre lutte révolutionnaire, plus tôt vous atteindrez le but. Plus d'atermoiements. Le mouvement est parti, il faut le pousser jusqu'au bout...

A bas les traîtres et les timides!

Vivent les Soviets de députés ouvriers, paysans et soldats d'Italie!

Vive la saisie des fabriques et des usines!

Vive l'insurrection de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir!

Vive l'armement du prolétariat italien!

Vive le pouvoir soviétiste en Italie!

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE  
Le président, G. ZINOVIEV.

Moscou, le 22 septembre 1920.

## COMPTE RENDU DES SÉANCES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

### Séance du 20 septembre

La séance plénière a lieu sous la présidence du camarade Zinoviev.

A l'ordre du jour: 1) Le rapport sur le Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou et 2) La question américaine.

#### LE CONGRÈS DES PEUPLES DE L'ORIENT.

Le compte-rendu du Congrès de Bakou est fait par le camarade Zinoviev.

Le Congrès a été convoqué sur l'initiative du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Y assistaient 1891 représentants de 32 nationalités. Pour y assister, beaucoup de délégués avaient eu à surmonter les plus grandes difficultés.

Le Congrès s'est ouvert le premier septembre. Le camarade Zinoviev est élu président à l'unanimité.

Le programme des questions à l'ordre du jour est établi comme suit:

1) Situation politique générale; 2) Questions nationale et coloniale; 3) Question agraire; 4) Les Soviets en Orient et 5) Question d'organisation.

Les rapporteurs sur la première question sont les camarades Zinoviev et Radek. Ils démontrent la nécessité de la lutte contre les impérialistes de l'Entente et appellent à la guerre sainte contre la bourgeoisie impérialiste les masses laborieuses et opprimées de l'Orient et de l'Occident.

— Nous déclarons ouvertement — dit le camarade Zinoviev — que nous considérons la réalisation du communisme en Orient encore impossible pour le mo-

ment et que, pour cette raison, nous sommes prêts à travailler de concert avec les éléments national-démocrates et révolutionnaires tout en soutenant cependant le mouvement communiste encore très faible en Orient.

Deux fractions étaient en présence au congrès de Bakou: la fraction communiste et la fraction sans-parti, celle-ci beaucoup plus nombreuse que la première et se subdivisant à son tour en deux groupes: le premier, composé d'éléments réellement neutres et comprenant les représentants des paysans et du demi-prolétariat des villes, et le second, composé de gens qui s'intitulent neutres, mais qui, en fait, appartiennent aux partis bourgeois.

L'un de ces derniers, un professeur turc, membre du parti „Union et Progrès", déclare ne vouloir de nous que des armes.

— Dans une conversation avec Enver-Pacha — raconte le camarade Zinoviev — je lui demandai si on sait en Turquie ce que est qu'un bolchévick.

— Les Turcs, — me répondit Enver-Pacha — disent: „Un bolchévick, c'est un homme, qui est contre l'Angleterre".

— Et que pensent-ils de la lutte que mènent les bolchévicks contre les riches et les grands propriétaires fonciers?

— Cela ne les intéresse pas — répondit Enver-Pacha.

Il va sans dire, qu'il n'en est pas ainsi. L'ex-commandant en chef raisonne du point de vue de son parti.

Le niveau moyen de la conscience de classe des délégués du Congrès était assez élevé. Les représentants de l'Internationale Communiste déclarent, franchement au Congrès ce qui est en réalité,

*c'est-à-dire que l'Internationale Communiste est une organisation ouvrière et que c'est la classe ouvrière communiste organisée qui doit diriger la lutte des peuples opprimés. Le Congrès adopte consciemment ce point de vue.*

*Le camarade Radek est rapporteur sur les questions nationale et coloniale. Sur la question agraire, à la suite du rapport du camarade Skatchko, le Congrès vote une résolution qui aura, à n'en pas douter, une grande portée pratique. Le camarade Veltmann-Pavlovitch met le Congrès au courant des travaux du II-e Congrès de l'Internationale Communiste et le camarade Béla-Kun présente un rapport sur les nouvelles formes du gouvernement, rapport dans lequel il démontre que le pouvoir soviétiste est possible même là, où il n'y a pas de prolétariat industriel. C'est dans ce sens qu'est votée la résolution sur le pouvoir soviétiste en Orient...*

*Sur la question d'organisation, des divergences s'élevaient au début au sein du Bureau comptant 48 membres: une partie du Bureau propose de créer un organe qui contrôlerait les organisations soviétistes existant en Orient et serait en quelque sorte le centre supérieur de l'administration soviétiste, décidant de toutes les questions en dernier ressort.*

*Mais cette proposition est rejetée et le Congrès décide d'organiser un "Conseil de Propagande et d'Action des Peuples de l'Orient". Ce Conseil, composé de 45 membres à son siège permanent à Bakou et se réunit au moins une fois tous les trois mois. Le Bureau comprend 9 membres, en majorité communistes; deux d'entre eux sont les représentants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Conseil a tenu sa première session immédiatement après le Congrès; il a décidé entre autres d'éditer son organe spécial. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a désigné provisoirement les camarades Stassova et Veltmann-Pavlovitch pour le représenter au Conseil. Il a été également décidé d'envoyer une délégation de 40 hommes à Moscou. On vient de recevoir la nouvelle que cette délégation est en route. La caractéristique du congrès de Bakou, c'est que, plus que tout autre, ce congrès est la manifestation de la puissance encore inorganisée des masses.*

*Après avoir entendu le rapport du camarade Zinoviev, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste approuve la ligne de conduite du représentant du Comité Exécutif au Congrès et ratifie le choix des représentants au Conseil de Propagande et d'Action.*

□ □ □

## Séance du 21 septembre

*Séance plénière. Président: G. Zinoviev. A l'ordre du jour: 1) Le mouvement communiste en Grèce; 2) La question du Parti Socialiste Ouvrier de Palestine; 3) Les derniers événements en Italie.*

*Le rapport sur la première question est fait par un délégué du Parti Communiste Grec.*

*Le mouvement ouvrier n'a commencé en Grèce qu'au cours de la dernière guerre. Jusqu'alors les*

## SUR LES PARTIS COMMUNISTES AMÉRICAINS.

*C'est l'arrivée d'Amérique du camarade N. G. qui donne lieu au Comité Exécutif d'examiner à nouveau la question des partis communistes américains.*

*Le camarade N. G., représentant du Parti Communiste Américain, déclare dans son discours que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en décidant la question de la fusion des partis communistes américains, n'a pas agi en pleine connaissance de cause.*

*Il n'y a pas que des questions d'organisation qui divisent les deux partis, il y a aussi des questions de principes. Entre les masses qui adhèrent à l'un ou à l'autre parti, il n'y a aucune divergence d'opinion, mais les leaders du Parti Communiste Unifié (anciennement: Parti Communiste Ouvrier) sont, d'après le camarade N. G., des centristes à la manière des Indépendants d'Allemagne. Le camarade N. G. se plaint de ce qu'on ait accordé la préférence au Parti Communiste Unifié, alors qu'il est moins nombreux que le Parti Communiste Américain.*

*Tout en admettant, dans ses grands traits, la résolution déjà votée par le Comité Exécutif sur les partis communistes américains, le camarade N. G. propose les modifications suivantes: prolonger jusqu'au 1-er février le délai fixé pour le fusionnement des deux partis et admettre provisoirement au Comité Exécutif un représentant du Parti Communiste Américain.*

*C'est le camarade Boukharine qui répond au camarade N. G. Nous faisons grand cas, dit-il, du Parti Communiste Unifié parce qu'il représente une organisation vraiment américaine et que les éléments purement américains sont appelés à jouer un rôle décisif dans le mouvement révolutionnaire d'Amérique. Le camarade Boukharine est en principe contre le remaniement de la résolution votée. Il admet cependant la possibilité de certaines concessions, notamment dans la question du délai fixé pour le fusionnement.*

*Après une brève discussion, on vote la résolution proposée par le camarade Zinoviev et d'après laquelle:*

*1) Le terme extrême du fusionnement des deux partis communistes d'Amérique est reporté au 1-er janvier 1921.*

*2) Le Comité Exécutif exige comme condition SINE QUA NON que cette fusion se fasse sur la base des résolutions adoptées au II-e Congrès de l'Internationale Communiste.*

*La séance est levée après le vote de cette résolution.*

*masses ouvrières n'ont été, principalement en soutenant les partisans de Vénizélos, qu'un instrument docile entre les mains des politiciens bourgeois. L'aggravation de la situation de la classe ouvrière et l'influence de la révolution russe amenèrent la fondation du Parti Socialiste Ouvrier Grec, dont le premier congrès eut lieu en novembre 1918. En même temps eut lieu la fondation de la Confédération Gé-*

nérale du Travail dans laquelle entrèrent les principaux syndicats et toutes les bourses du travail. Le nouveau Parti Ouvrier eut à lutter contre les plus grandes difficultés: manque de fonds, insuffisance de cadres révolutionnaires conscients et poursuites féroces du gouvernement libéral.

Au mois d'avril de l'année courante, eut lieu le deuxième Congrès du Parti, auquel furent représentés 1.320 membres appartenant à des organisations politiques et près de 20.000 syndiqués, membres du Parti. Le Congrès vota presque à l'unanimité la résolution sur l'adhésion du Parti à la III-e Internationale et approuva la plate-forme de la Conférence des Balkans à laquelle assistait un délégué du Parti Grec. C'est à ce Congrès également que le parti décida d'adopter le nom de Parti Communiste Grec.

La Confédération Générale du Travail qui englobe les organisations syndicales et compte au total 60.000 membres, manifeste une tendance marquée à se développer dans le sens communiste. Elle a vu plusieurs syndicats de droite abandonner ses rangs. Ces syndicats sont soutenus par le gouvernement qui continue ses poursuites contre la Confédération Générale du Travail.

Le Parti dispose d'un organe hebdomadaire LA LUTTE OUVRIÈRE (ERGASTINOS AGHEP) qui paraît à Athènes. En outre le parti édite à Salonique de concert avec la Bourse du Travail deux journaux hebdomadaires: LA VOIX DE L'OUVRIER en langue grecque et l'AVANTI en langue hispano-hébraïque. La ville de Cavala possède un journal hebdomadaire: LE TRAVAIL, et il s'édite à Athènes, sous le contrôle du parti un journal hebdomadaire privé: LE RADICAL. Enfin 20 brochures communistes diverses ont été publiées par le Parti.

En terminant son rapport, le député grec demande au Comité Exécutif de ratifier l'adhésion du Parti Communiste Grec à l'Internationale Communiste.

Après que le député grec eut répondu à une série de questions posées par différents membres du Comité Exécutif et déclaré officiellement au nom de son parti que ce dernier reconnaît toutes les résolutions des deux Congrès de l'Internationale Communiste et s'engage à en poursuivre la réalisation dans la pratique, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste vote à l'unanimité l'admission du Parti Communiste Grec dans l'Internationale Communiste.

Un délégué du Parti Socialiste Ouvrier de Palestine (Poalei Zion) fait un rapport sur l'activité du Parti.

L'orateur fait remarquer que le parti qu'il représente est en réalité le Parti Communiste de la Palestine et de l'Égypte; que c'est exclusivement pour

des raisons de tactique que ce parti a adopté en supprimant le mot „israélite" le nom du parti qui avait auparavant existé en Palestine „Poalei Zion", mais que le parti actuel n'a rien de commun avec l'ancien parti nationaliste, Poalei Zion.

Le Parti Socialiste Ouvrier de Palestine travaille parmi les masses laborieuses de Palestine et d'Égypte, tant juives qu'arabes. Le parti a à lutter contre de grandes difficultés dont la principale est la méfiance de la population indigène à l'égard des ouvriers européens. Néanmoins, ce sont déjà les ouvriers arabes qui forment l'immense majorité des masses soumises à l'influence du Parti. La majorité des organisateurs du Parti sont des ouvriers juifs.

Après le rapport et la discussion qui s'en suit, il est reconnu que le Parti Socialiste Ouvrier de Palestine a pris la bonne voie pour son activité révolutionnaire parmi les masses laborieuses de Palestine et d'Égypte, mais n'a pas encore rompu d'une façon assez catégorique avec tous les préjugés bourgeois-nationalistes.

C'est pourquoi le Comité Exécutif adopte la résolution suivante:

„Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste tout en confirmant sa résolution précédente sur le Parti „Poalei Zion" salue l'aurore du mouvement révolutionnaire en Palestine et propose au Parti Socialiste Ouvrier de Palestine („Poalei Zion"):

1) D'examiner tout d'abord et de mettre à exécution les résolutions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste et en particulier tous les points des „conditions d'admission dans l'Internationale Communiste".

2) De changer le nom du Parti.

Ce n'est qu'ensuite que la question de l'adhésion du Parti à l'Internationale Communiste pourra être posée."

Le camarade Zinoviev fait un rapport sur les derniers événements d'Italie.

D'après les nouvelles reçues, le mouvement ouvrier italien traverse actuellement une période de forte effervescence; les ouvriers s'emparent des usines, des maisons d'habitation etc. Les réformistes et le gouvernement s'efforcent de retenir ce mouvement dans les cadres économiques. Le camarade Zinoviev est d'avis que le Comité Exécutif fasse remarquer aux ouvriers d'Italie que cette main-mise sur les entreprises lorsqu'elle n'est pas accompagnée de la prise du pouvoir est vouée à un échec complet et qu'il est indispensable que les ouvriers italiens procèdent dès maintenant à la formation des Soviets de députés ouvriers, paysans, soldats et matelots.

Le projet d'appel au prolétariat italien proposé par le camarade Zinoviev est adopté à l'unanimité.

## Séance du 27 septembre.

Séance plénière sous la présidence du camarade Zinoviev.

A l'ordre du jour:

1) Le rapport sur l'activité du „Conseil de propagande et d'action" de Bakou parmi les peuples de l'Orient; 2) Le travail en Extrême-Orient; 3) La situation en Allemagne; 4) Le rapport du Parti Communiste Britannique.

Sur le premier point de l'ordre du jour le rapport est fait par la camarade Stassova, membre du Bureau du Conseil de propagande et d'action de Bakou. Le Bureau s'occupe actuellement avec la plus grande énergie de l'organisation technique de l'appareil créé par le Congrès de Bakou.

Des camarades japonais, chinois et coréens prennent part à l'examen de la question du travail en Extrême-Orient. Le délégué japonais fait remarquer, que le Japon compte plus de 8 millions d'ouvriers dont 98% sachant lire et écrire, mais ces ouvriers ont été dès leur enfance empoisonnés par le chauvinisme bourgeois et supportent pour la plupart sans protester le joug de leur oppression économique et politique.

Toutefois, ces derniers temps, l'aggravation de la situation économique a augmenté le mécontentement dans les milieux ouvriers; il y a même eu parmi les mineurs des soulèvements partiels qui ont entraîné des collisions avec la force armée.

Le Comité Exécutif reconnaît comme indispensable la convocation dans une ville de Sibérie d'un Congrès des Peuples de l'Extrême-Orient. Un manifeste spécial sur la convocation de ce Congrès et le programme de ses travaux sera lancé par le Comité Exécutif.

Après un échange de vues sur la situation en Allemagne et sur le prochain Congrès du Parti Social-Démocrate des Indépendants, le Comité Exécutif entend un rapport du représentant du Parti Communiste Britannique sur le Congrès constituant de ce parti. 102 organisations locales, dont 56 groupes du Parti Communiste Britannique y étaient représentés. Le Congrès vote entre autres les résolutions sur le parlementarisme (il s'est prononcé à l'unanimité en faveur de l'utilisation de la tribune parlementaire) et sur l'entrée dans le Parti Ouvrier (Labour Party).

□ = □

## Résolutions du Petit-Bureau du G. É.

(29 septembre 1920).

Le Comité Exécutif confirme sa résolution du 10 août sur l'urgence du fusionnement des 8 organisations suivantes:

1) Parti Communiste Unifié; 2) Parti Communiste; 3) Comités de fabrique; 4) Mouvement communiste écossais; 5) Mouvement du Pays des Galles; 6) Communistes irlandais (sur des bases fédératives); 7) Parti Socialiste Ouvrier (S. L. P.); 8) Gauche du Parti Ouvrier Indépendant (I. L. P.).

Le Congrès pour l'unification doit être convoqué le 1-er janvier 1921 au plus tard.

Le Comité Exécutif exige D'UNE FAÇON ABSOLUE la mise à exécution de cette résolution.

Le Comité Exécutif charge le camarade Quelch de publier cette résolution et de proposer à tous les groupes précités de s'y conformer.

### ÉLECTIONS DU SECRÉTAIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL FÉMININ.

Dans sa séance du 8 août, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste décide d'être au poste de secrétaire du Mouvement Communiste International Féminin la camarade Clara Zetkin et en qualité de candidat la camarade A. Kollontai.

### SUR L'AFFAIRE FRYNA.

Le Comité Exécutif décide:

I.

Une commission spéciale composée des camarades Rosmer (France), Roudniansky (Hongrie) et Bilan (Amérique) ayant été chargée par le Comité Exécutif d'examiner les accusations portées contre Frynes et ayant reconnu à l'unanimité le mal fondé de ces accusations a exprimé au camarade Frynes la confiance du parti.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste confirme à l'unanimité cette décision de la commission.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne voit aucun empêchement à ce que le camarade Frynes occupe des postes importants dans le mouvement ouvrier américain: le camarade Frynes a les mêmes droits que n'importe quel autre camarade américain.

II.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste propose au camarade Nouorteva de retirer publiquement par voie de presse toutes les accusations qu'il a portées contre le camarade Frynes.

Le Secrétaire du Bureau du Comité Exécutif  
...M. KOBETSKY.

# L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

## LE DEUXIÈME CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

Absorbé par l'examen de questions d'une importance capitale, d'ordre politique et de tactique, le II<sup>e</sup> Congrès n'a pas eu le loisir de débattre, en séance plénière, le problème du mouvement communiste de la jeunesse et son rapport avec le mouvement communiste en général.

C'est là un fait regrettable. A l'heure où les divers partis communistes et socialistes de gauche semblent négliger le mouvement communiste de la jeunesse, le congrès aurait fait œuvre utile en donnant un exposé détaillé des tâches et de l'organisation du mouvement communiste de la jeunesse.

Il est hors de doute qu'un examen approfondi de tous les problèmes du mouvement communiste de la jeunesse par le congrès, aurait bien plus attiré l'attention, non seulement des délégués, mais de toutes les organisations révolutionnaires, sur la haute importance que présente le mouvement communiste de la jeunesse pour la révolution prolétarienne mondiale, que l'étude de cette question par le seul Comité Exécutif.

A l'heure actuelle, il est, plus que jamais, nécessaire que le Comité Exécutif ainsi que les partis affiliés à l'Internationale Communiste se mettent rapidement à l'œuvre pour la réalisation de cette tâche telle qu'elle est formulée dans les thèses adoptées par le Comité Exécutif, tâche qui consiste à propager l'idée du mouvement communiste de la jeunesse parmi les membres des partis communistes et dans les masses laborieuses.

Dans certains pays, comme la Suisse, le Danemark et l'Amérique, les ex-Jeunesses Socialistes, transformées en Jeunesses Communistes, sont à un tel point déprimées par la lutte acharnée qu'elles ont dû soutenir contre les partis centristes que, livrées à elles-mêmes, elles ne sont plus en état de propager le programme communiste parmi les jeunes ouvriers.

Dans ces pays, les partis appartenant à l'Internationale Communiste ou organisations sym-

pathisant avec elle, doivent prêter un concours sans réserve aux Jeunesses Communistes dans leur lutte difficile. Dans d'autres pays, comme l'Espagne et la Belgique, la lutte des Jeunesses Communistes contre les éléments opportunistes du mouvement ouvrier étant restée sans succès, celles-ci se sont constituées en partis communistes. Certes, cet état de choses ne peut être que passager. Dans ces deux pays, les partis nouvellement créés vont avoir pour tâche, d'accord avec le Comité Exécutif de Moscou et en s'attachant tous les éléments révolutionnaires loyaux non seulement de la gauche de la social-démocratie, mais aussi des puissants groupements syndicalistes, de créer de solides partis communistes afin d'assigner aux groupes de jeunes camarades du parti, la tâche de former de nouvelles organisations communistes de la jeunesse.

En Angleterre et en France, la création de partis communistes solidement organisés et disciplinés a coïncidé avec la formation des Jeunesses Communistes. Cependant, tandis qu'en France l'opposition au sein des Jeunesses Socialistes (selon les dernières nouvelles elle formerait aujourd'hui la majorité) constitue le noyau le plus solide du parti communiste français, en Angleterre—où ce n'est qu'au cours de ces derniers temps que se sont créés de faibles groupes communistes de la jeunesse—les organisations de communistes adultes et le nouveau parti communiste anglais, doivent se consacrer énergiquement au développement du mouvement communiste de la jeunesse.

Mais même dans les pays où, à côté des partis communistes, il existe des Jeunesses Communistes relativement fortes (comme en Suède, en Norvège, en Allemagne, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Italie, etc...) le système d'organisation de ces dernières est en général insuffisant pour mener, à lui seul, la propagande communiste nécessaire parmi la jeunesse laborieuse.

Mais, dans ces pays, les partis communistes peuvent et doivent faire, en ce sens, plus qu'ils n'ont fait jusqu'ici. Ils devraient tout au moins, comme il en est en Russie, publier dans les journaux communistes des articles sur le mouvement communiste de la jeunesse et mettre à la disposition de ses organisations, au moins une fois par semaine, une page entière de leurs journaux. Tout parti communiste peut, sans que son budget en soit fortement affecté, éditer, dans le courant de l'année et dans les intérêts du mouvement communiste de la jeunesse, quelques brochures d'agitation et les répandre avec le concours des groupes de jeunesse existant et par l'intermédiaire des sections de parti.

Comme, dans nombre de pays, il y a plus d'organisations de parti que de groupes de jeunesse, le centre devrait donner ordre aux sections de fonder, dans leurs régions respectives des Jeunesses Communistes. En outre, toutes les écoles de parti, de conférenciers et d'agitation doivent mettre leurs auditeurs au courant de l'histoire et de la situation actuelle du mouvement de la jeunesse communiste.

Sous ce rapport, comme sous bien d'autres, la Russie peut encore servir de modèle. Dans toutes les écoles ouvrières supérieures ainsi qu'aux universités, des cours et des conférences sont donnés sur le mouvement prolétarien de la jeunesse.

Nous dépasserions évidemment les cadres du présent article si nous nous mettions à énumérer et à détailler les ressources dont disposent les partis communistes pour appuyer le mouvement communiste de la jeunesse. Et il y aurait tout lieu de souhaiter que cela fût fait, sous forme de directives adressées aux partis communistes par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Par ce bref exposé, nous voudrions contribuer à ce que les thèses adoptées par le Comité Exécutif en vue du concours à apporter au mouvement communiste de la jeunesse ne restent pas lettre morte, mais qu'en l'occurrence, l'Internationale Communiste soit bien une Internationale d'action. En la matière, de même que dans toute lutte révolutionnaire, les expressions de sympathie et résolutions platoniques ne suffisent pas; il faut y joindre l'action.

L'appui du mouvement de la jeunesse par les partis communistes est d'une importance capitale, dans des pays comme les Pays-Bas, l'Autriche et autres, où les Jeunesses Communistes, encore faiblement organisées, doivent entreprendre la lutte contre les puissantes organisations de la jeunesse affiliées aux partis centristes et social-patriotes.

A l'heure où la lutte révolutionnaire revêt une forme de plus en plus aiguë, le mouvement de la jeunesse acquiert une importance qui ne doit échapper à personne. Ce n'est pas que la jeune génération ouvrière d'aujourd'hui soit plus révolutionnaire ou meilleure que les générations précédentes. Il se peut que les premiers groupes d'agitateurs socialistes qui ne disposaient pas, comme la jeunesse laborieuse d'aujourd'hui, d'un ensemble d'idées socialistes et communistes, et de théories scientifiques aient eu à soutenir

une lutte bien plus rude pour s'affranchir de l'idéologie bourgeoise; il se peut aussi que leur propre développement communiste eût plus de valeur que l'agitation révolutionnaire et que l'œuvre organisatrice des Jeunesses Communistes. Cependant, au point de vue social, la jeunesse ouvrière joue actuellement un rôle bien plus important qu'au cours de ces dernières dizaines d'années, lors de la première période de l'essor du mouvement socialiste ouvrier.

La tendance toujours croissante d'attirer la jeunesse laborieuse dans la sphère de l'industrie, au fur et à mesure de l'évolution du capitalisme en impérialisme, s'est, par suite de la guerre, particulièrement accentuée. Dans tous les pays capitalistes et dans toutes les branches de l'industrie, on a remarqué, au cours de ces dernières années, une diminution sensible des apprentis et une augmentation incroyable du chiffre des ouvriers de fortune. Depuis longtemps, les progrès de la technique ont donné la possibilité d'utiliser le travail de la femme et de l'enfant, dont la capacité physique est moindre dans la production. C'est notamment, pendant cette dernière guerre que, pour la première fois, on appela sous les drapeaux, des jeunes gens chétifs de 16 et 17 ans et même de 15 ans.

Les longues années de guerre et de lutte révolutionnaire ont englouti des millions d'hommes et des milliers de bons militants révolutionnaires. Cette brèche dans les organisations révolutionnaires et leur développement moral ne pouvait et ne devait être comblé que par des contingents de jeunes gens qui, sous la pression d'une nécessité de fer et ordinairement au détriment de leur développement individuel, ont été appelés à un travail d'organisation bien plus tôt qu'auparavant. En Russie, il est beaucoup de jeunes gens qui, en temps normal, auraient fréquenté les écoles supérieures, mais qui, aujourd'hui, doivent occuper des postes importants dans les institutions économiques, politiques et militaires.

En même temps, les partis bourgeois et les gouvernements impérialistes font une propagande nationaliste effrénée, en vue d'utiliser la jeunesse dans leurs propres intérêts sur une plus grande échelle qu'autrefois.

L'énergie qu'ils déploient dans ce sens ne le cède guère qu'au zèle des social-patriotes et des partis centristes. Les bandes blanches, surnommées: «armées volontaires», ont une préférence marquée à recruter leurs partisans parmi les jeunes prolétaires.

A cet égard, les partis communistes ne peuvent demeurer indifférents, d'autant plus qu'ils ont eux-mêmes le plus grand intérêt à attirer de leur côté la jeunesse dont les qualités d'idéalisme, d'enthousiasme et de bravoure répondent si bien à la lutte révolutionnaire.

Le groupement de millions de jeunes ouvriers en Jeunesses Communistes, ainsi que leur éducation communiste ne répondent pas qu'aux intérêts de la jeunesse, mais encore à ceux de l'Internationale Communiste tout entière, de la révolution et de l'édification de la société communiste.



## II.

Le Comité Exécutif a accompli l'œuvre à laquelle le congrès n'avait pu se consacrer. Les débats du Comité Exécutif sur le mouvement de la jeunesse se sont terminés par l'adoption de directives qui, sans aucun doute, auraient obtenu l'approbation du congrès et qui seront chaleureusement accueillies par tous les partis communistes.

A l'encontre de la II-e Internationale et de ses partis affiliés, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, dans ses manifestes, a adopté comme point de vue que les Jeunesses prolétariennes sont, avant tout, des groupements politiques et, comme tels, doivent faire en premier lieu de l'éducation politique.

L'idée de ces groupements a trouvé une expression rigoureusement exacte dans les thèses directrices adoptées. C'est ainsi que, dans le troisième alinéa, il est dit: les tâches des Jeunesses Communistes consistent à donner une éducation communiste à la jeunesse, à participer activement à la lutte pour le renversement du capitalisme et, après la prise du pouvoir, à défendre la dictature du prolétariat, à prendre part au travail de construction soviétiste et à la réorganisation de la production sur de nouvelles bases socialistes.

Le quatrième alinéa porte: «La participation active à la lutte politique quotidienne de la classe ouvrière consiste, avec l'éducation théorique, la condition essentielle de la formation communiste de la jeunesse laborieuse. Les Jeunesses Communistes contrairement aux unions de la jeunesse affiliées aux partis centristes et social-patriotes sont donc des organisations essentiellement politiques. En plus de son importance éducatrice, leur lutte politique a une immense valeur pour le mouvement communiste international.»

La II-e Internationale et ses partis révisionnistes se sont opposés maintes fois à toute activité politique et même à la préparation de la jeunesse ouvrière à l'activité politique dans les Jeunesses Socialistes.

A aucun prix, ils ne voulaient entendre parler de mouvement politique autonome dans les organisations de la Jeunesse. Pourtant, dans les années qui ont précédé la guerre et aux jours de triomphe des tendances révisionnistes et opportunistes, ces organisations étaient les seuls foyers du mouvement révolutionnaire.

En 1908-1909, les dirigeants des partis révisionnistes entreprirent une campagne contre les Jeunesses Socialistes.

Les groupements socialistes de la Jeunesse fondés par eux à cette époque: à Berlin, l'Union centrale de la jeunesse laborieuse ayant pour président Fritz Ebert; en Hollande, l'Union de la jeunesse ouvrière néerlandaise; en France, les Jeunesses Socialistes constituent actuellement des groupes avec lesquels les derniers survivants de la II-e Internationale s'efforcent de créer une Internationale jeune de la jeunesse.

Ce n'était pas sans motif que la II-e Internationale persécutait les Jeunesses Socialistes. En la personne des révolutionnaires issus des groupes

de la jeunesse, les leaders révisionnistes trouvaient les ennemis acharnés et redoutables.

D'où, leurs efforts désespérés pour tenir la jeunesse laborieuse à l'écart de toute activité politique. Ils se bornaient à lui organiser des excursions, des jeux, des exercices de gymnastique, des soirées récréatives et, parfois, des cours théoriques. En Allemagne, par exemple, les groupes de la jeunesse, au temps des unions révisionnistes de la jeunesse dégénérent de 1908 à 1915 en de vulgaires clubs de distractions et excursions. Rien d'étonnant, dès lors, que pareille jeunesse ait été la proie facile des idées chauvines et bellicieuses.

Il va de soi que, ni les puissants partis, ni les syndicats ne purent écraser définitivement les organisations révolutionnaires de la jeunesse et mettre fin à leur activité politique.

Dans des pays comme la Suisse, la Norvège, l'Italie, la Suède, etc... où, avant que la II-e Internationale eût commencé sa campagne contre les organisations révolutionnaires de la jeunesse, il s'était créé de solides Jeunesses, les tentatives de les anéantir restèrent sans résultat et, en Suède, elles aboutirent après quelques années à la fondation d'un parti socialiste révolutionnaire de gauche. En Allemagne, pourtant pays modèle de l'organisation social-démocrate de la jeunesse, il se forma, dès 1917, un fort mouvement d'opposition contre l'Union Centrale de Berlin. Ce mouvement ne fit que croître pendant la guerre, notamment en 1915-1916 et, en définitive, il amena la scission de l'organisation de la jeunesse ouvrière allemande et la formation de la Jeunesse Socialiste qui, à l'heure qu'il est, poursuit son œuvre en s'inspirant des directives communistes.

A elle seule, l'histoire du mouvement des Jeunesses prolétariennes est la meilleure preuve que la jeunesse prolétarienne ne peut se soustraire ni à la lutte politique, ni à la lutte économique, et que, dès qu'elle prend conscience de sa situation de classe, elle commence à s'organiser.

En dépit de toutes les belles théories des éducateurs empressés de la jeunesse dont la crainte est que l'activité politique prématurée des jeunes gens n'ait une «influence pernicieuse sur leur développement intellectuel et moral», les dures lois économiques se chargent, plus efficacement que toutes les théories, de stimuler la jeunesse laborieuse et exploitée de la manière la plus révoltante dans la société capitaliste, à améliorer son état misérable par tous les moyens possibles.

En principe, les intérêts de la jeunesse ne diffèrent en rien de ceux de la classe ouvrière dans leur ensemble et, par suite, comme ces derniers, doivent être défendus par les syndicats et les partis ouvriers. Toutefois, lorsque les partis révisionnistes et les syndicats vont à l'encontre des intérêts des travailleurs, c'est la jeunesse qui la première a à en souffrir. Elle est donc obligée d'agir de son propre chef, sans compter sur l'appui des partis et des syndicats, voire en les attaquant. C'est d'ailleurs ce qui arriva pendant la guerre, lorsque la jeunesse ouvrière se vit refuser tout secours non seulement des partis so-

cial-démocrates nationalistes, mais aussi de l'organisation internationale. C'est à ce moment que les Jeunesses Socialistes et leur association internationale, qui militaient momentanément d'une façon tout à fait indépendante, entreprirent sur une vaste échelle une agitation acharnée contre la guerre impérialiste.

L'Union internationale de la jeunesse n'a plus à jouer le rôle qu'elle a joué ainsi que ses sections pendant la guerre. Ses tâches incombent aujourd'hui à une organisation plus puissante et mieux appropriée: l'Internationale Communiste.

Cependant il est des domaines (lutte pour l'amélioration de la situation économique de la jeunesse ouvrière, propagande antimilitariste dans l'armée, éducation de la jeunesse par l'action) dans lesquels les Jeunesses Communistes, d'accord et avec le concours de l'Internationale Communiste et de ses partis, peuvent déployer leur activité qui sera d'une grande valeur pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse et pour tout le mouvement révolutionnaire. L'incapacité absolue où se trouve aujourd'hui le gouvernement français d'envoyer ses armées contre la Russie Soviétique est le résultat de la vaste propagande antimilitariste et révolutionnaire des Jeunesses Socialistes de France. L'Internationale Communiste, loin d'être une Internationale d'organisations révisionnistes, apparaît comme une association internationale de partis révolutionnaires, une véritable organisation révolutionnaire prolétarienne. Comme on le voit, ses intérêts ne vont pas à l'encontre de ceux de la jeunesse révolutionnaire, — comme c'était le cas pour la II<sup>e</sup> Internationale, — mais au contraire coïncident avec ceux de cette dernière.

C'est là un sûr garant qu'entre ces deux organisations il ne peut s'élever de discussions sur la forme d'organisation, comme cela eut lieu entre les Jeunesses Socialistes et les partis de la II<sup>e</sup> Internationale.

Pour les vieux partis social-démocrates, les Jeunesses Socialistes indépendantes étaient un foyer d'opposition révolutionnaire à leur politique opportuniste. Quant à l'Internationale Communiste, les Jeunesses Communistes indépendantes constituent une pépinière de militants et de frères d'armes révolutionnaires. Dans les sections de jeunesse des vieux partis social-démocrates les Jeunesses Socialistes voyaient à juste titre une mise en tutelle dont le but était de leur imposer de force les doctrines social-démocrates. Dans l'Internationale Communiste, au contraire, elles voient une organisation poursuivant l'amélioration du bien-être de la classe ouvrière, ce qui ne peut être obtenu qu'avec le concours de la jeunesse.

Il est hors de doute que, tant que les partis communistes resteront dans les divers pays les pionniers de la révolution prolétarienne, les Jeunesses Communistes n'auront pas à craindre de conflits à propos de questions d'organisation. Les Jeunesses Communistes et leur Internationale sont partie intégrante de l'Internationale Communiste. De son côté, l'Internationale Communiste, tout en reconnaissant la nécessité d'une organisation autonome des Jeunesses, envisage cette autonomie comme une condition *sine qua non* de

l'éducation de la jeunesse dans un esprit communiste et complètement opposé à celui de l'éducation petit-bourgeoise et opportuniste que lui donnaient les dirigeants de la social-démocratie.

Les représentants de l'Internationale Communiste et de l'Internationale de la Jeunesse Communiste ont été unanimes à accepter que les représentants de ces organisations fissent simultanément partie des deux comités exécutifs avec voix délibérative.

### III.

Les Jeunesses Communistes doivent se féliciter des résultats politiques du Congrès qui, pour la plupart d'entre elles, ont une importance considérable. Du fait que, dans presque tous les pays capitalistes, les Jeunesses prennent une part des plus actives à la vie politique, les décisions politiques ainsi que les décisions sur la tactique prises par le Congrès les intéressent au plus haut point.

Les questions politiques et tactiques débattues au Congrès feront l'objet d'une discussion détaillée, tant aux conférences internationales de la Jeunesse qu'aux conférences nationales, de même que dans les colonnes de *l'Internationale de la Jeunesse* et des journaux communistes de la Jeunesse des divers pays.

Au nombre des questions qui ont soulevé ces derniers temps les débats les plus ardents parmi la Jeunesse, il faut citer celle du parlementarisme. La question de la participation ou de la non-participation à l'action parlementaire dans la phase actuelle de la révolution prolétarienne, fut l'objet de discussions passionnées dans les Jeunesses Socialistes libres d'Allemagne et de Suisse, dans les Jeunesses Communistes d'Autriche, de Hollande, de Belgique et d'Espagne, ainsi que dans les Jeunesses socialistes d'Italie. Seules, les Jeunesses Socialistes Belges, qui se sont entre autre organisées en parti communiste, se sont prononcées résolument contre toute participation au Parlement.

Les camarades suisses qui s'en tenaient au même point de vue, — point de vue exposé dans les commentaires du Congrès d'Olten, — révisèrent leur décision juste avant le Congrès de Moscou et renoncèrent à toute participation aux élections motivant leur décision — et, selon nous, avec raison — par la nature des rapports existant actuellement entre les partis. Les camarades autrichiens occupèrent la même position que le Parti Communiste d'Autriche et alléguant la croissance de l'esprit révolutionnaire dans les soviets ouvriers repoussèrent toute participation aux élections. Ce n'est qu'en Italie et en Hollande qu'on a vu se manifester, ces temps derniers, parmi la jeunesse une forte tendance à renoncer définitivement au parlementarisme.

Comme on le sait, le Congrès International de la Jeunesse, tenu à Berlin en novembre 1919, s'est prononcé en principe pour la participation aux élections, reconnaissant toutefois que cette participation devrait dépendre des particularités politiques et de la situation révolutionnaire de chaque pays. Ce point de vue concorde avec la

résolution du Congrès de Moscou. Au terme des directives adoptées au sujet du parlementarisme, tous les partis communistes sont tenus de participer aux élections et d'utiliser la tribune parlementaire aux fins d'une propagande révolutionnaire communiste; toutefois, il y est dit: «De la reconnaissance en principe de l'activité parlementaire, il n'en résulte nullement la reconnaissance absolue de la nécessité des élections et de la participation aux séances parlementaires dans toutes les circonstances; cela dépend de toute une série de conditions spéciales».

Aujourd'hui, les Jeunesses Communistes qui se sont prononcées résolument contre toute participation parlementaire, doivent, en tant que membres de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, reviser leur attitude à cet égard. Dans l'avenir les Jeunesses se comporteront, selon les circonstances, en plein accord avec le Parti Communiste de leur pays.

Quant à la tactique à observer à l'égard des syndicats, l'attitude et l'activité de l'Internationale de la Jeunesse Communiste concordent entièrement avec les résolutions prises par le Congrès. La question nationale et la question agraire n'ont pas trait directement au mouvement communiste de la Jeunesse; aussi la presse de cette dernière n'y prend-elle qu'un intérêt secondaire. Plus importantes sont pour elle, les questions principales du Congrès comme le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, les tâches de l'Internationale Communiste, les conditions d'admission, l'attitude de l'Internationale Communiste envers les groupements sympathisants, l'organisation de l'Internationale et des partis affiliés, etc... Sur ces questions d'une importance capitale, on a pu constater avec satisfaction le parfait accord de la majorité des congressistes avec la fraction des délégués de la Jeunesse, bien que sur certaines questions, notamment sur l'attitude envers les partis centristes, il y ait eu une certaine divergence de vues. Les thèses directrices sur le rôle des partis communistes dans la révolution prolétarienne, ainsi que les conditions d'admission dans l'Internationale Communiste, seront, à coup sûr, après rédaction définitive, adoptées sans réserve par l'Internationale de la Jeunesse Communiste. Elles donnent au Comité Exécutif la possibilité, d'une part de poser les plus rigoureuses conditions aux partis de droite, c'est-à-dire aux partis centristes, sympathisant à l'Internationale Communiste, et aux «éléments de gauche» de ces derniers, assurant ainsi l'Internationale Communiste contre l'infiltration dans son sein de tous les éléments impurs et, d'autre part, de pousser aux actions décisives les masses de syndiqués loyaux et fidèles à la révolution, quoique théoriquement et politiquement arriérés. C'est dans ces conditions que le Comité Exécutif de Moscou peut devenir, non seulement l'institution suprême de l'organisation communiste internationale, mais aussi le véritable centre directeur de tous les prolétaires révolutionnaires et l'Etat-Major de la révolution prolétarienne internationale. Et c'est en cela que réside sa tâche essentielle.

Il est certain que ce sont les thèses exigeant l'épuration rigoureuse des partis déjà affiliés à

l'Internationale (Italie) ainsi que des partis désireux d'y être admis (Indépendants d'Allemagne, partis socialistes français et italien, parti socialiste de gauche suisse, etc...): centralisation de fer, discipline quasi militaire, renforcement de l'action révolutionnaire, création d'organisations clandestines, stricte subordination au Comité Exécutif de Moscou, etc... qui provoqueront les discussions les plus passionnées et les plus âpres dans presque tous les partis. C'est à ce moment—là qu'on pourra juger du degré de développement des associations de Jeunesses Communistes.

Appréciant fort justement la situation actuelle, les thèses adoptées sur le mouvement de la Jeunesse Communiste, distinguent les trois stades suivants dans le développement des rapports entre les partis et les Jeunesses Communistes.

Dans le premier stade, les Jeunesses Socialistes commencent à se séparer des vieux partis socialistes révisionnistes. Dans ce cas, il importe de favoriser l'autonomie complète et de plus politique des Jeunesses Socialistes (France).

Dans le deuxième stade, les Jeunesses, ainsi que le parti socialiste, se trouvent déjà en voie de transformation en organisations communistes (Italie). Dans ce cas, il est du devoir des groupes communistes de Jeunesse, en union avec les groupes communistes du parti d'accélérer ce processus.

Enfin, dans le troisième stade, nous sommes en présence de puissants partis communistes, travaillant d'après les thèses du Congrès de Moscou; dans ce cas, les Jeunesses Communistes travaillent en étroit contact avec eux, en s'inspirant de leurs directives (Russie).

L'examen de l'état des partis dans la plupart des pays nous donne la certitude que la plupart des Jeunesses Communistes se trouvent, actuellement, au deuxième stade de leur développement.

En effet, en Italie, en Suède, en Norvège, en Yougoslavie, en Espagne, etc... les Jeunesses adhérant à l'Internationale Communiste ou sympathisant avec elle, ne mènent pas une politique répondant aux exigences révolutionnaires de notre époque pas plus qu'aux thèses adoptées par le Congrès de Moscou.

La tâche des Jeunesses de ces pays est, dans la mesure où elles peuvent jouer un rôle politique, de mettre tout en œuvre pour obliger les partis à modifier leur tactique, conformément aux thèses du Congrès de Moscou, et, en cas d'insuccès, de former leurs organisations autonomes et de conformer leur activité aux thèses précitées, dussent-elles pour cela entrer en conflit avec le parti.

Dans la plupart des pays, la mise en pratique des thèses du Congrès de Moscou dépend, dans une large mesure, de la participation et de l'action des Jeunesses Communistes; aussi, dans l'avenir, celles-ci devront-elles appliquer toutes leurs forces à l'accomplissement de cette tâche.

Ainsi la tâche essentielle des Jeunesses Communistes consiste désormais à faciliter l'application pratique des thèses du Congrès de Moscou. C'est là une chose importante pour leur tactique et leur organisation.

Si l'Internationale Communiste demande aux partis affiliés de prendre le nom de «Parti Communiste», l'Internationale de la Jeunesse Communiste ne devra pas rester en arrière. Et il n'est pas douteux que ses sections se feront un devoir de répondre à cette exigence avec empressement.

Si les Jeunesses Communistes constituaient déjà, auparavant, des groupements déterminant dans chaque pays, un redoublement d'activité du parti local, si elles insistaient sur la fondation d'organisations clandestines et exigeaient une préparation minutieuse, réfléchie, méthodique, au dernier combat contre la bourgeoisie, à plus forte raison maintenant, doivent-elles adapter leurs exigences d'hier à leur propre activité

d'aujourd'hui. Au Congrès de novembre, l'Internationale de la Jeunesse a été soumise à une centralisation rigoureuse; les derniers mois écoulés nous ont démontré que cette centralisation doit être appliquée sur une échelle encore plus large.

Bref, l'Internationale de la Jeunesse Communiste, inspirée par les travaux du Congrès de Moscou, tâchera dans l'avenir de rester le membre le plus fidèle de l'Internationale Communiste, de même que son organisation exemplaire, afin de continuer à faire sortir de son sein, des détachements de révolutionnaires conscients et de fournir à l'Armée Rouge Internationale une foule de jeunes soldats, prêts à tous les sacrifices.

W. MÜNZENBERG.

## THÈSES SUR LE MOUVEMENT DE LA JEUNESSE

(A propos du deuxième congrès de l'Internationale Communiste).

1) La violente exploitation capitaliste de la jeunesse ouvrière, cause de sa dégénérescence physique et morale, le militarisme, dont le fardeau pèse presque exclusivement sur la jeunesse laborieuse, la pénétration de l'idéologie bourgeoise et nationaliste dans les rangs de la jeunesse ouvrière par l'école, la presse, les unions bourgeoises de la jeunesse, etc... ont provoqué dans le monde entier la création d'organisations prolétariennes de la jeunesse.

2) Au cours de l'évolution du mouvement ouvrier mondial, et pendant et après la guerre impérialiste, il s'est créé, dans tous les pays, des *Jeunesses Communistes*, soit par suite du passage en bloc d'anciennes organisations socialistes de la jeunesse sur la plate-forme de l'Internationale Communiste, soit par suite de scission dans ces mêmes organisations.

3) La tâche de ces Jeunesses Communistes consiste à donner une éducation communiste à la jeunesse en vue de la participation de cette dernière à la lutte pour le renversement du capital, à la défense de la révolution prolétarienne après sa victoire, à l'œuvre de construction soviétiste, à la lutte pour la réorganisation du travail et au relèvement des conditions de vie et de développement de la jeunesse sur de nouvelles bases socialistes. Dans la mesure du possible, les Jeunesses Communistes concourent au développement intellectuel de la jeunesse en s'inspirant de l'enseignement marxiste, ainsi qu'à son éducation physique qui, à l'heure actuelle, doit être une préparation militaire.

4) La participation active à la lutte politique quotidienne du prolétariat constitue, avec l'instruction théorique, le facteur le plus important de l'éducation communiste de la jeunesse. C'est pour cela que les Jeunesses Communistes représentent, au contraire des unions social-patriotes et centristes de la jeunesse, des organisations politiques.

En plus de leur importance éducatrice, leur but politique a une immense valeur pour le mouvement communiste international.

5) Toute l'histoire du mouvement international de la jeunesse prouve que les intrépides militants révolutionnaires et les bons organisateurs de la révolution prolétarienne et du gouvernement soviétiste ne se forment que dans les organisations autonomes de la jeunesse. L'initiative personnelle de la jeunesse laborieuse constitue la base de son éducation communiste révolutionnaire, en opposition à la tutelle social-patriote, au moyen de laquelle se faisait son éducation opportuniste et bourgeoise. Pour l'éducation communiste de la jeunesse, des méthodes spéciales, appropriées aux différents âges, sont nécessaires.

6) Dans les phases diverses du mouvement international prolétarien, et du mouvement de la jeunesse, les rapports réciproques entre les partis et les Jeunesses Communistes ont revêtu dans leur ensemble dans les différents pays, des formes variées. Dans certains d'entre eux, où les partis communistes ne sont qu'en voie de formation et où les Jeunesses ne font que se séparer des anciens partis social-patriotes ou centristes, le mot d'ordre de la complète autonomie, (tant dans le domaine politique que dans celui de l'organisation) du mouvement de la jeunesse y prédomine. Et là ce mot d'ordre est objectivement révolutionnaire. Dans les pays où les partis communistes existent déjà, mais où la jeunesse confond son attitude envers les partis social-patriotes avec celle qu'elle adopte à l'égard des partis communistes, le mot d'ordre de l'autonomie absolue y est exploité par les éléments centristes contre les organisations révolutionnaires de la jeunesse, mais les Jeunesses Communistes y adoptent déjà le programme des partis communistes. Là où la jeunesse n'a pas été soumise à la longue tutelle social-patriote et où les partis communistes

existent depuis longtemps, les Jeunesses Communistes, tout en conservant leur autonomie, sont tenues d'observer les directives politiques du parti communiste avec lequel elles établissent un contact permanent. Le rapprochement des partis et des Jeunesses Communistes ne doit pas être opéré au moyen d'une pression sur les organisations de la jeunesse, que l'on devra, au contraire, persuader de la nécessité de ce rapprochement et laisser libres de solutionner elles mêmes la question.

7) Les diverses phases du développement des rapports réciproques entre les partis communistes et les Jeunesses Communistes aboutissent, en fin de compte, à la forme suivante: les Jeunesses Communistes adoptent le programme des partis communistes, et agissent conformément aux directives politiques fixées dans ce programme. En même temps, la jeunesse: 1) possède sa propre organisation, centralisée du haut en bas; 2) définit elle-même les méthodes et formes de son travail d'agitation, de propagande et d'organisation; 3) fixe elle-même le lieu et la forme de sa participation à la lutte politique; 4) discute les questions politiques d'ordre général. Les partis et les Jeunesses Communistes doivent entretenir un étroit contact au moyen de représentants, délégués réciproquement dans les deux groupements et ayant voix délibérative, tant au centre qu'en province.

8) Les partis communistes soutiennent les Jeunesses Communistes matériellement et moralement, tout en se gardant rigoureusement de toute intervention mesquine dans les affaires de la jeunesse

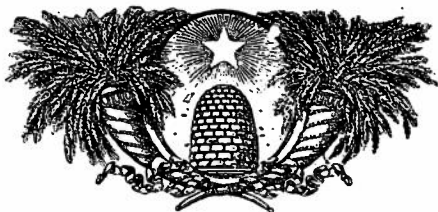
et de tout ce qui pourrait être considéré comme une tutelle sur cette dernière. De leur côté, les Jeunesses Communistes donnent leur concours à toute l'action (légale ou illégale) d'organisation et d'agitation des partis communistes.

9) L'Internationale Communiste salue la création de l'Internationale Communiste de la Jeunesse, dont la tâche essentielle est: la direction centralisée du mouvement international de la jeunesse, le soutien des sections nationales de la jeunesse, la création de sections dans les pays où il n'en existe pas et l'agitation internationale en faveur des idées communistes et du mouvement de la jeunesse.

10) En tant que partie intégrante de l'Internationale Communiste, l'Internationale de la Jeunesse est tenue de se soumettre aux décisions des congrès de l'Internationale Communiste et aux directives politiques du Comité Exécutif de cette dernière, tout en jouissant d'une autonomie complète dans son travail de direction, d'organisation, d'extension et de renforcement du mouvement international de la jeunesse.

11) L'Internationale de la Jeunesse et ses sections prennent part aux congrès de l'Internationale Communiste. Les Comités Exécutifs de ces deux Internationales se délèguent mutuellement des représentants ayant voix délibérative.

12) La tâche du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et des partis communistes consiste à propager les idées du mouvement de la jeunesse parmi les membres du parti et les grandes masses laborieuses.



# HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

## L'ASSASSINAT DES COMMUNISTES FINLANDAIS

(31 Août 1920)

Le 31 août, à Pétrograd, nos chers camarades finlandais, tous communistes éprouvés et marquants: Jean Rahia, Veine Yokinen, Tuomas Hurssumurto, Consta Linkvist, Hugo Théodore Viitassari, Lisa Savolainen et Ferdinand Kettunen, tombaient victimes d'un complot contre-révolutionnaire finlandais. Au nombre des victimes, se trouve le camarade Jean Rahia, un des fondateurs de la III<sup>e</sup> Internationale, aux deux Congrès de laquelle il participa en qualité de représentant du Parti Communiste Finlandais. Nous croyons utile d'adresser au prolétariat international quelques mots au sujet de ces militants finlandais, tombés à leur poste de combat, et dont la mort se répercutera douloureusement dans les cœurs de tous les prolétaires finlandais et russes, comme dans les cœurs des prolétaires de tous les pays.

### JEAN RAHIA.

Membre du Comité Exécutif du Parti Communiste Finlandais, Jean Rahia, ou Jukka, ainsi que l'appelaient familièrement ses amis, était un des chefs communistes finlandais des plus énergiques, des plus résolus et des plus talentueux. En l'assassinant, les provocateurs visaient au cœur du Parti Communiste Finlandais. Doué d'un esprit lucide et d'un tempérament exalté, ce camarade unissait à une inlassable énergie révolutionnaire une vigoureuse force de pensée. Son développement politique s'opérait avec une rapidité croissante et, ces temps derniers, il commençait déjà à occuper une place de leader et de théoricien dans le Parti Communiste Finlandais.

Doué de véritables aptitudes oratoires, il savait exposer avec chaleur les plus vastes problèmes théoriques et donner des réponses claires, intelligibles pour tous, aux questions complexes du moment actuel. Le Parti Communiste Finlandais pouvait attendre beaucoup de son intelligence et de son tempérament révolutionnaire, quand une balle traillresse a interrompu sa vie en pleine période d'activité.

La vie du camarade Jean Rahia est des plus simples. Mais cette vie fut une vie d'inlassable activité et de lutte constante. Il naquit à Cronstadt, le 19 juillet 1887. A l'âge de 13 ans, il entra, en qualité d'apprenti métallurgiste, dans un atelier et devint rapidement un très bon ouvrier.

Enfant, il propageait déjà la littérature clandestine, débutant ainsi dans la carrière révolutionnaire qui devait absorber plus tard toute sa vie. Cette vie appartenait tout entière au mouvement révolutionnaire. Encore en apprentissage, Rahia avait été un des délégués élus par les ouvriers de Cronstadt pour présenter les revendications de ces derniers aux autorités. Par la suite, il entra dans le Comité clandestin du Parti Social-Démocrate de Cronstadt.

Après l'insuccès de la Révolution de 1905, le camarade Rahia se réfugia en Finlande, où il s'installa dans la ville de Kuopio. Il réussit à y faire des études dans une école d'industrie et reprit de nouveau sa profession. Il travailla sur les paquebots et dans les ateliers mécaniques de Kajan, d'Isalmi et de Kuopio. Tout en travaillant, Jean Rahia poursuivait son action dans le mouvement ouvrier. Il se fit remarquer notamment en qualité d'orateur, et à Savolax, on se rappelle encore de ses discours impressionnants. Avec un vif intérêt il prit part au mouvement de la jeunesse. Il fut même élu membre du bureau de la jeunesse. Il milita également dans le syndicat des métallurgistes. Venu à Helsingfors en 1910, il milita dans la section locale de la jeunesse Social-Démocrate.

En 1913, le camarade Rahia revint à Pétrograd où il travailla dans maints ateliers. Comme auparavant, il participa à l'action clandestine du parti social-démocrate, étant depuis longtemps un bolchévik convaincu. En 1917, il entra dans le Comité de Pétrograd du parti bolchévik. Au cours de cette même année, il prit part aux combats révolutionnaires et fut arrêté, sous Kérénsky, avec d'autres bolchéviks.

Au lendemain de la révolution d'octobre, le parti bolchévik délégua Jean Rahia en Finlande, au poste d'adjoind au commissaire pour les affaires finlandaises. En même temps, il se mit ardemment à l'œuvre pour l'armement de la Garde Rouge finlandaise. En 1918, pendant la révolution finlandaise, escortant en compagnie de son frère Eino Rahia un convoi de munitions, Jean Rahia fut blessé pendant qu'il dirigeait l'attaque de la station Kjamiaria, occupée par les gardes blancs. Grièvement atteint, il dut rester neuf mois à l'hôpital.

Jean Rahia était un des fondateurs du Parti Communiste Finlandais créé à Moscou en 1918. Il fut un des leaders les plus éclairés et les plus

énergiques. Elu membre du Comité Central du Parti, il fut encore désigné, en 1919, pour représenter le Parti Communiste Finlandais au congrès constituant de la III-e Internationale et, l'été dernier, au II-e Congrès de la III-e Internationale.

Sa mort est une perte douloureuse pour le Parti Communiste Finlandais, où sa place ne pourra être que difficilement remplie. Le prolétariat révolutionnaire gardera le souvenir impérissable de ce fidèle camarade, tombé glorieusement à son poste.

### VEINE YOKINEN.

Membre également du Comité Central du Parti Communiste Finlandais, frappé lui aussi d'une balle traîtresse, Veine Yokinen, était un communiste à la fois humble et convaincu, qui, par ses travaux littéraires, avait rendu des services inappréciables au prolétariat révolutionnaire finlandais.

Il naquit en 1879, dans la ville de Suonicim, en Finlande. Ses parents étaient de simples ouvriers. Après avoir fini le lycée de Tammerfors, il entra, en 1899, à l'université où il fit ses études supérieures, en supportant la faim ainsi que des privations de toutes sortes. Prolétaire avide de savoir, il acquit de vastes connaissances.

Plein de talent, il se consacra sérieusement aux sciences et écrivit un traité d'astronomie qui suscita de grandes espérances dans son entourage. Mais ses conceptions révolutionnaires ne permirent pas au camarade Yokinen de s'adonner au paisible travail scientifique et littéraire. Il se sentait attiré vers le mouvement révolutionnaire, au service duquel il se mit tout entier en qualité de journaliste.

En 1905-1906, il était rédacteur du journal ouvrier *Kansan Lehti*, à Tammerfors, et, de 1906 à 1908, secrétaire de rédaction au *Tuomiess* (organe central du parti social-démocrate), à Helsingfors. De 1908 à 1913, il était rédacteur du journal ouvrier *Hämeen Voima* et, pendant les cinq dernières années qui précéderent la révolution finlandaise, rédacteur en chef du journal *Sossialisti* publié à Abö, il était considéré comme un des meilleurs journalistes de Finlande.

En dehors de son emploi de journaliste, il prenait une large part au mouvement ouvrier, et était affilié aux groupements ouvriers de Tammerfors et Helsingfors. En 1917, il fut élu secrétaire de la Confédération Générale du Travail finlandaise.

Elu pour la première fois, en 1908, membre de la Diète finlandaise, il avait été, depuis, constamment réélu. En 1917, il avait été nommé vice-président de la «Diète Manner» (c'est ainsi que l'on avait appelé la Diète finlandaise, élue en 1916, dans laquelle les social-démocrates constituaient la majorité et dont le président était le camarade K. Manner). Dans la fraction social-démocrate à la Diète, il appartenait à l'aile marxiste. Pendant la guerre civile finlandaise, il fut élu président du Soviet Général ouvrier, Soviet correspondant au Comité Central Exécutif russe.

Ayant émigré en Russie en 1918, le camarade Yokinen se mit au service du soviet de Perm. Il entra dans le Parti Communiste Russe par l'intermédiaire des sections finlandaises de Perm et de Pétrograd. Il fut l'un des fondateurs du Parti Communiste clandestin de Finlande dont il était membre du Comité Central, depuis 1919. Il était aussi président du bureau central des sections finlandaises le près Parti Communiste Russe. Enfin, il était rédacteur du journal communiste finlandais, *Komouos* (Révolution) et directeur de la section d'édition.

L'activité littéraire du camarade Yokinen était des plus intenses. Possédant à la perfection les langues étrangères, il traduisit en finnois nombre d'ouvrages marxistes, donnant ainsi la possibilité au prolétariat finlandais de prendre connaissance du marxisme révolutionnaire. Il traduisit notamment la brochure de Karl Marx. *La Guerre Civile en France* et le *Manifeste Communiste*. Il traduisit aussi l'ouvrage de Hegel: *Les Problèmes mondiaux*. Grâce à sa formidable capacité de travail lui permettant de se dépenser largement, il écrivit ou traduisit une centaine de livres ou brochures à l'intention de la classe laborieuse de Finlande. La balle meurtrière a frappé en lui un littérateur communiste talentueux, en même temps qu'un sociologiste éminent.

D'un caractère calme et modeste, le camarade Yokinen n'aspirait point aux postes élevés. Seules ses facultés et les circonstances firent de lui un leader. Il ne déçut point les espérances qu'on avait fondées sur lui: jusqu'au bout, il s'acquitta fidèlement de son devoir et mourut en brave.

### THOMAS HURSKUMURTO.

Thomas Hurskumurto était un des militants les plus dévoués du Parti Communiste Finlandais. A la tête de la section de propagande, il ne se borna pas à militer en faveur du prolétariat finlandais: il battait aussi pour l'Internationale Communiste. Dès sa jeunesse, il luita contre la bourgeoisie et ses agents, Une balle traîtresse l'a renversé, alors qu'il était encore en pleine activité.

Pendant plus de vingt ans, il luita dans les rangs de la social-démocratie. Son âme enthousiaste et ses conceptions révolutionnaires firent de lui un représentant éclairé et énergique de la gauche du parti social-démocrate. Après la révolution russe de février, il prit une part active à l'organisation des masses révolutionnaires de Finlande et à leur préparation aux événements qui s'annonçaient imminents. En compagnie d'un autre révolutionnaire d'Abö, le camarade Lunberg, il milita dans cette ville et dans ses environs. Pendant et après la grève générale de novembre, l'âme brûlant d'ardeur révolutionnaire, il milita nuit et jour, sans trêve ni répit. Hurskumurto était du nombre des camarades qui avaient entrepris, par tout le pays, une campagne de propagande et d'agitation en faveur de la création d'une garde rouge révolutionnaire. Il était de ceux dont l'exemple enflammait les hésitants.

Lorsque la révolution finlandaise éclata et que le prolétariat de la Finlande méridionale se précipita dans la tourmente révolutionnaire, Thomas Hursku-

murto prit place aux premiers rangs. A Tammerfors et à Tojala, il se dépensa sans compter, bravant la fatigue, travaillant des Journées entières sans prendre de repos. Proletaire, c'est de toutes ses forces qu'il haïssait la bourgeoisie et ses spadassins. Il n'avait pour eux aucune pitié, du moment qu'il s'agissait des intérêts de la révolution. Pendant la guerre civile de Finlande, le camarade Hurskumurto avait compris l'idée de la dictature prolétarienne et, dans la mesure de ses forces, il s'était efforcé de la réaliser.

Après l'écrasement de la révolution finlandaise, le camarade Hurskumurto émigra en Russie. En automne 1918, lorsque, après la fondation du Parti Communiste Finlandais, une propagande révolutionnaire systématique fut entreprise en Finlande, il occupa un poste des plus importants dans le Parti Communiste clandestin finlandais. De nouveau, il se consacra corps et âme à sa tâche et c'est ainsi qu'au prix de son infatigable labeur, le prolétariat finlandais fut doté d'une abondante littérature communiste où il puisa les idées fondamentales de la doctrine communiste.

Thomas Hurskumurto était un prolétaire révolutionnaire. Jardinier de sa profession, c'est avec ardeur qu'il travailla dans la vie sociale à l'organisation du superbe jardin de l'avenir, qu'il ne lui fut point, donné hélas! de voir dans son plein épanouissement.

Son nom restera gravé à tout jamais dans l'histoire de la révolution finlandaise.

Jusqu'aux derniers moments de sa vie Hurskumurto se conduisit en intrépide soldat. Voyant autour de lui les traîtres, armés jusqu'aux dents, assassiner ses camarades désarmés, il se jeta (bien que sans armes) sur un des principaux assassins pour lui arracher le revolver des mains et, c'est à ce moment qu'il tomba frappé, à bout portant, par la balle d'un autre meurtrier. La bourgeoisie contre-révolutionnaire de Finlande voulait sa vie à tout prix et elle l'a eue.

### CONSTA LINKVIST.

Le camarade Consta Linkvist, militant actif du Parti Communiste clandestin de Finlande appartenait aux lutteurs d'avant-garde du prolétariat finlandais. Il est resté jusqu'à sa mort fidèle à son idéal. Il naquit en 1880 dans une famille ouvrière. Ses études primaires achevées, il prit du service dans les chemins de fer. A la veille de la révolution finlandaise, il travaillait en qualité de mécanicien, à Kuopio.

Dès 1903, le camarade Linkvist participa au mouvement ouvrier finlandais. Il appartenait à la gauche révolutionnaire de ce mouvement. En 1904, il adhéra au parti social-démocrate finlandais. En 1905-1907, nous le voyons dans le mouvement clandestin remplissant le rôle d'agent de l'organisation militaire des Finlandais bolchéviques de Kuopio. Arrêté un certain jour par les gendarmes finlandais, il fut incarcéré pendant quelque temps.

Son activité lui valut la haine de ses supérieurs qui le déplacèrent et l'envoyèrent à Kajana, où il séjourna de 1908 à 1909. Dans cette ville, il milita au comité régional du parti social-dé-

mocrate. Venu à Kuopio en 1910, il occupa une place marquante dans le mouvement ouvrier et prit une part active à la publication du journal ouvrier local. De 1911 à 1918, il fut membre de la commission électorale du parti social-démocrate de la circonscription ouest du gouvernement de Kuopio. En 1917, il fut élu député social-démocrate à la «Diète Manner». Au moment de la grève générale de novembre 1917, le camarade Linkvist travailla activement au soviet révolutionnaire central, à titre de spécialiste du service des voies et communications. Enfin, pendant la guerre civile en Finlande, nous revoyons Linkvist au sein du gouvernement révolutionnaire, en qualité de commissaire des voies et communications. Au milieu des pires difficultés, il remplit sa tâche avec succès.

Son énergie et son esprit de décision le firent élire président du syndicat des mécaniciens de chemins de fer, à la tête duquel il resta de 1916 à 1918. C'est, dans une large mesure, grâce à son influence que ce syndicat adopta une méthode de lutte révolutionnaire, qu'il manifesta surtout pendant la guerre de classes finlandaise.

En printemps 1919, le camarade Linkvist mena une action révolutionnaire à Pétrograd et dans d'autres localités, où s'étaient réfugiés les émigrés finlandais. Dans le courant de cette même année, il travailla au comité industriel du Parti Communiste Finlandais et, ces derniers temps, il était un des chefs de l'organisation militaire du parti.

Il adhéra au Parti Communiste Finlandais, en 1918, dès la fondations de ce dernier. C'est à cette époque qu'il entra dans le Parti Communiste Russe.

Communiste convaincu, il participa à tous les congrès et conférences du Parti Communiste Finlandais et jouissait de l'estime générale. Le prolétariat révolutionnaire de Finlande n'oubliera pas son nom.

### LISA SAVOLAINEN.

La camarade Lisa Savolainen, secrétaire de l'organisation militaire du Parti Communiste Finlandais, est tombée en pleine jeunesse, traitreusement frappée d'une balle: elle était âgée de 24 ans. Elle naquit le 6 août 1897, dans une famille ouvrière. Ses études secondaires terminées, elle se fit employée de bureau. Durant la guerre civile en Finlande, elle travailla à l'ambassade de la République finlandaise, à Pétrograd. Mandatée, plus tard, par le Parti Communiste Finlandais, elle travailla à Moscou et tout dernièrement à Pétrograd.

Quoique toute jeune, elle était déjà une communiste convaincue, énergique, éclairée et occupait un poste important dans le Parti Communiste Finlandais dont elle était l'un des fondateurs. La fin prématurée de cette jeune communiste, apte à remplir un travail actif de parti, a eu une pénible répercussion sur l'activité des communistes finlandais de Pétrograd.

### HUGO THEODOR VIITASSARI.

Le camarade Viitassari, officier dans l'armée rouge, avait eu le temps, malgré sa jeunesse



d'accomplir un important travail au profit du prolétariat révolutionnaire. Encore adolescent, il avait adhéré au groupement ouvrier de son pays à Viitassari (gouvernement de Nicolaïstad). Venu à Helsingfors, il prit part au mouvement de la jeunesse social-démocrate de Finlande auquel il donna la plus grande partie de son activité. Depuis le congrès de la jeunesse de Moscou en 1900, il participa à tous les congrès de la jeunesse social-démocrate et, jusqu'au moment de la guerre civile, il fut membre du Comité Central de la Jeunesse; en été 1917 il fut secrétaire par interim de cette organisation.

Le camarade Viitassari fut aussi un bon militant syndicaliste. Boulanger de son métier, il occupa divers postes dans son syndicat et fut notamment, pendant plusieurs années, membre du bureau.

De 1915 à 1916, il fut membre du Comité local du Parti Social-Démocrate de Helsingfors. Après la révolution de février 1917, élu par les représentants ouvriers de cette ville, il travailla dans une commission locale.

Pendant la révolution finlandaise, le camarade Viitassari occupa maints postes importants; c'est ainsi qu'il fut membre du Soviet général ouvrier et du Comité Exécutif ouvrier de Helsingfors. En qualité de chef du service des tramways de Helsingfors, qui, grâce à ses efforts, purent être remis en marche, il fit preuve d'une énergie et d'une ténacité remarquables.

Après la révolution finlandaise, le camarade Viitassari émigra en Russie où il s'installa tout d'abord à Perm. Là, il s'engagea dans l'Armée Rouge, sans interrompre toutefois son travail politique. Venu à Pétrograd, il suivit les cours d'aspirants. Ses études terminées, il fut promu au grade de commandant rouge et c'est en cette qualité qu'il prit part dans la suite aux opérations, du front nord. Membre du Comité Central du Parti Communiste Finlandais, il participa à l'action clandestine du parti. Il avait réussi à acquérir de vastes connaissances qu'il consacra jusqu'au dernier jour de sa vie au mouvement révolutionnaire.

#### FERDINAND KETTUNEN.

Militant en vue du Parti Communiste Finlandais, le camarade Ferdinand Kettunen était un des plus vieux révolutionnaires de Pétrograd. Depuis 1906, il avait été mêlé à l'action clandestine du parti. C'est surtout dans les usines et ateliers, où il travaillait en qualité de métallurgiste, et particulièrement à l'usine Lessner, qu'il déploya son activité d'homme de parti. Il était né le 18 janvier 1889.

Au cours de son travail clandestin à Pétrograd, le camarade Kettunen, connu sous le nom de Fedka, fut fréquemment l'objet des persécutions de la police et des patrons, et fut même emprisonné. Cette lutte fit, du camarade Kettunen, un révolutionnaire ferme et convaincu et un camarade de parti sûr et dévoué. C'était un communiste intrépide, un lutteur énergique et inébranlable, remplissant sa tâche avec calme et fermeté. Le Parti Communiste Finlandais a perdu en lui un militant éclairé, actif et sûr, trempé dans les épreuves révolutionnaires. De même que celle de ses autres camarades tombés si tragiquement à leur poste, dans l'affreuse journée du 31 août, la mémoire de Ferdinand Kettunen restera, impérissable, au cœur du prolétariat révolutionnaire finlandais.

#### I. V. SAINIO.

Comme par une ironie du sort, le camarade I. V. Sainio, qui partageait les points de vue de l'opposition luttant contre le Comité Central du Parti Communiste Finlandais, a eu la même fin tragique que les autres camarades précités.

Boulangier de sa profession, il supporta, dès son enfance, toutes les misères de l'ouvrier en Finlande. C'est ce qui le poussa à se joindre à la lutte de classe du prolétariat. Jusqu'au moment de la révolution finlandaise, il avait occupé des postes importants dans le syndicat des boulangers.

En tant que militant syndicaliste, le camarade Sainio subissait, dans une grande mesure, l'influence de l'opportunisme. Malgré tout, il resta fidèle au mouvement ouvrier et, lorsque la révolution de 1918 éclata, Sainio y prit une part active et travailla à la réorganisation de la vie économique de la république socialiste finlandaise.

Réfugié avec tant d'autres, en Russie, après la révolution, il devint un partisan sincère du pouvoir soviétique. Mais quelque chose manquait au camarade Sainio; il ne pouvait comprendre la vraie nature de la dictature du prolétariat. Sous l'influence des survivances du mouvement syndical et social-démocrate, il donnait à la dictature prolétarienne un contenu «démocratique». C'est ce qui l'empêcha de devenir un communiste inébranlable.

Mais le camarade Sainio avait trop de solidarité prolétarienne et de respect pour la discipline de parti: il ne consentit pas à défendre la cause sanguinaire et c'est pourquoi la balle traitresse ne l'a point épargné.

N. D. L. R. *Toutes ces biographies sont des traductions abrégées de l'original finnois.*

## JOHN REED

En la personne du camarade John Reed, membre du Comité Exécutif de la III<sup>e</sup> Internationale, décédé dans la nuit du dimanche 17 octobre, à Moscou, des suites du typhus, l'Internationale et le mouvement communiste américain, en particulier, perdent un militant des plus vaillants et des mieux doués. Avec lui disparaît aussi un des représentants les plus en vue de la jeune génération des journalistes et des écrivains américains.

Le camarade Reed n'était pas sorti des rangs du prolétariat; ses ascendants, au contraire, avaient depuis plusieurs générations appartenu à la «noblesse» américaine; ses parents comptaient parmi les représentants les plus marquants de la bourgeoisie des marches occidentales des États-Unis d'Amérique; ils possédaient de nombreuses concessions à Portland (Orégon), où naquit feu notre camarade, le 22 octobre 1887. L'enfance et la jeunesse de John Reed s'écoulèrent dans le milieu de la bourgeoisie américaine. Ses capacités hors ligne déterminèrent, ses parents à l'envoyer à l'université aristocratique d'Harvard, où il étudia les lettres et passa en 1910 son baccalauréat avec distinction.

En dépit de l'influence bourgeoise de ses professeurs et de la jeunesse dorée qui l'entourait, le camarade Reed se distingua par son grand amour de la liberté et de la justice autant que par une audace illimitée de pensée et d'action: ces traits fondamentaux de son caractère se manifestèrent de très bonne heure; ce fut pendant ses années d'études qu'il commença à militer avec le prolétariat contre sa classe d'origine.

Il fut un des fondateurs du premier club des étudiants de l'Université d'Harvard qui ait arboré le drapeau socialiste dans cette citadelle intellectuelle du capital américain. Pendant les vacances, il choqua la «bonne société» de sa ville natale par sa fréquentation du «bas peuple» et sa participation aux meetings des I. W. W.

Ses études universitaires achevées il se consacra à la littérature. Il conquit bientôt sur ce terrain, grâce à son talent exceptionnel et à sa capacité de travail, une des places les plus en vue dans le milieu littéraire américain. Ses vers, ses nouvelles, ses remarquables articles parus dans la presse attirèrent l'attention du public et des éditeurs, et il devint bientôt le rédacteur en chef de la «Revue Américaine» radicale.

Lorsque la révolution éclata au Mexique, il s'y rendit, et y resta cinq mois en contact étroit avec Villa, qui était à la tête des éléments radicaux des révolutionnaires mexicains. Ses impressions de cette époque, le camarade Reed les a résumées dans son premier grand ouvrage, *Le Mexique en révolte*, qui lui assura la réputation d'un journaliste et d'un écrivain de premier ordre et fit sensation par ses révélations sur les intrigues et les desseins du capital américain au Mexique. Invité bientôt à collaborer à la *Revue Métropolitaine* et au grand journal new-yorkais

*The World*, il y reçut des appointements surpassant par leur importance ceux de la plupart des journalistes américains. Au cours d'avant-guerre il gagna plus de cent mille francs l'an. Ses convictions socialistes s'étant par la suite formées tout à fait, il se priva de ce revenu en rompant, par principe avec la presse bourgeoise. Ses convictions révolutionnaires le firent, en outre, priver par son tuteur de la part qui devait lui revenir de la fortune considérable de son père décédé.

En 1913, John Reed quoique il ne fut officiellement que journaliste prit une part si active à la grande grève de l'industrie textile de Paterson (New-Jersey), qu'il tomba malade de surmenage. Pendant cette grève, il avait été arrêté pour avoir défendu les ouvriers contre la violence armée des mercenaires. Son emprisonnement lui suggéra un poème satirique intitulé *L'Hôtel du Sheriff Ratcliff*, où il décrivit l'abominable régime pénitentiaire de Paterson. Cette satire se répandit dans toute l'Amérique et y fit sensation. Sa libération fut suivie de l'interdiction de remettre jamais le pied sur le sol de Paterson: Reed revint néanmoins dans la ville interdite, et y organisa sans tenir compte des autorités un meeting si grandiose, que la police n'osa le toucher. A la même époque il adapta à la scène la plus vaste de New-York, Madison Square Garden, les péripéties de la lutte du prolétariat de Paterson contre le capital et la police. Les violences des capitalistes et de la police à Paterson, reproduites sur la scène, ne manquèrent pas de provoquer l'indignation parmi les masses populaires et même parmi la presse bourgeoise.

Deu après, John Reed se signala en clouant au pilori la *Standart Oil Company* du milliardaire Rokefeller, dont il divulgua les crimes multiples commis contre les ouvriers pendant la grève des industries du naphte, dans la ville de Bayonne. Les révélations de Reed sur les agissements de Rokefeller, parues dans les colonnes de la *Tribune* et de la *Metropole* à New-York produisirent une impression telle, que la firme crut devoir poursuivre en diffamation les journaux coupables.

Mais la commission d'instruction confirma intégralement les accusations produites par John Reed et les Rokefeller se hâtèrent d'étouffer le scandale.

En avril 1914, John Reed croisa de nouveau le fer avec le roi des milliardaires. Une grève avait éclaté dans les mines du Colorado appartenant à ce dernier. Les ouvriers avaient été littéralement jetés sur le pavé. Ils s'étaient procurés des tentes et avaient construit un camp aux environs de la ville, à Lodlo. Les agents de Rokefeller, après avoir arrosé les tentes de pétrole, y avaient mis le feu, brûlant vives une vingtaine de personnes, surtout des femmes et des enfants. Reed était sur les lieux dès le début de la grève. Ayant réuni des preuves et des témoignages, il se mit à sonner l'alarme avec une force qui mit sur pied toute la presse et força le gouver-



JOHN REED.

nement à intervenir: une instruction fut ouverte.

La guerre mondiale éclata et John Reed fut envoyé sur le théâtre des opérations, à titre de correspondant militaire. Il parcourut, en cette qualité, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Italie, la Turquie et la Serbie, recherchant les postes d'observation les plus dangereux. Il assista à la bataille de la Marne, et faillit être fusillé pour avoir pénétré, sans autorisation, dans les avant-postes et vu de la coulisse, soigneusement caché, certains aspects secrets de la tuerie...

Il assista ensuite à toutes les horreurs de la retraite serbe. Il faillit mourir en Serbie d'une maladie grave, due surtout aux privations; il fut pourtant quitte pour une opération qui lui coûta un rein. Son expérience de guerre en avait fait un internationaliste et un antimilitariste convaincu. Il revint en Amérique, où il reprit une tournée de conférences sur les atrocités commises tant par les pays de l'Entente que par les Empires Centraux, encourant de la sorte la haine des uns et des autres, mais gagnant, en revanche; à la cause révolutionnaire les ouvriers les plus conscients. Les matériaux recueillis en Turquie et dans les Balkans lui servirent pour son livre sur *La Guerre en Europe Orientale*. Revenu en Europe, il visita pour la première fois la Russie. Il faillit aussi y être fusillé pour avoir ouvertement attaqué les bureaucrates du tsar et recueilli des matériaux établissant leur responsabilité dans les pogromes. Son arrestation fut d'abord cachée par le gouvernement du tsar et toutes les recherches des représentants du gouvernement américain et de la presse pour découvrir ses traces demeurèrent longtemps vaines. On finit cependant par le retrouver et il fut remis en liberté. Ces épreuves, ne l'empêchèrent pas d'aimer la Russie. En dépit des railleries de ses collègues de la presse, il y prévoyait l'avènement rapide de la révolution.

À son retour en Amérique, en 1916, John Reed reprit ses travaux littéraires et ses conférences. Il devint, l'un des rédacteurs de la revue révolutionnaire *Les Masses*, qui prit par la suite le titre de *Liberator*. En 1917 l'Amérique étant entrée en guerre, le gouvernement américain appliqua à son tour les procédés du tsar, étranglant la presse et les organisations ouvrières et socialistes. Les rédacteurs des *Masses* y compris John Reed furent traduits en justice. Notre ami eut à répondre d'un article violemment antimilitariste intitulé: *Prépare une camisole de force pour ton fils le soldat!* Ignorant encore l'arrestation de ses co-rédacteurs John Reed était cependant reparti pour la Russie. Il y arriva au moment de l'affaire Kornilov. La décomposition rapide du régime de Kérenski, et l'approche de la Révolution d'Octobre absorbèrent toute son attention.

Ce qui produisit sur lui l'impression la plus profonde, une impression en quelque sorte ineffaçable, ce fut l'organisation et le rôle des Comités de fabriques et d'usines panrusses ainsi que leur lutte contre l'influence, encore grande à ce moment, des éléments conciliateurs au sein des syndicats. Reed étudia consciencieusement les événements, qui se déroulaient sur le théâtre de

la guerre ainsi qu'à Pétrograd et à Moscou: la Conférence Démocratique, le Pré-parlement et sa dissolution. Le 25 octobre il assista à Smolny, à l'ouverture, désormais historique, du Second Congrès Panrusse des Soviets. Pendant le combat du palais d'Hiver, il accourut sur les lieux pour voir la «marche à la mort» des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires, conduits par le maire Schreder qui voulait périr avec le cabinet Kérenski. Il riait souvent au souvenir de cette tragi-comédie, en rapportait les propos des marins et des gardes rouges qui invitaient avec bonhomie ces «héros» à «aller se chercher ailleurs» les couronnes du martyre. Il pénétra des premiers au Palais d'Hiver et assista à l'arrestation des membres du cabinet Kérenski. Dans les journées qui suivirent, il assista aux combats sous Gaïchina et sous Tsarskoïe Selo et prit part, à Moscou, aux funérailles des victimes de la révolution d'octobre. Il devint ensuite le collaborateur de la Section de Propagande Révolutionnaire Internationale du Commissariat des Affaires Étrangères. Après la dissolution de l'assemblée Constituante, alors qu'on s'attendait à un soulèvement armé des socialistes-révolutionnaires et de divers éléments contre-révolutionnaires, John Reed, — avec Bela-Kun et d'autres camarades étrangers — monta la garde, de jour et de nuit, l'arme au bras, aux portes du Commissariat du Peuple pour les Affaires Étrangères.

Pendant le III-e Congrès Panrusse des Soviets, auquel il prit part, il était déjà informé sur les poursuites dont il était l'objet devant les tribunaux américains pour fait d'agitation antimilitariste. Il ne tarda pas à partir pour l'Amérique, en vue de se présenter devant les juges bien qu'il sût que 20 années de travaux forcés l'attendraient au cas où sa culpabilité eût été admise. Fin janvier 1918, il partit par la Finlande (le territoire qu'il devait y franchir, était alors occupé par les gardes blancs finlandais). Après avoir surmonté maintes difficultés il atteignit la Norvège. Il dut y attendre plusieurs mois, le gouvernement américain hésitant à le laisser rentrer dans son pays natal, même pour se faire juger et refusant de viser son passeport. Son procès continuait cependant en Amérique mais les membres du jury ne pouvaient s'accorder sur le verdict. Lorsqu'il eut, enfin, obtenu l'autorisation nécessaire, il partit et, dès son arrivée, se présenta chez l'Attorney général demandant à être jugé. On l'arrêta pour le libérer sous caution. Il reprit son activité d'écrivain et d'agitateur. Le résultat en fut la parution de son livre fameux, sur la révolution d'Octobre: *Dix Journées qui ont ébranlé le Monde*. Dans cet ouvrage les observations faites en Russie et les nombreux documents russes, (décrets, etc.) sont si habilement mis en relief, les événements sont présentés sous un jour si exact, qu'on ne peut s'empêcher d'admirer l'auteur, qui sans connaître la langue russe, a su saisir et apprécier avec tant de justesse, mieux même que n'auraient pu le faire un grand nombre de «révolutionnaires» russes, l'esprit et le sens des grands événements historiques dont il avait été le témoin. Dans sa préface à la nouvelle édition de ce livre, Lénine a écrit entre autres:

«Après avoir lu avec le plus grand intérêt et la plus grande attention le livre de John Reed, *Dix Journées qui ont ébranlé le Monde*, j'en recommande de tout cœur la lecture aux ouvriers de tous les pays. Voilà un livre, que je voudrais voir répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues. On y trouve l'exposé véridique et vivant d'événements, qui ont une portée inappréciable, pour qui veut comprendre ce que c'est qu'une révolution prolétarienne, et la dictature du prolétariat».

Lorsque John Reed revint devant les tribunaux, le procureur fit l'impossible pour obtenir une condamnation; il tenta de prendre le jury par son sentiment patriotique afin de l'indisposer contre le «traître» qui était sur le banc des accusés. On en arriva à poster des orchestres près du Palais de Justice afin d'assourdir le public de musique patriotique. Quand John Reed eut déclaré, qu'il croyait de son devoir de ne combattre que sous le drapeau bolchévik de la révolution sociale internationale, l'Attorney lui demanda: Consentiriez-vous à combattre sous le drapeau américain dans la guerre actuelle? — «Non», répondit catégoriquement John Reed — «Pourquoi?». Notre camarade répondit par un discours passionné qui dura une heure et dans lequel il traça en vives couleurs, avec un accent si profond, qu'il toucha même le jury, composé pourtant de médiocres petits-bourgeois, le tableau de toutes les turpitudes et des atrocités perpétrées sous ses yeux durant la guerre mondiale dans l'intérêt du capital. Des jurés ne purent surmonter leur émotion, notre camarade fut acquitté.

John Reed développa dès ce moment une intense activité en vue d'imprimer au mouvement socialiste d'Amérique une direction communiste, d'empêcher l'intervention en Russie et le blocus de la République des Soviets. Il n'y a guère en Amérique de ville, tant soit peu importante, où il ne prit la parole sur la révolution russe, dans des meetings monstres. Que de fois ses discours lui valurent d'être arrêté! A Philadelphie, les autorités interdirent par exemple d'ouvrir les portes de la salle où il devait parler en faveur de la *Russie Soviétiste* devant une foule énorme. Reed se hissa sur une caisse malgré les menaces de la police et prit la parole au milieu de la rue. La police interrompit l'orateur sans ménagement, le fit descendre de sa tribune improvisée et malmena nombre de personnes. Mais le public, même celui des soldats peu conscients, fut pour notre camarade, si bien que le meeting interdit eut une très grande influence révolutionnaire sur les masses de Philadelphie. John Reed fut poursuivi devant les tribunaux pour avoir «troublé l'ordre». Le jury l'acquitta. L'Attorney général invita alors chaque membre du jury à confirmer personnellement à haute voix son vote. Mais depuis les Attorneys ne se soucient plus de juger John Reed pour «l'ordre troublé».

A son retour en Amérique John mit à profit sa qualité de membre du parti socialiste pour contribuer à l'organisation de l'aile gauche et pour combattre énergiquement l'influence de Hilquit, de Berger et d'autres chefs conciliateurs du parti. Au Congrès du Parti, à Chicago,

le 1-er septembre 1919, il se rangea parmi les délégués avec ceux qui insistaient sur la nécessité de demeurer au sein du parti et de participer au congrès, certains ou de conquérir tout le parti au communisme, ou de voir la plupart de ses meilleurs militants rallier la gauche. D'autres camarades demandaient l'organisation immédiate d'un parti communiste, sans vouloir tenir compte du congrès du parti socialiste. Les leaders «conciliateurs» voulurent obliger Reed et ses camarades à quitter le Congrès. Ces derniers s'y refusèrent réduisant les chefs à se déshonorer en faisant intervenir la police pour expulser de la salle John Reed et ses camarades. Reed et ses amis avaient tenté de s'unir avec les autres éléments de la gauche du parti, mais l'entente ne se fit point par suite de divergences de vue dans les questions d'organisation et aussi dans une certaine mesure de tactique. Le résultat en fut la fondation en Amérique du *Parti Communiste* et du *Parti Ouvrier Communiste*, celui-ci dirigé par John Reed. Avant la formation de ces partis, Reed avait été un des rédacteurs de l'organe des *ailes gauche* du Parti Socialiste «*Revolutionary Age*». Il rédigea ensuite l'organe du *Parti Ouvrier Communiste* «*Voice of Labour*». Il y publia des articles populaires, écrits dans la langue des ateliers, espérant préparer le terrain pour l'organisation d'un réseau de comités de fabriques et d'usines, en vue de combattre à la fois la politique perfide de *Gompers* et des meneurs de la *Fédération Américaine du Travail* et l'influence anarchiste au sein de l'organisation des I. W. W. Il poursuivait parallèlement ses travaux littéraires. C'est ainsi qu'il écrivit une farce satirique où il tournait en ridicule Wilson, l'Entente et la Conférence de Versailles. La farce eut un grand succès.

En octobre 1919, John Reed résolut de revenir en Russie pour prendre part aux travaux du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et contribuer à l'unification des deux fractions communistes d'Amérique. Le gouvernement lui refusa les passeports. Mais il n'en réussit pas moins, après des dangers multiples, à se rendre illégalement en Russie, fin 1919. Il y collabora à l'élaboration des conditions de l'unification des fractions communistes des Etats-Unis; il donna quelques excellents articles à *l'Internationale Communiste* et recueillit des matériaux pour ses futurs ouvrages. On le jugeait cependant à Chicago par contumace en vertu de la loi sur l'espionnage et on le condamnait à cinq années de travaux forcés. Malgré ce verdict, que le gouvernement américain avait la faculté de modifier en portant la peine jusqu'à 20 ans de travaux forcés, John Reed repartit au début de 1920 pour l'Amérique par la Finlande. Caché dans les soutes d'un bateau en partance pour la Suède, Reed fut trahi par un matelot, qui devait seconder sa traversée et qui venait d'être pris en flagrant délit de contrebande. Pendant trois mois il connut le terrible régime des prisons finlandaises, sa réclusion fut absolue. La nouvelle de son arrestation était parvenue en Amérique; John Reed qui menaçait de faire la grève de la faim put enfin revenir en Russie. Il avait depuis travaillé avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste,



GEORGES KIRKOV

(29 août 1865 — 25 août 1919)

représenté le Parti Communiste Unifié d'Amérique, récemment fondé, au II-e Congrès de l'Internationale communiste, participé au Congrès de Bakou. Revenu à Moscou, il se mit à préparer fiévreusement son départ pour l'Amérique, bien que sachant que la prison l'y attendait. C'est sur ces entrefaites que la maladie, dont il avait sans doute rapporté les germes du Caucase, nous a arraché ce vaillant camarade dont la jeunesse inférieure semblait perpétuelle et dont le dévouement à la cause de la *Révolution Communiste mondiale* n'avait pas de bornes...

John Reed, pionnier et leader du communisme américain n'est plus.

*Mais la grande cause à laquelle il s'est consacré avec une si grande abnégation vivra, comme vivra au cœur de tous ceux qui ont approché John Reed—et même de ceux qui n'ont pas toujours été d'accord avec lui,—l'affection qu'il inspirait.*

L'amour que lui vouent des millions de prolétaires américains, auxquels il a appris avec tant de talent et de succès à comprendre la *Révolution Russe* et les principes communistes vivra. Ses discours dont s'émanait un si grand enthousiasme, les appels à l'action révolutionnaire dus à sa plume incomparable, demeureront à jamais dans la mémoire des travailleurs américains.

B. REINSTEIN.

## GEORGES KIRKOFF

En la personne de notre regretté camarade Georges Kirkoff, le Parti Communiste bulgare et le prolétariat mondial ont éprouvé une perte immense. Défenseur exalté de la classe laborieuse, orateur prolétarien d'une ingéniosité d'esprit intarissable, terrassant, par la force de son talent les ennemis de la cause ouvrière et doué d'une intelligence lui permettant de s'orienter rapidement dans les événements, Kirkoff a laissé une empreinte profonde dans le mouvement qu'il servait avec amour et abnégation. Tous savent quelle était sa popularité parmi les masses ouvrières; même dans les milieux bourgeois, il jouissait d'une incontestable renommée. Grâce aux connaissances extrêmement variées que son remarquable amour pour la science, lui avait fait acquérir Kirkoff était un causeur intéressant; entraînant, dont la société était recherchée même par les représentants de la bourgeoisie, ce qui parfois le mettait dans une fautive position, surtout pendant la guerre. C'est son talent oratoire qui lui valut sa réputation dans les cercles bourgeois, dont les politiciens tant au Parlement, qu'aux assemblées populaires, ne pouvaient, malgré eux, se lasser d'entendre ses discours. Son éloquence, son inépuisable fécondité captivaient l'attention même de ceux qu'il flagellait. Telle était la puissance du talent oratoire de Georges Kirkoff!

G. Kirkoff était non seulement un orateur de génie, mais encore un journaliste de talent. Fondateur du *Messageur Ouvrier* dont il fut de longues années le rédacteur, il avait pour principe de ne jamais faire aucune concession aux ennemis de la cause du prolétariat, et particulièrement à ceux qui en étaient devenus les parasites, tels que les «Obchtchedieltsi» et socialistes de nuances diverses; et c'est là la raison de la haine mortelle que ceux-ci lui portaient. Ses articles et ses revues de la politique dans le *Messageur Ouvrier* remontaient le moral des travailleurs

qui les lisaient avec un enthousiasme croissant. Ne s'attardant pas aux détails, Kirkoff savait mettre en relief l'essentiel, ce qui était de nature à éclairer et à éveiller la conscience des ouvriers et des militants de la cause prolétarienne.

Nous n'insisterons pas davantage ici sur la caractéristique de son talent. Ses croquis humoristiques parus dans les premiers numéros du *Messageur Ouvrier* demeureront immortels. Selon le désir formulé au congrès du parti, en 1897, à Kazanlik, Congrès composé en grande partie d'éléments petits-bourgeois et «d'Obchtchedieltsi», Kirkoff assumait la tâche de diriger le travail du parti dans cette ville; c'est dans cet entourage petit-bourgeois, qu'il puise de nombreux sujets humoristiques. Dans ses récits d'un humour profond, Kirkoff flagellait cruellement «les rêves des citoyens endormis». Il faut également mentionner les spirituelles caricatures politiques qui paraissaient de temps à autre dans le *Messageur Ouvrier* et la *Feuille de Mai*; l'idée en appartient exclusivement à Kirkoff. C'est à sa verve poétique que nous devons nos plus beaux chants prolétaires: «En avant, camarades ouvriers», et «l'Hymne au travail». Sous tous les rapports, la perte que nous avons subie en la personne de Kirkoff, est irréparable.

L'auteur de ces lignes a perdu en lui un de ses meilleurs camarades, un ami, avec lequel pendant vingt-cinq ans, il a partagé en commun les plaisirs et les peines du travail. Comme homme, Kirkoff était unique. Il avait bien, comme tout individu par trop nerveux, certaines explosions de colère, mais son cœur ne connaissait pas la rancune; il oubliait bientôt et sa colère et ses injures. Toujours sensible aux besoins de ses camarades, il partageait avec eux tout son avoir; sa générosité était connue de tous, et ceux qui ont pris part avec lui aux campagnes des Balkans et à la dernière guerre mondiale l'ont particulièrement éprouvée.

Notre camarade Kirkoff avait en outre une qualité extrêmement précieuse pour le mouvement ouvrier. Connaissant fort bien son monde, il s'entendait à merveille à indiquer à chaque collègue, le travail qui lui convenait le mieux dans le parti. C'est à lui que notre parti est redevable de l'entrée à la rédaction du *Messenger Ouvrier* de feu Gabriel Georgieff. Ceux qui ont lu les «Aperçus sur l'histoire du socialisme en Bulgarie», comprendront quelles intrigues sans nombre les socialistes «Larges»—dont le *Messenger ouvrier*—démasquait sans trêve le charlatanisme—ourdissaient pour arracher des mains de nos deux collaborateurs la rédaction de ce journal ou tout au moins pour en écarter Kirkoff. C'est à Kirkoff que nous devons l'élection de G. Dimitroff au poste de secrétaire du syndicat général ouvrier en 1904. Il arriva souvent à Kirkoff de nous mettre en garde contre certains membres du parti qui désertèrent par la suite et justifèrent ainsi ses prévisions.

La nouvelle de la mort de Kirkoff frappa douloureusement les membres de notre parti et le prolétariat bulgare tout entier. Pour beaucoup ce fut un coup de foudre, mais pour nous, ses proches amis, ce ne fut pas une surprise car, après l'opération qu'il avait subie un an auparavant, nous savions que le cancer dont il était atteint, était incurable. On lui cachait la vérité et ce n'est qu'au dernier moment qu'on dut l'avouer à sa femme la camarade Tiné. Elle en fut terriblement affectée et malgré sa fermeté de caractère, lorsqu'elle restait seule avec nous, elle ne pouvait retenir ses larmes. Kirkoff croyait à sa guérison et vivait dans l'espérance de pouvoir bientôt se remettre à la besogne pour le plus grand bien des travailleurs. Après le congrès du parti de 1919, il me confia qu'il était sur le point de réaliser son rêve longtemps caressé de publier une revue humoristique et artistique dans le genre du magazine allemand «Der Wahre Jakob». «Le plan est fait, me disait-il, je m'en vais guérir et aussitôt je me mettrai à l'ouvrage». Son mal empirait, mais sa croyance en sa guérison ne l'abandonnait point et lui permettait d'endurer stoiquement ses souffrances physiques.

Jusqu'à ses dernières minutes, Kirkoff conserva toute sa présence d'esprit. Il appréciait les événements avec une lucidité surprenante, profondément convaincu que l'Europe ne saurait éviter la révolution prolétarienne. Ce qui le torturait c'était qu'en un pareil moment le mal lui rendait impossible tout travail; dans la nuit du 25 au 26 août il expira.

Il est certain que les conditions pénibles de la vie de Kirkoff exercèrent une influence sur son état de santé qui se ressentit de son travail intense et varié d'homme de parti, travail exigeant une continuelle tension des nerfs. En outre, la guerre balkanique dans laquelle la sottise de la rapace bourgeoisie d'Occident et des Balkans avait entraîné la Bulgarie, causa à Kirkoff dont l'âme était excessivement impressionnable, de grandes souffrances morales autant que physiques. Kirkoff rentra de la guerre affaibli, voué et vieilli au moins de dix ans. Avec une émotion et une attention fébriles, il suivait le cours de la guerre mondiale et surtout de la Révolution russe. Ses réflexions là-dessus portaient un caractère de profonde originalité et frappaient par leur justesse.

Mais amoureux de leur maître, les ouvriers bulgares en étaient jaloux: ils voulaient qu'il ne fût que parmi eux, qu'il ne fit part qu'à eux de ses idées et de ses opinions et ne gaspillât pas son temps précieux à s'entretenir avec les représentants de la bourgeoisie; d'autant plus que ces derniers, incapables de comprendre entièrement les raisonnements de Kirkoff, en dénaturaient souvent le sens dans les conversations privées ou dans la presse. D'autre part, craignant pour sa santé, ses amis insistaient pour qu'il ne se détraquât pas le système nerveux à discuter avec ses adversaires politiques. Kirkoff n'est plus et toute notre vie, nous ressentirons sa perte. Mais la cause à laquelle il a consacré sa vie est notre cause à nous, c'est la cause de l'émancipation des paysans et des ouvriers; et, pour honorer sa mémoire, nous ne pouvons mieux faire que de jurer de lutter de toutes nos forces pour le triomphe de cette cause, pour la victoire de la révolution communiste.

## DIMITRI TOUTSOWITCH.

(1881-1914)

Pendant la guerre impérialiste, le prolétariat serbe a perdu un grand nombre de ses meilleurs champions. Qu'il en ait perdu comparativement plus que tout autre prolétariat au monde, cela n'est pas douteux. Parmi les morts que le parti compte, il faut mentionner avant tout, celle de Dimitri Toutsowitch (Toutsas), le premier de ses chefs, le plus aimé et le plus populaire.

Toutsowitch naquit le 1-er mai 1881, dans une petite ville serbe, à Oujitsa. Il était fils d'un prêtre serbe, et ses deux frères étaient des officiers de carrière. Mais dès le collège, Toutsowitch se pénétra des idées socialistes et adhéra au mouvement ouvrier. Jeune étudiant, il devint non seu-

lement le leader de la jeunesse socialiste universitaire, mais de toute la jeunesse serbe révolutionnaire. (A cette époque, la plus grande partie de la jeunesse universitaire, était révolutionnaire par opposition au régime autocrate des rois Milan et Alexandre Obrénowitch). Toutsowitch fut alors l'organisateur principal de la fameuse manifestation révolutionnaire du 23 mars 1903, à laquelle prirent part étudiants, employés de commerce et ouvriers de Belgrade. Le mouvement fut réprimé et noyé dans le sang par l'armée; plusieurs révolutionnaires qui y avaient pris part, furent arrêtés. Toutsowitch réussit à se sauver à l'étranger, et y resta jusqu'au renversement de la dynastie des Obrénowitch, 29 mai 1903).





DMITRY TOUTSOVITSCH

1881—1914

De retour en Serbie, il voua sa jeune vie bouillonnante d'énergie, à la cause du prolétariat, et jusqu'à son dernier soupir, jusqu'au 7 novembre 1914, toute son activité, tout son temps, toute sa rare intelligence, toute sa grande âme et son cœur magnanime, appartenirent à la classe ouvrière.

Il n'y a pas en Serbie, un seul ouvrier membre ou non d'une organisation qui n'ait connu, estimé et aimé Toutsowitch. C'est grâce à la connaissance large et profonde du mouvement ouvrier et du marxisme et au talent de Toutsowitch que le mouvement ouvrier actuel prit en Serbie, dès son début, la seule vraie voie, la voie révolutionnaire. Dmitri Toutsowitch fut l'un des principaux promoteurs des organisations politiques, coopératives et professionnelles ouvrières en Serbie. Dès le commencement de notre mouvement actuel et jusqu'à sa mort, il fut successivement collaborateur, puis rédacteur en chef de l'organe central de notre parti, *Radnitschké Noviné* (Journal Ouvrier) et de notre revue scientifique, *La Lutte*.

Presque toutes les éditions les plus importantes de notre parti parurent sous sa rédaction. Il mourut jeune, mais il avait eu néanmoins le temps d'écrire quelques livres de tout premier ordre. Ses brochures surtout: *l'Agitateur socialiste et la Serbie et l'Albanie* sont à noter. S'il ne nous avait été enlevé par la guerre criminelle, il aurait certainement écrit d'autres ouvrages, qui auraient mis encore plus en relief son génie. Secrétaire de notre parti, il l'éleva à une telle hauteur et en même temps lui donna des fondements si solides, que la tempête même de la guerre capitaliste mondiale ne put le renverser, ni l'ébranler.

D'ailleurs Toutsowitch ne fut pas que l'apôtre et le chef du prolétariat serbe et yougo-slave, il fut aussi un des chefs du prolétariat balkanique. Le nom et la personne de Toutsowitch sont aussi connus de nos frères, les prolétaires de Bulgarie et de Roumanie, que les noms de Blagoef et de Rakovsky le sont du prolétariat serbe.

Dmitri Toutsowitch fut le premier et le principal initiateur et organisateur de la première conférence générale socialiste des Balkans qui eut lieu à Belgrade en 1910. Il est inutile de souligner, que toutes les résolutions et décisions votées à cette conférence mémorable et destinée à rester historique, sont intimement liées au nom de Toutsowitch.

Enfin, notre grand chef appartient non seulement au prolétariat révolutionnaire socialiste de Serbie et des Balkans, mais aussi à tout le mouvement international socialiste révolutionnaire. A la tête de notre délégation au congrès international socialiste de Copenhague, en 1910, il remplit brillamment son devoir comme révolutionnaire et internationaliste. Déjà alors, il ne craignait pas d'accuser de trahison à la cause ouvrière et envers toute la classe ouvrière internationale, les chefs omnipotents de la II<sup>e</sup> Internationale, comme Victor Adler, Renner et autres opportunistes et réformistes. Il leur dit: «Vous n'avez pas rempli votre devoir de socialistes et de révolutionnaires, pendant la crise annexionniste (annexion de la Bosnie-Herzégovine, 1908-1909). Au lieu de cela,

vous vous êtes mis à la disposition de votre bourgeoisie». Et je me rappelle très bien quelle chaude approbation pour son attitude Toutsowitch reçut alors de Rosa Luxembourg.

Ni l'un ni l'autre, ne sont plus de ce monde. Certes, en leurs personnes, non seulement le prolétariat d'Allemagne et de Serbie, mais le prolétariat du monde entier a subi une perte immense. Avec des chefs comme Toutsowitch en Serbie et Rosa Luxembourg en Allemagne, la révolution aurait éclaté plus tôt, progressé plus rapidement. Elle aurait atteint son but au prix de moindres épreuves et de moindres sacrifices.

Heureusement, le prolétariat serbe a été sauvé de ses Noske et de ses Scheidemann et il le doit aux leçons du tant regretté camarade Toutsowitch.

Hélas! Ce qu'il y a de tragique dans la mort de Toutsowitch, c'est que par la fatalité des événements historiques il n'est pas tombé, sur les barricades dans la guerre civile, à la tête du prolétariat conscient et révolutionnaire, mais a péri victime de la guerre impérialiste et nationaliste, contre laquelle il avait mené de toutes ses forces une lutte implacable et sans relâche.

Un exemple suffira pour montrer la grandeur de la perte que nous avons subie en la personne de Toutsowitch; tant qu'il fut en vie, notre parti n'eut à enregistrer aucun fait analogue à celui qui se produisit après sa mort; je veux parler de la position occupée par les camarades Kazlevitch et Popovitch, à Stockholm. Ces derniers s'engagèrent dans une fausse voie, principalement, parce qu'ils n'avaient pas les conseils d'un chef autorisé comme Toutsowitch.

On pourrait écrire sans fin sur notre grand Toutsowitch, mais on ne pourrait jamais tout dire. Ce qu'on peut dire de lui en peu de mots et sans exagérer, c'est qu'il fut en même temps un grand idéaliste et un grand réaliste, un théoricien et un praticien de première force, un agitateur et un organisateur extraordinaire et de plus, un orateur brillant, un grand et profond révolutionnaire marxiste, une vaste intelligence, un chef génial.

Au cours des vingt années de mon activité politique, j'ai lu, j'ai entendu et j'ai rencontré beaucoup de leaders ouvriers de différents pays et je dois dire qu'il n'en est qu'un très petit nombre qu'on puisse comparer à Dmitri Toutsowitch.

Notre perte est immense. Mais le prolétariat serbe n'a pas perdu la haute conscience de classe que lui a inculquée Toutsowitch pendant sa courte, mais féconde vie. Voilà déjà six ans que son cœur a cessé de battre, mais son idée reste vivante et active, et la lumière de son enseignement éclaire la voie douloureuse que doit suivre le prolétariat serbe pour atteindre à son émancipation et à la libération de la classe ouvrière.

Le souvenir de ce grand champion ne s'effacera jamais de la mémoire du prolétariat serbe. Ces lignes n'ont pour but que de le conserver vivant au cœur du prolétariat du monde entier qui lutte sous le drapeau de l'Internationale Communiste. Honneur au défunt, au jeune et grand chef du prolétariat serbe! Honneur à Dmitri Toutsowitch!

G. MILKITCH.

# TABLE DES MATIÈRES

contenues dans les N<sup>os</sup> 1 à 13 de „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

Mai 1919 — Juillet 1920.

## I. Manifestes et Appels.

	N <sup>o</sup> Page	N <sup>o</sup> Page
Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays . . . . .	I, 5	Blanc, A. Hésitations . . . . . V, 683
Vive le Premier Mail Adresse du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays . . . . .	I, 21	Blonina, E. Les perspectives de la révolution en France . . . . . III, 349
A bas la paix de Versailles! Appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier . . . . .	II, 153	— L'ouvrière en Russie soviétiste . . . . . IX, 1393
Appels du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste aux travailleurs du monde entier . . . . .	III, 293	Bombacci, N. L'opposition des réformistes à la révolution communiste en Italie . . . . . XII, 2135
Une forme nouvelle d'intervention. Aux ouvriers anglais, français, américains . . . . .	III, 295	Boukharine, N. Le dictateur du prolétariat en Russie et la révolution universelle . . . . . IV, 511
Aux travailleurs de tous les pays. Sur la terreur blanche en Hongrie . . . . .	VII-VIII, 1149	— La dictature du prolétariat en Russie et la révolution mondiale . . . . . V, 647
Aux travailleurs français (sur la condamnation de Jacques Sadoul) . . . . .	VII-VIII, 1017	— Fête ou Travail . . . . . X, 1735
Aux travailleurs de tous les pays. Pour l'anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg . . . . .	VII-VIII, 1153	Deslinières, L. Communisme et production . . . . . XIII, 2485
Le monde capitaliste et l'Internationale Communiste. Manifeste du II-e Congrès de l'Internationale Communiste . . . . .	2323	Detcheff, Les Tessniaki. Parti Communiste Bulgare . . . . . IV, 523
Aux ouvriers et ouvrières de tous les pays . . . . .	2359	E. K. Les „samedis communistes“ . . . . . V, 701
Contre les bourreaux de la Hongrie . . . . .	2363	Faure, P. Démocratie et bolchévisme . . . . . III, 355
A l'armée rouge . . . . .	2365	Frossard. Discours . . . . . XII, 2097
Aux travailleurs de Pétrograd . . . . .	2367	Fryus, A. Le mouvement révolutionnaire en Norvège . . . . . X, 1549
Aux Syndicats de tous les pays . . . . .	2369	Funk, T. Lettres d'Allemagne . . . . . XI, 1867
		Geyer, K. En Allemagne: La social-démocratie indépendante et la dictature du prolétariat . . . . . VII-VIII, 1031
		Gorky, M. Hier et aujourd'hui . . . . . I, 29
		— Deux cultures . . . . . II, 175
		— Un livre (Le Feu, d'Henri Barbusse) . . . . . III, 317
		— L'Internationale des intellectuels . . . . . VII-VIII, 1109
		— Le chemin du bonheur . . . . . X, 1733
		— Viadimir Ilitch Lénine . . . . . XII, 1967
		— Lettre à Wells . . . . . XII, 2229
		— I, 59
		Gruber, K. La dernière étape . . . . . I, 59
		Guilbeaux, H. La Troisième Internationale et les problèmes actuels du prolétariat français . . . . . I, 65
		— De Brest-Litovsk à Versailles . . . . . III, 357
		— Les petits papiers de M. Charles Dumas . . . . . IV, 503
		— L'influence de la révolution d'octobre sur le prolétariat français . . . . . VI, 833
		— De Strasbourg à Moscou . . . . . X, 1529
		— La lutte de classe dans la France impérialiste . . . . . XI, 1815
		Heveci, J. La révolution économique en Hongrie . . . . . III, 331
		Haglund, Z. L'Internationale de l'action . . . . . II, 195
		— Quand nous réveillerons d'entre les morts . . . . . VII-VIII, 979
		Horter, G. La révolution universelle . . . . . III, 313
		— L'union du prolétariat universel . . . . . X, 1501
		Iden, E. Les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) . . . . . XII, 2521
		Inkpin, A. Une conférence des communistes anglais . . . . . XI, 1843
		Ioffe, A. Le premier gouvernement prolétarien . . . . . VI, 812

## II. Articles

A. N. Le Communisme en Arménie . . . . .	XIII, 2541
Adler (Frédéric). Frédéric Adler menace la bourgeoisie autrichienne, mais... (Un avertissement sérieux) . . . . .	V, 703
Albert, M. Bienvenue au 1-er numéro de „l'Internationale Communiste“ . . . . .	I, 59
Alpari, J. La marche de la révolution en Hongrie. Arbari-Kally, C. Le mouvement révolutionnaire en Roumanie . . . . .	II, 205
B. K. Les travailleurs hongrois sous la Terreur blanche . . . . .	VII-VIII, 1053
Balabanova, A. Salut aux camarades italiens . . . . .	XIII, 2489
— La révolution d'octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale . . . . .	I, 53
— VI, 835	
Bogdanovskiy, V. Terroisme et communisme . . . . .	VII-VIII, 1081
— Une leçon méritée (échange de radiotélégrammes entre Lédebourg-Cohn et le cam. Tchitchérine) . . . . .	VII-VIII, 1111

	N <sup>o</sup> Page		N <sup>o</sup> Page
<i>K.</i> L'activité de l'Union des Comités ouvriers écossais . . . . .	XII, 2076	<i>Pankhurst, S.</i> Ouvriers et social-traités en Angleterre . . . . .	IV, 485
<i>Kameneff.</i> La dictature du prolétariat . . . . .	XII, 2041	— L'Italie et la Révolution . . . . .	VII-VIII, 1005
<i>Katayama, S.</i> Le Japon et la Russie des Soviets . . . . .	IX, 1321	<i>Pannekoek, A.</i> Un monde nouveau . . . . .	II, 168
<i>Kernerer, A.</i> (Taratouta). Lettre à Jean Longuet et au Comité pour la reconstruction de l'Internationale . . . . .	IX, 1281	<i>Pavlovitch, M.</i> L'Ukraine objectif de la contre-révolution internationale . . . . .	XII, 2211
<i>Kohn, F.</i> Polonia militants . . . . .	VI, 873	<i>Platten, F.</i> La Troisième Internationale . . . . .	I, 61
<i>Krestinsky, N.</i> Les coopératives de consommation en Russie . . . . .	VI, 907	<i>Price, M. P.</i> La question polono-allemande en Prusse Orientale et les conditions de la paix . . . . .	V, 676
<i>Kritzman, L.</i> L'autocratie du prolétariat à la fabrique . . . . .	VI, 915	<i>R.</i> La situation en Extrême Orient . . . . .	XIII, 2551
<i>Lénine, N.</i> La Troisième Internationale et sa place dans l'histoire . . . . .	I, 31	<i>Radek.</i> Une malheureuse tentative insurrectionnelle . . . . .	IX, 1301
— Salut aux ouvriers hongrois . . . . .	II, 159	— Le programme d'éducation socialiste . . . . .	X, 1587
<i>Lenine, N.</i> Les héros de l'Internationale de Berne . . . . .	II, 179	— Le parti communiste allemand pendant la période de l'aventure de Kapp . . . . .	XII, 2110
— Les tâches de la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .	IV, 471	— La question polonaise et l'Internationale . . . . .	XII, 2197
— Comment la bourgeoisie utilise les renégats . . . . .	V, 643	<i>Rakovsky.</i> Les relations entre Républiques Soviétiques . . . . .	XII, 2210
— L'économie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne . . . . .	VI, 991	— L'âme de la victoire . . . . .	XIII, 2561
— Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat . . . . .	VII-VIII, 983	<i>Raphes, M.</i> Le mouvement communiste juif . . . . .	IX, 1346
— Notes d'un publiciste . . . . .	IX, 1271	<i>Ravitch, S.</i> L'Université ouvrière et paysanne du nom de Zinoviev à Pétrograd . . . . .	X, 1576
— La Troisième Internationale Communiste . . . . .	X, 1503	<i>Reed, J.</i> Le mouvement révolutionnaire en Amérique . . . . .	VII-VIII, 1047
— Le Travail du premier mai communiste . . . . .	X, 1731	— I) La terre blanche . . . . .	IX, 1325
— Doit-on militer dans les syndicats réactionnaires? . . . . .	X, 1717	— II) L'essor du mouvement ouvrier . . . . .	X, 1537
— Première esquisse des Thèses sur les questions nationales et coloniales . . . . .	XI, 1767	— III) Les partis communistes . . . . .	
— Le Communisme de Vienne . . . . .	XI, 1957	<i>Riazanov, N.</i> La Fondation de la première internationale . . . . .	VI, 865
— Sur les tâches principales du 2 <sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste . . . . .	XII, 2207	<i>Roebig, V.</i> La République des Soviets en Bavière . . . . .	II, 201
<i>Lilina, Z.</i> Une année de lutte des ouvrières d'Europe et d'Amérique . . . . .	XII, 2287	<i>Rot.</i> Le mouvement révolutionnaire dans l'Inde . . . . .	XII, 2187
<i>Loriot, F.</i> "Notre crise" . . . . .	V, 681	<i>Roland-Holst, H.</i> Les bolchéviks et leur activité . . . . .	V, 663
— Révolution ou évolution . . . . .	VI, 929	— Le communisme et le Théâtre . . . . .	XIII, 2505
<i>Lounatcharsky, A.</i> L'Instruction publique dans la Russie des Soviets . . . . .	II, 225	<i>Rosner, A.</i> Le Congrès de Glasgow . . . . .	VII-VIII, 10
— L'Instruction populaire dans la Russie des Soviets . . . . .	IV, 517	<i>Roudniansky, A.</i> Les unions professionnelles et la contre-révolution en Hongrie . . . . .	V, 671
— L'Instruction populaire dans la Russie des Soviets . . . . .	VI, .	<i>Rudas, L.</i> La révolution prolétarienne en Hongrie . . . . .	I, 47
— Le gouvernement des Soviets et les monuments historiques . . . . .	VII-VIII, 1103	<i>Ratgers, S.</i> Kautsky-Wilson . . . . .	IV, 493
<i>M. Volodarsky.</i> (1891-1918) . . . . .	III, 365	— La Ligue des Nations et les petites nationalités . . . . .	VI, 877
Le mouvement ouvrier en Yougo-Slavie . . . . .	XIII, 2565	— L'Amérique et la Révolution russe . . . . .	VII-VIII, 1027
<i>Maclean, J.</i> La situation des mineurs en Angleterre . . . . .	III, 321	<i>Sadoul, J.</i> La Troisième Internationale et la France . . . . .	I, 63
<i>Manner, K.</i> Le mouvement gréviste en Finlande . . . . .	XII, 2175	— Le devoir du prolétariat européen . . . . .	IV, 497
<i>Manouïlsky, I.</i> La situation actuelle en France (observations et impressions) . . . . .	II, 413	— L'esprit de révolution . . . . .	VI, 829
<i>Marchlevsky, J.</i> (Karsky). A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Léon loguichés (souvenirs personnels) . . . . .	III, 369	— Aux ouvriers, paysans de France . . . . .	VII-VIII, 1017
— Que deviendra l'Allemagne? . . . . .	V, 653	— La Troisième Internationale . . . . .	XI, 1811
— La Pologne et la révolution mondiale I . . . . .	VI, 881	<i>Semachko, N.</i> La Conservation de la santé publique en Russie Soviétique . . . . .	IX, 1367
— La Pologne et la révolution mondiale II . . . . .	VII-VIII, 1067	<i>Serrati.</i> Le mouvement italien . . . . .	XII, 2131
— La question agraire et la révolution mondiale . . . . .	XII, 2051	<i>Sirota.</i> La question nationale en Finlande . . . . .	IX, 1311
<i>Mc. Laine.</i> La situation actuelle en Angleterre . . . . .	XII, 2066	<i>Stoutchka, P.</i> 5 mois du régime des Soviets en Lettonie . . . . .	III, 343
<i>Mc. Laine, Tom Quelch.</i> Le mouvement communiste en Angleterre . . . . .	XII, 2061	<i>Ström, F.</i> La situation en Suède . . . . .	XII, 2155
— La question agraire et la révolution mondiale . . . . .	XII, 2051	— L'âme de la victoire . . . . .	XIII, 2499
<i>Meyer, E.</i> Sur la déclaration de "Loyalisme" du Parti Communiste . . . . .	XII, 2109	<i>Svidersky, A.</i> La lutte contre la famine en Russie . . . . .	XI, 1849
<i>Milioutine, B.</i> Le programme économique des communistes . . . . .	II, 323	<i>Strousov, P.</i> Lettre à M. Ivan Mikhaïloff, membre du gouvernement de l'amiral Koltchak . . . . .	XII, 2225
— Deux années de dictature économique du prolétariat en Russie . . . . .	VII-VIII, 1091	<i>Tchitchérine, G.</i> La politique extérieure des deux Internationales . . . . .	VI, 853
<i>Milkitch, J.</i> Le socialisme en Serbie . . . . .	III, 335	<i>Timiriassoff, K.</i> Une prophétie de Byron sur Moscou . . . . .	IV, 507
<i>Münch, E.</i> Les questions du programme dans le P. S. Suisse . . . . .	II, 197	— A propos de l'intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais . . . . .	VI, 847
— Pour la Troisième Internationale . . . . .	V, 685	<i>Tomsky, M.</i> Le mouvement syndical en Russie I . . . . .	V, 689
<i>Neosky, V.</i> L'université communiste du nom de J. M. Sverdlov à Moscou . . . . .	X, 1557	— Le mouvement syndical en Russie II . . . . .	VI, 893
<i>Nilsen, M.</i> La situation en Danemark en 1920 . . . . .	XII, 2169	— Le mouvement syndical en Russie (fin) . . . . .	XIII, 2511
<i>Pankhurst, S.</i> La nouvelle guerre . . . . .	II, 169	<i>Trotsky, L.</i> Grande époque . . . . .	I, 71
— Le travail et la Ligue des Nations . . . . .	III, 305	— Lettre aux camarades français . . . . .	V, 643
		— La Révolution d'octobre . . . . .	VI, 809
		— Jean Longuet . . . . .	VII-VIII, 999
		— La Commune de Paris et la Russie soviétique . . . . .	X, 1511
		— Le Travail et la guerre . . . . .	X, 1783
		— Du Terrorisme . . . . .	XI, 1795
		— A propos du prochain Congrès de l'Internationale Communiste . . . . .	XII, 2019
		— A propos d'un parti communiste. Lettre à un Syndicaliste français . . . . .	XIII, 2477

	N <sup>o</sup> Page	N <sup>o</sup> Page
<i>Tsiérovitch, G.</i> L'Internationale Syndicale . . .	VII-VIII, 1011	<b>Allemagne et Autriche.</b>
<i>Varga, E.</i> La Hongrie Communiste . . . . .	II, 207	Résolution du Parti Communiste d'Autriche et d'Allemagne . . . . .
<i>Victor, A.</i> Lettres de France (1) . . . . .	II, 221	VII-VIII, 1146
<i>Vinokouroff, A.</i> L'assurance sociale en Russie Soviétique . . . . .	IX, 1379	<b>Alsace-Lorraine.</b>
<i>Vitali.</i> Lettre d'Italie . . . . .	XIII, 2571	Décisions du Congrès du Parti Socialiste d'Alsace-Lorraine . . . . .
<i>Wixten, H.</i> L'association suédoise de la jeunesse . . . . .	XII, 2159	V, 733
<i>Zetkin, C.</i> A la défense de Rosa Luxembourg . . . . .	II, 209	<b>Amerique (E.-U.).</b>
— Vive la Troisième Internationale Socialiste . . . . .	III, 299	Le Parti Socialiste Américain et la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .
— Rosa Luxembourg . . . . .	V, 629	III, 383
— Les batailles de 1919 à Berlin et les combattants de la révolution . . . . .	IX, 1243	Fondation du Parti Communiste des E.-U. d'Amérique (Discours des camarades Right et Zinoviev) . . . . .
<i>Zinoviev, G.</i> Les perspectives de la Révolution prolétarienne . . . . .	I, 39	VI, 949
— La Social-Démocratie comme instrument de réaction . . . . .	II, 187	<b>Angleterre.</b>
— Franz Mehring (1846—1919) . . . . .	III, 361	Le socialisme en Angleterre . . . . .
— Deux dates . . . . .	IV, 461	V, 713
— Un acte d'accusation contre la II <sup>e</sup> Internationale . . . . .	V, 651	Adhésion du Parti Socialiste Britannique à la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .
— La révolution russe et le prolétariat international . . . . .	VI, 819	VII-VIII, 1148
— L'Internationale qui meurt et l'Internationale qui se lève . . . . .	VII-VIII, 1037	Réponse du Comité Central du Parti Socialiste Britannique à l'appel des Indépendants d'Allemagne . . . . .
— Les questions les plus pressantes du mouvement ouvrier international . . . . .	IX, 1287	IX, 1412
— Ce qu'il y a de nouveau dans notre premier mai . . . . .	X, 1737	Déclaration d'un groupe de membres du I. L. P. (Parti Ouvrier Indépendant) anglais . . . . .
<i>Zinoviev, G.</i> Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et ses buts . . . . .	XI, 1773	XII, 2232
— Ce qu'a été jusqu'ici l'Internationale Communiste et ce qu'elle doit être . . . . .	XII, 2027	<b>Bulgarie.</b>
— Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers? . . . . .	XII, 2203	Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Bulgare . . . . .
— Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste. Rapport fait à la séance du Soviet de Pétrograd du 12 août 1920 . . . . .	XIII, 2461	III, 381
		Programme du Parti Communiste Bulgare (Tessniaki, section de l'Internationale Communiste) . . . . .
		IV, 527
		Résolution du Congrès du Parti Communiste Bulgare sur la situation en Bulgarie . . . . .
		V, 721
		<b>Danemark.</b>
		Appel du Parti Ouvrier Socialiste Danois . . . . .
		VII-VIII, 1139
		<b>Espagne.</b>
		La plate-forme du Parti Communiste Espagnol . . . . .
		X, 1665
		<b>Europe.</b>
		Opinions sur la Conférence de Berne (Raymond Péricat) . . . . .
		III, 383
		Loriot, Toller, Louis Mûnch, l'Avant . . . . .
		III, 386
		Manifeste du Secrétariat de l'Europe Occidentale à tous les partis adhérant à la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .
		X, 1651
		Thèses directrices sur la tactique de l'Internationale dans la lutte pour la dictature prolétarienne . . . . .
		XII, 2239
		<b>Finlande.</b>
		Message du Congrès du Parti Communiste Finlandais . . . . .
		V, 727
		Adhésion des ouvriers finlandais à l'Internationale Communiste . . . . .
		V, 732
		<b>France.</b>
		Lettre de Loriot à l'Internationale jaune de Berne . . . . .
		I, 73
		Programme du Comité pour la reprise des relations internationales . . . . .
		II, 241
		Les minoritaires français et le bolchévisme (résolution Frossard, Faure, Verfeuil et Loriot) . . . . .
		II, 245
		Appel du P. S. U. français . . . . .
		IV, 539
		Appel des communistes français aux camarades communistes des autres pays . . . . .
		X, 1655
		Manifeste du Comité de la III <sup>e</sup> Internationale aux Socialistes français . . . . .
		X, 1657
		<b>Hollande.</b>
		Adhésion des communistes hollandais à l'Internationale Communiste . . . . .
		I, 81
		<b>Hongrie.</b>
		Déclarations des délégués du Parti Communiste hongrois . . . . .
		I, 81
		Lettre du camarade Béla-Kun au camarade Lénine . . . . .
		II, 229,
		Lettre du camarade Béla-Kun au camarade Ignace Bogar . . . . .
		II, 231

### III. Documents sur le mouvement international.

Appel aux ouvriers des pays de l'Entente . . . . .	IV, 540
Aux ouvriers, soldats et marins anglais, français, italiens, américains, suédois, finlandais, esthoniens et serbes . . . . .	IV, 545
<i>Zinoviev, G.</i> Lettre ouverte à Frédéric Adler . . . . .	IV, 545
— Manifeste du prolétariat révolutionnaire d'Europe . . . . .	V, 727
<i>Lénine, N.</i> Message aux communistes italiens, français et allemands . . . . .	VI, 939
Manifeste du Secrétariat de l'Internationale Communiste pour l'Europe Occidentale . . . . .	VII-VIII, 1131
Appel aux ouvriers tanneurs de tous les pays . . . . .	IX, 1415
Appel aux travailleurs de tous les pays . . . . .	X, 1667
Message au prolétariat allemand . . . . .	X, 1669
A tous les combattants de la cause communiste . . . . .	X, 1670
Message à la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .	X, 1670
Message du Congrès International des ouvriers du transport . . . . .	X, 1670
Aux ouvrières de tous les pays . . . . .	X, 1670
<i>Zinoviev, G.</i> Lettre aux syndicats de tous les pays . . . . .	X, 1725
— Deux voies . . . . .	XIII, 2579
<b>Afrique du Sud.</b>	
Déclaration de principes de la Ligue Internationale de l'Afrique du Sud . . . . .	XI, 1897
<b>Allemagne.</b>	
Sur la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg . . . . .	
— Appel du groupe Spartacus . . . . .	I, 75
— Manifeste de Karl Liebknecht . . . . .	IV, 537
— Appel du Parti Communiste Allemand . . . . .	VII-VIII, 1135
— Résolution du Congrès de la Social-Démocratie Indépendante d'Allemagne . . . . .	VII-VIII, 1146
— Adhésion d'Erich Mühsam au Parti Communiste . . . . .	IX, 1413
— Le programme agraire du Parti Communiste Allemand . . . . .	X, 1415

	Page	<b>IV. Correspondance de l'Internationale Communiste.</b>	Page
Texte de l'accord conclu dans la prison de Budapest entre le Parti Communiste et les social-démocrates hongrois . . .	II, 247	Lettre de Slovaquie . . . . .	IV, 549
Appel du Parti Communiste hongrois . . .	VII-VIII, 1137	Le mouvement révolutionnaire en Italie . . . . .	IV, 551
Au prolétariat industriel et agricole de Hongrie . . . . .	X, 1663	<i>Fabrice, Jean.</i> Lettre de France . . . . .	V, 705
Appel des communistes hongrois aux travailleurs français . . . . .	IX, 1409	— Fragment d'une lettre d'Angleterre . . . . .	V, 711
Déclaration de Béla-Kun et de ses camarades au Soviet des ouvriers du district de Vienne . . . . .	XII, 2235	<i>Un Communiste Français.</i> Lettre de France . . . . .	VII-VIII, 1115
<b>Irlande.</b>		<i>A. R.</i> Lettre d'Allemagne . . . . .	VII-VIII, 1117
Message des révolutionnaires irlandais . . .	II, 247	<i>Un Ami Suisse.</i> Lettre de Suisse . . . . .	VII-VIII, 1121
<b>Italie.</b>		<i>N. N.-V. G.</i> Lettre de Yougo-Slavie . . . . .	VII-VIII, 1125
Adhésion des Socialistes italiens à l'Internationale Communiste . . . . .	I, 81	Un soldat de la Révolution. Lettre de Finlande . . . . .	IX, 1405
Le parti socialiste italien et l'Internationale . . . . .	III, 382	<i>N. O.</i> Lettre de Tchéco-Slovaquie . . . . .	X, 1607
Résolution du Congrès de Boulogne (Parti Socialiste Italien) . . . . .	VI, 947	<i>W.</i> Un Congrès ouvrier anglais (Lettre d'Angleterre) . . . . .	X, 1619
<b>Lettonie.</b>		<i>Spartacus.</i> L'aventure Kapp-Lüttwitz (Lettre d'Allemagne) . . . . .	X, 1629
Message du Comité Central du Parti Communiste Letton. Au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . . . . .	XI, 1891	<i>B.</i> Le mouvement communiste en Bulgarie. Lettres d'Allemagne . . . . .	XI, 1855
<b>Monde Musulman.</b>		<i>T. Funk.</i> La vindicte contre-révolutionnaire (Lettre de Munich) . . . . .	XI, 1873
Message des communistes musulmans . . . . .	VII-VIII, 1147	<i>Vap.</i> Lettre de Finlande . . . . .	XI, 1875
Message de la Conférence des communistes tartares de Simbirsk . . . . .	VII-VIII, 1148	<i>N.</i> De la situation du parti communiste en Autriche . . . . .	XI, —
<b>Norvège.</b>		<i>J. G.</i> Développement et situation actuelle du Parti Communiste Suisse . . . . .	XI, 1881
Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Norvégien . . . . .	III, 381	<i>P.</i> Le Syndicat d'ouvriers russes en Autriche . . . . .	XI, 1887
Message du Comité Central du Parti Ouvrier Norvégien . . . . .	V, 727	<i>H. Barbasse.</i> Lettre à 'la Revue Communiste' . . . . .	XI, 2229
<b>Pologne.</b>		<i>Steinhardt, K., Reiser, Tomann, K.</i> Lettre à la rédaction . . . . .	XIII, 2577
Résolution du Comité Central du Parti Communiste Polonais . . . . .	V, 733	<b>V. Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.</b>	
<b>Russie.</b>		Sur la République des Soviets hongrois . . . . .	I, 83
Résolutions du 9-me Congrès du Parti Communiste Russe . . . . .	X, 1675	Lettre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au Congrès des Communistes hongrois . . . . .	I, 85
Le Bund israélite, les Soviets et la III-e Internationale . . . . .	XI, 1899	Sur l'agression contre la Hongrie . . . . .	II, 215
La sortie des mencheviks de la II-e Internationale . . . . .	XI, 1903	Message au Congrès du Parti Socialiste Hongrois . . . . .	III, 389
<b>Suede.</b>		Un nouveau forfait du gouvernement social-démocrate allemand (sur l'assassinat du camarade Tsytko) . . . . .	I, 87
Adhésion à l'Internationale Communiste du Parti Suédois . . . . .	III, 381	Sur la mort de Rosa Luxembourgeois . . . . .	III, 391
Résolution de la gauche du Parti social-démocrate Suédois . . . . .	V, 729	Message au congrès des communistes suédois . . . . .	II, 251
<b>Suisse.</b>		Salut aux Communistes Slovaques . . . . .	III, 390
Projets de résolution des organisations suisses . . . . .	V, 729	Message au congrès Socialiste Italien à Bologne . . . . .	II, 739
Résolution du Congrès de la social-démocratie suisse . . . . .	V, 731	Lettre au congrès du Parti Communiste Finlandais . . . . .	V, 741
Le Congrès de Groupes romands de la III-e Internationale. Résolutions . . . . .	XIII, 2587	Comment la bourgeoisie combat l'Internationale Communiste (arrestation de F. Platten) . . . . .	II, 250
<b>Turkestan.</b>		Aux organisations de la jeunesse prolétarienne du monde entier . . . . .	II, 251
Résolution de la Conférence des communistes musulmans du Turkestan . . . . .	V, 734	Le boycottage de l'Internationale jaune . . . . .	IV, 553
<b>Ukraine.</b>		La grève internationale a échoué.—Vive la grève internationale! . . . . .	IV, 557
Résolution du III-é Congrès de la Fédération Ukrainienne du Parti Socialiste américain . . . . .	V, 732	Pour le cinquième anniversaire de l'assassinat de Jaurès . . . . .	IV, 561
Déclaration du Comité Central du Parti Communiste Ukrainien (Borodibist) . . . . .	VII-VIII, 1144	Pour le monument de Jaurès . . . . .	V, 742
<b>Yougo-Slavie.</b>		Le parlementarisme et la lutte pour les Soviets (Circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste) . . . . .	V, 735
Adresse du Parti social-démocrate Serbe à l'Internationale Communiste . . . . .	I, 79	Sur le 2-e Anniversaire de la révolution d'octobre . . . . .	VI, 955
Message du Comité Central du Parti Ouvrier Socialiste-Communiste yougo-slave . . . . .	VII-VIII, 1143	Sur la terreur blanche en Hongrie . . . . .	VII-VIII, 1149
Résolution de la Conférence Socialiste Balkanique . . . . .	XII, 2235	Aux travailleurs français . . . . .	VII-VIII, 1151
		Pour l'Anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourgeois . . . . .	VII-VIII, 1153
		Message au congrès scandinave des communistes et des socialistes de gauche . . . . .	VII-VIII, 1156
		Aux ouvriers et aux paysans d'Ukraine . . . . .	VII-VIII, 1155
		L'Internationale Communiste et les Partis Ukrainiens . . . . .	VII-VIII, 1159
		Une aide financière à l'Internationale Communiste . . . . .	VII-VIII, 1161
		Message à l'Association des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) des Etats-Unis d'Amérique . . . . .	IX, 1423

	Page		Page
Aux travailleurs allemands, au Comité Central du Parti Communiste allemand, au Comité Central du Parti Social-Démocrate Indépendant . . . . .	IX, 1435	Décision concernant la question d'organisation . . . . .	I, 125
Sur la question polonaise . . . . .	IX, 1447	Déclaration des membres de la conférence de Zimmerwald . . . . .	I, 127
Sur la terreur blanche en Hongrie . . . . .	IX, 1451	Message du Congrès à l'Armée Rouge . . . . .	I, 137
Message au Congrès Socialiste français de Strasbourg . . . . .	IX, 1453	Message du Congrès aux ouvriers ukrainiens . . . . .	I, 127
Aux ouvriers de tous les pays, à l'occasion de la journée de l'ouvrière . . . . .	IX, 1455	Composition du I <sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste à Moscou . . . . .	I, 129
Sur le lock-out en Suède . . . . .	IX, 1455		
Aux travailleurs scandinaves, à la classe ouvrière norvégienne, au Partit Ouvrier Norvégien . . . . .	IX, 1457	<b>VII. Deuxième Congrès.</b>	
Au prolétariat des pays balkano-danubiens, aux partis communistes Bulgare, Roumain, Serbe et Turc . . . . .	IX, 1459	Ouverture du Congrès. Discours du camarade ZINOVIEV . . . . .	XIII, 2351
Accord sur la fusion du Parti Communiste Américain et du Parti Ouvrier Communiste Américain . . . . .	IX, 1463	Statuts de l'Internationale Communiste . . . . .	XIII, 2389
Sur la guerre civile en Allemagne . . . . .	X, 1697	Conditions d'admission dans l'Internationale Communiste . . . . .	XIII, 2395
Au troisième congrès panrusse des syndicaux . . . . .	X, 1701	Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne . . . . .	XIII, 2401
Salut au camarade Lénine . . . . .	X, 1703	Le mouvement syndical, les Comités de fabrique et d'usine et la III <sup>e</sup> Internationale . . . . .	XIII, 2109
Fusion des partis communistes d'Ukraine . . . . .	X, 1703	Quand et dans quelles conditions peut-on créer des Soviets de députés ouvriers? . . . . .	XIII, 2417
Séance du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste . . . . .	X, 1705	Les partis communistes et le parlementarisme . . . . .	XIII, 2421
La Défense de la patrie socialiste. A propos de l'offensive polonaise . . . . .	XI, 1905	Thèses sur les questions coloniale et nationale . . . . .	XIII, 2429
Lettre ouverte aux membres du Parti Ouvrier Communiste Allemand . . . . .	XI, 1909	Thèses sur la question agraire . . . . .	XIII, 2437
Au Comité Central du Parti Social-démocrate indépendant d'Allemagne . . . . .	XI, 1925	Les tâches principales de l'Internationale Communiste . . . . .	XIII, 2447
Aux camarades Américains . . . . .	XI, 1927		
Adresse au Congrès du Parti Socialiste Norvégien . . . . .	XI, 1931	<b>VIII. Rapport des délégués au Premier Congrès de l'Internationale Communiste.</b>	
Lettre ouverte du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en réponse aux questions du Parti Ouvrier Indépendant de Grande Bretagne . . . . .	XII, 2251	Rapport du camarade Albert (Allemagne) . . . . .	II, 253
A tous les membres du Parti Indépendant d'Allemagne . . . . .	XII, 2273	— Zinoviev (Russie) . . . . .	II, 259
Aux peuples opprimés de Perse, d'Arménie et de Turquie . . . . .	XII, 2275	— Stange (Norvège) . . . . .	II, 263
A tous les membres du Parti socialiste français, à tous les prolétaires conscients de la France . . . . .	2377	— Gruber (Autriche) . . . . .	III, 393
A tous les ouvriers et ouvrières, à tous les travailleurs . . . . .	XIII, 2595	— Sadoul (France) . . . . .	III, 397
Aux travailleurs d'Angleterre et de France . . . . .	XIII, 2597	— L. Trolsky (Russie) . . . . .	III, 407
Au Comité Central et à tous les membres du Parti socialiste italien. A tous les prolétaires révolutionnaires d'Italie . . . . .	XIII, 2603	— F. Platten (Suisse) . . . . .	III, 409
Au Bureau et à tous les membres du Parti Communiste d'Autriche allemande . . . . .	XIII, 2609	— A. Roudniansky (Hongrie) . . . . .	III, 409
Au Comité Central et à tous les membres du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne . . . . .	XIII, 2613	— G. Grimlund (Suède) . . . . .	III, 411
A la social-démocratie marxiste de gauche et aux groupes communiste de Tchéco-Slovaquie . . . . .	XIII, 2617	— Sirola (Finlande) . . . . .	III, 413
		— Rudgers (Hollande) . . . . .	IV, 579
		— Rakovsky (Bulgarie) . . . . .	IV, 581
		— Milkitch (Serbie) . . . . .	IV, 581
		— Freilich (Galicie Orientale) . . . . .	IV, 583
		— Yatimoff (Orient) . . . . .	IV, 591
		<b>IX. Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne.</b>	
		<i>Balabanova, A.</i> Eugène Munch . . . . .	VII-VIII, 1169
		— Marc Andréievitch Nathanson . . . . .	IX, 1477
		<i>Bacumer, L.</i> Eugène Leviné . . . . .	XI, 1953
		<i>Boukharine, N.</i> Tibor Samuelli . . . . .	V, 743
		Eternelle mémoire aux Communards hongrois . . . . .	VII-VIII, 1165
		Eugène Leviné . . . . .	IV, 567
		<i>J.</i> Compte-rendu du procès des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg . . . . .	V, 747
		<i>K. V. I. A.</i> La mémoire d'Eugène Leviné . . . . .	VI, 957
		Les ouvrières de Paris et la défense de la Commune . . . . .	X, 1713
		Lichtenstadt-Mazir (V. O.) . . . . .	VII-VIII, 1165
		<i>Lissagaray</i> (Extraits de). Quelques pages d'histoire en mémoire de la Commune de Paris . . . . .	X, 1709
		<i>Lounatcharsky, A.</i> Extrait de souvenirs personnels, <i>Ouiritsky</i> . . . . .	IV, 573
		<i>Sajarov, G. N.</i> Tolmalchev . . . . .	VI, 959
		V. La persécution des socialistes en Amérique . . . . .	V, 749
		<i>Zelkin, C.</i> Karl Liebknecht . . . . .	V, 747
		<i>Zinoviev, G.</i> Léon Tycho (loguiches) . . . . .	V, 745
		Les 32 fusillés de Berlin (récit d'un témoin) . . . . .	V, 751

## VI. Résolutions du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

Plate-forme de l'Internationale Communiste . . . . .	I, 89
Thèse du camarade Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne . . . . .	I, 97
Résolution sur l'attitude à prendre envers les tendances socialistes et la conférence de Berne . . . . .	I, 107
Thèses sur la situation internationale et sur la Politique de l'Entente . . . . .	I, 113
Résolution concernant la Terreur Blanche . . . . .	I, 121
Résolution concernant la nécessité d'attirer les ouvriers dans la lutte pour le socialisme . . . . .	I, 125
Décision concernant la constitution de l'Internationale Communiste . . . . .	I, 125
Proposition concernant la constitution de l'Internationale Communiste . . . . .	I, 125

X. L'Internationale de la jeunesse communiste.		№ Page
<i>F.</i> Le congrès de la jeunesse socialiste américaine Au combat! (Appel de l'Union de la jeunesse communiste allemande) . . . . .	V, 771	
<i>O. C.</i> Impressions personnelles sur le mouvement de la jeunesse communiste en Suisse . . . . .	V, 761	
<i>Ryukin (O. Sœur).</i> Le mouvement communiste de la jeunesse en Russie . . . . .	V, 757	
<i>Steinmann, I.</i> L'Internationale Communiste et l'organisation internationale de la jeunesse . . . . .	V, 755 V, 765	
<i>T.</i> Le congrès scandinave de la jeunesse ouvrière Manifeste du Premier Congrès de l'Internationale de la Jeunesse Communiste . . . . .	IX, 1465	
Le Congrès International de la Jeunesse Communiste . . . . .	IX, 1469	
<i>Chatzky, A.</i> Le Congrès de l'Internationale de la Jeunesse à Berlin . . . . .	XI, 1935	
La Jeunesse Internationale . . . . .	XIII, 2619	
Un membre du C. E. de H. J. C. Après le Congrès . . . . .	XII, 2281	
Thèses sur les rapports réciproques de l'Internationale Communiste de l'Internationale de la Jeunesse Communiste d'une part et du Parti Communiste et des organisations de la Jeunesse Communiste d'autre part . . . . .	XII, 2285	
Lettre du Comité Exécutif de la Jeunesse Communiste Internationale au premier congrès international des étudiants communistes . . . . .	XIII, 2621	
Résolutions et thèses du Congrès de la Jeunesse socialiste suisse tenu à Aarau, au printemps 1920 . . . . .	XIII, 2623	
Programme de l'Internationale Communiste de la Jeunesse . . . . .	XIII, 2627	
<b>XI. Rapports et chronique.</b>		
<b>Allemagne.</b>		
<i>Gordon, James.</i> Dernières nouvelles d'Allemagne . . . . .	I, 133	
<i>Kennel, A.</i> Le développement de la révolution . . . . .	III, 426 VI, 966	
<b>Amérique.</b>		
<i>A. M.</i> Amérique . . . . .	IV, 596	
<i>J. et A. M.</i> Amérique . . . . .	V, 785	
La révolution sociale devant les juges (procès de l'Industrial Workers of the World) . . . . .	II, 281	
<i>A. N.</i> Le Parti Communiste en Amérique . . . . .	VII-VIII, 1203	
Le mouvement révolutionnaire au Canada . . . . .	IV, 597	
<b>Autriche.</b>		
<i>Un Communiste Autrichien.</i> Le mouvement communiste et la situation politique en Autriche allemande . . . . .	VII-VIII, 422	
<i>Berzine, A. (Winter).</i> La fête de la Solidarité Internationale (le 1-er Mai en Occident) . . . . .	III, 422	
<b>Bulgarie.</b>		
<i>Djorov, St.</i> La Bulgarie et l'impérialisme . . . . .	I, 131	
— L'activité de la social-démocratie (Tessniaki) en Bulgarie . . . . .	V, 775	
<i>Chronique</i> du mouvement révolutionnaire (France. — Grande-Bretagne. — Italie. — Suède. — Norvège. — Danemark. — Finlande. — Etats-Unis) . . . . .	269	
<b>Corée.</b>		
<i>Pak, Dj.</i> Le mouvement socialiste en Corée . . . . .	VII-VIII, 1207	
<b>Espagne.</b>		
<i>I.</i> Chronique . . . . .	V, 796	
<b>Esthonie.</b>		
<i>M. L.</i> En Esthonie . . . . .	V, 779	
<i>Un Emigrant.</i> Le mouvement professionnel en Esthonie . . . . .	V, 784	
<b>France.</b>		
<i>Cartigny, A.</i> France . . . . .	III, 420	
— France . . . . .	IV, 599	
<i>Victor-Serge.</i> L'état d'esprit du prolétariat français . . . . .	I, 139	
<i>V.-S.</i> France . . . . .	VI, 968	
— France . . . . .	VII-VIII, 139	
<i>V. M. et C.</i> Chronique du mouvement révolutionnaire . . . . .	I, 139	
<b>Finlande.</b>		
<i>Sirota.</i> Le mouvement social en Finlande . . . . .	I, 135	
— Le mouvement révolutionnaire en Finlande . . . . .	V, 414	
<b>Galicie.</b>		
<i>Korf, A.</i> La Galicie entre deux républiques de Soviets . . . . .	I, 133	
<b>Hongrie.</b>		
<i>Gabor, M.</i> Comment tombe le gouvernement des Soviets en Hongrie . . . . .	VII-VIII, 1214	
<b>Italie.</b>		
<i>V.-S.</i> Chronique . . . . .	VII-VIII, 1214	
<b>Norvège.</b>		
<i>B.</i> Chronique . . . . .	V, 795	
<b>Russie.</b>		
<i>Gorki, M.</i> La Russie des Soviets et les peuples du monde . . . . .	I, 143	
<i>X.</i> Les unions professionnelles et le Commissariat du Travail dans la Russie des Soviets . . . . .	III, 429	
<b>Suède.</b>		
<i>B.</i> Chronique . . . . .	V, 793	
<b>Suisse.</b>		
<i>Cartigny, André.</i> Le mouvement révolutionnaire dans la Suisse romande . . . . .	I, 135	
<i>Y. et H. I.</i> Suisse . . . . .	V, 797	
<i>Arrestation</i> de Friedrich Platten . . . . .	I, 141	
<i>Lucerno (Les acrobates de).</i> Compte-rendu de la première réunion de l'Internationale jeune . . . . .	IV, 601	
<b>Tchéco-Slovaquie.</b>		
<i>Roudniansky, A.</i> La république des Soviets Slovaques . . . . .	III, 424	
<b>XII. A travers la presse communiste internationale.</b>		
Publications reçues . . . . .	VII-VIII, 1173	
<i>Chauvelon, E.</i> Après le Congrès réformiste de Lucerne ( <i>L'Avant International</i> , n° 22) . . . . .	VII-VIII, 1175	
Russie ( <i>Lichtstrahlen</i> , 5-11-19) . . . . .	VII-VIII, 1179	
<i>V.-S.</i> En Amérique ( <i>Voice of Labour</i> , août 1919) . . . . .	VII-VIII, 1183	
<b>XIII. Bibliographie.</b>		
<i>V. M.</i> Bibliographie . . . . .	I, 145	
<i>V.-S.</i> René Marchand: Pourquoi je me suis rallié à la formule de la révolution sociale . . . . .	III, 451	
<i>Bystriansky, V.</i> Procès de Karl Liebknecht . . . . .	III, 415	
<i>P. Lavroff</i> et la révolution ouvrière (La commune de Paris 18 mars 1871) . . . . .	IV, 605	
Etats-Unis d'Amérique. — Allemagne. — Autriche. — Belgique. — La presse communiste de Yougo-Slavie. — Argentine. — Uruguay . . . . .	2633	



# Table des matières

	Pag		Page
Le troisième anniversaire . . . . .	2661	Manifeste de la Fédération Communiste Balkano-Danubienne. Aux classes laborieuses de tous les pays . . . . .	2871
G. ZINOVIEV. A propos du Congrès de Halle. Aux partis ouvriers de tous les pays . . . . .	2665	Aux travailleurs de tous les pays. Ordre du jour de la séance mixte des syndicaux et des comités de fabrique de Réval du 23 août 1920 . . . . .	2877
N. LÉNINE. La question de la dictature. Contribution à son histoire . . . . .	2669	<b>Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.</b>	
G. ZINOVIEV. Lettre ouverte au camarade Serrali . . . . .	2687	Lettre ouverte à tous les membres du Parti Social-Démocrate des Indépendants d'Allemagne. Au congrès extraordinaire de Halle . . . . .	2879
Clara ZETKIN. La lueur de l'incendie . . . . .	2693	G. ZINOVIEV. Aux travailleurs révolutionnaires d'Allemagne. Au congrès du Parti Communiste Allemand . . . . .	2897
F. VARGA. La situation économique de l'Europe Continentale . . . . .	2703	G. ZINOVIEV, N. BOMBACCI, A. L. HOFFMAN, P. LEVY. Aux mineurs et lutteurs révolutionnaires d'Angleterre . . . . .	2903
V. MILIOUTINE. Les rapports économiques internationaux . . . . .	2715	G. ZINOVIEV, ROSMER.—Aux travailleurs de France. A propos du Congrès de la Confédération générale du travail . . . . .	2905
F. ROTCHTEIN. Le Parlementarisme . . . . .	2725	G. ZINOVIEV. Lettre aux travailleurs français . . . . .	2907
I. MARCHLEWSKY. La Paix avec la Pologne . . . . .	2733	Ma lettre d'adieu . . . . .	2911
G. ZINOVIEV. A quel moment et dans quelles conditions faut-il organiser des Soviets . . . . .	2737	Au prolétariat italien . . . . .	2915
G. SAFAROF. La révolution aux colonies. L'expérience du Turkestan . . . . .	2741	<b>Procès verbaux du Comité Exécutif.</b>	
M. PAVLOVITCH. La Russie des Soviets et les intrigues anglo-françaises en Orient . . . . .	2751	Séance du 20 septembre . . . . .	2917
P. LEVY. La situation économique en Allemagne . . . . .	2763	» » 21 » . . . . .	2919
I. WALCHER. Le prolétariat allemand et sa révolution . . . . .	2777	» » 27 » . . . . .	2923
GRAMSCI. Le mouvement communiste à Turin . . . . .	2783	Décision du petit bureau du 29 septembre 1920 . . . . .	2925
R. LEFÈVRE. La France et la Révolution communiste . . . . .	2793	<b>L'Internationale de la Jeunesse Communiste.</b>	
G. KABAKTCHIEF. La Bulgarie après la guerre impérialiste . . . . .	2801	V. MUNZENBERG. Le deuxième congrès de l'Internationale Communiste et la Jeunesse Communiste Internationale . . . . .	2925
I. N. Le Congrès de Moscou et le mouvement révolutionnaire en Suisse . . . . .	2811	Thèses sur le mouvement de la jeunesse. Au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste . . . . .	2935
Un Communiste esthonien. La lutte syndicale en Esthonie . . . . .	2815	<b>Héros et martyrs de la révolution prolétarienne.</b>	
Y. K. Aperçu sur la situation au Japon . . . . .	2823	Les Communistes-finlandais . . . . .	2939
V. BYSTRIANSKY. Rosa Luxembourg et L. Tichko devant la Justice du Tsar . . . . .	2827	John Reed . . . . .	2945
V. NABOKOV. L'Ambassade russe à Londres . . . . .	2841	Georges Kirkov . . . . .	2953
		Dimitri Toulsovitich . . . . .	2955
<b>L'Internationale syndicale rouge.</b>		<i>Index:</i>	
I. I. MURPHY. Deux mois de travail . . . . .	2849	Table analytique des matières contenues dans les N <sup>os</sup> 1 à 13 . . . . .	2959
<b>Correspondance de l'Internationale Communiste.</b>			
J. K. Lettre de Yougo-Slavie . . . . .	2859		
» Lettre de Roumanie . . . . .	2861		
K. K. Lettre de Chine . . . . .	2863		
<b>Documents du Mouvement Communiste International.</b>			
Le premier congrès des communistes persans et parli «Adalini» . . . . .	2867		

ILLUSTRATIONS: Léo loguichés, Jean Rakhia, John Reed, Georges Kirkov, Dimitri Toulsovitich.

Pétrograd, le 6 novembre 1920.